HAL
open science

La tripolarisation territoriale en Bolivie : genèse et actualité

Sarah Castillo Camacho

To cite this version:

Sarah Castillo Camacho. La tripolarisation territoriale en Bolivie : genèse et actualité. Economies et finances. Université de Bourgogne, 2012. Français. NNT : 2012DIJOE005 . tel-00877869

HAL Id: tel-00877869

https://theses.hal.science/tel-00877869v1

Submitted on 29 Oct 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE
FACULTÉ DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DE GESTION

THÈSE
Pour obtenir le grade de
Docteur de l'Université de Bourgogne
Discipline : Sciences Économiques

Présentée et soutenue publiquement par

Sarah BARILLOT-CASTILLO CAMACHO

Le 7 Décembre 2012

La tripolarisation territoriale en Bolivie : genèse et actualité

Directeur de thèse
Jean-Marie HURIOT

Jury :

BARON Catherine, Professeure des Universités en Aménagement de l'Espace et Urbanisme, Sciences Po, Université de Toulouse 1, rapporteur.

BOURDEAU-LEPAGE Lise, Professeure des Universités en Géographie, Université Jean Moulin, Lyon 3, suffragante.

CARRIERE Jean-Paul, Professeur émérite en Aménagement de l'Espace et Urbanisme, École Polytechnique, Université de Tours, rapporteur.

HURIOT Jean-Marie, Professeur émérite en Économie, Université de Bourgogne, directeur de thèse.

PAPAIX Marie-Laure, Docteur en Sciences Économiques, Urbaniste OPQU, Économie et Territoires, Lyon, suffragante.

PERREUR Jacky, Professeur des Universités en Économie, Université de Bourgogne, suffragant.

©

L'Université de Bourgogne n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions doivent être considérées comme propres à son auteur.

à mon époux,

à mes parents,

à mes amis.

Remerciements

Je voudrais remercier, en premier lieu, le professeur Jean-Marie Huriot d'avoir accepté d'être mon directeur de thèse et de m'avoir accordé sa confiance malgré mes nombreuses imprécisions quand j'ai commencé ce projet de recherche.

Merci, Jean-Marie HURIOT de m'avoir guidée, d'avoir levé mes doutes méthodologiques et épistémologiques et rappelé sans cesse la rigueur de la recherche. Merci pour cette exigence, pour la méthode de travail transmise, pour votre disponibilité et pour les pauses café, au cours desquelles j'ai pu aérer mes idées. Vous avez pu démêler la plupart du temps mes divagations qui en fin de compte aboutissent à une thèse.

Je remercie également le laboratoire d'Économie et de Gestion, et l'équipe AMIE, de m'avoir accueilli et d'avoir soutenu mon projet de séjour de recherche en Bolivie et mes nombreux déplacements aux colloques. Ces échanges que j'ai pu avoir avec les différents chercheurs lors de mes déplacements n'ont fait que contribuer à décanter mes idées.

Mes remerciements vont aussi aux professeurs Catherine Baron et Jean-Paul Carrière qui ont accepté la charge de rapporteur. Ma gratitude va également à la professeure, Lise Bordeau-Lepage, qui m'a beaucoup aidé au cours de mes recherches. Je suis également reconnaissante au professeur Jacky Perreur, ainsi qu'à Marie-Laure Papaix, Docteur en Sciences Économiques, Urbaniste, pour avoir accepté de consacrer leur temps et leur savoir-faire pour évaluer ce travail.

Ce long chemin nommé thèse a été ensemencé de rencontres qui ont laissé une empreinte sur ce travail de recherche à divers niveaux et de plusieurs façons. C'est presque une mission impossible de les citer toutes, voici quelques-unes d'entre elles : Elizabeth Penez, Viviane Meunier, Béatrice Labbé, Marie-Claude Pichery, Catherine Baumont, Samuel Mercier, Diego Legros, Françoise Bourdon, Xavier Brierre, Rachel Guillain, Louis De Mesnard, Franck Dubois, Morgan Poggioli, Emmanuelle Gredin, Jimena Alarcon, Monica Janko, Sylvianne Arché, Cécile, Cyril, Alex, Martial, Capucine, Monique et Michel, Yuko, etc…

Merci à Michèle Huriot, qui malgré ses nombreuses occupations a pris le temps de m'aider avec patience et surtout beaucoup de pédagogie. Merci à Martine pour son amitié dévouée et inépuisable. Merci à Patricia et Mohamed pour leur soutien inébranlable. Merci à Alexandre pour sa dextérité dans l'informatique, son minutieux travail et son œil de lynx dans la quête des détails à améliorer dans la mise en page de la thèse qui m'ont permis de limiter mon stress. Merci "mamie" Mauricette pour son appui moral.

Et le meilleur pour la fin, merci à mon cher époux qui a su me soutenir dans les épreuves, pour le bon et pour le pire, merci pour sa patience, sa bienveillance, son calme et tant d'autres qualités que je n'arriverais pas à décrire par de simples mots. Merci à ma mère, et bien sûr à mon père, d'avoir attendu patiemment que ce travail touche à sa fin, pour tout leur amour inconditionnel et leur soutien moral.

Résumé

La tripolarisation territoriale en Bolivie : genèse et actualité

Trois agglomérations majeures caractérisent le système territorial bolivien en concentrant près de la moitié de la population et des emplois nationaux. Ce constat amène à s'interroger sur le rôle économique de cette tripolarisation territoriale face au succès économique de Potosi et Tarija, territoires riches en ressources naturelles. Dans ce travail, nous examinons l'actuelle tripolarisation par l'étude de l'histoire économique de l'émergence de ces trois pôles, puis en examinant les données économiques les plus récentes, de manière à expliquer les forces et les faiblesses de ce tripôle. Chacun des pôles se localise dans un contexte géographique original. La Paz où siège le gouvernement se situe dans la région montagneuse des hauts plateaux à l'Ouest. Santa Cruz, à environ 900 km de La Paz, se localise à l'Est, au centre des plaines amazoniennes. Cochabamba se situe entre les deux, dans les vallées intermédiaires du centre. Cette tripolarisation est relativement récente : la hiérarchie urbaine, longtemps dominée par une ville primatiale n'a donné une configuration tripolaire qu'au cours du dernier demi-siècle. La situation actuelle résulte en partie du cadre particulier de l'émergence du tripôle, liée aux territoires disposant des ressources naturelles ; l'analyse est conduite à partir d'indicateurs d'activité économique et du rôle international de ces territoires. L'approche économique, combinée avec des éléments géographiques, démographiques, historiques, politiques et de développement humain, permet de mettre à jour deux logiques distinctes, mais qui se complètent d'une manière originale : une forme de domination territoriale du tripôle La Paz – Cochabamba – Santa Cruz, à la fois permise et fragilisée par le rôle clé de l'exploitation des richesses naturelles de Potosi et Tarija.

Mots-clés : Polarisation territoriale, histoire économique, économie, spécialisation, système des villes, ressources naturelles, Bolivie.

Abstract

Territorial tripolarization in Bolivia : genesis and current situation

The Bolivian urban system is outstanding : three major cities concentrate about half of the nation's population and employment. Their territories' trajectories lead us to question their economic role in the face of the successful economic achievement of Potosi and Tarija, territories well endowed in natural resources. We wanted to highlight the Bolivian current territorial tripolarization, firstly by studying its emergence, through the study of their economical history; secondly, by investigating the most recent economical data in order to display the strengths and weaknesses of this tripolarized system. Each component of the tripole is situated in a different geographical setting. In the West, La Paz, where the government is based, belongs to a mountainous region of high plateaus; in the East, Santa Cruz, 900 km distant, belongs to the central area of Amazonian plains, whereas Cochabamba rests between those two, in the region of intermediate valleys. This tripolarization is recent ; Urban hierarchy previously dominated by a major city is now characterized by three of them ranking first in this hierarchy. The specific emergence of such a system in Bolivia, together with the abundance of natural resources in certain territories, contributes to explaining the current situation, which has been analyzed using indicators of economical activity and of the international role of the territories. This economical approach combined with geographical, demographical, historical, political and human development elements, helps us to disclose two different but complementary logics: a kind of territorial domination of La Paz - Cochabamba - Santa Cruz, permitted though made vulnerable by the exploitation of natural resources in Potosi and Tarija.

Key words : Territorial polarization, history of economics, economics, specialization, urban system, natural resources, Bolivia.

Resúmen

La tripolarización territorial en Bolivia: génesis y actualidad

El sistema territorial boliviano se caracteriza por la presencia de tres grandes conglomerados urbanos que concentran cerca de la mitad de la población y del empleo nacional. A partir de este hecho se plantea la interrogante sobre el rol económico que tiene este trípolo territorial en un contexto favorable para Potosí y Tarija, ricos en recursos naturales. Se estudia el surgimiento de estos tres conglomerados urbanos, a través la historia económica y de los indicadores económicos más recientes. El objetivo es evaluar tanto las fortalezas como las debilidades del trípolo. La Paz, Santa Cruz y Cochabamba se ubican cada uno en un contexto geográfico diferente. La Paz, sede de gobierno, esta rodeado de montañas, en el Altiplano, al oeste. Santa Cruz, aproximadamente a 900 Km. de La Paz, se encuentra en la Amazonía, al este. Cochabamba se sitúa entre ambos, en los Valles, en el corazón del país. Esta tripolarización es relativamente reciente. En el transcurso del último medio siglo, el ranking urbano pasó de una ciudad que predominaba a una configuración tripolar. Este cuadro de análisis combina el surgimiento del trípolo y la existencia de territorios ricos en recursos naturales, y nos permite comprender los fundamentos del contexto territorial actual que analizamos a partir de indicadores de la actividad económica y del rol internacional de los polos bolivianos. La visión económica de esta situación integra elementos geográficos, demográficos, históricos, políticos y de desarrollo humano, que nos permiten pensar dos lógicas distintas pero que se combinan de manera original: una forma de dominación territorial del trípolo La Paz- Cochabamba- Santa Cruz, al mismo tiempo fortalecida pero también fragilizada por el rol que ocupa la explotación de recursos naturales de Potosí y Tarija.

Palabras clave : Polarización territorial, historia económica, economía, especialización, conjunto de ciudades, recursos naturales, Bolivia.

Sommaire

Remerciements 4
Résumé 6
Abstract 7
Resúmen 8
Sommaire 9
Liste des tableaux 10
Liste des figures 12
Liste des graphiques 13
Liste des annexes 14
Introduction générale 15
Chapitre 1 : La Bolivie et ses territoires 23
Chapitre 2 : Aux racines du tripôle urbain : l'histoire compte 46
Chapitre 3 : Des villes, des populations et des emplois 103
Chapitre 4 : La polarisation territoriale du point de vue économique 144
Chapitre 5 : Les villes et le développement humain 182
Conclusion générale 204
Bibliographie 210
Annexes 224
Table des matières 259

Liste des tableaux

Tableau 1-1 : Division administrative de la Bolivie 30

Tableau 2-1 : Cycles extractifs des ressources naturelles par périodes (1545 – à nos jours) 49

Tableau 2-2 : Ressources en hydrocarbures (prouvées et probables), en 2002 65

Tableau 2-3 : Part en pourcentage de Santa Cruz dans le PIB national 92

Tableau 2-4 : Création d'emplois dans le secteur public et privé en 1974 93

Tableau 3-1 : Une hiérarchie urbaine changeante, 1820-2010 113

Tableau 3-2 : Évolution des populations des trois villes dominantes, 1900-2010 (en milliers) 115

Tableau 3-3 : Taux de croissance annuel moyen des populations des trois villes dominantes, 1900-2010 116

Tableau 3-4 : Part de la population et de l'emploi dans les principales villes, 1992 et 2001 126

Tableau 3-5 : Villes et emploi, 1992-2001 127

Tableau 3-6 : Parts des villes dans l'emploi bolivien de l'agriculture, de l'industrie et des services, 1992 et 2001 128

Tableau 3-7 : Villes et quotients de localisation dans l'agriculture, l'industrie et les services, 1992 et 2001 128

Tableau 3-8 : Les spécialisations les plus significatives des dix plus grandes villes en termes d'emplois, 1992 133

Tableau 3-9 : Les spécialisations les plus significatives des dix plus grandes villes, 2001 134

Tableau 3-10 : Nombre d'emplois et TCAM des principales municipalités du tripôle, 1992, 2001 et 2009 140

Tableau 3-11 : Nombre d'emplois et TCAM du tripôle et des six principales municipalités, 1992, 2001 et 2009 141

Tableau 4-1 : Population des 31 pôles urbains de plus de 10 000 habitants classé par pôles régionaux, 2010 149

Tableau 4-2 : Les PIB des pôles régionaux, 1988-2010 151

Tableau 4-3 : La surproductivité des pôles régionaux, 2001 et 2010 153

Tableau 4-4 : Exportations en millions de dollars américains, 1999-2011 156

Tableau 4-5 : Les territoires réceptacles des IDE, 1996-2005 163

Tableau 4-6 : La composition et la croissance sectorielles du PIB Bolivien, 1992, 2001 et 2010 168

Tableau 4-7 : Les spécialisations plus significatives des pôles régionaux, 1992 173
Tableau 4-8 : Les spécialisations plus significatives des pôles régionaux, 2010 174
Tableau 5-1 : Indice de calcul pour l'IDH des municipalités boliviennes et pour l'IDH mondial 185
Tableau 5-2 : Objectifs pour le calcul de l'IDH 185
Tableau 5-3 : Indice de développement humain par ses composantes, 1992 197
Tableau 5-4 : Indice de développement humain par ses composantes, 2005 198

Liste des figures

Figure 1-1 : Présentation de la Bolivie 26
Figure 1-2 : Carte physique de la Bolivie, diversité climatique 28
Figure 1-3 : Les zones géographiques et les divisions administratives en Bolivie 29
Figure 1-4 : Répartition de la population bolivienne (Recensement 2001) 31
Figure 1-5 : Les projets politiques d'intégration sud-américains : les réseaux routiers 34
Figure 1-6 : La géographie du gaz en Amérique du Sud 38
Figure 2-1 : Lignes des Chemins de Fer en Bolivie, 1980 54
Figure 2-2 : Les routes d'exportation du latex, 1880-1920 60
Figure 2-3 : Ressources naturelles du sous-sol bolivien : pétrole, gaz & activités minières 62
Figure 2-4 : Cycles extractifs des matières premières en Bolivie (1545 - à nos jours) 67
Figure 2-5 : Un aperçu urbain de la ville de Cochabamba 79
Figure 2-6 : Les pertes territoriales 84
Figure 3-1 : Étendu de la surface urbanisée de l'agglomération de La Paz 109
Figure 3-2 : Étendu de la surface urbanisée de l'agglomération de Santa Cruz 110
Figure 3-3 : Étendu de la surface urbanisée de l'agglomération de Cochabamba .. 111
Figure 4-1 : La Bolivie administrative 145

Liste des graphiques

Graphique 3-1 : Relation rang-taille dans les villes boliviennes de plus de 10 000 habitants, 2010 112

Graphique 3-2 : Part des emplois dans l'industrie pour les trois plus grandes villes, 1992 et 2001 130

Graphique 3-3 : Part des emplois dans les services pour les trois plus grandes villes, 1992 131

Graphique 3-4 : Part des emplois dans les services pour les trois plus grandes villes, 2001 131

Graphique 3-5 : Composition sectorielle de l'emploi dans les neuf principales municipalités de département, 1992, 2001 et 2009 138

Graphique 4-1 : Participation des pôles régionaux au total des exportations, 1999-2011 157

Graphique 4-2 : Les IDE en Bolivie, 1980-2009 160

Graphique 4-3 : Les IDE en Bolivie, dans le tripôle régional et dans Potosi et Tarija, 1996-2010 164

Graphique 4-4 : Part du total des IDE reçue par les pôles régionaux, 1996-2004 165

Graphique 4-5 : Participation sectorielle au total d'exportations, 1980-2011 169

Graphique 4-6 : La composition sectorielle des IDE, 1996-2008 170

Graphique 5-1 : L'IDH bolivien selon ses composantes, 1992 et 2005 193

Graphique 5-2 : L'IDH par départements, 2005 194

Graphique 5-3 : L'IDH des départements par ses composantes, 2005 195

Liste des annexes

Annexe 1 : PIB par tête, par pôles régionaux 225
Annexe 2 : Relation rang taille des villes boliviennes 226
Annexe 3 : Les micro, petites et moyennes entreprises dans l'économie bolivienne 227
Annexe 4 : Population des dix principales villes 231
Annexe 5 : Liste des secteurs économiques 233
Annexe 6 : L'emploi dans les dix plus grandes villes 234
Annexe 7 : L'emploi par villes capitales de département 242
Annexe 8 : Le PIB par pôles régionaux 244
Annexe 9 : Taux de croissance du PIB 246
Annexe 10 : La mine San Cristobal 247
Annexe 11 : Les exportations par activités économiques 248
Annexe 12 : Les exportations des pôles régionaux 250
Annexe 13 : Investissement direct étranger 253
Annexe 14 : Les indices de développement humain par pôles régionaux 256
Annexe 15 : Les composantes de l'IDH 257

Introduction générale

Dans beaucoup de pays en développement, on observe une forte polarisation autour d'un unique territoire dominant, ce qui se traduit par la forte primatie d'une métropole ou d'une région urbaine. Le territoire de la Bolivie diffère de ce schéma : Au moins en termes de population et d'emploi, il apparaît nettement dominé par trois pôles majeurs, trois régions urbaines, chacune axée sur une agglomération qui concentre fortement la population et les activités de sa région. Longtemps à configuration primatiale, le système territorial bolivien a basculé au cours du dernier demi-siècle vers une hiérarchie caractérisée par trois pôles qui concentrent près de deux tiers de la production, de la population et de l'emploi.

Ces trois pôles se localisent dans un contexte géographique particulier qui a conditionné dans une certaine mesure leur développement économique et territorial. En effet, il s'agit des trois pôles qui à l'origine étaient tributaires de leur localisation et de la logique économique qui caractérise la Bolivie. Ils se localisent respectivement dans les trois régions climatiques qui composent le pays. Ainsi, La Paz, siège de gouvernement est dans l'Altiplano ou terres hautes, Santa Cruz dans les plaines amazoniennes ou terres basses et Cochabamba dans les vallées intermédiaires, entre La Paz et Santa Cruz. Ces deux derniers pôles sont séparés d'environ 900 km.

Cette tripolarisation territoriale est le résultat de plusieurs facteurs qui ont concouru à l'émergence puis à la consolidation de la triade urbaine sous-jacente, à savoir notamment l'accident historique (Arthur, 1994), la localisation géographique et la volonté politique. Notre choix du pays a été guidé par la particularité du système territorial bolivien par rapport à d'autres économies émergentes latino-américaines.

Par ailleurs, la Bolivie est un pays historiquement riche en ressources naturelles inégalement réparties sur le territoire. D'une période à l'autre, les sources de cette richesse ont changé de nature. Mais, en même temps qu'elles avantageaient toujours les territoires où elles étaient localisées, elles favorisaient plus indirectement, d'autres territoires, ceux qui apparaissent aujourd'hui dominants. Cette situation nous a amené à émettre l'hypothèse suivante :

La domination du tripôle est à la fois permise et fragilisée par les succès économiques des territoires riches en ressources naturelles. La croissance des trois villes majeures et de leurs régions respectives a été en grande partie liée au commerce des ressources naturelles. Les performances économiques globales des régions riches en ressources naturelles viennent parfois relativiser ou affaiblir la position dominante du tripôle. Mais en fin de compte, cette domination reste assurée et stable compte tenu du rôle stratégique des trois territoires majeurs en matière de services et de leur faible dépendance aux prix internationaux, au contraire des territoires riches en ressources naturelles.

L'objectif central de ce travail est d'évaluer la pertinence de cette hypothèse en étudiant comment les trois territoires majeurs sont apparus et se sont imposés au cours de ce dernier demi-siècle, puis le rôle de ce tripôle, le type de domination qu'il

exerce dans le système territorial bolivien, tout en mesurant son rôle économique actuel.

Les études sur les villes en Bolivie sont peu développées. Quand elles existent, elles sont souvent biaisées par le découpage administratif : par exemple, on étudie parfois deux villes qui font partie d'une même surface urbanisée et qui sont en lien étroit économiquement parlant, comme étant deux villes complètement séparées. L'idée d'agglomération est survolée par les géographes et les urbanistes, mais elle n'est pas suffisamment abordée sous l'angle d'un lieu de concentration des activités et des interactions économiques. Ensuite parce que compte tenu du processus d'émergence et de consolidation de La Paz et de Santa Cruz il y a un ressenti de rivalité, de concurrence, entre la capitale politique à l'Ouest du pays, La Paz, et le nouveau centre à l'Est du pays, Santa Cruz, connu également comme le poumon économique de la Bolivie.

Ce sentiment de rivalité entre le pôle de La Paz, localisé dans les terres hautes, les montagnes, et le pôle de Santa Cruz dans les terres basses, les plaines amazoniennes, a plus ou moins influencé la recherche existante, la conduisant à dresser une analyse comparative entre La Paz et Santa Cruz. De plus, il n'y a pas vraiment une vision de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba en tant que tripôle qui se place à la tête d'un ensemble de territoires, et la recherche a tendance à ne développer que les diagnostics des pôles urbains les plus importants et non pas de l'ensemble du système territorial. De même, compte tenu du processus d'émergence du tripôle, à ce jour il n'existe pas d'étude sur le décollage économique de Santa Cruz au cours de ce dernier demi-siècle. Comme nous le verrons, la montée en puissance économique de Santa Cruz est un aspect incontournable dans l'étude de la tripolarisation territoriale.

Notre travail s'inscrit donc dans le cadre d'une analyse des trois territoires majeurs en tant que parties du système territorial bolivien. À partir du constat de cette domination actuelle en termes démographiques, nous nous intéressons au rôle économique des trois régions urbaines dans un contexte où la commercialisation des ressources naturelles a été à l'origine de leur émergence, mais qui est aussi un facteur qui pourrait les fragiliser.

Ainsi, nous nous attachons à l'étude de cette triade, du type de domination qu'elle exerce sur l'ensemble des territoires et à leur position face aux pôles riches en ressources naturelles, qui au vu des dernières données sembleraient se faire, ou de retrouver, une place dans l'économie nationale. Notre diagnostic essaye de capter la force et les limites de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba. Pour ce faire, nous utilisons des données à l'échelle des villes ou à défaut, des régions (départements) selon la disponibilité des données statistiques.

En effet, l'analyse de la tripolarisation territoriale bolivienne doit s'adapter à la disponibilité des données. La pauvreté des statistiques officielles, l'absence de mesures systématiques à l'échelle des villes ainsi que l'inexistence de certains indicateurs qui auraient pu nous permettre de mesurer de façon détaillée la place et le

rôle des services supérieurs ont restreint notre analyse. Aussi certains choix méthodologiques ont-ils été faits avec le souci constant d'adapter la méthode à notre problématique. Ainsi, le tripôle est appréhendé parfois en termes urbains et parfois en termes de départements, ce qui impose la prudence au niveau de la terminologie employée.

Compte tenu que nous travaillons à deux échelles : urbaine et régionale, c'est-à-dire au niveau de la ville et des départements, d'après le découpage administratif bolivien, il convient d'apporter une précision sur la terminologie utilisée. Le terme *ville* est utilisé dans un sens général et réunit les notions d'agglomération, utilisée dans le cas des trois villes majeures, et de pôle urbain dans un sens plus général pour l'ensemble des villes. À l'échelle des départements, le terme *région urbaine* est utilisé dans le cas des trois départements du tripôle ; autrement le terme *région* est employé dans un sens plus général pour l'ensemble des neuf départements. Dans un sens plus global, le terme *territoire,* utilisé ici au sens générique, inclut les notions de ville, d'agglomération, de pôle urbain, de pôle régional, de région urbaine, et de région tout simplement, c'est-à-dire ici de département.

La réponse au problème posé ici s'articule autour de deux questions fortement liées de par leur progression logique :

Pourquoi ce tripôle se place-t-il en tête du système territorial ?

Quel degré de domination ce tripôle a-t-il sur l'ensemble des territoires ?

Ce double questionnement implique une nouvelle manière d'aborder l'étude de la tripolarisation en Bolivie et de dévoiler le vrai rôle de cette triade au niveau national et par rapport au système territorial. Ces deux questions constituent la toile de fond de notre travail. Ainsi nous avons structuré les différents chapitres dans le but d'expliquer pourquoi le tripôle a émergé à la tête du système territorial et quel type de domination il exerce.

Pour pouvoir répondre à la question que nous nous posons sur le type de domination tripolaire, pourquoi et comment, il nous faut avant tout déterminer un angle d'approche cohérent et progressif.

Notre recherche s'insère dans le contexte des spécificités de la Bolivie. Il semble essentiel de commencer par s'immerger dans ce milieu original pour étudier et comprendre la tripolarisation territoriale de la Bolivie : la configuration géographique du pays, la démographie et la forme du système de transport jouent un rôle majeur dans l'organisation de l'espace économique bolivien.

En effet, la géographie du pays montre la division naturelle entre les terres hautes dans la région montagneuse et les terres basses dans les plaines amazoniennes, ce qui a eu des répercussions sur le développement d'un réseau routier approprié entre l'Ouest et l'Est du pays et implicitement sur la répartition de

la population au sein du pays. À ce propos, la concentration démographique dans l'Ouest et le Sud-ouest du pays est probablement le résultat de la dynamique des cycles de minerais et de leur effet sur les territoires qui étaient localisés à proximité des routes de commerce des minerais. Ceci indique également la difficulté d'intégration au sein du territoire. Toutefois, les projets internationaux d'intégration sud-américaine pourraient renforcer le réseau routier existant.

Mais la Bolivie n'est pas un cas isolé, elle fait partie d'un réseau global, d'un ensemble des pays, c'est pourquoi il est essentiel de situer cette économie en développement par rapport aux autres pays, grâce aux données sur le PIB par tête, le taux de croissance économique, l'IDH, etc. ; ceci permet de relativiser l'importance actuelle des ressources naturelles, entre autres, dans l'économie bolivienne et de traiter le sujet avec un peu de recul.

La tripolarisation territoriale bolivienne est très peu étudiée. La vision économique apporte quelques éléments, mais elle reste limitée par l'échelle d'étude, la plupart du temps influencée par le découpage administratif, et par les paradigmes économiques selon la période d'étude. Seul un petit nombre d'études menées par des géographes et urbanistes ont porté plus ou moins sur l'aspect spatial des transformations urbaines, mais sans prendre en compte l'enjeu économique des territoires en tant que lieux de concentration de l'activité économique. Ce travail examine la tripolarisation comme étant le résultat d'une série de facteurs qui ont contribué à l'émergence des trois territoires grâce aux activités relatives aux cycles extractifs des ressources naturelles et qui actuellement se sont consolidés en centralisant la gestion des services relatifs à la commercialisation des ressources naturelles.

Toutefois, analyser le tripôle requiert non seulement de s'immerger dans la spécificité du contexte bolivien, mais surtout d'entreprendre une analyse rétrospective sur le processus d'émergence des trois territoires qui forment le tripôle bolivien, émergence relativement récente. Ainsi, la question est : *Pourquoi le tripôle se place-t-il en tête du système territorial ?*

La prise en compte de l'influence des ressources naturelles sur la configuration spatiale bolivienne constitue la toile de fond. L'histoire de l'exploitation des ressources naturelles est rythmée par une série de cycles extractifs qui ont favorisé successivement des villes particulières et leurs territoires respectifs.

Pendant longtemps, l'Ouest du pays a bénéficié de la dynamique économique générée par les cycles miniers. Pour sa part, l'Est est resté un peu dans l'ombre, malgré son interaction avec le vieux continent grâce aux maisons de commerce qui commercialisaient les écorces de quinquina et l'hévéa. Cette division presque naturelle entre la Bolivie de l'Ouest et de l'Est était une réalité jusqu'au début du XXe siècle, quand survint la découverte de gisements d'hydrocarbures dans le département de Santa Cruz. À ce propos, apparaît également l'idée d'une complémentarité sous-jacente entre l'Est et l'Ouest, compte tenu du rôle de grenier

que les plaines amazoniennes et les vallées intermédiaires jouaient dans le ravitaillement des centres miniers.

Ainsi, les cycles miniers peuvent être identifiés comme ayant une relation directe avec le pôle de La Paz, et les cycles des produits tropicaux et des hydrocarbures comme étant à l'origine de l'émergence de Santa Cruz à un degré moindre de Cochabamba. Chacun de ces pôles a joué un rôle central dans la gestion des services relatifs à la production des ressources naturelles. Soit suite à un « événement historique qui pourrait avoir orienté la structure des localisations » que nous avons identifié comme un accident historique (Arthur, 1994), soit par le climat, par leur localisation ou par d'autres facteurs, ces trois pôles sont devenus des acteurs centraux de la dynamique économique des deux régions : l'Ouest et l'Est.

Le pôle de La Paz est devenu le centre de résidence des magnats miniers, situé à la croisée des routes du commerce engendré par l'exploitation des mines. Fin du XIXe, début du XXe siècle, le siège du gouvernement, jusque-là mobile, a été déplacé à La Paz. Ce dernier a ainsi acquis le statut de capitale politique et il a dû développer les fonctions relatives à son statut, laissant de côté son potentiel agricole, de par sa localisation dans une vallée entourée de montagnes et caractérisée par des microclimats. Santa Cruz pour sa part est devenu le centre de référence des maisons de commerce, peut être grâce à son climat plus accueillant par rapport à la forêt amazonienne où les activités d'extraction des produits tropicaux avaient lieu. De même, de par sa position géographique, ce pôle a développé le commerce des produits issus de l'élevage et de l'agriculture, devenant aussi le centre de ravitaillement des mines de l'Ouest. Finalement, Cochabamba a eu une capacité d'adaptation étonnante d'abord en devenant aussi le centre d'approvisionnement des mines et par la suite en s'adaptant aux booms des hydrocarbures.

De ces trois villes, aux développements décalés et indépendants, naît et s'affirme une tripolarisation depuis le milieu du siècle dernier. 60 ans de réformes économiques et politiques ont façonné le système territorial bolivien tel qu'il apparaît aujourd'hui, jusqu'à faire de La Paz un pôle producteur des services et de Santa Cruz un pôle principalement spécialisé dans l'industrie.

L'analyse sur le processus d'émergence de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba est essentielle, car elle élucide le contexte actuel de la tripolarisation bolivienne et la coexistence des deux logiques au sein du territoire bolivien : celle des territoires qui possèdent des ressources naturelles et celle des territoires majeurs qui produisent des services. Deux logiques qui, au lieu de se contredire, se complètent.

Une fois l'émergence du tripôle assimilée, on se demandera *quel degré de domination ce tripôle exerce sur l'ensemble des territoires dans les domaines majeurs que sont la démographie et l'emploi, le produit intérieur brut, les exportations, les investissements étrangers directs, et le développement humain.*

Ainsi, le calcul du quotient de localisation et l'étude des données de l'emploi laissent apparaître un tripôle urbain dominant dans les domaines démographiques et de l'emploi, et de façon encore plus flagrante à l'échelle des régions (départements).

Par contre, l'interprétation des indicateurs du PIB laisse entrevoir une image plus nuancée. Les données laissent apparaître un nouveau type de domination, c'est à dire une nouvelle catégorie des territoires en dehors des trois territoires du tripôle.

L'étude des spécialisations relatives des territoires dans les différents secteurs d'activité confirme l'importance des territoires riches en ressources naturelles, fortement spécialisés dans la production des ressources naturelles, mais avec très peu de diversification économique, ce qui les rend fort dépendants de la demande externe et de la variation des cours des prix des matières premières. Ce qui en fin de compte serait la force des trois principaux pôles, car ils sont diversifiés, spécialisés dans la gestion des services liés aux ressources naturelles et moins dépendants de la demande externe des ressources naturelles.

Soulignons que la prudence s'impose au moment d'interpréter ces résultats, premièrement à cause de la qualité parfois médiocre des données et deuxièmement, car il s'agit d'une interprétation limitée dans le temps et dans l'échelle spatiale.

Finalement, l'examen des données du développement humain pour l'ensemble du système territorial apporte un nouvel angle d'analyse. Pour mieux appréhender le rôle du tripôle en termes de développement humain, il semble essentiel de s'interroger sur l'existence d'une corrélation entre la taille de la population et l'indice de développement humain. Le tripôle, tel qu'il apparaît aujourd'hui, n'est pas en tête du classement en termes d'IDH.

Le classement des IDH par ordre décroissant révèle d'ailleurs des territoires bien placés, mais qui ne sont pas systématiquement les plus importants en termes de démographie et en termes d'économie.

L'objectif est de proposer une étude adaptée à la réalité bolivienne. Malgré l'imperfection des données, leur publication parfois non systématique et l'absence des données à l'échelle des villes pour certains indicateurs économiques, à l'issue de ce travail de recherche, nous aurons expliqué l'émergence et la consolidation du tripôle territorial et évalué le type de domination actuel des trois territoires majeurs au niveau du système territorial. Il est important de dépasser le sentiment de rivalité existant entre La Paz et Santa Cruz et de montrer que ces deux pôles plus celui de Cochabamba doivent être étudiés comment faisant partie d'un ensemble de territoires complémentaires. L'importance des ressources naturelles dans l'économie bolivienne est la toile de fond de ce travail. Au vu des données, le succès des territoires riches en ressources naturelles semblerait affaiblir le rôle dominant des trois principaux pôles. Cependant, l'étude de la spécialisation relative des activités économiques, et la lecture de l'histoire économique de La Paz, Santa Cruz et

Cochabamba révèlent l'existence d'un rôle stratégique de ces trois territoires majeurs dans la gestion des services relatifs aux ressources naturelles.

L'interprétation du rôle actuel du tripôle ne reposant que sur des données récentes, l'étude historique de son émergence et de sa consolidation vient en contrepoint expliquer le degré de domination des trois territoires principaux à l'échelle nationale. L'histoire nous a permis de comprendre, elle nous a éclairés sur la force du tripôle qui réside dans la gestion des services relatifs aux ressources naturelles. Il s'agit des deux logiques qui coexistent, qui semblerait de temps à autre s'opposer, mais qui en fin de compte se complètent et se combinent de manière originale.

Chapitre 1 : La Bolivie et ses territoires

La Bolivie s'étend sur deux fois la surface de la France et pourtant elle a, en 2010, près de 16% de la population française, soit 10 426 154 habitants[1] (INE, 2011a). Après l'Uruguay et le Paraguay, la Bolivie est le pays le moins peuplé en Amérique du Sud. Par comparaison, sa population équivaut à 5% de la population brésilienne qui est de près de 200 000 000 habitants (UN, 2012). La densité de la population en Bolivie est de 9,2 habitants par Km^2 alors que la densité moyenne dans les pays européens de taille importante oscille entre 100 et 393 habitants /Km^2, à savoir la France avec 94 hab./Km^2 (en comptant la Guyane), le Royaume-Uni avec 244 hab./Km^2, ou l'Allemagne avec 231 hab./Km^2 (Population Data, 2011). Ceci dit, la densité de la population dans les pays d'Amérique du Sud est en moyenne moins élevée que dans les pays européens, et elle va de 9,2 hab./Km^2 en Bolivie, à 52,2 hab./Km^2 en Équateur.

Au niveau urbain, d'après les données publiées en 2012 dans le classement *World Urbanisation Prospects*, le taux d'urbanisation bolivien, soit 66,4% en 2011, est un des plus bas d'Amérique du Sud, qui oscillent entre 61,4%, Paraguay, et 93,3%, Argentine. Au sein du pays, il y a une hiérarchie urbaine caractérisée par la présence des trois pôles urbains, La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, qui concentrent près de la moitié de la population et de l'emploi national.

La production intérieure brute nationale à prix courant[2] est d'environ 11 145 243 600 euros[3]. De plus, la Bolivie exporte[4] près de 5 572 886 334 euros, chiffre qui continue à s'accroitre en 2011 avec des exportations qui atteignent les 7 296 719 330 euros (INE, 2011a). Les Investissements étrangers directs en 2010 s'élèvent à 732 000 000 euros (BCB, 2011a).

Mais que dire sur le contexte bolivien et sur les aspects concernant sa géographie, son économie et même son histoire ? Quelques éléments clés au cours de ce chapitre nous permettront de mieux comprendre pourquoi le tripôle se place à la tête de la hiérarchie urbaine et quel type de domination a le tripôle sur le système urbain bolivien, comme nous le verrons dans les chapitres suivants.

Quelques éléments sur la spécificité bolivienne, comme les aspects géographiques, démographiques et de réseaux de transports feront l'objet de la première section. Ensuite, nous consacrerons la deuxième section à une analyse du pays par rapport aux autres pays d'Amérique du Sud ainsi qu'au reste du monde. Enfin, nous tenterons de situer notre recherche par rapport à la recherche urbaine.

---

[1] D'après les estimations de l'INE (2011a), en 2012 la Bolivie a 10 822 546 d'habitants dont 67% habitent en milieu urbain. Le tripôle régional à lui seul concentre 72% de la population nationale et 77% de la population urbaine totale.
[2] Le PIB est donné en « prix de base » égal au prix de marché moins les droits sur importations, la TVA, l'impôt sur les transactions et les autres impôts indirects.
[3] Soit 111 452 436 000 bolivianos.
[4] Valeur des exportations à prix courant. Le montant en USD est de 6 952 091 000.

1.1 Le contexte bolivien

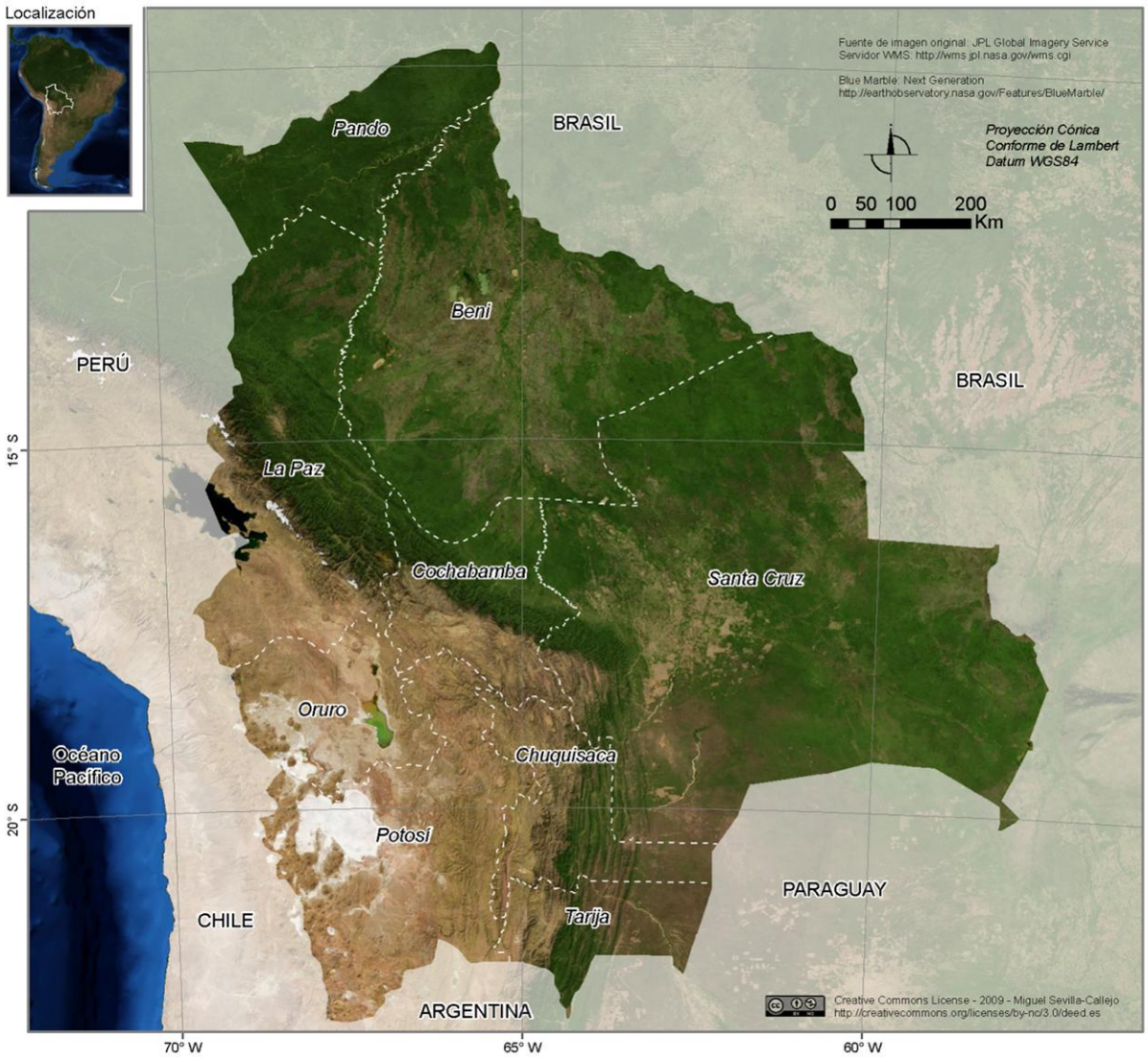
Comprendre l'actuelle tripolarisation urbaine qui caractérise le système urbain bolivien implique de s'intéresser entre autres à des aspects généraux à savoir la géographie, la démographie et même les réseaux de transport du pays. En effet, la géographie bolivienne est particulière, car au sein du pays il y a trois grandes zones, chacune avec des richesses du sous-sol propres à leur contexte géographique. Plus généralement, il s'agit d'un pays qui de par sa localisation géographique n'a pas d'accès à la mer, facteur qui joue également un rôle au moment d'étudier la tripolarisation du pays comme nous le verrons dans le chapitre suivant (*cf. 2.1.3, Chapitre 2*).

De même, la concentration urbaine est très marquée et elle reflète un passé historique : elle a été conditionnée par la géographie du pays et dans certains cas elle a été façonnée par l'existence des ressources naturelles à proximité. Finalement, nous développons l'idée d'un système de transport peu développé à l'intérieur du pays, surtout au niveau interrégional, ce qui a longtemps privilégié une configuration spatiale de type primatiale, développant ainsi davantage le côté Ouest du pays, notamment le pôle de La Paz. Autrement dit, le pôle de Santa Cruz a longtemps été mal desservi et interconnecté avec le reste du pays. Toutefois, la Bolivie pourrait tirer profit de sa localisation grâce aux projets internationaux en cours qui visent à établir un couloir d'exportations qui relie l'océan Atlantique avec le Pacifique en passant par le territoire bolivien. Ainsi, à terme le pays pourrait bénéficier de la construction des routes qui finiraient par compléter et améliorer le réseau existant.

1.1.1 Géographie physique et découpage administratif

La Bolivie se localise au cœur du sous-continent américain et a une frontière avec le Pérou et le Chili à l'ouest, avec le Brésil au nord et à l'est et avec l'Argentine et le Paraguay au sud (*Figure 1-1*). La superficie de la Bolivie, 1 098 581 Km² est comparable à celles du Venezuela (912 500 Km²), de la Colombie (1 138 914 Km²), et du Pérou (1 285 215 Km²).

Figure 1-1 : Présentation de la Bolivie



Source : Sevilla-Callejo, 2010.

De par sa situation géographique, la Bolivie n'a pas d'accès à la mer, et elle est connue également comme un pays qui souffre d'« enclavement » (Perrier-Bruslé, 2004). Cet « enclavement » constitue un handicap au sens économique, étant donné que la Bolivie est à la tête de la deuxième réserve de gaz du continent[5] après le Venezuela et que le fait d'avoir accès à un port faciliterait les exportations de cette richesse du sous-sol.

[5] En 2010, la somme des réserves prouvées de gaz est de 751 milliards de m³, http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_natural_gas_proven_reserves. D'après Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008, les réserves de gaz de la Bolivie sont de 77,17 TCF, milliards des pieds cubes.

La Bolivie a perdu son accès à la mer suite à la guerre du Pacifique en 1879[6] avec le Chili[7]. Cette défaite n'est que le point culminant de plusieurs reculs frontaliers que la Bolivie a subis au cours d'un premier siècle de vie indépendante (*cf. Chapitre 2*). En effet, en 1825 la surface bolivienne était deux fois plus importante, 2 350 000 km², que l'actuelle, 1 098 580 km².

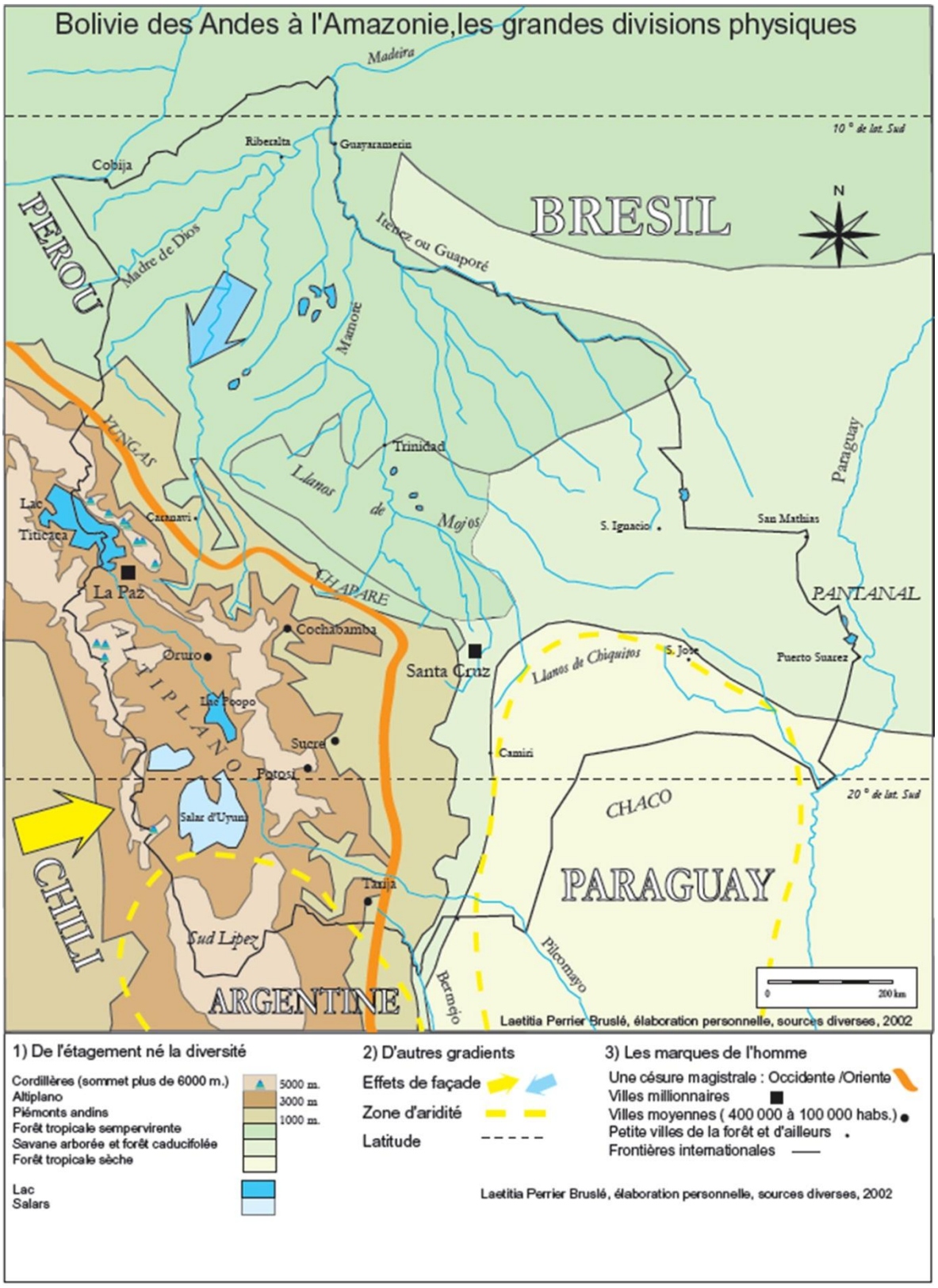
La Bolivie est composée de trois grandes régions géographiques : les hauts plateaux connus aussi comme l'*Altiplano*, les vallées et les plaines amazoniennes. La région des hauts plateaux, *l'Altiplano*, s'étale sur 28% du territoire national. C'est une zone qui se place à une altitude supérieure à 3 000 mètres. *L'Altiplano* se localise entre les cordillères Occidentale et Orientale. La région des vallées est intermédiaire entre la région de l'Altiplano et la région des plaines amazoniennes, et elle occupe 13% du territoire national. Dans cette région se trouvent les vallées tropicales et les *Yungas* qui sont à proximité de la capitale politique La Paz. L'altitude moyenne est de 2500 mètres et c'est une région qui est reconnue pour son activité agricole et son climat tempéré (15 à 25°C). Finalement, la région des plaines amazoniennes s'étale sur le reste (59%) du territoire. Cette région est composée par les plaines riches en flore et en faune avec une température annuelle moyenne au-dessus de 28°C (*Figures 1-2 et 1-3*).

Notons qu'au sein de cette diversité géographique il y a les trois principaux pôles urbains. C'est-à-dire que dans l'Altiplano se localise le pôle de La Paz, dans les vallées il y a le pôle de Cochabamba et finalement dans les plaines amazoniennes se trouve le pôle de Santa Cruz. Ainsi chacun de ces pôles a des spécificités propres à sa localisation (*cf. Chapitre 2*).

[6] UN, 1995.

[7] En février 1879, l'État bolivien a imposé une taxe à la compagnie Anglo-chilienne, qui exploitait en territoire bolivien le fertilisant de Salpêtre très coté au niveau mondial. Cette taxe, d'environ 10 centimes de bolivianos par tonne exportée, a déclenché un conflit entre les deux pays. Un an après, le Chili appuyé par les intérêts anglais, déclara la guerre à la Bolivie, qui finit par perdre son Littoral. Ce n'est qu'en 1904 que le pays renonce à son Littoral en signant le traité bilatéral avec le Chili.

Figure 1-2 : Carte physique de la Bolivie, diversité climatique



Source : Perrier-Bruslé, 2004.

La division administrative bolivienne est composée principalement de trois grandes catégories qui par ordre décroissant de taille sont : les départements, les provinces et les municipalités. Au cours des chapitres suivants, nous travaillons principalement à l'échelle des pôles urbains, qui dans le cas de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba sont des agglomérations formées par plusieurs municipalités qui font partie de la surface urbanisée (*cf. 3.1.2.1, Chapitre 3*). De même, en fonction de la disponibilité des données, nous travaillons à l'échelle des départements que nous avons appelés « des pôles régionaux ».

Figure 1-3 : Les zones géographiques et les divisions administratives en Bolivie

Source : Franqueville, 1990.

Plus précisément, la Bolivie est divisée en neuf départements ou *pôles régionaux* (*Tableau 1-1*), qui se divisent en 112 Provinces et en 329 Municipalités (INE, 2009). Chaque département a une ville capitale qui en général porte le même nom que celui du département, à l'exception de Trinidad (capitale du département de

Beni), de Sucre (capitale du département de Chuquisaca) et de Cobija (capitale du département de Pando).

Tableau 1-1 : Division administrative de la Bolivie

Département	Surface Km²	Capitale	Altitude (1)
La Paz	133 985	La Paz	3 640
Santa Cruz	370 621	Santa Cruz de la Sierra	416
Cochabamba	55 631	Cochabamba	2 558
Beni	213 564	Trinidad	236
Chuquisaca	51 524	Sucre	2 790
Oruro	53 588	Oruro	3 709
Pando	63 827	Cobija	221
Potosi	118 218	Potosi	4 070
Tarija	37 623	Tarija	1 866

Source : INE, 2009. (1) Altitude en moyenne (mètres sur le niveau de la mer).

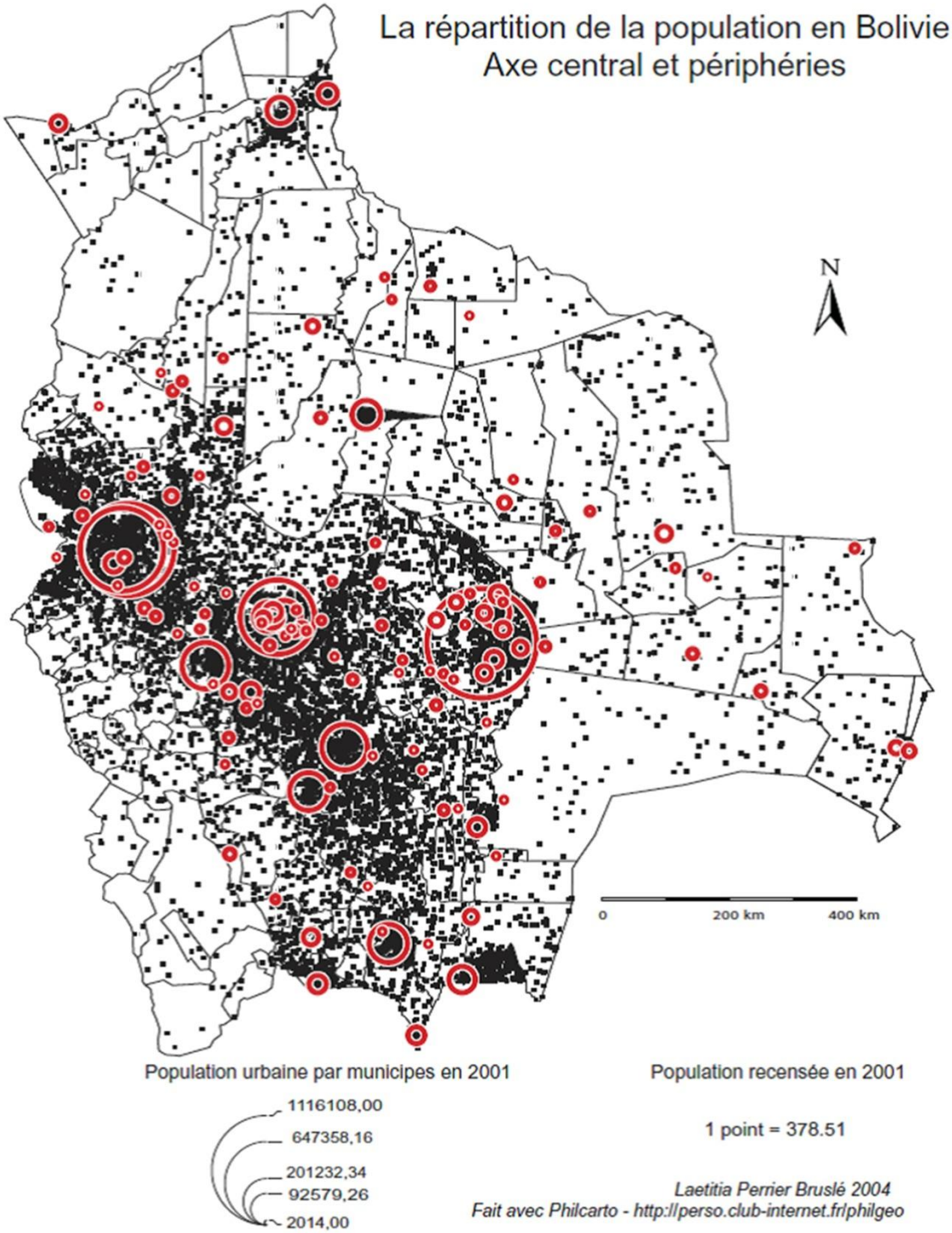
De même, soulignons qu'en Bolivie 65% de la population se dit autochtone, soit la proportion la plus grande par rapport aux autres pays du sous-continent. Mais regardons avec plus de précision la distribution de la population dans l'ensemble du pays.

1.1.2 La population

La *Figure 1-4* résume la distribution spatiale de la population bolivienne d'après les données du dernier recensement de la population mené par l'Institut National de Statistiques de Bolivie, INE, 2001. Quelques constats s'imposent, à savoir la forte concentration de la population sur une sorte d'axe diagonal qui est composé de trois pôles urbains auxquels nous nous intéressons : La Paz, Santa Cruz et Cochabamba.

D'une façon très générale, il semblerait que la plupart de la population bolivienne s'étale entre l'*Altiplano* et les vallées majoritairement, suivi d'une forte concentration dans le pôle urbain de Santa Cruz, dans les plaines amazoniennes, à l'Est. Nous reviendrons sur les détails de ces trois pôles urbains dans les chapitres qui suivent.

Figure 1-4 : Répartition de la population bolivienne (Recensement 2001)



Source : Perrier-Bruslé, 2004.

1.1.3 Les réseaux de transport

L'aménagement des réseaux de transport a été en quelque sorte la conséquence de la croissance urbaine et de la dynamique économique. Développé un peu tardivement, le secteur a été financé en partie par des fonds américains, notamment pour la construction de la route principale qui aboutit symboliquement à l'intégration du territoire, jusque-là souffrant d'une sorte de clivage entre l'Ouest et l'Est du pays.

Le réseau routier de la Bolivie est relativement jeune et il reste à développer étant donné qu'il est le principal moyen de déplacement au niveau national. Le dernier chaînon de la principale route La Paz-Oruro-Cochabamba-Santa Cruz, n'est fini qu'en 1954, grâce aux financements américains[8] (Sandoval-Arenas *et al.*, 2003). Malgré l'unification symbolique du territoire, il reste du progrès à faire. En effet, en dehors de la principale route nationale, les réseaux routiers inter et intra départementaux sont peu développés. Grâce aux réseaux routiers existants, la Bolivie communique avec le Chili, le Pérou et l'Argentine par l'Ouest, et avec le Brésil et l'Argentine par l'Est.

Quant aux voies ferrées, elles sont le résultat de la dynamique exportatrice (*cf. Chapitre 2*). Actuellement, ce système est loin d'être un moyen de transport en commun utilisé par les habitants. L'histoire économique de la Bolivie témoigne de l'absence d'une interconnexion entre les deux réseaux ferroviaires existants. Il semblerait que chacun s'est développé de son côté sans pour autant chercher à favoriser l'intégration du territoire bolivien (*cf. Chapitre 2*). Bien évidemment, cela obéissait à une logique très ancrée dans l'extraction et l'exportation des ressources naturelles de l'époque (*cf. Chapitre 2*). Énonçons brièvement que dans le cas de l'Ouest bolivien, il s'agissait d'un réseau construit pour favoriser l'exportation des minerais via le couloir Potosi-Lima (Pérou) et que dans le cas de l'Est bolivien les voies ferrées servaient à transporter l'hévéa, et ultérieurement servirent à l'exportation de soja (*cf. Figure 2-1, Chapitre 2*). En somme, il s'agissait de deux logiques de développement (*cf. 2.1.3, Chapitre 2*), qui aujourd'hui pourraient enfin se connecter grâce au financement étranger et à l'ambition commerciale du bloc des pays d'Amérique du Sud avec le projet interocéanique central mené par l'IIRSA[9], Initiative pour l'intégration sud-américaine. À terme, le projet est de construire une voie ferrée qui relierait Santa Cruz de la Sierra, Département de Santa Cruz, avec Aiquile, Département de Cochabamba. Ceci donnerait lieu à la création du chaînon

[8] En 1941, le gouvernement américain exprime sa volonté de coopération internationale, qui se matérialise dans le plan Bohan, élaboré par l'économiste américain du même nom : Marvin Bohan en 1942. Les fonds débloqués par l'Eximbank ainsi que les fonds subventionnés par le gouvernement bolivien sont destinés en grande partie à l'amélioration de la structure routière. Des routes qui favorisent principalement Santa Cruz et l'Est bolivien.
[9] L'IIRSA est une institution née lors du sommet des Présidents d'Amérique du Sud, en aout 2000 à Brasilia et elle est financée par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et la *Corporacion Andina de Fomento* (CAF).

manquant entre les deux réseaux ferroviaires existant en Bolivie, l'Altiplano et les plaines amazoniennes.

Ce projet, connu également comme « l'axe interocéanique central », qui relierait la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay et le Pérou, n'est qu'un des 10 projets d'axes d'intégration[10] et de développement au niveau du sous-continent (*Figure 1-5*). Il a pour objectif d'intégrer tous les moyens de communication, routes, aéroports, voies navigables, chemins de fer, liaisons à fibre optique, etc., existants, et aussi de favoriser leur développement. Dans le cas bolivien, cette intégration des voies ferrées serait financée à hauteur de 20% par le gouvernement central, et compterait sur 80% des aides internationales, la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et la *Corporacion Andina de Fomento* (CAF).

Le projet vise à relier les Océans Atlantique et Pacifique, dans le but de promouvoir le commerce et les échanges et aussi d'améliorer les conditions en faveur de la libre exportation. De plus, cette intégration physique entre les pays d'Amérique du Sud permettrait de compléter le transport des cargaisons par voie ferrée entre les deux ports des deux Océans et donnerait la priorité au développement des économies concernées.

Une fois de plus, nous sommes face à un potentiel développement des réseaux de transport en tant que réponse à la dynamique économique du moment. Ceci pourrait être un avantage pour la Bolivie, car elle serait bénéfique en termes d'intégration nationale. Précisons que l'objectif de faciliter la communication entre les deux océans est déjà visé par les réseaux routiers et le projet, en cours d'exécution, du *couloir/corridor biocéanique*.

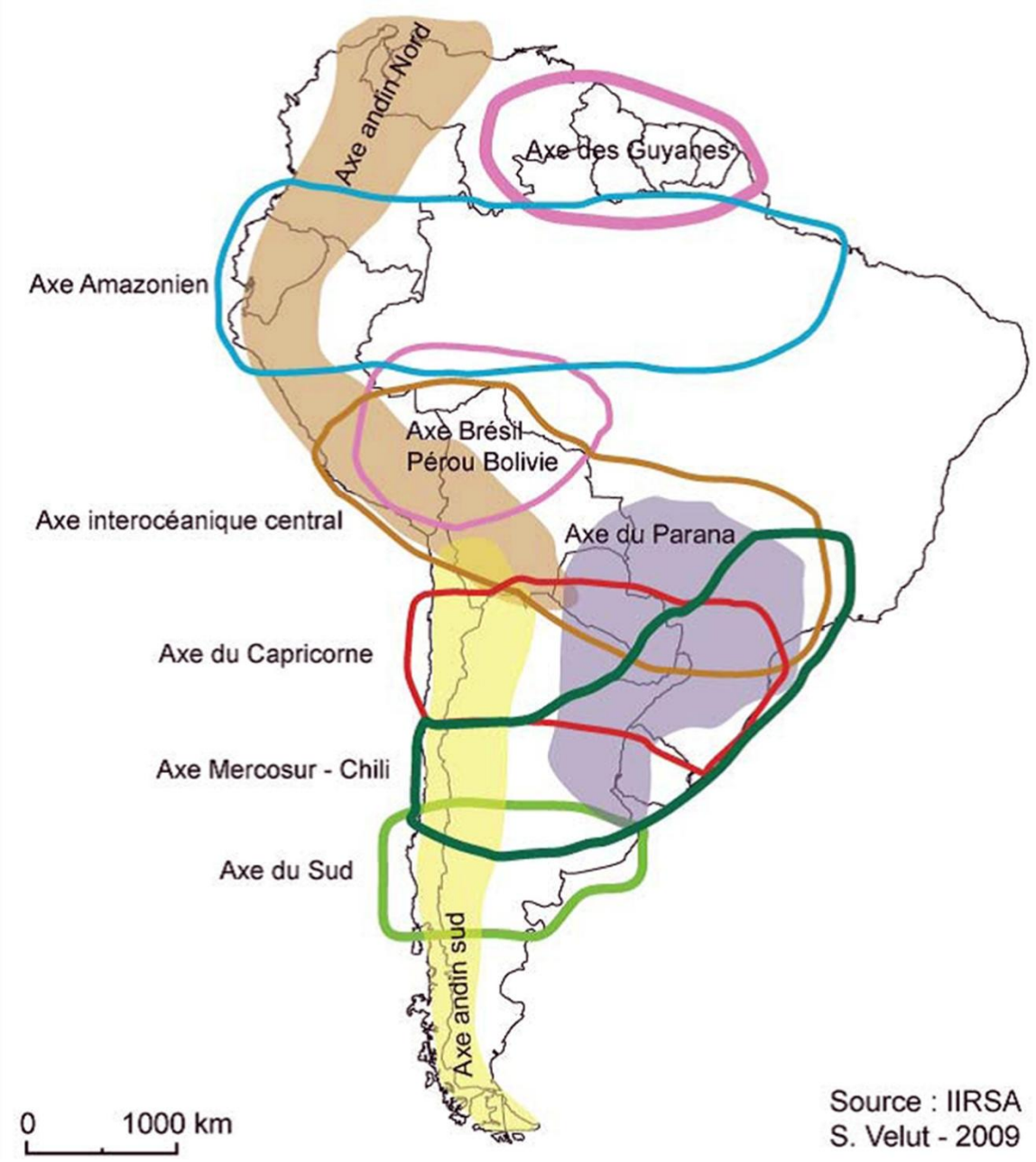
Quant aux principaux aéroports internationaux, par ordre d'importance, ils se localisent à Santa Cruz, l'aéroport de *Viru Viru*, à La Paz, l'aéroport international de *El Alto* et à Cochabamba, l'aéroport *Jorge Wilsterman*, autrement dit dans les trois principaux pôles. Pour donner une idée générale, d'après les données publiées par la Banque Mondiale 2011, le transport aérien[11] au niveau national en 2010 au Royaume-Uni, 1 173 434, est trente-trois fois plus grand que celui de la Bolivie, 35 589. De même, la France a un transport aérien, 751 127, vingt-et-un fois plus grand, et le Brésil, 884 775, a vingt-cinq fois plus que la Bolivie.

---

[10] Les 10 projets d'axes d'intégration et de développement sont : (1) Axe andin Nord (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela); (2) Axe andin Sud (Chili, Argentine); (3) Axe Amazonien (Colombie, Équateur, Pérou, Brésil); (4) Axe des Guyanes (Venezuela-Brésil-Guyana-Surinam); (5) Axe Brésil-Pérou-Bolivie; (6) Axe interocéanique central (Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay et Pérou); (7) Axe du Capricorne (Chili, Argentine, Paraguay, Brésil); (8) Axe du Sud (Argentine, Chili); (9) Axe Mercosur-Chili (Chili, Argentine, Uruguay, Brésil); (10) Axe du Paraná.

[11] Il s'agit des données des départs qui incluent les décollages intérieurs et les décollages vers l'étranger de transporteurs aériens autorisés dans le pays.

Figure 1-5 : Les projets politiques d'intégration sud-américains : les réseaux routiers



Source : Velut, 2009.

Les quelques généralités développées ci-dessus sont complétées par la section suivante où nous comparons la position économique de la Bolivie par rapport aux autres pays du sous-continent ainsi que par rapport au reste du monde.

1.2 La Bolivie dans le monde

La Bolivie est un pays pauvre aux performances économiques et humaines relativement faibles (Barillot-Castillo et Huriot, 2012). D'ailleurs, le pays est classé comme un pays pauvre très endetté (IMF, 2012). La Bolivie représente seulement 0,4% du PIB total d'Amérique Latine.

Le PIB par tête est le plus faible d'Amérique du Sud. En 2012, il est estimé à 4 996 USD en parité de pouvoir d'achat, à peine inférieur à celui du Paraguay, 5 294 USD. Il est 3,6 fois moindre qu'en Argentine ou au Chili, 2,6 fois moindre qu'au Venezuela et 2,4 fois moindre qu'au Brésil, IMF, 2012. À l'intérieur du pays, ce sont les pôles régionaux de Santa Cruz, La Paz et Cochabamba qui enregistrent les PIB par habitant les plus élevés en 2011 (INE, 2011a). Ceci dit, quand nous mesurons la croissance moyenne des 23 dernières années du PIB par tête, les territoires riches en ressources naturelles, comme Tarija avec le gaz, Potosi et Oruro avec les mines, apparaissent avec des croissances en moyenne très élevées. Ainsi, Tarija détient la première place avec 7,3% de croissance, suivi de Santa Cruz avec 4,4%, Potosi avec 4,2%, Oruro avec 4,1% et La Paz et Oruro avec 3,3%. Notons que malgré la consolidation des trois pôles principaux, au cours des deux dernières décennies il y a eu un regain d'importance des territoires riches en ressources naturelles, comme c'est le cas de Tarija, Potosi et Oruro. Toutefois, il convient de souligner que la croissance de Santa Cruz en termes de PIB par tête est au-dessus de la moyenne nationale qui est de 3,9% pour la période 1988-2011 (*cf. Tableau 1a, Annexe 1*).

En 2010, le taux de croissance économique de la Bolivie est de 4,1%, supérieur par rapport à 2009, 3,4%. Toutefois, cette croissance reste modeste lorsque nous la comparons aux autres pays d'Amérique du Sud, qui se sont accrus à un rythme en moyenne de 6% en 2010. Ceci est le cas de l'Uruguay, le Pérou, l'Argentine, et le Paraguay qui enregistrent des croissances supérieures à 8%. La croissance du PIB de Brésil est de 7,5% et celle du Chili est de 5,2%. Ainsi, la croissance de la Bolivie est à peine au-dessus de celle du Venezuela, -1,5%, et de l'Équateur, 3,6% et légèrement inférieure à celle de la Colombie, 4,3% (ECLAC, UN, 2011[12]). La croissance moyenne du PIB national des deux dernières décennies (1988-2010) est de 3,77% (INE, 2011a). Mais cette moyenne nationale cache quelques spécificités au niveau des pôles régionaux. En effet, le tripôle régional, qui concentre en 2010 68% de la production nationale, enregistre une croissance au-dessus du niveau national, soit 3,59%. Toutefois, quand nous prenons les trois pôles régionaux de façon séparée, Santa Cruz apparaît comme relativement important par rapport aux autres pôles, avec une croissance en moyenne supérieure aux taux national et du tripôle, soit 4,23% et avec une part de 28,4% de la production nationale. En dehors du tripôle, des territoires riches en ressources naturelles comme Tarija, Potosi et Oruro enregistrent une croissance qui est respectivement de 6,65%, 4,23% et 4,25%, mais avec des parts dans

[12] http://websie.eclac.cl/anuario_estadistico/anuario_2011/esp/content_es.asp

le PIB national de 9% pour Tarija, 7% pour Potosi et 6% pour Oruro. Dans un sens général, nous sommes face à une triade régionale qui concentre à elle seule deux tiers de la production nationale !

En 2007, 60,1% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté[13]. En 2011 la pauvreté est toujours d'actualité, quelques estimations la chiffrent à environ 59% (PIEB, 2012), avec des pôles régionaux très pauvres comme Potosi, qui d'après les estimations de la *Fundacion Milenio* toucherait 80% de la population de cette région. De l'autre côté du classement, Santa Cruz a le niveau de pauvreté le plus bas au niveau national, estimé à 38%, ce qui nous semble cohérent étant donné qu'il enregistre un niveau relativement élevé d'après l'indice de développement humain (*cf. Chapitre 5*).

D'après le Rapport mondial 2011 intitulé *Durabilité et équité : Un meilleur avenir pour tous*, la Bolivie occupe la 108ème place dans le classement de 187 pays, et présente de plus l'IDH le plus bas, 0,663, parmi les pays d'Amérique du Sud[14]. Au niveau de l'Amérique du Sud, les pays les mieux classés en termes d'indice de développement humain sont le Chili (44ème place) et l'Argentine (45ème place), tous les deux dans la catégorie des IDH très élevés. Ensuite dans le groupe des pays avec un IDH moyen nous trouvons : l'Uruguay (48ème), le Venezuela (73ème), le Pérou (80ème), l'Équateur (83ème), le Brésil (84ème) et la Colombie (87ème). Le Paraguay (107ème) partage le même groupe que la Bolivie.

À titre indicatif, d'après le classement d'IDH en 2011, sur 187 pays répertoriés au niveau mondial, la Norvège occupe la première place avec 0,943 et la République démocratique du Congo la dernière avec 0,286[15]. Par comparaison, l'IDH moyen pour l'Amérique Latine et les Caraïbes est égal à 0,731, pour l'Europe et l'Asie centrale 0,751 et au niveau mondial il est de 0,682.

L'indice de développement humain ajusté aux inégalités[16], IDHI, UNDP, 2011[17], n'est que de 0,437, ce qui indique des fortes inégalités de revenu, avec un indice de Gini, revenu, de 57,3, un des plus élevés du monde.

Historiquement, le développement économique de la Bolivie a été influencé par l'extraction et la commercialisation des ressources naturelles. D'ailleurs, la configuration du territoire suit de près les « cycles extractifs » (Deler, 1994 ; Arreghini et Roux, 2000), depuis l'époque de l'argent (1545-1650) jusqu'à l'actuel cycle d'hydrocarbures, en passant par la phase du latex (fin XIXe- début XXe siècle) et celle de l'étain (1880-1986), (*cf. Chapitre 2*).

---

[13] http://donnees.banquemondiale.org/pays/bolivie
[14] *La Patria,* 03/11/2011, journal bolivien en ligne, http://lapatriaenlinea.com/?nota=87661
[15] http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_FR_Table1.pdf
[16] L'IDH ajusté aux inégalités (IDHI) est une mesure du développement humain des individus dans une société qui tient compte des inégalités, http://hdr.undp.org/fr/statistiques/idhi/
[17] http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_FR_Table3.pdf

Aujourd'hui, les principaux métaux que la Bolivie exporte sont le zinc, l'argent et le plomb. En matière d'hydrocarbures, il s'agit principalement du gaz naturel.

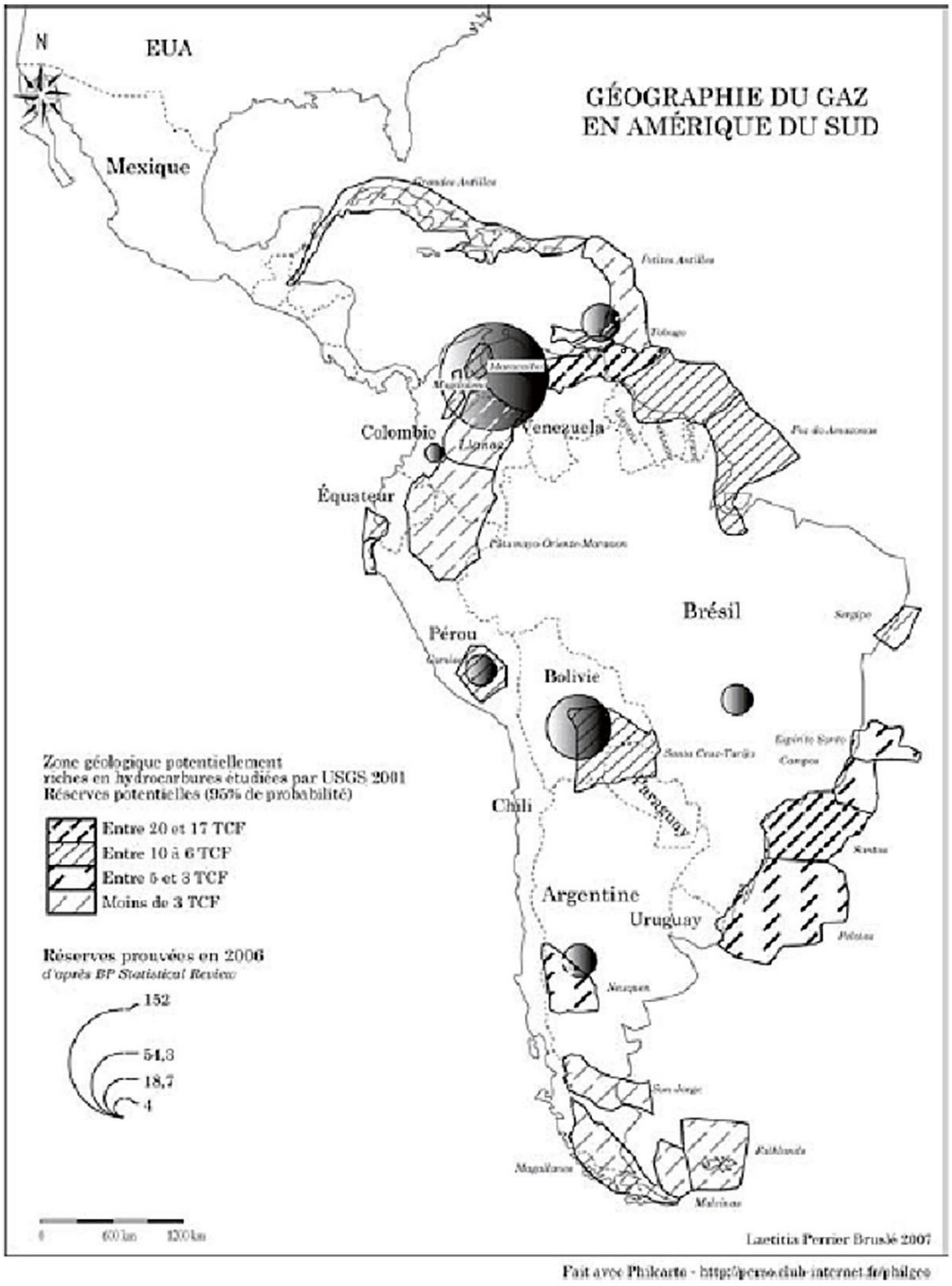
Les réserves de gaz bolivien restent modestes par rapport aux réserves mondiales, soit 0,25% en 2010, et représentent près de 14% des réserves du Venezuela. La plus grande partie est située au sud (*Figure 1-6)*, dans le département de Tarija dans le gisement Margarita qui a 13,4 trillions de pieds cubiques de réserves prouvées probables et possibles (Perrier-Bruslé, 2007). En tout, la Bolivie a près de 54 trillions de pieds cubiques de réserves prouvées et probables.

En 2011, la production bolivienne de gaz est estimée à 15,4 milliards de mètres cubes et elle est égale à 49,4% de celle du Venezuela, 31,2 milliards de mètres cubes, et à 0,47% de la production mondiale[18]. Bien que la Bolivie dispose des deuxièmes réserves de gaz du continent sud-américain, elle n'est que le cinquième producteur après Trinidad et Tobago, 40,7 milliards de mètres cubes, Argentine, 38,8, Venezuela, 31,2, et Brésil, 16,7 (BP Statistical Review of World Energy, 2012).

La Bolivie exporte la plus grande partie de sa production. En 2006, le marché national absorbait 4 millions de m^3/jour « soit 10% d'une production journalière tournant entre 41 et 42 millions » (Perrier-Bruslé, 2007). Le Brésil, grâce au contrat gazier signé en 1996, peut importer jusqu'à 30 millions de m^3/jour et l'Argentine importe environ 7 millions de m^3/jour grâce à l'accord d'octobre 2006 (Perrier-Bruslé, 2007). Concernant l'Argentine, signalons que bien qu'elle est le deuxième producteur du sous-continent en 2011, sa production étant 2,5 fois plus élevée que celle de la Bolivie, « cela ne l'empêche pas d'avoir recours aux importations boliviennes pour fournir du gaz à sa région andine limitrophe de la Bolivie, déconnectée du réseau national de gazoduc » (Perrier-Bruslé, 2007).

[18] http://www.bp.com/assets/bp_internet/globalbp/globalbp_uk_english/reports_and_publications/statistical_energy_review_2011/STAGING/local_assets/pdf/statistical_review_of_world_energy_full_report_2012.pdf

Figure 1-6 : La géographie du gaz en Amérique du Sud



Fait avec Philcarto - http://perso.club-internet.fr/philgeo

Source : Perrier-Bruslé, 2007.

Ses réserves de pétrole sont beaucoup plus modestes, 0,033% des réserves mondiales connues en 2012[19], et elle ne produit que 47 050 barils par jour en 2010, soit 1,72% de ce que produit le Venezuela, et 0,06% de la production mondiale[20].

De même, la Bolivie détiendrait la moitié des réserves mondiales connues de lithium, dans le département de Potosi, non encore exploitées, mais les récentes découvertes en Afghanistan pourraient changer la donne (Barillot-Castillo et Huriot, 2012). Dernièrement, la Bolivie a signé des accords avec les entreprises Chinoises et Coréennes (Abril, 2012[21]). Compte tenu de l'importance du gisement, les spéculations osent même parler d'un « futur OPEP » du lithium…

Malgré la petitesse de l'économie bolivienne au niveau mondial, elle ne passe pas inaperçue lorsqu'on évoque les pays émergents[22]. En effet, d'après le dernier classement de la banque britannique HSBC 2012[23], la Bolivie a été identifiée parmi les 26 économies au niveau mondial, à enregistrer une montée en puissance remarquable dans le contexte actuel.

L'étude basée sur les rythmes de développement actuels –revenu par habitant, croissance démographique, niveaux d'éducation et de démocratie- confirme le potentiel des économies des pays émergents[24] sur les trois prochaines décennies. Dans cette étude, une centaine des pays sont passés au crible, et ils sont répartis dans trois groupes selon leur vitesse de croissance[25], la Bolivie étant classée dans la catégorie « à croissance rapide », à l'instar du Pérou et de l'Équateur. Ces conditions favorables pourraient, toutes choses égales par ailleurs, placer la Bolivie en 2050 dans une position avantageuse et elle enregistrerait une hausse du PIB annuel de 5% en moyenne.

À l'instar de l'étude publiée par la société de conseil et d'audit PricewaterhouseCooper (PwC), l'HSBC s'accorde sur la conclusion générale : les États-Unis perdraient leur première place au profit de la Chine. L'Inde d'après le rapport de l'HSBC, les talonnerait de près (Le Figaro, 2011). Concernant la Bolivie, le rapport met en avant l'importance croissante du pays qui avancerait de 25 places jusqu'à être classé à la 71ème place. De plus, la Bolivie aurait un PIB de 145 000 millions de dollars en 2050 alors qu'il était de 12 000 millions en 2010 (HBSC, 2012).

---

[19] http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_oil_proven_reserves
[20] http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_oil_production
[21] Article de Guillermo Abril, dans la revue Vocable espagnol, N° 628.
[22]http://www.la-razon.com/economia/Bolivia-paises-rapido-crecimiento_0_1593440692.html
http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/01/10/04016-20110110ARTFIG00520-comment-le-monde-basculera-d-ici-2050.php
http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2012/01/12/04016-20120112ARTFIG00602-la-chine-devancera-les-etats-unis-en-2050.php
[23] *The World in* 2050, HSBC, 2012.
[24] La liste des pays ne se limite pas seulement au bloc des pays émergents capables de faire face au Brésil, à la Russie, à l'Inde et à la Chine plus l'Afrique du Sud, connus comme les pays « Bric + S », mais elle englobe aussi d'autres pays.
[25] Les pays sont classés dans trois grands groupes : *Fast growth, Growth* et *Stable.*

Malgré ces estimations bien fondées, la variable « incertitude » ne peut pas être paramétrée, laissant place à des changements qui pourraient se produire d'ici les 40 ans à venir…

Quant à la part de l'économie informelle, elle est considérable et représente plus de deux tiers du PNB bolivien, la plus grande proportion du PNB parmi 18 pays d'Amérique Latine (Schneider, 2002). Le niveau de corruption ne passe pas inaperçu et constitue une entrave aux investissements étrangers. Selon le classement *Transparency International*, 2011[26], la Bolivie aurait la note de 2,8 sur 10 pour la corruption perçue du secteur public, et elle serait au 110ème rang sur 178 pays. Plus la note se rapproche de zéro et plus le pays est perçu comme très corrompu.

Enfin, selon *Political Instability Index*[27], 2009, publié par l'unité de recherche de la revue *The Economist*, La Bolivie est en 14ème position, 7,7, des 165 pays classés par leur instabilité politique, le Zimbabwe étant le plus vulnérable à ce sujet. Plus la valeur de l'indice est haute et plus le pays souffre d'une vulnérabilité sous-jacente suite aux troubles sociaux qui ont augmenté depuis 2007 et suite à la précarité économique. En 2007, la Bolivie avait un indice de 5,7, ce qui refléterait des troubles sociaux ainsi que la précarité économique rampante.

Une fois développés les aspects généraux sur les particularités géographiques, démographiques et de transports au niveau national, nous avons fait une revue succincte de quelques classements qui nous ont permis de donner un aperçu au niveau interne, mais surtout une idée générale sur la Bolivie, son importance au niveau mondial, ses faiblesses, mais aussi ses potentiels.

Mais avant de passer à l'analyse du tripôle, il nous semble important de faire le point sur l' « état de l'art » sur la recherche urbaine en Bolivie, notamment autour de la tripolarisation bolivienne et des thématiques relatives à notre recherche.

1.3 Les villes boliviennes et la recherche urbaine

La recherche urbaine reste un point faible à développer en Bolivie. Les approches existantes sont pour la plupart partielles ou sans suite. Au niveau de la littérature, nous identifions deux grandes écoles : la première est composée par les économistes et la deuxième regroupe des géographes, urbanistes, démographes, sociologues, statisticiens, architectes, etc.

[26] http://cpi.transparency.org/cpi2011/results/
[27] http://www.economist.com/node/13349331

Quant à la recherche proprement économique, elle est la plupart du temps sectorielle et limitée dans le temps et l'espace. Ainsi elle reste très générale. La deuxième grande école, que nous qualifions de multidisciplinaire, utilise le jargon et les outils de l'économie urbaine, mais implicitement il y a une analyse plus comparative que complémentaire, entre l'Ouest et l'Est du pays.

De plus, l'absence des outils statistiques et normatifs ne facilite pas la mise en valeur des « aires urbaines » en tant qu'unités de développement (Blanes, 2006).

Dans ce contexte, l'étude que nous avons développée est originale puisque nous nous intéressons à la polarisation territoriale des trois pôles principaux comme étant intégrés dans un système complet des villes, des régions, de la nation et même de la sphère globale. Nous tentons d'évaluer leur représentativité et leur rôle grâce à des indicateurs de la production, des exportations, des IDE, du développement humain et de l'emploi. Nous essayons de dévoiler leur positionnement compte tenu d'un contexte favorable aux territoires riches en ressources naturelles. De plus, à l'intérieur du tripôle, nous nous intéressons au lien qui unit les trois principaux pôles urbains.

Par la suite, nous présentons une brève revue de la littérature sur l'économie urbaine en Bolivie.

1.3.1 La vision économique

Cette vision est limitée dans le temps et dans l'espace. La majeure partie de la recherche développée par les économistes suit la structure économique propre à chaque période (Pereira, 2008), ce qui nous permet de dire qu'elle est limitée dans le temps. Ainsi par exemple, jusqu'au début des années 1980, la recherche se concentre sur l'État et son rôle centralisateur de l'emploi, de la production et des investissements. L'attention se centre sur la planification et l'industrialisation des ressources naturelles, entre autres. Dans cette perspective, le Ministère de planification grâce aux corporations de développement dans chaque département a pour objectif de dresser un diagnostic territorial et d'identifier les points forts et les points faibles des régions. Mais comme il s'agit d'un modèle de base appliqué à chaque région, ceci devient un peu redondant et en fin de compte les rapports montrent peu de différences entre les régions (Pereira, 2008). À partir de 1985, suite à l'application du programme d'ajustement structurel de l'économie du pays, PAE, la recherche s'oriente vers l'ouverture du marché, la captation des capitaux étrangers, etc.

De même, cette vision est limitée dans l'espace. Ainsi, elle étudie soit la ville, soit les départements, tous les deux dans le sens du découpage administratif. De plus, ces deux concepts sont étudiés de façon séparée.

Soulignons que, dans le cas des villes, la notion de découpage administratif est très présente dans la recherche, au point d'étudier deux villes qui se touchent au niveau du bâti, et qui sont liées par la dynamique économique et urbaine, comme étant deux villes différentes « administrativement parlant ». À titre d'exemple, citons les études menées par l'antenne locale des Nations Unies (PNUD, 2005) qui étudie la ville de La Paz et de El Alto séparément ! Ceci dit, ce n'est pas la seule institution qui prend en compte ces deux « villes » comme deux entités et non pas comme une seule agglomération. Ce type de raisonnement est largement pratiqué par les institutions publiques et même par le privé. Malheureusement, de nos il n'y a pas une vraie logique d'agglomération, notamment dans le cas de La Paz.

Quant aux Départements, nombreuses sont les études (Carvajal et Campero, 2005 ; Nueva Economia, 2005, entre autres) qui développent une recherche plus dans le sens d'un diagnostic individuel par département, ou d'une étude comparative entre les mêmes, comme c'est le cas des rapports des institutions tels que : UDAPE, INE, Fundacion Milenio, PNUD, CEDLA, etc. Force est de constater qu'il n'y a pas d'étude sur la polarisation territoriale du tripôle au niveau national.

En somme, la vision économique sur le développement territorial reste générale et très influencée soit par la division administrative soit dans le temps et l'espace. De même, le fait que la vision économique prenne en compte séparément les trois principaux pôles n'est pas sans explication. En effet, il y a un problème sous-jacent d'intégration territoriale comme nous le verrons dans le chapitre suivant, ce qui a influencé la recherche à aller dans un sens parfois comparatif entre les territoires.

Par contre, la vision multidisciplinaire apporte plus d'outils à l'étude des territoires.

1.3.2 La vision multidisciplinaire

Cette école utilise le jargon et les outils de l'économie urbaine, mais elle reste le fruit d'une approche générale du sujet et tributaire des disciplines qui l'abordent. Dans cette école, il y a des géographes, sociologues, démographes, urbanistes, statisticiens, architectes, politologues, etc. À l'instar de l'école des économistes, cette vision multidisciplinaire sur les territoires existe la plupart du temps au niveau national ou au niveau des villes dans le sens du découpage administratif.

Ainsi, il y a des études statistiques chiffrées sur le processus d'urbanisation en Bolivie (CODEPO-INE, 2004), sur la métropolisation vue par les architectes (CODEPO–UNPFA, 2004), sur l'immigration interrégionale vue par les démographes (CODEPO, 2004), sur une estimation du secteur informel au niveau national (Martinez Cué, 2009), sur les retombées de la croissance démographique dans le développement bolivien (CODEPO, 2003), sur l'aménagement urbain et territorial vu par les architectes (PNUD-HABITAT, 1988 ; GMEA, 2002), sur la zone métropolitaine (GMLP, 2003) sans qu'il y ait pour autant une vraie définition économique de ladite zone, sur le développement économique local par villes (Saavedra *et al.*, 2004 ; RED HABITAT, 2005) et sur les petits producteurs urbains (UNICEF-DFID 2002), entre autres.

Les géographes ont une approche plus précise sur la mise en valeur des territoires, à savoir sur la « triade : La Paz-Cochabamba-Santa Cruz » (Arreghini et Roux, 2000), sur l'importance des ressources naturelles et les retombées des cycles d'exploitation minière sur les terres « hautes » et les terres « basses », Ouest et Est (Deler, 1994), sur la structuration des territoires et les logiques divergentes dans l'économie bolivienne (Mazurek et Arreghini, 2006), et même sur la répartition sociodémographique au sein de la ville de La Paz (GMLP-CODEPO-IRD, 2006). De même, il y a des études de cas isolés, très pertinentes, développées par des sociologues comme Soruco *et al.* (2008), sur l'économie du département de Santa Cruz.

Parmi cette liste non exhaustive des études développées autour des territoires, Blanes (2006, 2010), a une approche plus qu'approfondie par rapport aux autres visions. En effet, il s'intéresse aux aires métropolitaines et leur rôle dans le développement économique. Son principal apport est celui de signaler l'absence d'une logique normative, et des lois à ce propos, qui revalorisent le territoire et qui permettent de dynamiser la « ville-région » en tant que vecteur de développement.

Compte tenu de la recherche développée par les économistes et par l'école multidisciplinaire autour du territoire, notre travail apparaît comme innovateur et pionner dans le domaine.

1.3.3 L'apport de notre travail

Notre étude apporte une analyse de la polarisation territoriale en tant que part d'un système des villes. Nous prenons en compte l'ensemble des villes et dans ce contexte nous nous intéressons au rôle en apparence « dominateur » des trois principaux pôles urbains. Nous allons au-delà d'un diagnostic démographique ou de la polarisation de l'emploi, nous essayons d'évaluer leur véritable rôle économique

compte tenu de l'existence des territoires riches en ressources naturelles qui actuellement sont en plein essor.

De plus, nous nous interrogeons si cette tripolarisation urbaine est de longue date ou si elle est récente. C'est pourquoi nous avons décidé de faire appel à une investigation historique pour retracer l'émergence du tripôle et pour essayer de dévoiler les facteurs qui sont à l'origine de cette configuration urbaine tripolaire récente. C'est justement à la lumière de la lecture historique que nous constatons que la logique économique est ancrée dans l'exploitation des ressources naturelles. Ainsi, ce dernier point explique en partie la configuration territoriale et la distribution spatiale de la population urbaine.

Dans ce contexte, nous ne restons pas simplement sur une étude comparative des principaux territoires, mais nous partons tout d'abord du fait qu'il y a un tripôle qui se place en tête de la hiérarchie urbaine pour ensuite étudier le type de domination que le tripôle exerce sur le système urbain. De même, nous étudions les pôles qui font partie du tripôle de façon séparée pour finalement dévoiler quel genre de relation existe au sein des trois pôles. Compte tenu de la spécialisation territoriale, nous essayons d'identifier la force du tripôle et les facteurs qui font que cette polarisation territoriale continue malgré la revalorisation des territoires riches en ressources naturelles.

1.4 Conclusion

Au cours de ce chapitre, notre objectif a été de positionner la Bolivie par rapport au contexte global et de faire un bilan sur la littérature existante sur la polarisation territoriale du tripôle bolivien.

Plusieurs aspects sont à retenir de ce chapitre. Par exemple, bien qu'il s'agisse du deuxième gisement le plus important en ressources gazières après le Venezuela, la Bolivie a une participation très modeste aux réserves et à la production mondiale. Ceci nous permet de relativiser l'importance croissante des ressources gazières dans l'économie nationale, bien qu'aujourd'hui ce secteur soit un des piliers de l'économie bolivienne. De même, il s'agit d'un pays qui est tributaire de sa géographie un peu difficile et qui a été longtemps mal interconnecté entre le côté Ouest et le côté Est du pays.

De même, nous avons parcouru quelques classements afin de replacer l'importance économique, démographique, politique et sociale de la Bolivie face aux autres pays voisins et au niveau mondial. Nous sommes face à un pays tributaire de sa géographie et des richesses de son sous-sol, entre autres. De plus, il s'agit d'un pays qui est pauvre, aux performances économiques et humaines relativement

faibles, avec un PIB par tête en 2012 presque le plus faible au niveau des pays du sous-continent, une croissance économique modeste et un niveau de développement humain pas très brillant, 108ème sur 187 pays classés en 2011. Il s'agit également d'un pays qui a une économie informelle considérable et qui représente plus de deux tiers du PNB bolivien, qui a un niveau de corruption du secteur public assez important, 110ème sur 178 pays classés, et qui souffre d'une certaine vulnérabilité sous-jacente suite aux troubles sociaux qui ont augmenté depuis 2007. Bref, nous sommes face à une économie particulière et qui doit être nuancée compte tenu des aspects qui l'affaiblissent et ne serait-ce que par sa position même en tant que pays en développement.

Quant au bilan de la littérature existante dans le domaine, nous avons constaté qu'il existe deux types d'interprétations qui abordent le sujet d'une façon générale et qui ont un point de vue propre aux disciplines qui le développent. D'un côté, il y a une étude économique qui reste limitée dans le temps et l'espace ainsi que par la division administrative des départements ou des villes. D'un autre côté, il y a une approche multidisciplinaire, qui traite l'importance des territoires avec plus de précision, mais qui reste une analyse partielle du sujet. Ainsi, notre étude innove dans le sens que nous étudions la polarisation territoriale du tripôle comme étant partie d'un ensemble des territoires.

Dans ce chapitre, nous avons pu faire ressortir une revue rapide du contexte du pays, sa géographie, son réseau de transport, sa distribution spatiale de la population et sa division administrative. Mais au regard de ce contexte général, nous pouvons nous demander si le système urbain actuel a vécu des transformations et s'il a été façonné par les conditions géographiques propres au pays. Ceci pourrait-il avoir une incidence sur l'actuelle configuration urbaine spatiale ?

Tout ceci nous a permis de décrire le décor pour étudier par la suite le processus d'émergence et de consolidation des principaux territoires au niveau national. Ainsi, dans le chapitre suivant nous faisons appel à des éléments historiques afin de retracer l'origine de l'actuelle tripolarisation urbaine. Notre objectif est d'apporter un regard analytique sur l'importance des trois principaux pôles, compte tenu du contexte longtemps favorable à l'Ouest du pays.

Bien entendu, dans les chapitres qui suivent, nous étudierons dans la mesure du possible le « poids » économique et social du tripôle grâce à des données statistiques.

Chapitre 2 : Aux racines du tripôle urbain : l'histoire compte

« Mais cet ordre spatial n'est pas unique : une autre série d'évènements pourrait avoir orienté la structure des localisations vers un autre résultat, ainsi l'histoire de cette installation est cruciale. Nous pourrions appeler ce point de vue « dépendance historique ». Ici le système de localisation engendre progressivement la structure. Il est fondamentalement dynamique. Il peut suivre des trajectoires divergentes, dès lors il n'est pas ergodique. Il donne un grand nombre de résultats possibles, dès lors il n'est pas prévisible[28] ». (Arthur, 1994, p. 50).

Le système des villes[29] boliviennes semble dominé par trois pôles urbains : La Paz, à l'Ouest, Santa Cruz, à l'Est, et Cochabamba, au centre. Il s'agit d'un tripôle urbain distribué sur un axe majeur long de 900 km, avec des distances considérables qui le séparent. De plus, ces trois villes se placent dans des contextes géographiques et de climat différents, qui vont des montagnes, La Paz, aux plaines amazoniennes, Santa Cruz, en passant par des vallées intermédiaires, Cochabamba. En 2010, ces trois pôles urbains concentrent près de 44% de la population nationale. D'une façon plus générale, les trois pôles régionaux[30], respectivement dominés par ces trois pôles urbains, et qui d'ailleurs portent le même nom que celui de leur ville principale, concentrent plus de 70% de la population totale et produisent quasiment 70% du PIB national.

Bien que la polarisation territoriale de ces trois villes, en termes de population et d'emplois, soit une réalité, ceci n'a pas été le cas depuis toujours. En effet, il y a un siècle le système urbain était dominé par une sorte de ville primatiale, Potosi dans un premier temps et ensuite La Paz. Mais depuis il y a eu des facteurs décisifs qui ont fait basculer la hiérarchie urbaine (*cf. 3.1.3, Chapitre 3*) et qui ont débouché sur l'actuelle domination tripolaire.

Le tripôle émerge et évolue dans un contexte particulier. Nombreux sont les facteurs qui contribuent à l'explication de la formation, l'évolution et la consolidation des trois pôles urbains. Les facteurs historiques, l'existence de ressources naturelles, la situation géographique, la volonté politique, l'aide internationale, le genre d'« atmosphère », et même les « accidents historiques » font partie de cette palette d'éléments qui permettent de comprendre l'évolution et l'importance actuelle de notre tripôle d'étude. C'est pourquoi nous tenons compte des accidents historiques, de la trajectoire même que le tripôle urbain a suivie (Arthur, 1994), et de la logique économique et territoriale imprégnée de l'héritage colonial.

[28] Traduction de l'auteur.
[29] Le terme des villes est utilisé dans un sens général. Nous utilisons de préférence des termes comme *pôle urbain* ou *agglomération* pour parler des *villes* du tripôle.
[30] D'après la division administrative, il s'agit des Départements. La plupart du temps, nous utiliserons le terme générique soit de *pôle régional* ou soit de *territoire*.

Ainsi, à l'aide d'une lecture historique du rôle économique et urbain du tripôle La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, notre intention est d'enquêter sur le pourquoi et le comment de cette polarisation territoriale. Dans l'objectif de dresser le contexte général, pour mieux comprendre le passage de ces trois villes à trajectoires différentes à l'émergence d'un tripôle, nous avons fait appel à la géographie, au climat, à la démographie, aux réseaux de transport, etc. (*cf. Chapitre 1*).

Dans le présent chapitre, nous tenons compte de la logique extractive des ressources naturelles héritée de l'époque coloniale et qui a marqué en quelque sorte la trajectoire des trois pôles urbains ainsi que la configuration spatiale des villes boliviennes. Nous nous appuyons sur le concept de la *rotation des centres de production* (Deler, 1994 ; Arréghini & Roux, 2000 ; Mazurek & Arréghini, 2006). Ce concept se rapporte aux lieux physiques qui témoignent de la dynamique extractive des ressources naturelles. Cet aspect sera développé dans la section 2.1.

Compte tenu du contexte général bolivien (*cf. Chapitre 1*), l'objectif du présent chapitre est d'étudier l'émergence et la consolidation des trois villes qui se placent en haut de la hiérarchie urbaine. Pour ce faire, nous retraçons l'évolution du tripôle à l'aide des éléments historiques, économiques et politiques. Ainsi, la première section résume le déroulement des cycles extractifs des ressources naturelles qui a été et qui est un élément fondamental pour comprendre la consolidation du tripôle ainsi que le contexte économique propre du pays. Nous étudions la succession des cycles qui se sont relayés, parfois presque simultanément dans le temps, mais dans des lieux différents. Notre période d'étude suit donc de près l'extraction des ressources naturelles, dès 1545 jusqu'à nos jours, en tant qu'un des facteurs déterminant l'émergence et la consolidation du tripôle bolivien. Le but est d'apporter des éléments de réponse et non pas de faire une revue exhaustive de l'histoire. La deuxième section identifie les racines du tripôle dans ce contexte de « cycles extractifs de matières premières ». Pourquoi ces trois villes ? Comment en est-on arrivé à une telle hiérarchie urbaine ? L'interprétation historique des faits permet d'avoir un peu de recul et de retracer l'émergence et la consolidation de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba. Le passage de trois villes à une configuration qui prend l'envergure d'un tripôle urbain fait l'objet de la troisième section. Finalement, nous émettons quelques conclusions dans la dernière section.

2.1 Ressources naturelles et polarisation territoriale

La Bolivie, comme beaucoup de pays en développement n'échappe pas à la logique extractive des ressources naturelles. À vrai dire, l'histoire économique du pays témoigne de cette dynamique économique fortement ancrée dans l'extraction, l'exploitation et la commercialisation des richesses naturelles.

Dès le XVIe siècle, pendant la colonisation espagnole et bien avant la fondation de la République en 1825[31], la Bolivie était connue au niveau international de par ses richesses minières. Ainsi par la suite, il y a eu une succession des cycles des ressources naturelles comme le salpêtre, les écorces de quinquina, le latex, les hydrocarbures… qui ont façonné chacun à leur tour la configuration spatiale du système urbain bolivien et surtout l'émergence des trois principaux pôles (*cf. Tableau 2-1, Chapitre 2*).

Tableau 2-1 : Cycles extractifs des ressources naturelles par périodes (1545 – à nos jours)

	RÉGION	CYCLE EXTRACTIF	PÉRIODE
Sud-Ouest	Potosi / Sucre	Argent	1545 - 1650 (1ère phase) 1858 - 1899 (2ème phase)
	Oruro	Étain	1900 - 1940 (essor) 1940 - à nos jours
Ouest	Littorale/ Atacama	Guano/Salpêtre	1850 - 1878
Nord-Est	Reyes (Béni)	Écorces de Quinquina	1825 - 1876
	Trinidad (Béni)	Latex	1880 - 1920
Est	Santa Cruz	Pétrole	1920 - 1980
Sud-Est	Tarija	Gaz	1964 - à nos jours

Source : Élaboration de l'auteur sur la base de références historiques (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008 ; Soruco et al., 2008 ; Deler, 1994). Les années ne sont citées qu'à titre indicatif.

[31] Avant l'indépendance de la République, la Bolivie formait un seul bloc avec le Pérou, et était connue comme le « Haut Pérou ».

Nous utilisons le terme de *rotation de centres de production* pour mieux illustrer la succession des cycles extractifs des matières premières qui ont jalonné l'histoire économique du pays (Deler, 1994 ; Arréghini & Roux, 2000 ; Mazurek & Arréghini, 2006). Nous remplacerons le terme de matières premières par le terme de *ressources naturelles* dans un sens plus global.

Ces *cycles de production* sont un facteur parmi d'autres qui est à l'origine de la domination tripolaire actuelle ainsi que de la configuration spatiale des villes boliviennes. Commençons donc par le premier jalon économique qui date de l'époque coloniale : le cycle extractif de l'argent.

Dans cette section, nous présentons de façon chronologique le déroulement des cycles extractifs dans l'Ouest bolivien (*cf. 2.1.1, Chapitre 2*) et l'Est bolivien (*cf.2.1.2, Chapitre 2*). Nous nous efforçons de mettre en évidence le lien existant entre le passé historique et économique bolivien -très influencé par une logique extractive- et les retombées sur le tripôle La Paz, Santa Cruz et Cochabamba. Nous essayons de réunir quelques éléments historiques pour mieux comprendre au cours de la section 2 le lien entre les booms des ressources naturelles et la façon dont les territoires se sont modelés (*cf. 2.2, Chapitre 2*). Lorsqu'on parle des cycles extractifs des ressources naturelles, une grande division s'impose. D'un côté, il y a les cycles extractifs qui ont eu lieu dans l'Ouest (argent, étain, guano & salpêtre), et de l'autre les cycles extractifs de l'Est (écorces de quinquina, latex, pétrole, gaz). Il est possible que cette logique Ouest-Est explique en partie la division territoriale qui actuellement se matérialise par un sentiment de rivalité entre l'Ouest et l'Est et pourquoi il y a eu des difficultés d'intégration territoriale qui ont perduré jusqu'à il y a un demi-siècle. D'ailleurs, des auteurs comme Perrier-Bruslé (2004) abordent l'idée d'une Bolivie bipolaire (*cf. 2.1.3, Chapitre 2*), terme qui illustre bien la difficulté d'intégration entre l'Ouest et l'Est du pays.

2.1.1 Les ressources naturelles dans l'Ouest du pays

L'importance des mines dans l'économie nationale est prédominante, non seulement parce que c'était le premier cycle extractif de l'histoire économique bolivienne datant des colons espagnols, mais surtout parce que ce fut autour de l'activité minière que les territoires ont commencé à se modeler. Cette influence économique des richesses minières est toujours d'actualité. Toutefois, il est important de souligner le rôle qu'a eu entre temps l'activité extractive du guano et du salpêtre. En effet, comme nous le développons ci-dessous, le cycle extractif de ces fertilisants très cotés sur le marché européen a assuré la transition minière de l'argent (*cf. 2.1.1.1 et 2.1.1.3*) à l'étain (*cf. 2.1.1.4, Chapitre 2*). Mais au-delà du contexte économique il y a

eu aussi des incidents historiques –à savoir la perte du littoral bolivien (*cf. 2.1.1.2, Chapitre 2*)- qui ont marqué la Bolivie jusqu'à nos jours.

2.1.1.1 L'argent, 1545-1650

La première phase du cycle de l'Argent va de 1545 à 1650, grâce à la découverte des gisements d'argent dans le « cerro rico de Potosi », montagne localisée dans la ville de Potosi. L'exploitation des mines d'argent marqua profondément l'histoire du pays, connu comme le Haut Pérou à l'époque et qui, au début du XVIe siècle, était sous l'emprise des Espagnols. La ville de Potosi devint le principal pourvoyeur de l'encaisse métallique qui « stimula le développement du capitalisme européen » (Deler, 1994). À l'époque, le vice-royaume fut organisé en fonction de cette aubaine de l'extraction des minerais, avec pour axe commercial : Potosi-Lima. Autrement dit, cette route commerciale allait du Haut Pérou, actuellement la Bolivie, jusqu'au Pérou qui se trouve sur les côtes de l'océan Pacifique.

Toute l'activité économique s'organisa en fonction des mines d'argent de Potosi. Cette ville était le centre économique autour duquel le reste du pays tournait, elle était pour ainsi dire l'interface de communication entre la Bolivie et le Vieux Continent. Le haut plateau et les vallées proches fournissaient la main-d'œuvre corvéable (Deler, 1994), ainsi que les denrées nécessaires pour ravitailler Potosi, la ville impériale, qui dépassait 150 000 habitants au XVIIe siècle, et qui d'après quelques historiens concurrençait démographiquement les villes européennes.

Néanmoins, l'économie de l'argent n'a pas toujours été d'une dynamique constante dans le temps. Le déclin de la productivité plus l'instabilité et l'incertitude à l'époque de l'indépendance de la République, et les mouvements révolutionnaires qui l'accompagnaient (début du XIXe siècle) nuisaient à la production régulière à cause de l'absence d'une main-d'œuvre stable. L'abandon des mines et le retard technologique ne soutenaient pas non plus le secteur minier (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008). De plus, l'isolement géographique depuis la perte du littoral bolivien (à la fin de la période de commercialisation du guano et du salpêtre, *cf. 2.1.1.2, Chapitre 2*) fut un facteur défavorable pour attirer les capitaux étrangers. Remarquons que les méthodes d'exploitation du minéral devenaient *archaïques,* car elles dataient de l'époque coloniale ! Tout ceci mena à la fin d'un premier cycle de l'extraction et commercialisation de l'argent.

Un temps s'écoula entre la fin de la première phase du cycle de l'argent (1545-1650) et la reprise de l'activité minière dans la seconde moitié du XIXe siècle. Mais avant d'aborder cette reprise, il convient ici de développer parallèlement la commercialisation du guano et du salpêtre qui se développait dans le désert d'Atacama, ex- littoral bolivien.

2.1.1.2 Le guano et le salpêtre, 1850-1878

L'exploitation et la commercialisation de guano et salpêtre, fertilisants très cotés sur les marchés européen et nord-américain à cette époque, ne font que renforcer le développement territorial des villes localisées à l'Ouest du pays. De plus, grâce à l'infrastructure routière générée par l'exportation de ces fertilisants, ultérieurement, des territoires comme Potosi, principalement, et La Paz et Oruro en moindre degré, renforcent sa position dans la hiérarchie urbaine.

Ces fertilisants, richesses inhérentes au sol du littoral, dans le désert d'Atacama, territoire bolivien [32] jusqu'en 1880, avaient déjà une importance commerciale dès 1842 (contrat avec le Brésilien Lopez Gama). Cependant, ce n'est que durant la décennie des années 1850 que l'exploitation de guano et du salpêtre est devenue intensive. Cette dynamique s'est accrue de plus en plus[33] et le secteur privé en était le direct bénéficiaire, car l'État bolivien ne percevait qu'une somme d'argent symbolique. À la fin de la décennie 1860, il y a la construction des voies ferrées, grâce aux capitaux anglais qui fusionnent avec les capitaux chiliens[34], afin de faciliter et intensifier l'exportation de ces fertilisants tant appréciés sur le marché européen.

Cette période prit fin en 1880, suite à la perte du littoral bolivien au profit des Chiliens. Ultérieurement, le secteur minier profita des chemins de fer existants pour agrandir son réseau. Ainsi, le cycle du guano et du salpêtre fut comme un tremplin pour la reprise de l'activité minière qui se développa presque simultanément.

2.1.1.3 L'argent à nouveau, 1858-1899

La deuxième période de l'exploitation de l'argent a eu lieu dans un contexte favorable aux capitaux anglo-chiliens, aux exportations de guano et salpêtre, à l'existence des voies ferrées et suite à la perte du littoral bolivien en faveur du Chili. Ceci dit la Bolivie n'a pas pu pour autant couper les liens commerciaux avec ce pays voisin compte tenu de l'ampleur des échanges commerciaux et de la forte présence des capitaux chiliens, sans oublier la dépendance géographique envers ce pays en tant que lieu de passage pour les exportations. Au niveau territorial, cette deuxième phase

[32] En février 1879, l'État bolivien essaya de taxer la compagnie anglo-chilienne à la hauteur de 10 centimes par tonne exportée de salpêtre. Un an après, le Chili, appuyé par les intérêts anglais, déclara à l'État bolivien une guerre qui déboucha sur la perte du littoral. Ce fut le dernier des reculs frontaliers et pourtant le plus douloureux.
[33] En 1866, deux Chiliens (José Santos Ossa et Francisco Puelma) obtinrent la concession et le droit exclusif d'exploitation de tout le salpêtre dans le littoral bolivien.
[34] La société chilienne *Sociedad Exploradora del Desierto de Atacama* qui avait l'exclusivité dans la commercialisation de guano et de salpêtre changea de nom et devint *Melbourne & Clarke* suite à une fusion avec capital majoritaire anglais.

de l'argent a permis aux pôles de l'Ouest de renforcer leur position économique au niveau national et international, grâce à la construction de la voie ferrée qui a relié le Sud-ouest bolivien avec la côte maritime du Chili.

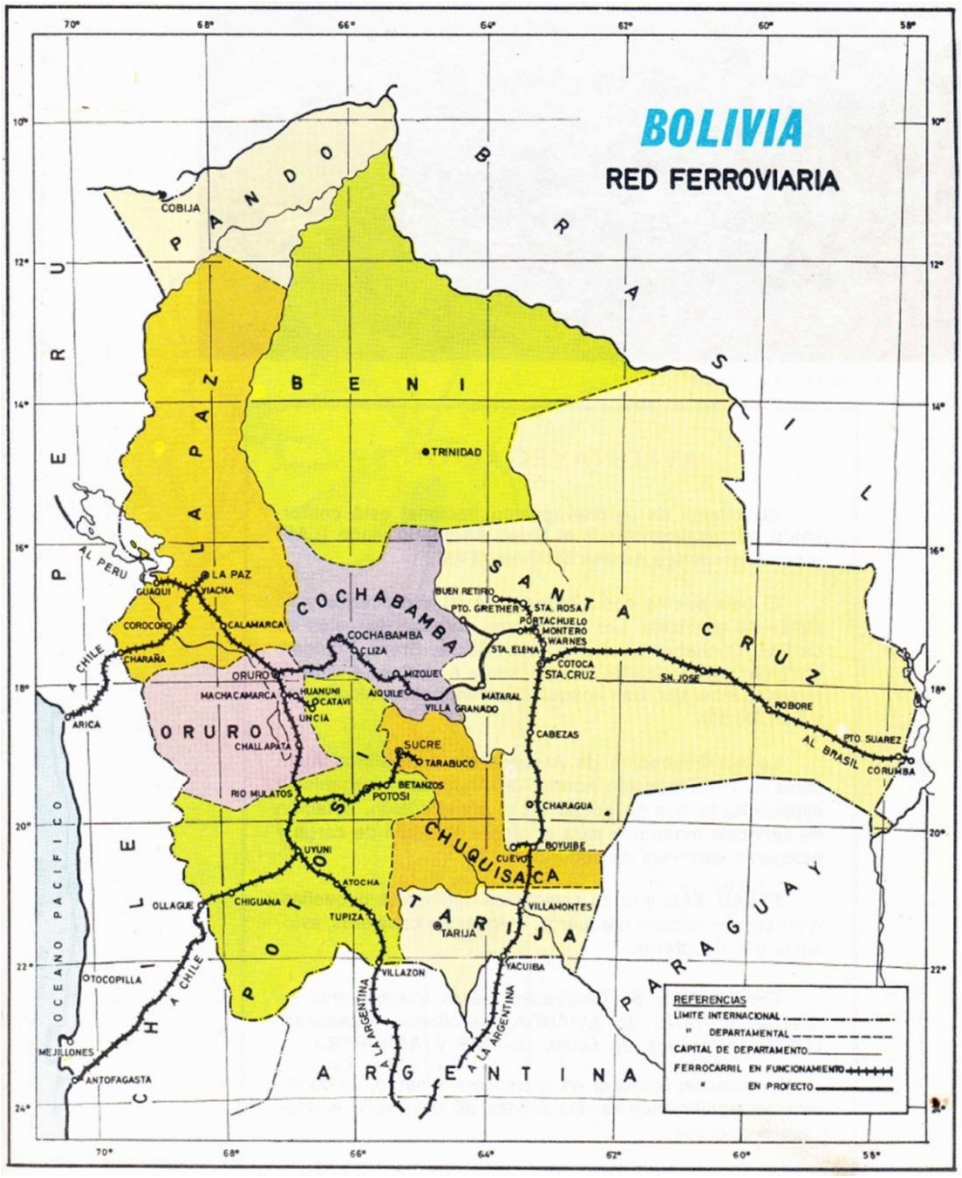
C'était le moment propice pour le passage de l'étatisme au marché de libre-échange. Ainsi en 1873, grâce aux politiques de libre échange, les restrictions ont disparu et l'économie a renforcé ses liens avec le marché international. La politique du libre-échange facilita les partenariats commerciaux avec les capitaux anglo-chiliens, déjà présents dans la commercialisation du guano et du salpêtre, la naissance de la banque et l'accroissement de l'échange commercial. De plus, il y a eu la création des entreprises d'importation qui malheureusement ont affaibli l'industrie et l'artisanat national. Dans ce contexte de libre échange, la relance de la production minière à Potosi, passagère, mais suffisante pour installer la zone minière en situation « d'enclave exportatrice » (Deler, 1994), a renforcé la dépendance de la Bolivie envers le marché international demandeur des matières premières. Le côté positif du libre-échange a été l'afflux du personnel technique international spécialisé dans les mines. De plus, le secteur a pu favoriser de nouveaux équipements pour la production minière, et la consommation des biens somptuaires, des hommes les plus fortunés de l'argent, a augmenté. D'ailleurs, les trois plus connus sont *Aniceto Arce, José Avelino Aramayo* et *Gregorio Pacheco* dénommés comme les « patriarches » de l'argent et qui d'ailleurs étaient propriétaires des trois grandes entreprises minières clés créées en 1856.

Dans cet élan économique, en 1892 on voit la construction et la mise en activité[35] de la voie ferrée *Oruro* (Bolivie) - *Antofagasta* (Chili)[36], qui traversait Potosi et permettait à la ville de La Paz d'être mieux connectée avec la côte du Pacifique (*Figure 2-1*). À ce propos il faut souligner que ce projet a été dirigé et stimulé par *Aniceto Arce*, principal actionnaire du plus grand centre minier d'argent : *Huanchaca,* à Potosi, et entre-temps président de la République (1888-1892). L'idée était d'intégrer le réseau bolivien au réseau chilien, qui allait d'Antofagasta à Pampa Alta, près de la frontière bolivienne.

La *Figure 2-1* illustre les chemins de fer existants en Bolivie. Remarquons qu'il s'agit d'un réseau ferroviaire non relié. Ainsi, le réseau du Sud-est ne rejoint pas celui du Sud-ouest. Cependant, à l'heure actuelle il existe un projet ferroviaire interocéanique mené par la coopération internationale, grâce aux fonds de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et de la *Corporacion Andina de Fomento* (CAF) dans le but de favoriser l'intégration sud-américaine (*cf. 1.1.3, Chapitre 1*).

[35] Projet envisagé depuis 1878.
[36] De nos jours, suite au recul frontalier de la Bolivie, après la guerre du Pacifique en 1879, Antofagasta fait partie du territoire chilien. Cependant, les relations commerciales avec le Chili ne cessèrent pas après le conflit maritime. D'ailleurs, les partenariats économiques et l'importance des capitaux chiliens poussaient à la continuité des relations internationales pendant cette époque.

Figure 2-1 : Lignes des Chemins de Fer en Bolivie, 1980



Source : Atlas Universal y de Bolivia, 1980. Note : la ligne en continu qui relie les chemins de fer entre les villes de Portachuelo, Santa Cruz et d'Aquile, Cochabamba, représente le projet de relier les deux réseaux existants.

Le ralentissement des activités d'extraction et de commercialisation de l'argent à la fin du XIXe se produisit entre autres avec le changement d'étalon monétaire. En effet, l'étalon argent en Bolivie comme dans le reste du monde touchait à sa fin et ce processus fut accéléré à cause de la dévaluation soudaine produite par l'émission massive de pièces de monnaie, connues sous le nom de *feble*[37] (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008). Ainsi, la politique monétaire bolivienne passa de l'étalon argent à l'étalon or qui était couvert par un prêt de 500 000 livres sterling. L'activité financière augmenta avec la création de nouvelles banques qui gardaient le droit

[37] Monnaie créée en 1850 par José Maria Linares.

d'émission et de création de la monnaie. À cela s'ajouta l'essor de l'industrialisation qui a valorisé l'étain aux yeux des pays développés demandeurs du minerai. Tout ceci a entraîné la substitution de la production minière de l'argent donnant lieu au cycle de l'étain.

2.1.1.4 L'étain, 1900-1940

Le cycle de l'étain s'est produit dans la continuité de la tradition minière, c'est-à-dire à la suite du cycle de l'argent. La ville d'Oruro centralise les activités qui avaient un rapport avec l'étain, du fait de sa proximité des gisements de ce minerai. Cochabamba bénéficie également des retombées de cette activité, car elle était la ville de naissance d'un des trois magnats de l'argent, *Patiño*. Il s'agit d'un cycle porteur de la modernisation et de la technologie dans les méthodes d'extraction du minerai, et en 1920, la Bolivie devint le premier fournisseur d'étain avec un quart de la production mondiale !

Le cycle de l'étain a lieu dans un contexte d'épuisement des gisements stannifères en Europe et d'une forte demande de l'industrie nord-américaine et européenne de ce minerai pour faire des alliages. Compte tenu de la proximité de la région stannifère, la ville d'Oruro devient le siège des principales entreprises minières et des banques. Ainsi, Oruro à cette époque a été le point de ravitaillement des centres miniers et le point névralgique des chemins de fer du pays. En moins d'une décennie, l'étain a engendré un boom économique, donnant lieu à une sorte de renouvellement dans le milieu entrepreneurial, des nouveaux prenaient le relais des anciens. De plus, les exportateurs comptaient déjà sur une infrastructure des voies ferrées qui permettait la sortie efficace du minéral d'abord via Antofagasta et ensuite via Arica, donc par le Chili (*Figure 2-1*). Malheureusement, la ville d'Oruro ne parvint alors pas à consolider la dynamique économique et l'étalement urbain naissant à cette période, ainsi Oruro resta dans l'ombre.

L'exploitation de l'étain était dominée, jusqu'à la nationalisation des mines en 1952, par trois puissantes familles : *Simon I. Patiño*, qui fut connu comme le roi de l'étain, *Felix Aramayo* et *Moritz Hochschild*.

Pionnier de l'exploitation de l'étain, *Simon I. Patiño* fut le découvreur d'un gisement d'étain (1900) qui deviendra la mine la plus importante du pays. Il l'exploita avec les méthodes les plus modernes et les meilleurs ingénieurs mondiaux. Le multimilliardaire *Patiño* absorba d'autres mines, commercialisa le minerai, fonda une banque, investit en Malaisie et au Canada. *Patiño* habitait plus en Europe, à New York ou en Argentine, que dans sa ville de naissance Cochabamba, que pourtant, il ne délaissa pas. Ainsi la ville de Cochabamba a bénéficié des retombées du cycle de l'étain. *Aramayo* venait d'une famille qui avait déjà fait fortune dans l'argent. Pour sa

part, « *Mauricio* » *Hochschild*, né en Allemagne, ayant effectué des études d'industrie minière, arriva en Bolivie en 1921, décidé à y faire fortune. *Hochschild* se consacra non seulement à l'exploitation de l'étain, mais diversifia ses activités également dans le zinc, l'argent et le tungstène (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008 ; Gaston-Breton, 2008).

Patiño, Aramayo et *Hochschild* contrôlaient à eux trois environ 80% de l'extraction de l'étain bolivien et ils avaient aussi des actions dans les mines de cuivre, de zinc, de plomb, etc. Les entreprises boliviennes, chiliennes, allemandes, suisses, françaises et anglaises se partageaient les 20% restant (Rudel, 2006).

En 1920, la Bolivie était classée comme le premier fournisseur d'étain, assurant le quart de la production mondiale (Deler, 1994). La production de minerais d'étain et de leurs concentrés passa de 16 000 tonnes en 1900 à 48 000 tonnes en 1920 (de 10 000 à 29 000 tonnes de production d'étain pur pour les années respectives). En 1924, *Patiño,* le *roi de l'étain,* possédait presque la moitié de la production nationale d'étain. De plus, en 1916 il a réussi à prendre le contrôle de la plus grande fonderie d'étain du monde, la Williams Harvey and Co., à Liverpool, contrôlant ainsi le raffinage européen d'étain bolivien.

En général, cette période fut marquée par la modernisation industrielle la plus importante depuis l'exploitation des minerais par les Espagnols. La révolution technologique des systèmes d'extraction et de traitement basique du minerai étaient au rendez-vous.

Malheureusement, l'essor de l'étain et les recettes fiscales que l'État aurait dû percevoir n'allaient pas de paire. Cela peut être expliqué par les différents courants politiques qui se sont succédés au cours du cycle de l'étain et qui selon leurs intérêts déterminaient le niveau d'imposition. Par exemple, de 1900 à 1920, sous le régime du parti Libéral, les impôts sur les exportations étaient minimes (3%) ! Entre 1920 et 1931, sous le régime du parti Républicain, les recettes fiscales augmentèrent à un rythme supérieur au précédent. En 1920, l'impôt sur les bénéfices s'ajouta à l'impôt sur les exportations. De plus, l'impôt sur les exportations passa de 7,4% en 1923 à 15,6% en 1924. Ceci dit, les exportations d'étain en 1920 représentaient 70% du total national. Mais la grande dépression (1929) affecta de façon générale l'économie mondiale, et devint la cause de la chute des prix pour la décennie des années 1930. Malgré ce contexte défavorable, *Patiño* créa et présida la commission internationale qui visait à gérer les quotas de production mondiale d'étain. Cette initiative n'arriva pas loin puisqu'en 1939 les relations entre l'État et le secteur minier devinrent fragiles. Cette année eut la promulgation d'un décret[38] qui stipulait la remise à l'État de 100% des devises obtenues lors des exportations minières. Ainsi, l'État changeait les devises (dollars ou livres sterlings) en monnaie nationale : *bolivianos*, et remettait aux miniers l'équivalent des devises, mais en monnaie nationale. Ce mécanisme monétaire, qui jouait sur la différence du taux de change des devises par rapport à la

[38] Décret du 7 juin de 1939 dicté par le président German Busch.

monnaie nationale, a multiplié par trois ou quatre les revenus fiscaux de l'époque (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008). Cette mesure était accompagnée d'un ajustement sur les impôts à l'exportation de minerai, les plaçant à la hauteur de 25% de la valeur des exportations. Les retombées sur le trésor public furent positives au détriment des relations entre le gouvernement et le secteur minier.

2.1.1.5 L'étain, de 1940 à nos jours

L'importance du secteur de l'étain s'affaiblit entre 1940 et 1952, année de la révolution nationale qui, entre autres, proclama la nationalisation des mines en faveur de l'État. Les facteurs atténuants sont d'ordre interne et aussi internationaux. En effet, l'État a de plus en plus une emprise sur le secteur minier via les impôts sur les exportations. De plus, ce secteur est très dépendant des cours internationaux du marché de l'étain, donc très fragile par définition.

Mais malgré l'affaiblissement du cycle de l'étain, l'activité minière en général continuait à monopoliser en grande partie les exportations nationales. Ainsi en 1970, les exportations de minerais remontaient à 89,6% du total national. Mais depuis le cours est très variable, par exemple en 2011, le secteur minier concentre moins de 30% des exportations boliviennes (*cf. Chapitre 4*). Ainsi, l'essor du secteur minier a renforcé davantage le développement de l'Ouest bolivien.

Jusqu'ici, nous avons retracé en quelque sorte la genèse et les facteurs clés qui mettent le pôle urbain de La Paz en situation avantageuse. En effet, chaque cycle extractif qui a eu lieu dans l'Ouest bolivien a contribué à renforcer la position stratégique de La Paz et en moindre degré celle de Cochabamba. D'une certaine façon, La Paz a su consolider l'activité minière ainsi que transitoirement celle du guano et du salpêtre en sa faveur, et ce pôle urbain est devenu même stratégique en tant que lieu de passage, carrefour de la commercialisation des matières premières de l'Ouest.

Curieusement, des villes comme Potosi ou Oruro, dans le cas de l'Ouest bolivien, qui avaient toutes les conditions de départ pour polariser le développement territorial sont pourtant restées dans l'ombre et n'ont pas pu consolider la dynamique économique générée à proximité qui leur a été favorable à un moment donné.

Cette revue chronologique des cycles extractifs localisés dans l'Ouest du pays nous a permis d'apporter les éléments nécessaires pour comprendre la consolidation et le positionnement de La Paz en tant que ville primatiale jusqu'au début du XXe siècle (*cf. Chapitre 3*).

Parallèlement aux cycles dans l'Ouest bolivien, il y eut également dans l'Est bolivien le développement des activités extractives autour d'autres ressources naturelles, à savoir les écorces de quinquina, et le latex, même si ces deux dernières sont d'une durée plus courte par rapport aux cycles miniers.

2.1.2 Les cycles extractifs dans l'Est du pays

De son côté, l'Est bolivien a vécu aussi des cycles d'extraction et de commercialisation des ressources naturelles, certes dans certains cas de moindre durée par rapport aux cycles miniers de l'Ouest. Ainsi, nous présentons de façon chronologique le déroulement des cycles extractifs dans l'Est bolivien. À l'instar de la section précédente, nous nous efforçons de souligner le rapport existant entre les cycles extractifs et les villes à proximité. Quelles sont les retombées de l'extraction et de la commercialisation des ressources naturelles sur le développement territorial des villes à proximité ? L'idée est d'apporter des éléments clés qui serviront à la compréhension de l'actuelle domination tripolaire, que nous développerons dans la section suivante.

Dans cette section, nous développons les cycles d'extraction et de commercialisation d'écorces de quinquina, du latex et des hydrocarbures. Enfin, nous évoquons les possibilités actuelles de commercialisation d'autres ressources naturelles, comme le lithium. Commençons donc par le premier cycle extractif qui a eu lieu dans l'Est du pays au XIXe siècle, dans le Nord-est bolivien, plus précisément à Reyes (Beni) : l'extraction et l'exportation *d'écorces de quinquina*[39] vers le vieux continent.

2.1.2.1 Les écorces de quinquina, 1825-1876

Le cycle des écorces de quinquina, entre 1825 et 1876, a eu lieu dans le Nord-est du pays. Il s'agissait d'une matière première commercialisée par les Jésuites pour lutter contre le paludisme qui sévissait un peu partout dans le vieux continent et les nouvelles terres conquises.

[39] Le Quinquina (*Cinchona officinalis*) est un arbuste de la famille des *Rubiacées*, originaire de l'Amérique du Sud. L'écorce a des propriétés médicinales reconnues, dues aux alcaloïdes qu'elle contient, utilisée autrefois pour traiter le paludisme, (Wikipedia, 2010).

En 1850, la ville de Reyes, dans le département de Beni, centralisait les activités commerciales générées autour de ce cycle extractif. Reyes devint le centre d'affaires de deux maisons de commerce internationales : la firme française *Braillard, Claussen & Cia.* et la firme allemande *Otto Richter*. L'émergence des maisons de commerce représentait symboliquement le premier pas pour l'organisation et la commercialisation des matières premières dans l'Est bolivien.

Soulignons qu'à la différence de la logique extractive dans l'Ouest bolivien, qui était plutôt dirigée par des familles boliviennes dans le cas des minerais, les cycles extractifs dans l'Est du pays étaient plutôt centralisés par des maisons de commerce internationales.

Face à la baisse des prix d'exportations du quinquina, l'année 1876 marqua le changement de vocation productive des maisons de commerce en faveur du *latex* (1880-1920). De plus, aux deux firmes européennes existantes s'ajouta une maison de commerce nationale, localisée à Riveralta, dans le département de Béni. Remarquons que jusque-là, l'activité économique se développe vers le nord-est du pays, dans le département de Beni, mais les maisons de commerce n'avaient pas encore un pôle de référence stable par leur localisation. Il s'agissait d'un commerce conjoncturel pour ainsi dire.

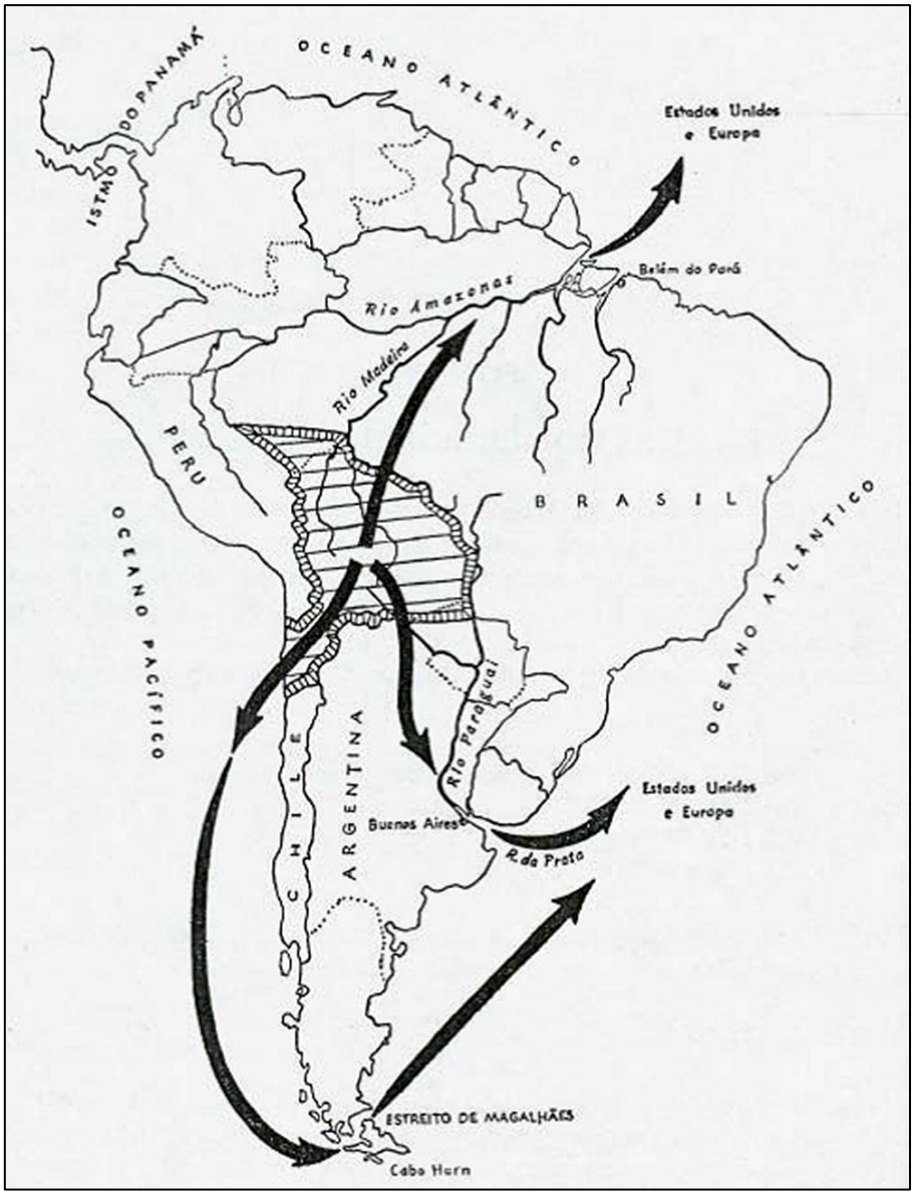
2.1.2.2 Le latex, 1880-1920

Les activités d'extraction du latex ont mis en avant les pôles régionaux de Béni, au Nord-est et de Pando, au Nord du pays. Cette activité était pratiquée depuis 1838, mais ce n'est qu'à partir de 1885 que la demande internationale de latex pour les pneus des voitures explosa, quand Benz réalisa la première voiture à essence et quand Goodyear mit au point son processus de vulcanisation. De plus, la production nord-américaine des voitures en série accrut la demande de cette matière première de façon spectaculaire.

Ce cycle entraina la découverte d'une nouvelle voie navigable commerciale vers le Brésil. Cette voie d'exportation via l'Amazonie[40] fut la plus importante dans le commerce du latex du Nord-Est et du Nord bolivien (*Figure 2-2*). Le fait de trouver une nouvelle route d'exportation dynamisa et intensifia le commerce du latex, à tel point que les transactions se faisaient en monnaie étrangère, en livres sterlings.

[40] L'exportation du latex vers l'Europe et les États-Unis a eu lieu : *via l'Amazonie* Guayanamerín (Bolivie) -Belén de Pará (Brésil) ; *via l'Océan Pacifique* Cochabamba, Oruro (Bolivie)-Antofagasta (Chili) ; *via le fleuve Paraguay* Puerto Suárez (Bolivie) –Montevideo (Uruguay) ou Puerto Suárez (Bolivie) –Corumbá (Brésil) et *via l'Argentine* Yacuiba(Bolivie).

Figure 2-2 : Les routes d'exportation du latex, 1880-1920



Source : Hollweg, 1995 (page 188) cité dans Soruco et al., 2008.

Le boom du latex attira des capitaux étrangers et incita à l'immigration européenne dans l'Est bolivien. Les capitaux anglais et français étaient représentés par la firme *The Orthon Rubber Co.* avec son siège à Londres, chargée de recruter du personnel européen prêt à travailler dans les champs d'hévéa boliviens. Plus tard, les actions *d'Orthon Rubber* furent achetées par la maison de commerce *Casa* Suarez, qui poursuivit l'embauche de personnel suisse et allemand, notamment pour la main-d'œuvre spécialisée à savoir les PDG, comptables, etc. (Soruco et *al*, 2008).

À ce propos, *Nicolas Suarez* fut une des plus grandes figures industrielles dans l'Est du pays. À l'instar de *Simon Patiño*, figure clé de l'étain dans l'Ouest (*cf. 2.1.1.4, Chapitre 2*), *Nicolas Suarez* contrôlait l'exportation du latex dans l'Est du pays. Au

tournant du XIXe au XXe siècle, *Suarez* contrôlait plus de 60% du total des exportations boliviennes du latex. Cet entrepreneur né en 1851 à Santa Cruz maîtrisait le circuit d'exportation grâce aux succursales que la *Casa Suarez* avait au Brésil (Manaos et Para), en Angleterre et aux États-Unis.

Un autre exemple était la maison de commerce *Seiler* à Riberalta (Beni) qui avait un bureau de recrutement du personnel technique en Suisse. Par la suite, la multiplication des maisons de commerce a été principalement le fruit de l'initiative menée par les ex-employés européens des premières maisons de commerce.

Dans ce contexte, le latex a joué un rôle important dans l'économie nationale comme deuxième produit d'exportation après l'argent (jusqu'en 1900) et également après l'étain (jusqu'en 1915). Toutefois, les pôles régionaux de Pando et Beni n'ont pas consolidé cette dynamique malgré leur situation avantageuse en tant que centres de production. Il est probable que les fortes températures, le climat propre aux plaines amazoniennes, et l'absence d'un réseau routier qui aurait pu relier ces pôles au reste du pays ont été des facteurs, parmi d'autres, qui ont découragé les immigrants à s'installer sur place. Comme nous le verrons dans la deuxième section, Santa Cruz fut le direct bénéficiaire de cette dynamique, puisqu'il a polarisé et attiré ces maisons de commerce, et ce peut être parce que le climat était plus « accueillant ».

Le prix le plus élevé pour cette matière première a été observé en 1910, grâce à la forte demande européenne et nord-américaine. Néanmoins, après la Première Guerre Mondiale, la production à des prix concurrentiels des marchés asiatiques et l'apparition du latex synthétique, entre autres, ont conduit à la baisse des prix (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008).

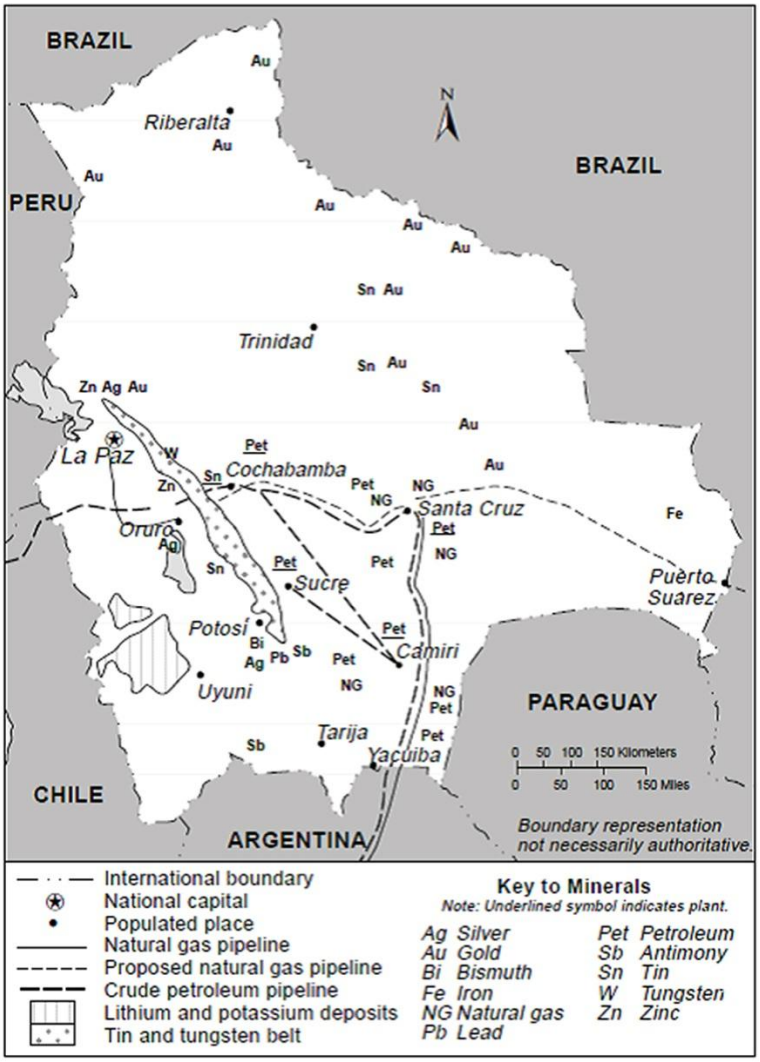
Mais avant le déclin du latex au début du XXe siècle, une autre ressource naturelle fit son apparition dans la scène économique : le pétrole. Depuis, la Bolivie continue dans cette tradition de commercialisation d'hydrocarbures.

2.1.2.3 La découverte et l'exploitation des hydrocarbures : de 1920 à nos jours

À l'heure actuelle, le département de Tarija est sur le devant de la scène, avec l'extraction de gaz. L'importance de ce dernier favorise l'économie bolivienne, qui possède le deuxième gisement le plus important de gaz dans le continent sud-américain après le Venezuela (*cf. 2.2.3.2, Chapitre 2*).

Le potentiel d'hydrocarbures (*Figure 2-3*) qui caractérise l'économie bolivienne aujourd'hui date du début du XXe siècle. La vocation productive a commencé avec la découverte des gisements de pétrole.

Figure 2-3 : Ressources naturelles du sous-sol bolivien : pétrole, gaz & activités minières



Source : Primary Petroleum, Natural gas, and Minerals, Activities, 1988.

Cependant, l'orientation de l'exploitation d'hydrocarbures a changé vers les années 1970, lorsque les découvertes des gisements gazières dévoilèrent le potentiel productif de la Bolivie, même si ses réserves restent modestes à l'échelle mondiale. (*cf. 1.2, Chapitre 1*).

Le pétrole, 1920-1980

À la fin du XIXe siècle, *le pétrole* était déjà reconnu comme un potentiel de richesse du sous-sol. En 1897, il y avait eu un essai de création d'une entreprise pétrolière près de la ville de Camiri, au sud du département de Santa Cruz. Ainsi la région de Santa Cruz commence à gagner de l'importance au niveau national compte tenu des réserves de pétrole sur place.

La première concession de l'État au secteur privé datait de 1902. Jusqu'en 1920, l'État avait déjà octroyé 3,7 millions d'hectares en concession à des particuliers. En 1921, la loi organique du pétrole fut promulguée et il y eut aussi l'arrivée de la *Standard Oil Company de New Jersey* (USA) à qui l'État bolivien accorda une concession d'un million d'hectares dans les départements de Santa Cruz, de Chuquisaca et de Tarija, avec la signature du contrat en 1923. Entre 1923 et 1931, la *Standard Oil Company* a approximativement investi plus de 67 millions de dollars américains en activités de forage des structures, dont 30,7% se localisaient dans le département de Santa Cruz. Ce pôle régional est devenu de plus en plus la cible des politiques économiques grâce aux gisements de pétrole découverts dans la région. Ceci a eu fort probablement une incidence dans le développement de Santa Cruz, il se pourrait même que ces investissements dirigés ont joué le rôle d'un tremplin qui a favorisé Santa Cruz.

Néanmoins, après la guerre avec le Paraguay et quelques frictions entre le gouvernement bolivien et cette compagnie pétrolière, dans un climat d'opinions très controversées, en 1937, le gouvernement avec à sa tête le Général David Toro décréta la fin de la concession et la confiscation des biens de l'entreprise américaine. Toutefois au préalable, fin 1936, il y eut la création par décret de l'entreprise nationale de gisements pétroliers : *Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos YPFB,* qui bénéficia des actifs de la *Standard Oil* après nationalisation. La nationalisation de la compagnie américaine fut le signal d'instabilité pour les capitaux étrangers, ce qui a entrainé le monopole des activités pour l'entreprise pétrolière de l'État (YPFB) dépourvue de concurrence. Par ailleurs, YPFB a bénéficié du soutien technique de l'entreprise pétrolière d'Argentine, ce qui a facilité la réactivation des forages existants. De plus, l'entreprise pétrolière d'Argentine baissa les tarifs douaniers demandés pour le transport du pétrole bolivien sur le territoire argentin. La nationalisation des actions et des biens de l'entreprise américaine en plus du soutien technique apporté par l'entreprise pétrolière Argentine a consolidé le secteur pétrolier bolivien, et Santa Cruz en est une fois de plus le bénéficiaire direct puisqu'il centralisait les investissements et les zones de forage et de production de pétrole.

Pendant l'essor pétrolier (1954-1958), la Bolivie était autosuffisante (1955) et avait même un excédent dans la production qui fut destiné à l'exportation, mais qui était dérisoire à l'échelle mondiale. Grâce à la promulgation du code du pétrole en 1955, la Bolivie regagna en stabilité macroéconomique et cela a permis l'arrivée, en

1956, de 14 compagnies étrangères, dont la *Bolivian Gulf Oil Company* et la *Shell Petroleum*. Ainsi, pendant la période 1960-1969, *YPFB* et les entreprises étrangères se consacrèrent presque exclusivement aux activités de forage des puits pétroliers, ciblant leurs investissements principalement à Santa Cruz (*cf. 2.3, Chapitre 2*).

Cette nouvelle vague d'investissements à partir de capitaux publics et étrangers relança la production pour la période 1971-1978, avec une production record de barils de pétrole dans l'histoire de l'entreprise nationale *YPFB*. Les exportations pétrolières commencèrent à augmenter à partir de 1970, et elles représentaient 25,2% du total d'exportations en 1974, mais seulement 0,5% en 1979 (Sandoval-Arenas *et al.*, 2003). Ainsi, après cette décennie, la production de pétrole ne suffisait plus que pour le ravitaillement du marché interne.

Soulignons que la politique économique du moment favorisa Santa Cruz au niveau des activités de forage, de production et d'exportations. Malheureusement, les spéculations autour de l'activité pétrolière ont été démesurées et les investissements en raffineries et structures étaient surdimensionnés.

Un nouveau potentiel économique : le gaz

Pendant la décennie de 1970, la politique d'exploitation des hydrocarbures a été redirigée grâce à la confirmation de richesses gazières. À vrai dire, la production bolivienne de gaz est devenue importante depuis 1964, avec une production de $5,6*10^5$ m^3/jour[41], et de 4,2 millions de m^3/jour[42] en 1971. La Bolivie a commencé à exporter du gaz à l'Argentine à partir de 1972[43], et ceci représentait 4,1% du total cette année et 16% du total des exportations en 1979. En 1980, les exportations de gaz représentaient 50% du total national. Le gaz devint le pilier des exportations dans un contexte de crise radicale en 1985, qui déboucha en une forte dette externe, une spirale inflationniste, et une tendance à la baisse des exportations minières.

Néanmoins, la vocation gazière de la Bolivie est devenue une réalité grâce au contrat de vente du gaz au Brésil en 1994, au processus de privatisation de *YPFB* en 1996 et à la nouvelle loi sur les hydrocarbures en 1996. En 2002, les réserves réelles et probables de gaz étaient de 2,1 billions de mètres cubes[44] (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008).

[41] L'équivalent de 20 millions de pieds cubes produits par jour.
[42] L'équivalent de 150 millions de pieds cubes par jour.
[43] Ce premier contrat de vente de gaz à l'Argentine s'étendait sur la période 1972-1999.
[44] C'est-à-dire l'équivalent de 77,17 TCF : billions de pieds cubes.

Le *Tableau 2-2* résume la répartition des ressources de gaz et de pétrole sur le territoire bolivien. Parmi les 4 départements, Tarija a la plus forte concentration en gaz et en pétrole (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008, Clough, 2008). Actuellement, les réserves de gaz bolivien, dont la plus grande partie a été découverte au début de ce siècle, se placent au 2ème rang en Amérique du Sud après le Venezuela, mais l'importance des gisements boliviens est dérisoire au niveau mondial (*cf. 1.2, Chapitre 1*).

Tableau 2-2 : Ressources en hydrocarbures (prouvées et probables), en 2002

DÉPARTEMENT	GAZ (%)	PÉTROLE (%)
Tarija	87,5	81,7
Santa Cruz	9,3	10,1
Cochabamba	1,9	7,4
Chuquisaca	1,3	0,8
Total	**100**	**100**

Source : Élaboration propre sur la base des données de YPFB et Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008.

Finalement, nous citons les dernières découvertes en ressources naturelles qui risquent de mettre Potosi à nouveau au premier plan…

2.1.2.4 De l'or noir à l'or blanc…

Dernièrement, la découverte des richesses de *lithium*[45] change l'image de la Bolivie au niveau mondial. Il s'agit d'un métal mou au fort potentiel électrochimique, utilisé pour les batteries de voiture, mais aussi la verrerie ou la médecine. Le plus grand gisement au monde se localiserait dans le *Salar d'Uyuni*, dans le département de Potosi, au sud-ouest de la Bolivie. Une fois de plus, Potosi se retrouverait sur le devant de la scène grâce à cette richesse naturelle. Ceci dit, le Chili possède le deuxième plus grand gisement avec le *Salar d'Atacama*, et actuellement il est en plein essor. D'ailleurs, il est devenu le premier exportateur mondial depuis 1997, ayant Chemettall, compagnie allemande, comme opérateur principal[46]. D'après les autorités boliviennes et le ministère des Mines, la Bolivie possèderait 70% des réserves mondiales de lithium[47], ce qui pourrait bousculer une nouvelle fois l'organisation de l'espace bolivien. Cependant, les découvertes récentes en

[45] Appelé l'or blanc parce qu'il est présent dans le désert de sel d'Uyuni.
[46] Le Monde, 2008/10/7
[47] Le Figaro, 2010/10/27

Afghanistan en juin 2010, pourraient changer la donne[48]. La *Figure 2-4* résume les cycles extractifs qui ont eu lieu dans l'Ouest et dans l'Est du pays.

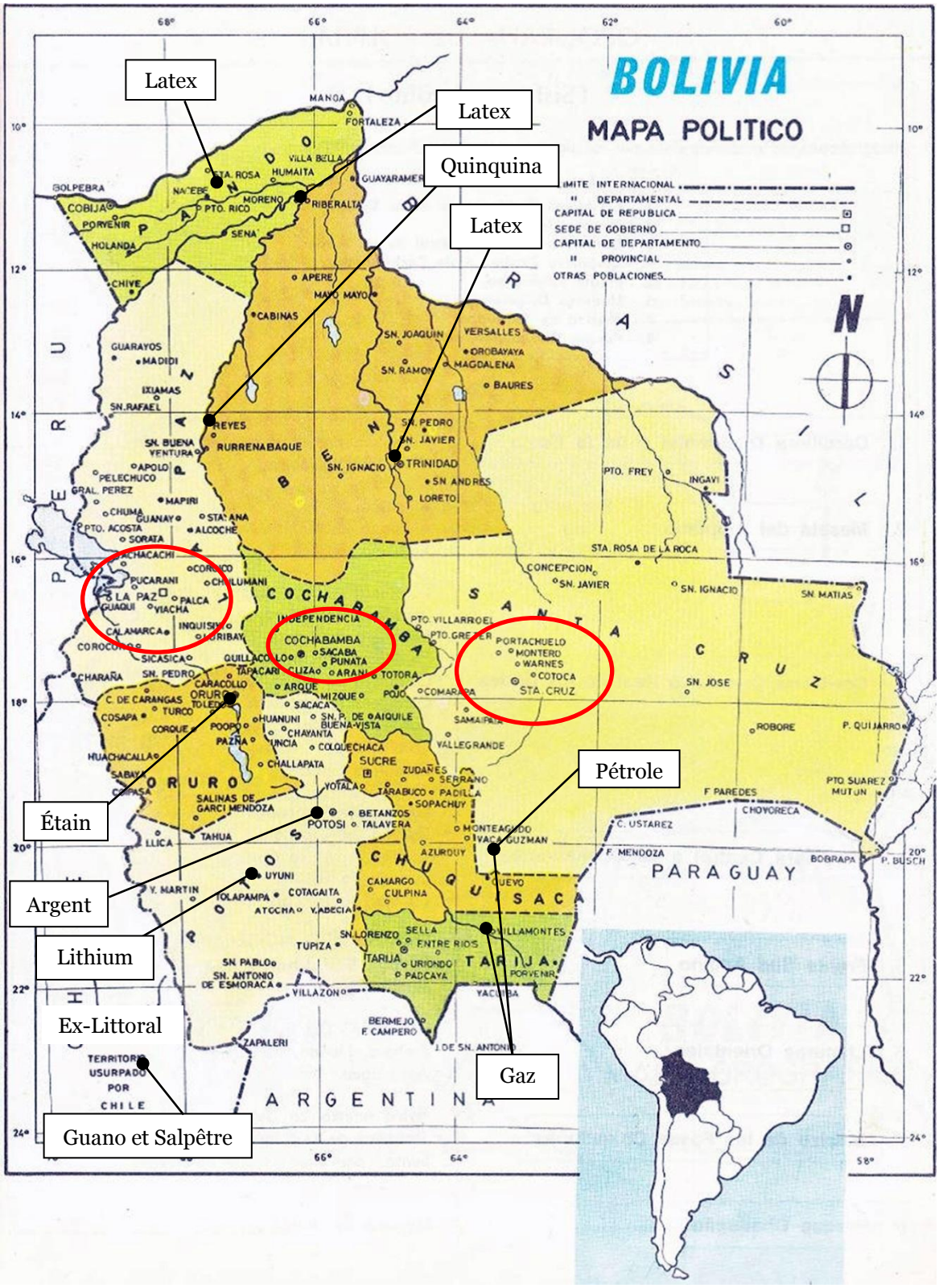
Jusqu'ici, nous avons passé en revue les différents cycles extractifs autour des ressources naturelles (*Figure 2-4*). Il semblerait que leur localisation géographique a conditionné en partie le développement territorial. Ainsi, la plupart du temps il y a un ressenti de deux logiques, celle de l'Ouest avec les richesses minières principalement et celle de l'Est avec des richesses comme le latex, les écorces de quinquina, et les hydrocarbures, entre autres. C'est pourquoi nous avons trouvé pertinent de développer ce point tout en nous appuyant sur des éléments historiques qui pourraient nous aider à mieux saisir ce sentiment de rivalité qui s'est créé avec le temps. Nous pouvons donc nous interroger sur le niveau d'intégration territoriale entre l'Ouest et l'Est.

2.1.3 Les difficultés de l'intégration régionale en Bolivie

Dans cette section, nous employons les termes de *côté Est* et *côté Ouest* pour désigner d'une façon générale ces deux grands *blocs* qui semblent caractériser la dynamique productive et exportatrice de la Bolivie jusqu'en 1952. En effet, comme nous l'avons souligné auparavant, il semblerait que chacun des deux *côtés* suivait leur boom économique du moment, ce qui laisse penser à un développement indépendant l'un de l'autre, faute d'une logique territoriale planifiée et dirigée. Mais il y avait aussi des complémentarités entre ces deux grandes régions, notamment dans l'approvisionnement des denrées de l'Est vers les mines de l'Ouest. Ceci dit, le point commun de ces deux dynamiques économiques et territoriales au sein du pays est la forte dépendance du marché international qui marquait plus ou moins le rythme des exportations et le fait que dans les deux cas l'État n'était pas à la tête de cette conjoncture. Bien au contraire, il a dû s'adapter tout comme le développement territorial.

[48] New York Times, 2010/06/14

Figure 2-4 : Cycles extractifs des matières premières en Bolivie (1545 - à nos jours)



Source : Atlas Universal y de Bolivia, 1980.

En partant de la division géographique en trois grandes régions : l'Ouest (de l'Altiplano), le centre (des vallées) et l'Est (des plaines amazoniennes), nous privilégions l'étude plus générale du côté Ouest et du côté Est. Nous considérons la région des vallées intermédiaires en tant qu'une partie complémentaire des plaines amazoniennes. L'idée est de regrouper les cycles extractifs selon leur localisation. Ainsi, une grande division s'impose. D'un côté, il y a les cycles extractifs de l'Ouest (argent, étain, guano et salpêtre), et d'un autre les cycles extractifs de l'Est (écorces de quinquina, latex, pétrole, gaz). Des auteurs comme Perrier-Bruslé (2004) développent l'idée de cette conception bipolaire du territoire. D'ailleurs, ce n'est pas par hasard que la répartition de la population bolivienne est inégale, avec une faible densité dans la région Est par rapport à celle de l'Ouest qui est plus dense (*cf. Figure 1-4, Chapitre 1*).

D'après notre interprétation des faits, il est fort probable que le *traité de Tordesillas* signé en 1494 explique indirectement le développement inégal de l'époque en faveur de l'Ouest bolivien. En effet, à cette époque avec le consentement du Pape Alejandro VI, ce traité tentait de résoudre le litige de la répartition des nouvelles terres découvertes en Amérique du Sud entre les Espagnols et les Portugais. Involontairement, une grande partie de l'actuel Brésil a été octroyée aux Portugais, alors que les Espagnols restaient du côté Ouest. À cela s'ajoutait la prédisposition coloniale qui privilégiait les terres ayant une ouverture sur les grands bassins hydrographiques du continent, afin de pouvoir naviguer. Ainsi, l'intérêt des Espagnols se porta immédiatement vers l'exploitation et l'exportation des richesses minières de l'Ouest, laissant de côté les plaines amazoniennes à l'Est. De leur côté, les Portugais développèrent les terres proches de l'Océan Atlantique. Les terres placées au cœur de la forêt amazonienne restèrent donc un peu délaissées, fort probablement à cause de leur nature inhospitalière, liée au climat, entre autres. Ce ne fut qu'à l'arrivée des missions de Jésuites que l'intérêt se porta sur les plaines, même si c'était au nom de la religion dans un premier temps.

Que ce soit dans le déroulement des cycles économiques, ou dans la logique économique, il y a des différences et des complémentarités entre l'Ouest et l'Est bolivien. Commençons donc par les différences.

2.1.3.1 L'Ouest et l'Est…

D'après notre analyse des faits, les quelques différences entre l'Ouest et l'Est bolivien résident dans la durée des cycles (Soruco *et al.*, 2008), l'impact du développement urbain et économique soit au niveau régional soit à l'échelle nationale, et les logiques divergentes entre les régions : Ouest et Est, au sein d'un même territoire national.

Quant à la durée des cycles et à leur portée à l'échelle régionale ou nationale, il semblerait que ces deux aspects soient complémentaires. En effet, les cycles extractifs de l'argent et de l'étain, dans l'Ouest du pays, ont eu une durée plus longue par rapport à ceux de l'Est. Concernant l'impact des cycles à l'échelle nationale, les cycles miniers ont eu des répercussions sur l'ensemble du pays, et ont sollicité d'autres régions comme par exemple Cochabamba pour approvisionner les mines, ou La Paz qui est devenu le carrefour de passage pour les exportations. Alors que les cycles des écorces de quinquina et du latex, dans l'Est, curieusement ont eu des retombées plus concrètes sur l'Est (Soruco *et al.*, 2008), puisque l'Est à cette époque était moins intégré avec l'espace national et plus orienté vers le Vieux Continent.

La tradition minière qui date de l'époque coloniale est pour beaucoup dans le développement de l'Ouest du pays. En effet, l'argent (1545-1650), l'étain (1900-1940), et entre-temps les intérêts anglo-chiliens dans la commercialisation du guano et du salpêtre et la mise en place d'une infrastructure des chemins de fer et des voies d'exportation (*cf. 2.1, Chapitre 2*), ont renforcé la dynamique économique et territoriale de l'Ouest. Concernant l'Est bolivien, les cycles non seulement étaient de moindre durée, mais aussi moins articulés à l'espace national. De plus, la construction tardive d'un réseau routier qui privilégie l'articulation nationale n'a fait qu'aggraver ce sentiment de division qui existait entre les deux régions. La construction de la principale route nationale n'a eu lieu que tardivement dans les années 1950, plus d'un siècle après la fondation de la Bolivie en 1825 ! Cette construction tardive pourrait témoigner des difficultés de transport et de l'interconnexion routière au niveau infra-territorial, qui entre autres ont retardé la liaison de l'Est avec l'Ouest.

La difficulté d'intégration régionale en Bolivie se voit renforcée par la divergence des logiques économiques des deux grandes régions au sein d'un même territoire national. Certains auteurs comme Soruco *et al.* (2008) soutiennent l'idée que l'Ouest avait une vision « nationale », notamment sur le plan politique, alors que l'Est avait une vision plutôt « régionale », c'est-à-dire que les politiques mises en place dans l'Est, dirigées par Santa Cruz, ne cherchent qu'à favoriser cette région et à la mettre en valeur.

Précisons que, suite à la grande révolution de 1952, (*cf. 2.3.2, Chapitre 2*), les politiques publiques ont été conçues pour l'ensemble de l'espace national alors qu'il semblerait que Santa Cruz continue à se développer « de son côté ». En guise d'exemple, nous pouvons citer l'actuelle controverse au sujet des *autonomies* dont Santa Cruz est à la tête, mais qui ne sont pas pour autant récentes. Déjà en 1896, Cochabamba et Santa Cruz réclamaient la fédération du pays (*cf. 2.2.1, Chapitre 2*), et voulaient être reconnues avec un statut indépendant. À un moment donné, il y eut même une réflexion sur l'indépendance de Santa Cruz par rapport à l'espace national. Le sujet politique très délicat de l'indépendance est apparu sur scène lors de revendications dirigées par Santa Cruz qui prétendait au titre de ville à vocation affairiste et de commerce international.

Il est fort probable que le développement économique de Santa Cruz a été favorisé, entre autres par la prolifération des maisons de commerce qui ont accentué le développement de l'Est bolivien à l'échelle régionale, à vocation exportatrice et avec un regard plutôt orienté vers l'étranger (*cf. 2.1.2.1 et 2.1.2.2, Chapitre 2*).

Malheureusement, les conditions d'intégration au sein du territoire bolivien n'ont pas aidé au rapprochement de ces deux régions. L'historien José Luis Roca (1980) originaire de Santa Cruz, cité par Soruco *et al.* (2008), souligne que l'histoire de la Bolivie est une histoire de luttes entre régions, et non pas une histoire de luttes de classes. Cet aspect ne fait que confirmer la difficulté d'intégration du territoire national entre l'Ouest et l'Est, controverse politique qui est encore d'actualité. Cependant, afin d'éviter d'entrer dans le grand débat sur les relations politiques conflictuelles entre ces deux régions, nous nous contenterons ici de dire qu'il existe deux logiques divergentes au sein d'une même économie.

Malgré les difficultés d'intégration régionale en Bolivie, il y a eu aussi des points de rapprochement, voire de complémentarités entre la région de l'Ouest et la région de l'Est.

2.1.3.2 ... Une complémentarité sous-jacente

Fort heureusement, tout n'est pas noir dans ce scénario de difficultés d'intégration régionale au sein de la Bolivie. Malgré les logiques économiques divergentes énoncées précédemment, il existe aussi des liens importants, voire des complémentarités au sein de ces deux régions. À titre d'exemple, citons la complémentarité entre les cycles miniers dans l'Ouest et la production agricole (divers produits tropicaux) et le rôle d'économie d'approvisionnement de l'Est.

Tout semble indiquer que l'origine de l'agriculture développée dans l'Est est intimement liée aux grandes exploitations privées agricoles, plus connues comme *haciendas*. Pendant le début du cycle minier, notamment au commencement du cycle de l'argent et ultérieurement de l'étain, la production agricole s'est orientée vers les centres miniers et elle a fait office de grenier malgré un réseau routier peu développé.

Mais, lorsque le boom minier fit son apparition dans le scénario économique avec le libre marché, les exportations des minerais et les importations des biens de consommation -dont des denrées provenant des pays voisins à des prix plus intéressants- il y eut une première rupture de la petite économie régionale d'approvisionnement des produits agricoles des *haciendas*. Ainsi, l'apogée du secteur minier a ralenti d'une certaine façon l'économie régionale émergente dans l'Est bolivien, notamment celle de Santa Cruz et de Cochabamba du fait de la mise en pratique du libre marché.

Toutefois, le passage du cycle du quinquina au cycle du latex ainsi que la nouvelle dynamique économique que le latex a apportée à l'Est, ont permis d'annuler les effets négatifs de l'ouverture du marché et de la libre importation des biens de consommation. Le boom du latex a permis la prolifération des maisons de commerce, l'émergence et la consolidation d'une bourgeoisie commerciale et financière jusqu'en 1952, année de la révolution nationale.

Pour sa part, la ville de La Paz centralisait le commerce d'étain des mines d'Oruro et l'importation des biens manufacturés. Simultanément, l'Est du pays était en plein essor économique grâce au cycle de l'hévéa, même s'il était moins long que le cycle minier de l'Ouest.

Autrement dit, il y a eu une sorte de complémentarité au début du cycle minier, quand l'Est était le grenier des mines de l'Ouest. Cependant, la première rupture de l'économie agricole de l'Est, à cause des importations des denrées à des prix plus avantageux, ne fit qu'élargir son appareil productif et par des circonstances historiques favorables, l'Est s'est reconstruit autour de la dynamique que les maisons de commerce apportaient. Ainsi, l'Est était plus articulé au marché international, à savoir le Brésil, l'Argentine et le Vieux Continent.

Le point commun entre ces deux dynamiques fut la forte dépendance de la demande internationale qui déterminait en quelque sorte le rythme des exportations. C'est comme si l'État avait dû s'adapter, tout comme le développement territorial, aux cycles extractifs. Jusque-là, l'État n'avait pas d'emprise sur les ressources naturelles, comme ce fut le cas après avec les hydrocarbures (*cf. 2.1.2.3, Chapitre 2*), et en conséquence il n'y avait pas de planification au profit des territoires.

Après ce détour sur les difficultés et les complémentarités entre les régions Ouest-Est qui nous semble utile de par son importance dans le contexte économique et politique de nos trois pôles d'étude, la question qui s'impose est de savoir quelle est l'influence de ces cycles extractifs sur le tripôle bolivien ?

2.1.3.3 Cycles extractifs et polarisation territoriale

La dynamique économique et territoriale générée grâce aux cycles extractifs des ressources naturelles explique en partie la configuration spatiale actuelle du tripôle.

Par exemple, l'exploitation des ressources minières a eu des retombées non négligeables, non seulement sur l'économie bolivienne, mais aussi sur la configuration spatiale du territoire bolivien, privilégiant le développement de la région Ouest, et en conséquence du pôle régional de La Paz. Ainsi, seulement un tiers

de la surface nationale, celle des terres hautes et montagneuses, était mise en valeur, faisant parfois oublier que la Bolivie est aussi composée, presque aux deux tiers, de terres basses de climat tropical, où se localisent les pôles régionaux de Santa Cruz et de Cochabamba. C'est ainsi que la Bolivie fut connue au niveau international comme un pays à vocation principalement minière, avec des hauts plateaux et des zones montagneuses. Ainsi, il n'est pas surprenant que l'aspect urbain et la logique spatiale soient fortement conditionnés et développés en fonction du cycle minier, qui s'est renforcé avec l'exploitation de l'étain.

En outre, le fait que l'activité minière à Potosi sollicita la main-d'œuvre dans les hauts plateaux à proximité (Oruro et La Paz) et le ravitaillement des denrées dans les vallées proches, privilégia le développement des villes proches : Cochabamba de par sa proximité géographique et Santa Cruz dans une moindre mesure.

Sans plus nous attarder sur ce point et étant donné que la section suivante renforce notre position par rapport à l'importance du rôle des cycles extractifs des ressources naturelles sur la configuration spatiale et économique bolivienne, nous abordons par la suite la section 2.2. Cette section retrace les origines historiques du tripôle, les éventuelles complémentarités et les retombées économiques des cycles extractifs sur nos trois pôles d'étude.

2.2 L'origine du tripôle

« Mais comme Isard l'a précisé (1956), on ne peut dire à l'avance quelle localisation est "gagnante". Si nous contournons cette indétermination en avançant l'argument de « l'accident historique » pour les localisations dominantes, nous devons alors définir les « accidents historiques » et comment ils agissent pour « sélectionner » les localisations gagnantes. En l'absence d'une telle théorie, à ce jour l'argument reste nébuleux[49] *».* (Arthur, 1994, p.51)

La question qui se pose dans cette section est : Pourquoi ces trois villes ? Pourquoi La Paz, Santa Cruz et Cochabamba et non pas Potosi ou Oruro, qui avaient un passé historique et des avantages comparatifs en richesses minières qui dépassaient de loin les autres villes ? Pourquoi pas Béni ou Pando, qui pendant le cycle des écorces de quinquina et du latex étaient devenues si attractives pour les maisons de commerce ? Pourquoi pas Tarija, qui a un fort potentiel en gaz ? Quel a

[49] Traduction de l'auteur.

été le processus qui a conduit à l'émergence du tripôle actuel ? Alors qu'il y a un demi-siècle ces trois villes existaient en se développant de façon séparée et dans un contexte imprégné des difficultés d'intégration régionale (*cf. 2.1.3, Chapitre 2*).

C'est dans cette optique que nous avons fait appel à une lecture historique des faits afin d'avoir un peu de recul, et de retracer le rôle économique que ces villes avaient avant de devenir un tripôle qui actuellement centralise dans un certain degré l'activité économique. De même, nous essayons d'identifier le facteur décisif qui a permis le passage des trois villes qui se développaient de façon séparée au sein d'un même territoire, à un tripôle qui actuellement est devenu une référence du système urbain. Pour ce faire, nous avons également relevé l'importance des avantages comparatifs et de la volonté politique.

Par exemple, d'après le contexte historique et économique de Potosi, il se trouve qu'en 1545 il n'y avait pas la moindre trace d'un acte de fondation de Potosi en tant que « ville », donc aucune planification urbaine, ce n'était qu'un simple « campement minier ». Il a fallu attendre presque trois décennies (1572) pour que la vraie fondation et que le plan d'urbanisme de Potosi voient le jour, grâce à l'initiative du vice-roi espagnol *Toledo*. Les questions qui suivent sont : où les gens et les capitaux qui étaient à la tête de la dynamique économique minière se sont-ils installés entretemps ? Pourquoi cette ville à vocation minière qui était appelée à être le fer de lance de l'économie extractive et qui était si importante et connue dans le rayonnement international, n'a-t-elle pas dépassé le stade de ville riche en ressources naturelles pour devenir une ville-centre ? Ou une ville phare dans l'économie bolivienne de par ses avantages comparatifs ? Nous verrons dans ce qui suit, le rôle stratégique du tripôle dans cette herméneutique à vocation extractive et de commercialisation des ressources naturelles et donc dépendante de la demande du marché international.

2.2.1 L'importance historique de La Paz

D'origine coloniale, la ville de La Paz localisée dans une zone montagneuse avec des microclimats favorables à l'agriculture, est restée longtemps sous l'emprise de la couronne espagnole. Par la suite, ce fût l'élite minière qui a joué un rôle déterminant sur cette ville actuelle siège du gouvernement. Ainsi, l'économie de la ville s'est vue modeler par sa localisation stratégique en tant que lieu de passage des exportations minières. De plus, La Paz a dû développer davantage la production des services, mettant de côté son potentiel agricole (Pereira, 2008), afin de répondre aux besoins du pays et afin de consolider son rôle de portail de communication entre l'Ouest du pays et l'international.

La ville de La Paz fut fondée en 1549 par Alonso de Mendoza, représentant du roi d'Espagne, en mémoire de la fin des guerres civiles de la vice-royauté au Pérou. D'ailleurs, son nom officiel est *Nuestra Señora de La Paz*, qui en français se traduit par Notre dame de la paix. L'actuelle localisation de la ville est différente de celle de sa fondation. En effet, au début la ville a été fondée à *Laja*, sur l'*Altiplano* avec un climat très hostile. Peu de temps après, la ville fut déplacée dans un site au climat plus accueillant, une tête de vallée au milieu d'un terrain qui a la forme d'une cuvette surplombée par une grande plaine (occupée actuellement par El Alto), sur la rivière du *Choqueyapu*.

L'Espagne et la couronne royale contrôlaient les affaires politiques et économiques à La Paz. Cette ville était le lieu de résidence des colons espagnols, d'ailleurs vers la fin du XVIe siècle, en 1583, environ 200 Espagnols résidaient à La Paz (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008). La Paz a continué sous l'égide des Espagnols jusqu'à plus de deux siècles après la fondation de la ville ! Ce n'est qu'à partir de 1781 qu'il y eut des révoltes populaires qui finirent par l'indépendance de La Paz de la couronne royale, en 1809.

Quant à la ville, une caractéristique est sa diversité de microclimats très favorables à l'agriculture (Pereira, 2008). L'agglomération de La Paz est échelonnée entre 4100 mètres d'altitude (El Alto), et 3200 mètres (le centre de la ville étant à 3650 mètres)[50]. Du fait de sa situation géographique, plus on descend et plus on risque de trouver des microclimats tempérés.

Compte tenu de la localisation stratégique de La Paz, dans le couloir principal d'exportations minières de l'Ouest, principalement provenant de Potosi et qui allaient au Cuzco (Pérou), la ville a dû développer des services plutôt que son potentiel agricole (Pereira, 2008). C'était le lieu principal d'arrêt sur la ligne du chemin de fer, de ravitaillement et le centre d'afflux des produits d'exploitation minière et agricole des régions environnantes.

La Paz n'a pas toujours été le siège du gouvernement, mais le fait que l'élite minière résidait sur place y est pour beaucoup. L'intention de départ était d'avoir un siège de gouvernement « mobile » afin de permettre aux régions importantes du pays, de jouer alternativement ce rôle. À l'époque, il y avait un changement périodique des pouvoirs exécutifs et législatifs (Mendoza-Pizarro, 1997, cité par Soruco *et al.*, 2008). En 1825, le titre de capitale politique revenait à Sucre, dans le département de Chuquisaca. Jusqu'en 1839, le siège du gouvernement n'était pas encore défini, ayant un caractère nomade entre 1839 et 1899.

Déjà en 1896, des revendications à Cochabamba et à Santa Cruz demandaient la fédération. Cependant, seule l'élite minière de La Paz accéda au pouvoir avec une promesse de fédération du pays et de dévolution des terres. Malheureusement, après la victoire aux élections du parti Libéral, qui représentait le groupe minier et les

[50] http://www.boliviaweb.com/cities/lapaz.htm

propriétaires terriens *terratenientes*, les promesses électorales furent oubliées. Une fois l'élite minière de La Paz au pouvoir, elle continua à intensifier la consolidation des grandes exploitations agricoles au détriment des terrains des petites communes, excluant à nouveau les indigènes de la vie politique. Soulignons que les politiques économiques libérales pratiquées dans cette période ont privilégié une intense articulation de la Bolivie minière au marché mondial. De plus, le cycle minier était en plein essor, et les exportations d'étain et les importations des manufactures ont été accompagnées de la construction du chemin de fer et des accords de libre marché.

Tous ces aspects n'ont fait que renforcer l'importance stratégique de La Paz, en tant que pôle qui centralisait l'activité minière de l'époque et qui profitait de sa position stratégique dans le couloir d'exportation Potosi – Cuzco (Pérou), devenant ainsi le point névralgique d'arrêt du chemin de fer. Cet aspect a favorisé, mais aussi conditionné le développement de La Paz et sa position en tant que centre stratégique au niveau des communications, en tant que centre de ravitaillement et tout simplement en tant que centre d'afflux des produits d'exploitation minière et agricole des régions environnantes. C'est sa position stratégique qui lui conféra un statut important de centre commercial où les autres départements confluaient pour négocier leurs marchandises. De toute évidence, cet environnement économique favorable n'eut que des retombées positives sur le développement urbain et le gain en importance économique de La Paz. D'une certaine façon, La Paz devint la surface d'interconnexion entre l'Ouest bolivien et les pays limitrophes du Pérou et du Chili grâce à la commercialisation des ressources naturelles de l'Ouest bolivien (*cf. 2.1.1, Chapitre 2*). Par contre, Santa Cruz a eu un parcours tout à fait différent de celui de la ville de La Paz.

2.2.2 Santa Cruz de la Sierra, centre de référence de l'Est du pays

La ville de Santa Cruz, bien que fondée au XVI siècle, a eu une économie essentiellement agricole à petite échelle pendant longtemps. Certes, elle approvisionnait en denrées et aussi en main-d'œuvre les mines, mais dès l'ouverture du marché (*cf. 2.1.1.3, Chapitre 2*), Santa Cruz n'a pas pu concurrencer les produits importés à des prix plus avantageux. Elle a perdu son rôle d'approvisionnement envers La Paz, mais elle a réussi plus ou moins à garder le restant du marché national. Ce n'est qu'au tournant du XIXe siècle et début du XXe siècle (1880-1920) que Santa Cruz devint un pôle commercial grâce au boom du latex (*cf. 2.1.2.2, Chapitre 2*). Contrairement à la période de commercialisation d'écorces de quinquina (1825-1876, *cf. 2.1.2.1, Chapitre 2*), c'est pendant le cycle extractif du latex que *les maisons de commerce* se sont multipliées (*cf. 2.1.2.1 et 2.1.2.2, Chapitre 2*), et

localisées sur Santa Cruz, bien que les centres producteurs se plaçaient dans le Nord-est (Départements de Béni et de Pando).

La ville de *Santa Cruz de la Sierra* fut fondée par Ñuflo de Chavez en 1561, qui lui donna ce nom en honneur de sa ville natale en Espagne, Extremadura[51]. À l'instar de la ville de La Paz, Santa Cruz a changé de localisation, pour finalement se situer sur les berges du fleuve *Pirai*.

Quoique limitée par la communication routière interne à cette époque, très peu développée dans l'Est bolivien, la région approvisionnait le reste de la colonie en produits tropicaux (coton, riz, sucre et fruits). Pendant l'époque de la République, à partir de 1825, Santa Cruz était intégrée au marché national grâce au commerce avec les centres miniers. D'ailleurs, la région de Santa Cruz, de par sa localisation dans les plaines amazoniennes, était principalement à vocation agricole, avec des grandes exploitations agricoles, connues également comme *haciendas* (Soruco, 2008)[52]. En 1846, la région de Santa Cruz avait 582 *haciendas*, nombre qui était relativement faible comparé aux 2 790 de la région de l'Altiplano[53] ou les 2 668 de la région des vallées[54]. Santa Cruz produisait principalement le sucre, le coton textile, la viande séchée, le cuir et les produits en cuir de confection locale.

Santa Cruz a été une ville prospère jusqu'au milieu du XIXe siècle, quand les routes du transport furent ouvertes au commerce entre les ports maritimes du Pérou et la ville de La Paz. Cette ouverture commerciale s'est produite grâce à l'infrastructure des chemins de fer mise en place lors du cycle extractif des fertilisants du guano et du salpêtre (*cf. 2.1.1.2, Chapitre 2*) et de la 2ème phase du cycle de l'argent (*cf. 2.1.1.3, Chapitre 2*). Toutefois, cette ouverture a eu des conséquences néfastes sur la petite économie agricole de Santa Cruz, à cause de l'importation des biens de consommation à des prix plus avantageux que ceux des produits transportés à dos de mule depuis Santa Cruz. Malgré cela, Santa Cruz a continué à développer ses activités d'exportation de même que le commerce avec le marché national, bien que de façon plus limitée. Par exemple, en 1900, il y avait à Santa Cruz trois tanneries qui enregistraient une production annuelle de 20 000 unités de pièces de cuir destinées au marché interne et à l'exportation dans le Nord argentin. Le sucre était également un produit important pour le marché interne et pour l'exportation dans le Nord argentin. Santa Cruz approvisionnait en sucre l'ensemble national, à l'exception de La Paz, qui à l'époque importait ce produit du Cuzco-Pérou (Sanabria, 1968, Arrieta, 1990).

---

[51] http://www.boliviaweb.com/cities/scruz.htm
[52] Données publiés par Dalence, José Maria, 1851, Bosquejo estadistico de Bolivia. Éd. UMSA, La Paz. Source cité par Soruco (2008).
[53] Cette région regroupait les départements de La Paz, d'Oruro, de Potosi, et l'ex-territoire bolivien du désert d'Atacama.
[54] La région des vallées était composée des départements de Cochabamba, de Tarija, et de Chuquisaca.

L'apparition des maisons de commerce donna un élan au développement de la ville de Santa Cruz. En effet, pendant le boom du latex il y eut un déplacement géographique des capitaux du latex du Nord-est vers la ville de Santa Cruz, qui désormais centralisait le commerce du latex et était devenue le centre des sièges sociaux des maisons d'importation- exportation. Ceci a été le cas en 1914, quand le siège social de la maison de commerce *Casa Zeller* ainsi que leurs propriétaires (investisseurs) s'installèrent à Santa Cruz.

Mais que se passa-t-il une fois que les exportations du latex déclinèrent ? Justement, le rôle principal revint aux maisons de commerce, qui profitèrent de leurs activités commerciales pour diversifier leur champ d'action, se consacrant ainsi à l'importation des biens de consommation somptuaires, à l'agriculture, et à l'élevage. Insistons sur le fait que les maisons de commerce se sont multipliées non pas parce que la commercialisation du latex était importante, car compte tenu de la mauvaise condition des routes et de la volatilité des prix sur le marché international pour l'hévéa c'était une activité à haut risque, mais parce que les activités d'importation rapportaient des gains importants.

D'après l'analyste Hernando Sanabria (1968), cité par Soruco *et al.* (2008), le capital du latex concentré dans la ville de Santa Cruz était dépensé en biens de consommation somptuaires au lieu d'être réinvesti dans l'activité productive en question. Soulignons que c'est pendant le boom du latex qu'il y eut l'émergence d'une élite économique affairiste, qui par la suite a développé de façon intensive l'agro-industrie à Santa Cruz.

Il s'agissait d'une élite qui concentrait des capitaux allemands, anglais et français et qui étaient même supérieurs aux capitaux régionaux. Cette situation dura jusqu'à la Deuxième Guerre Mondiale quand l'entrepreneur Nicolas Suarez et sa maison de commerce *Suarez* achetèrent les actions de la firme *The Orthon Rubber Co.*, représentée par des capitaux anglais et français. Telle était l'importance des partenaires économiques étrangers, qu'en 1915 la *Chambre de Commerce de Santa Cruz*, commença ses activités tout en étant formée par des représentants majoritairement Allemands. Ceux derniers étaient à la tête des maisons de commerce du moment et à tour de rôle, monopolisèrent la direction de la Chambre de Commerce.

Nous sommes face à un développement de Santa Cruz dicté dans un premier temps par l'initiative des capitaux étrangers privés qui représentaient le vieux continent attiré par les cycles extractifs et la commercialisation des ressources naturelles. Cependant, il faut souligner que pendant le boom du latex il y eut un entrepreneur local qui a été une des plus grandes figures industrielles dans l'histoire de l'Est bolivien, *Nicolas Suarez*. À lui seul, il contrôlait l'exportation du latex. Au tournant du XIXe au XXe siècle, *Suarez* contrôlait plus de 60% du total des exportations boliviennes du latex. Cet entrepreneur né en 1851 à Santa Cruz maîtrisait le circuit d'exportation grâce aux succursales que la *Casa Suarez* avait au Brésil (Manaos et Para), en Angleterre et aux États-Unis.

La ville de Santa Cruz a bénéficié de cycles extractifs des produits tropicaux. Force est de constater que le rôle stratégique de Santa Cruz à cette époque a résidé dans ses fonctions de centralisation et d'organisation de l'activité économique de la région. De plus, grâce à son climat plus tempéré par rapport à l'Amazonie vierge de Pando et Béni, Santa Cruz était devenu le point de concentration des maisons import-export du moment.

Pour sa part, la ville de Cochabamba a bénéficié de sa position intermédiaire entre les villes de La Paz et de Santa Cruz. De plus, la ville a su adapter son développement aux cycles extractifs à proximité.

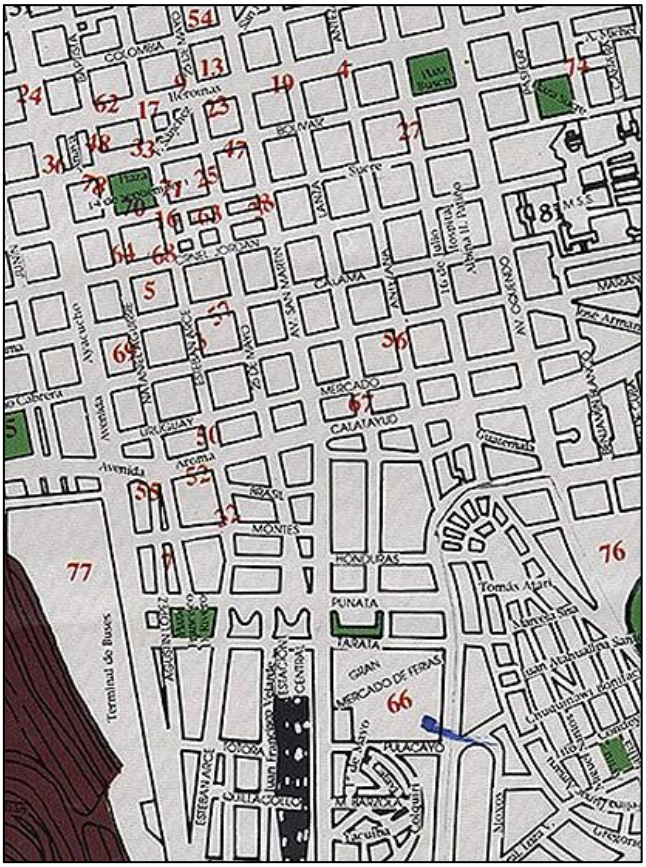
2.2.3 Cochabamba, depuis l'époque des Incas

Cochabamba est une ville qui était déjà réputée pour ses atouts agricoles, par son maïs en particulier, dès l'époque des Incas. Elle a bénéficié de l'élan économique que le cycle des mines lui apporta. De même, il s'agit d'une ville qui a su s'adapter au cours du temps aux cycles extractifs à proximité.

Faisons un saut dans l'histoire économique de Cochabamba avec l'objectif de trouver quelques éléments explicatifs qui font aujourd'hui de cette ville un des trois pôles de l'axe dominant de la Bolivie. Depuis 1542, des colonisateurs espagnols résidaient dans la vallée de *Kjocha Pampa*. Ce n'est qu'en 1571, sur commande du vice-roi *Toledo* que la *ville d'Oropeza*, actuellement Cochabamba, fut fondée en hommage au vice-roi. La population était composée d'environ 1000 Espagnols et 2000 indigènes. La *ville d'Oropeza* (Cochabamba) faisait preuve d'une grande richesse agricole et d'abondance de bétail chevalin, ovin, porcin et bovin.

Sur les trois vallées au niveau national : Cochabamba, Chuquisaca et Tarija, Cochabamba était et est encore la plus grande et la plus fertile. Le microclimat dans cette ville était comparable à celui de l'Espagne. Ce dernier facteur attira l'attention des colons espagnols qui fondèrent Cochabamba en 1571. Il n'est donc pas étonnant que cette ville ait eu des ressemblances avec d'autres villes coloniales de l'époque. Par exemple, une sorte de quadrillage des voies (*Figure 2-5*) souligne le caractère inhérent aux villes coloniales.

Figure 2-5 : Un aperçu urbain de la ville de Cochabamba



Source : http://www.macalester.edu/courses/geog61/dcartier/future.html.

Cochabamba a gagné en intégration territoriale et en identité géo-historique pendant les siècles coloniaux, sous l'influence de l'activité minière. Il est vrai que les dotations écologiques, la diversité des sols et la variété des microclimats firent de Cochabamba un lieu stratégique, même si par la suite ce fut son côté agricole qui se développa le plus. C'est le passé colonial qui dicta par la suite le développement agraire de Cochabamba pendant le XXe siècle.

Dès le XVIe siècle, Cochabamba était connue pour le maïs et le blé, et elle approvisionnait les mines de Potosi. En quelque sorte, Cochabamba était comme l'arrière-pays agraire, avec un secteur exportateur non négligeable, et se consacrait à l'exportation des denrées. Au cours du XVIIIe et XIXe siècle, Cochabamba a gardé son rôle de grenier, même si l'activité agricole s'est développée avec moins de force suite au déclin de l'activité minière. En effet, l'importance de Cochabamba s'est réduite suite au déclin de l'activité minière à Potosi, au début du XVIIIe siècle. Cependant, une fois que l'économie nationale se fut stabilisée, la ville de Cochabamba reprit et consolida sa position en tant que grenier.

Pendant le XXe siècle (*cf. 2.1.1.4, Chapitre 2* - cycle de l'étain), Cochabamba a élargi ses fonctions, fournissant en plus la main-d'œuvre des travailleurs qui

cherchaient à s'intégrer dans l'activité minière. Cochabamba a consolidé sa place de grenier notamment dans les périodes de sécheresse et de famine, et de nos jours elle continue à approvisionner les villes des terres hautes, l'Altiplano. Malheureusement, malgré sa diversification l'artisanat de l'époque n'a pas pu franchir le pas pour devenir une activité manufacturière majeure pour le marché local.

Par la suite, Cochabamba est devenue un bassin de main-d'œuvre, peut-être plus important que celui de Santa Cruz grâce à sa proximité avec les activités minières. La région toute entière fournissait des travailleurs désireux de changer de voie et ainsi passer de l'activité agricole à l'activité minière. Il est important de souligner que mis à part sa position stratégique grâce à ses sols fertiles et aptes à l'agriculture, Cochabamba fut le berceau du « roi de l'étain », Simon I. Patiño, ce dont elle bénéficia. En effet, Simon I. Patiño a favorisé sa ville natale et a joué de ses influences pour canaliser l'investissement étranger vers la raffinerie qu'il a fait construire à Cochabamba. De même, il avait fait installer une des centrales dans la villa privée qu'il avait fait construire pour son épouse.

Avec l'émergence du cycle des hydrocarbures, principalement le pétrole, Cochabamba s'adapta à nouveau. D'ailleurs, l'analyse que nous développons dans les chapitres suivants montre que Cochabamba est fortement spécialisée dans le raffinage des hydrocarbures, et possède à l'heure actuelle une des deux raffineries les plus importantes de la Bolivie (*cf. Chapitre 4*).

Cette faculté d'adaptation a fait de Cochabamba un « pivot », comme le décrit Deler (1994) lorsqu'il expose son analyse sur la Bolivie. Rappelons brièvement que cet auteur divise l'espace national en quatre « quadrants régionaux » liés à la rotation des cycles d'exploitation des ressources naturelles. À ce propos il écrit : « L'ensemble coalescent des zones structurées par ces différents pôles a pour pivot la région de Cochabamba qui, de périphérie qu'elle était lors de chacun des cycles et pour chacune des cités rectrices successives, se trouve désormais au cœur d'une « région centrale » définie à ce jeu des quatre coins… » (Deler, 1994, p.302).

Jusqu'ici, nous avons dévoilé l'histoire du tripôle dominant dans le système urbain bolivien, c'est-à-dire La Paz, Santa Cruz et Cochabamba. Il s'agit des trois villes qui ont eu chacune une trajectoire différente et avec une dynamique qui a été dictée par le cycle extractif en cours et à proximité géographique.

Au début de cette section, nous nous sommes posé la question : Pourquoi ces trois pôles et non pas d'autres qui avaient des avantages comparatifs plus marqués en terme de ressources naturelles ? Nous nous sommes appuyés sur une analyse historique du tripôle bolivien. Comme nous l'avons développé, il s'agit de trois pôles qui ont eu une trajectoire différente, mais qui ont su jouer sur leur rôle stratégique.

L'importance de La Paz est renforcée par sa fonction de capitale (à partir de 1899), mais aussi grâce à sa localisation favorable, devenant ainsi le point de confluence des marchandises, lieu de passage d'exportations minières, lieu de

ravitaillement, arrêt principal sur la ligne du chemin de fer, etc. Tous ces aspects se traduisent aujourd'hui par sa spécialisation dans les services administratifs et les services avancés, comme nous le développerons au cours des chapitres suivants (*cf. Chapitre 4*).

Santa Cruz est le fruit de la combinaison originale de vocation commerciale et internationale (Barillot-Castillo et Huriot, 2012). Santa Cruz a un esprit entrepreneur, une capacité d'adaptation et d'innovation. En somme, cette ville a un environnement affairiste qui a été encadré par une volonté politique et par l'aide américaine et l'investissement ciblé.

Sans bénéficier spécifiquement d'une richesse naturelle quelconque, Cochabamba a fondé son essor sur la diversité de ses microclimats et la fertilité de ses terres. Ce dernier facteur a été un de ses atouts majeurs, ainsi Cochabamba s'est fait une place dans l'espace national grâce à ses fonctions de grenier alimentaire. Force est de constater que Cochabamba a toujours su s'adapter aux cycles extractifs en cours. Elle a bénéficié de sa localisation entre les deux autres pôles majeurs du tripôle et de la croissance des autres départements et parfois elle a joué même un rôle de pivot.

Néanmoins, quel est le facteur qui facilite le passage des trois villes développées de façon différentielle au tripôle qui caractérise actuellement le système urbain bolivien ?

C'est dans cette optique que nous continuons dans cette investigation historique des faits afin de prendre du recul et de retracer le passage de trois villes, qui jusqu'au début du siècle dernier, avaient des trajectoires différentes à un tripôle qui domine le système urbain. De plus, nous relevons l'importance des avantages comparatifs et de la volonté politique.

2.3 Des trois villes au tripôle

L'Est du pays n'était au centre de l'attention ni pendant la colonie espagnole, qui était plus absorbée par le cycle de l'argent, ni après la fondation de la République, en 1825, qui était en quelque sorte dirigée par l'élite nationale minière. Ce ne fut qu'en début du XXe siècle, et plus concrètement en 1952 que l'État a établi des politiques plus concrètes afin de favoriser l'intégration principalement de Santa Cruz au reste du pays. Ainsi, nous étudions dans un premier temps le processus d'émergence du nouveau centre économique, Santa Cruz qui s'est consolidé au cours du dernier demi-siècle et qui a acquis un statut autant et même plus important que celui de La Paz, siège du gouvernement. Dans un second temps, nous identifions les

conditions déterminantes qui ont permis le passage de ces trois villes aux trajectoires différentes à un tripôle qui se détache dans le système des villes.

À l'époque de la fondation de la République, il n'y avait pas un appui continuel matérialisé en infrastructures, routes, accords commerciaux, crédits, services d'assainissement (très peu développés), etc., qui auraient pu garantir la reproduction et la consolidation du secteur privé de Santa Cruz. Pendant l'absence de l'État, jusqu'en 1952, la vocation commerciale régionale s'est orientée vers les marchés de proximité : le Brésil et l'Argentine. Les capitaux européens « aventuriers » arrivés dans l'Est bolivien grâce au boom du latex ont été accompagnés d'une vague d'immigration de population relativement jeune, qui avait un esprit ouvert, sans crainte et qui prenait le risque comme un défi. Mais cette dynamique qui s'est mise en place autour du latex continuait dans cette lignée de renforcer le développement de l'Est bolivien, dont Santa Cruz, indépendamment du territoire national.

Certes, entre temps, il y eut des initiatives de coopération stimulées par le gouvernement américain dans une perspective de redistribution de la population bolivienne dans les terres non colonisées ou très peu développées et de diversification de la base économique, ce fut le cas du *Plan Bohan* en 1942 (*cf. 2.3.1.1, Chapitre 2*).

Ce n'est qu'une décennie plus tard en 1952, que la Bolivie a connu un des jalons historiques qui a marqué et recadré l'économie du pays. Mais pour mieux comprendre le contexte du passage des trois pôles à un véritable tripôle, nous devons mentionner les deux grandes réformes qui ont marqué le pays. De même, le long de cette section nous faisons allusion à deux chefs de gouvernement qui ont joué un rôle soit dans le contexte économique général (*Victor Paz Estenssoro*) soit dans l'émergence et la consolidation de Santa Cruz (*Hugo Banzer Suarez*).

Les deux grandes réformes ou jalons historiques qui ont marqué la Bolivie contemporaine se résument en deux années représentatives : 1952 et la révolution nationale et 1985 et la nouvelle politique économique, NPE. Bien évidemment, il y a eu « l'avant » (*cf. 2.3.1, Chapitre 2*), le « pendant » (*cf. 2.3.2, Chapitre 2*) et « l'après » (*cf. 2.3.3, Chapitre 2*) cette période coupée transversalement par les deux grandes réformes en 1952 et en 1985. Les sections 2.1 et 2.2 ont bâti le contexte « d'avant » la première grande réforme de 1952 et la révolution nationale. Cette section 2.3 vise à établir « le pendant » et « l'après » de ces grandes réformes. Ainsi, nous essayons de situer, dans ce contexte, l'émergence et la consolidation de Santa Cruz en tant que nouveau centre économique et le passage de ces trois villes qui se développaient chacune de leur côté à un tripôle. Notre objectif est de continuer dans le fil conducteur du *pourquoi et de quel type de domination a le tripôle actuel.*

Au cours de cette section, nous insistons sur les mécanismes mis en place par la volonté politique qui ont permis le passage de trois pôles développés avec des logiques divergentes à une unité tripolaire qui domine le système urbain bolivien. Nous n'écartons pas la possibilité de l'existence des « accidents historiques » (Arthur, 1994) qui ont joué sur la configuration spatiale actuelle. Nous voulons évoquer si

possible la plupart des facteurs qui confluent et qui expliquent de façon directe ou indirecte cette tripolarisation bolivienne, actuellement connue comme l'axe dominant.

2.3.1 Le contexte général avant 1952

La réalité au début des années 1950 se résumait en une grande partie de la population qui vivait dans des conditions d'extrême pauvreté, une partie du pays, l'Est, très peu peuplée et en même temps un désir de la repeupler. Ce projet d'intégration était également poussé par la découverte des gisements de pétrole vers 1930. Ainsi, il fallait éviter tout risque de perdre encore du territoire, comme ce fût le cas par le passé. La *Figure 2-5* illustre les pertes territoriales au profit du Brésil, du Pérou, du Chili, de l'Argentine et du Paraguay qui ont réduit la surface du pays à la moitié par rapport à la surface au moment de la création de la République, en 1825[55].

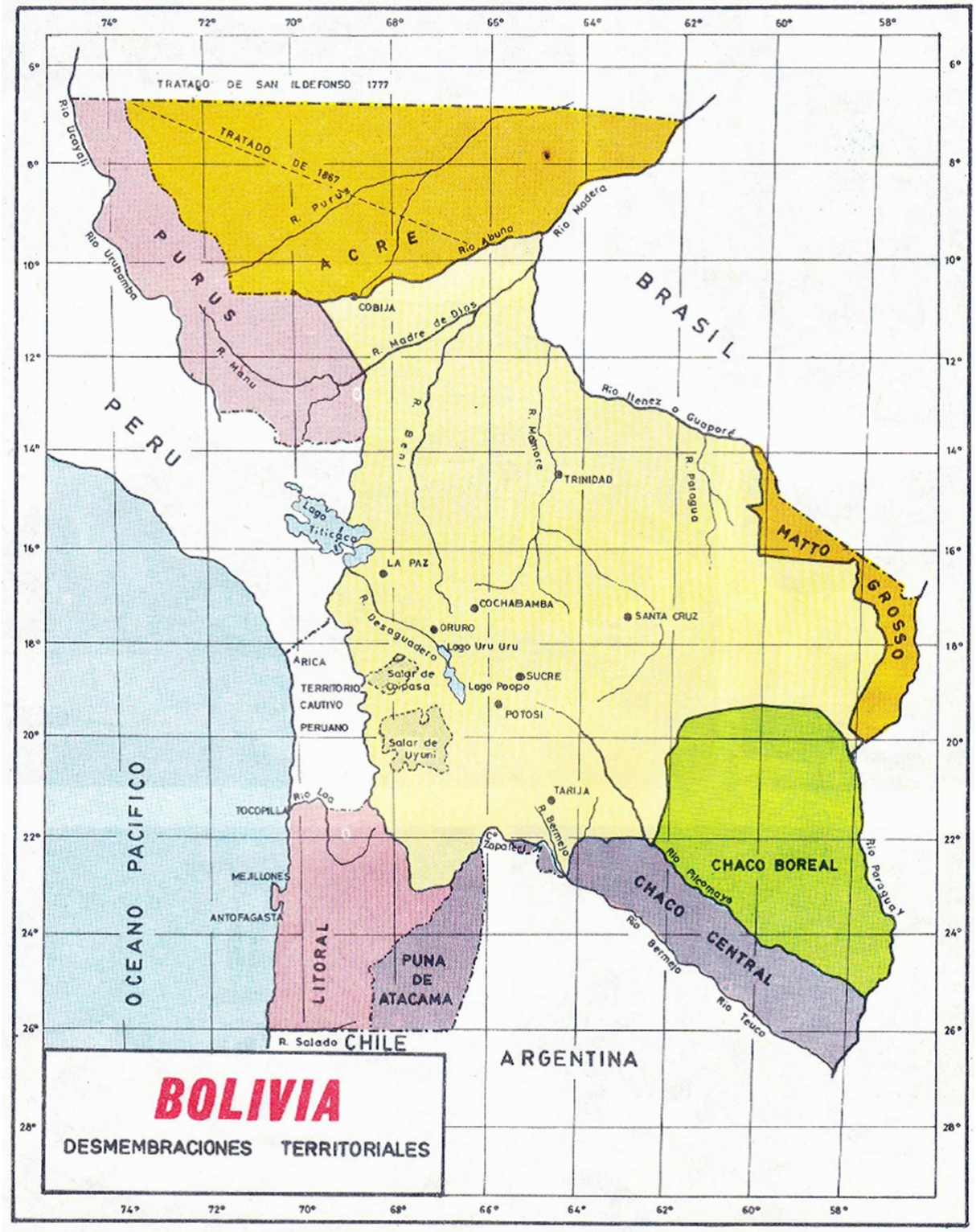
Concernant le niveau d'urbanisation, en 1900, 90% de la population bolivienne était rurale (CODEPO-INE, 2004). Cette situation a évolué en l'espace d'un demi-siècle, en 1950, 66% de population était rurale contre seulement 34% de population urbaine[56]. En conséquence, la vocation productive des Boliviens était principalement liée à l'agriculture (70,5% du PIB en 1950), avec très peu d'industrie (8%), dont plus de la moitié était composée des mines (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008).

Au milieu du XXe siècle, il existait encore une grande partie de la population qui vivait dans des conditions d'extrême pauvreté (Sandoval-Arenas *et al.*, 2003), avec une économie de subsistance pour ceux qui habitaient dans l'Ouest, *l'Altiplano*, et qui peinaient à travailler des terres arides au climat rude et hostile, alors qu'il y avait des terres fertiles et tropicales, très peu peuplées, du côté Est du pays. Certes, bien que Santa Cruz ait été le centre d'intérêt grâce aux activités pétrolières, l'Est bolivien en général n'avait pas de centres urbains développés comme c'était le cas à La Paz, qui était devenue importante de par sa localisation. Mais en même temps, l'idée de peupler et coloniser l'Est bolivien était bien présente, compte tenu de la découverte des gisements de pétrole et afin d'éviter des nouveaux reculs frontaliers suite à des conflits territoriaux avec les pays voisins, et qui ont réduit à presque la moitié le territoire de départ (*Figure 2-6*).

[55] La Bolivie est née à l'indépendance en 1825 avec une superficie de 2 350 000 Km2, mais suite à des reculs frontaliers avec les pays voisins, à l'heure actuelle la superficie est de 1 098 580 Km².

[56] L'Institut National des Statistiques boliviennes considère comme urbain tout regroupement de population supérieur à 2000 habitants.

Figure 2-6 : Les pertes territoriales



Source : Atlas Universal y de Bolivia, 1980.

C'est dans ce contexte économique et historique que ces trois villes coexistaient, avec une logique économique propre et particulière selon sa localisation

(*cf. 2.2, Chapitre 2*). L'arrivé de la révolution nationale de 1952 dirigée par *Victor Paz Estenssoro*[57], chef du parti politique : mouvement nationaliste révolutionnaire *MNR*, a été une sorte de déclencheur pour que la région de Santa Cruz, jusque-là importante de par ses ressources en pétrole, devienne le centre d'attention et décolle économiquement parlant.

L'existence passive jusqu'à là de Santa Cruz prit un nouveau tournant grâce à la révolution nationale qui avait pour principales mesures : la nationalisation des mines, la réforme agraire, le suffrage universel et la réforme éducative. Ces quatre points résument le moteur de la transformation de toute l'économie bolivienne contemporaine. Tout ceci eut lieu pendant le premier mandat de *Paz Estenssoro* (1952-1956).

Une des priorités était de redistribuer la forte concentration de la population, qui à ce moment était très ancrée dans l'Ouest bolivien (*cf. Figure 1-4, Chapitre 1*) autour des activités minières. Ainsi, la politique économique de 1952 mettait aussi l'accent sur la colonisation de l'Est bolivien. Ce plan fut baptisé la *Marche vers l'Orient*, « la marche vers l'Est ». C'est dans cette ligne directrice que les politiques de colonisation menées en 1952 firent leur apparition, mais qui au fond s'étaient inspirées de la proposition de l'économiste américain *Marvin Bohan*. Divers types de plans de colonisation furent pratiqués : une colonisation dirigée (rôle principal de l'état), une colonisation semi-dirigée (l'état délimitait le lieu et s'engageait à l'assainissement du lieu) et une colonisation spontanée (Sandoval-Arenas *et al.*, 2003).

Le plan *Bohan* est important dans le développement de l'Est du pays, et il a principalement des retombées favorables pour la région de Santa Cruz, que ce soit dans la construction des routes, dans le développement du secteur pétrolier ou même dans l'assainissement dans la région Est.

L'État bolivien prenait de plus en plus conscience du besoin de diversifier la base économique jusque-là extrêmement dépendant des exportations minières. À la suggestion du gouvernement américain, en 1942 une commission américaine dirigée par l'économiste *Marvin Bohan*, a présenté le Plan *« Bohan »*. Ainsi, cette aide se matérialisa dans la création d'un fond, la *Coorporacion Boliviana de Fomento,* qui visait à encourager le développement alternatif[58].

Le Plan *Bohan* avait concrètement trois priorités : la construction des routes (12 millions USD), principalement dans l'Est bolivien (Santa Cruz-Cochabamba, Santa Cruz-Montero, Santa Cruz-Camiri et Sucre-Camiri), le développement du

[57] *Victor Paz Estenssoro* était un personnage qui a marqué l'histoire économique et politique de la Bolivie, car il a conçu et mis en place pendant son mandat les deux grandes réformes qui ont influencé le pays. *Paz Estenssoro,* né à Tarija en 1907, a été chef du parti presque 50 ans (1941-1990) et il a été chef du gouvernement quatre fois. D'ailleurs, c'est pendant son premier et son dernier mandat que les grandes réformes ont eu lieu.
[58] Ce projet fut financé à hauteur de 26 millions de dollars américains, dont 16 millions de l'*Eximbank* et 10 millions financés par le gouvernement bolivien.

secteur pétrolier (5,5 millions USD) et le reste fut octroyé à la santé et à l'assainissement dans l'Est bolivien.

Malgré la spécificité du projet quelques années s'écoulèrent avant que l'État bolivien prenne en main le projet d'intégration Ouest-Est, et qu'il mette en œuvre des projets structurels au profit de l'Est bolivien.

1952 est l'année des changements en faveur de la région Est du pays et ces mesures deviennent encore plus concrètes avec la deuxième grande réforme en 1985. Ainsi, ces deux grandes réformes, comme nous l'avons dit auparavant, nous permettront de retracer l'émergence et la consolidation de Santa Cruz en tant que nouveau centre économique qui égalise La Paz et devient par la suite le « poumon économique » du pays.

2.3.2 La révolution nationale : 1952

La politique économique et la volonté politique de 1952 ont été très bénéfiques, dans le cadre de l'émergence de Santa Cruz et de son intégration non seulement économique, mais surtout physique grâce à la construction de la route qui a uni Santa Cruz à Cochabamba. Pour ainsi dire, c'est une condition déterminante qui nous permet d'évoquer par la suite l'adjectif « tripôle ».

En effet, la révolution nationale de 1952 amena avec elle un changement structurel dans la prise de décisions. À partir de ce moment, l'État prenait le contrôle de l'économie, dominée auparavant par les groupes miniers (*cf. 2.1.3, Chapitre 2*) et les capitaux privés. L'objectif était de diversifier la base économique du pays, d'intégrer l'espace géographique national Ouest-Est (Mérida et Saldias, 1987), et d'établir une démocratie participative, incluant les peuples autochtones et les paysans dans la vie démocratique. Les principales mesures se résumaient en quatre points : la réforme agraire, la nationalisation des mines, la réforme éducative[59] et le suffrage universel[60].

[59] La réforme éducative visait à l'éducation de masse et envisageait un programme d'alphabétisation, qui ne porta que des résultats peu satisfaisants, car malgré le nombre d'écoles rurales créées, la qualité de l'enseignement avait des progrès à faire.
[60] Le suffrage universel fut adopté en 1952. Ainsi, tout Bolivien âgé de 21 ans avait le droit de voter et n'était plus exclu par son sexe, son niveau d'instruction, sa profession, et son niveau de revenu. Cette mesure a ouvert l'accès à plus de 70% de la population à la participation démocratique dans les décisions politiques. Le point négatif était la promulgation d'un vote « unique » avec une liste électorale complète (président, vice-président, sénateurs, députés). Les maires étaient désignés par le pouvoir exécutif. Cet aspect a fortifié la centralisation du pouvoir, renforcé le rouleau parlementaire et minimisé la participation de l'opposition.

À ces mesures s'ajoutèrent l'abolition du servage (au sein des *latifundia*), la colonisation de l'Est, la concession des terres dans l'Est (*cf. 2.3.2.1, Chapitre 2*), le développement de l'infrastructure routière, l'octroi de crédits pour renforcer les activités productives en cours, l'investissement et l'acquisition de technologies (notamment dans l'activité pétrolière développé par l'État avec *YPFB,* (*cf. 2.3.2.2 et 2.3.2.3, Chapitre 2*). Soulignons que la construction de la route Santa Cruz - Cochabamba, nous permet de parler symboliquement de l'intégration physique entre l'Ouest et l'Est du pays.

De plus, comme nous le développons après (*cf. 3.2.2, Chapitre 3*), la nationalisation des mines finança la diversification économique ainsi que le développement de l'agriculture et de l'agro-industrie de Santa Cruz et de l'Est en général, grâce aux revenus provenant des exportations minières.

La réforme agraire établit le début de la colonisation des terres basses et elle impliqua aussi le point de départ d'une migration massive grâce aux divers types de colonisation pratiqués (*cf. 2.3.1.1, Chapitre 2*).

2.3.2.1 La réforme agraire : retombées sur la région de Santa Cruz

La révolution nationale de 1952 a apporté avec elle des objectifs de diversification alternatifs à l'exploitation minière, autrement dit la mise en valeur de la région Est. Ainsi, il y eut la politique agraire (1952) qui visait à orienter les capitaux commerciaux vers les activités de production agro-industrielles. En 1953, il y eut également la réforme agraire, par laquelle les *latifundia* et la servitude attachée aux terres furent abrogés. De plus, la réforme agraire établit le début de la colonisation des terres basses de l'Est bolivien, ayant pour but le développement productif, alternatif et diversifié.

Les financements dirigés ont trouvé leur complément avec la répartition des terres dans l'Est bolivien, dispositif largement pratiqué pendant la période des gouvernements militaires (1964-1985) et accentué dans les années 1970, durant le mandat du général *Hugo Banzer Suarez*[61].

Toutefois, plusieurs auteurs s'accordent à dénoncer la réforme agraire comme un levier qui a promu l'inégalité et qui a incité la consolidation d'une élite agricole nationale qui détenait presque deux tiers des terres distribuées (Sandoval-Arenas *et al.,* 2003). De plus, la réforme agraire est identifiée comme le moteur de développement de l'entreprise agricole, car elle a promu la propriété privée, légalisé

[61] Ce chef d'État a été à la tête du pays deux fois.

les titres de propriété, donc facilité l'accès aux crédits et aux matériels agricoles de bonne technologie. En somme, la réforme agraire a encouragé le développement du secteur agricole et d'élevage de Santa Cruz (Sandoval-Arenas *et al.,* 2003). C'est justement pendant le premier mandat du général *Hugo Banzer Suarez* (1971-1978) que la « distribution » des terres s'est multipliée et elle a eu un processus évolutif de création des institutions et des mécanismes qui centraient ses priorités sur la planification, l'exécution et l'évaluation des programmes et des projets de colonisation dans certaines aires non peuplées de l'espace national. La région de Santa Cruz a été une des principales bénéficiaires[62].

Ce processus foncier de répartition des terres a connu trois grandes périodes[63] entre 1953 et 1992. Mais c'est durant les années 1970 à 1978, sous le mandat de *Hugo Banzer Suarez* originaire de Santa Cruz, qu'il y a eu une sorte de « favoritisme politique » envers les élites agricoles de Santa Cruz (Castillo et Ballerstaerd, 1983 cité dans Sandoval-Arenas *et al.*, 2003). Favoritisme ou pas, la région de Santa Cruz est devenue importante aux yeux de la politique économique de ce moment.

Quelques auteurs soutiennent l'idée d'une élite à Santa Cruz qui a agi en convergence avec l'élite minière commerciale de La Paz afin de consolider son statut d'élite *agro-industrielle* favorisée par la politique économique du moment (Ibarnegaray, 1992, Sandoval-Arenas *et al.*, 2003, Soruco *et al.*, 2008). De plus, l'élite de Santa Cruz a participé dans la vie politique et dans les décisions de politique économique. La région a bénéficié de l'octroi des crédits importants par rapport au reste des départements, de la dotation des terres dans le processus foncier[64] et du développement des secteurs agricole et industriel. Ce qui nous permet de dire que la région de Santa Cruz a été le fruit de la volonté politique.

Entre 1953-1970, dans la région de Santa Cruz il y a eu près de 2 millions d'hectares de terres distribuées. L'objectif était d'inciter le potentiel agricole de la région. Ce processus a été accéléré entre 1971 et 1978, sous le mandat de *Hugo Banzer Suarez*. Pour donner une idée chiffrée, en l'espace de sept ans, les élites agricoles de Santa Cruz ont bénéficié de presque sept millions d'hectares ! (Ibarnegaray, 1992, Sandoval-Arenas *et al.*, 2003, Soruco *et al.*, 2008).

La politique économique en faveur de Santa Cruz, grâce aux investissements dirigés n'a fait qu'inciter le développement des exportations des produits issus de l'agriculture. Malheureusement, ces exportations étaient dépendantes de la demande externe. Ainsi, dans la région de Santa Cruz s'est développée une industrie sucrière, en 1950 et relancée en 1974, du coton, en 1974, et même du soja, à partir de 1990.

---

[62] C'est dans ce cadre que le service national de réforme agraire, S.N.R.A., a distribué 43 132 721 hectares au niveau national au cours de la période 1953-1992, dont un tiers des hectares attribués dans le seul département de Santa Cruz.
[63] De 1953 à 1970, de 1970 à 1978 et de 1980 à 1992.
[64] Le secteur privé a profité également de la répartition des terres dans la région de Santa Cruz.

Une fois de plus, nous sommes face à un secteur dépendant des booms économiques autour des biens exportables.

Quant au secteur sucrier, il s'est développé durant les années 1950 grâce aux investissements essentiellement américains dirigés et mis en place pour inciter le développement de ce secteur à Santa Cruz. Malheureusement, la réussite du secteur sucrier a été éphémère, car elle était fondée sur les hauts niveaux d'investissements qui ont fini par échouer. C'étaient des investissements dirigés et poussés par la volonté politique pendant le mandat du général *Hugo Banzer Suarez*. Le but était de stimuler l'agriculture entrepreneuriale débutante à Santa Cruz. Toutefois, ce type de projets économiques n'étaient pas fondés sur des critères coût-bénéfice, mais sur des critères politiques et sociaux. De ce fait, en 1974, l'activité agricole est entrée en phase de stagnation à la fin de l'essor du sucre et du coton, ce dernier avait été également le fruit de la volonté politique. Malgré cela, la commercialisation du sucre et du coton a été prolongée jusqu'en 1985. En 1990, c'est le soja qui prit le relais, mais de même faute de rentabilité son développement actuel est fortement restreint (Soruco *et al.*, 2008).

Il est probable que face à la crise de l'agriculture d'exportation, le secteur agricole industriel a pris le devant. Ainsi, Santa Cruz a continué à s'accroître et à gagner de l'importance au niveau national.

Finalement, le quatrième pilier des réformes qui ont été faites en 1952, suite à la révolution nationale, est la nationalisation des mines.

2.3.2.2 La nationalisation des mines

Suite à la révolution nationale de 1952, l'État a repris le contrôle de l'économie et il a assumé son rôle de planificateur. Ainsi, la nationalisation des mines et en conséquence l'acquisition des bénéfices autrefois engrangés par les magnats « ex-propriétaires » des mines, a permis à l'État d'avoir des nouveaux moyens à disposition pour financer les réformes, à savoir le secteur naissant des hydrocarbures à Santa Cruz.

Le 31 octobre 1952, *Paz Estenssoro* signa le décret de nationalisation des mines. Le but était de mettre fin à l'influence qu'exerçait le secteur minier sur l'État, et d'abolir le « pouvoir minier ». Grâce à la nationalisation, tous les biens (gisements et infrastructures) des trois grandes entreprises minières de *Patiño, Hoschild* et *Aramayo* étaient restitués à l'État.

L'État a pu assurer l'administration des mines suite à la création de la corporation des mines boliviennes, *corporacion minera de Bolivia, COMIBOL*[65]. D'ailleurs, grâce à la nationalisation des mines, l'État a réussi à freiner la fuite de devises et a récupéré les bénéfices totaux des activités minières. Ce secteur a été par la suite une de principales sources de revenus de l'État. Ainsi, en 1952 par exemple, 80% des revenus totaux nationaux étaient des dividendes provenant des activités minières.

L'administration directe des mines a permis de financer la diversification économique dans la région de Santa Cruz. L'agriculture, l'agro-industrie naissante et même le secteur d'hydrocarbures en ont été les directs bénéficiaires. D'ailleurs, les revenus miniers ont assuré la mise en marche de l'entreprise nationale des gisements de pétrole, *YPFB*, et ils ont renforcé, voire soutenu, les activités d'exploration, de production et d'exportation de pétrole.

2.3.2.3 Les hydrocarbures dans la région de Santa Cruz

Même si l'exploitation et la commercialisation du pétrole dans la région de Santa Cruz datent de 1920, ce n'est qu'après les réformes de la révolution nationale que ce secteur devient le centre d'attention de la politique économique du pays. En effet, dans l'objectif de diversifier la base économique nationale, autrefois dominée par le secteur minier, Santa Cruz se place comme une bonne alternative, compte tenu de ses richesses en pétrole, entre autres. Entre 1948 et 1964, la région de Santa Cruz devient l'objet de nombreuses mesures productives, et de l'arrivée des capitaux étrangers.

Sous le mandat de *Victor Paz Estenssoro* en 1952, la région de Santa Cruz a bénéficié non seulement des infrastructures routières (1954 : fin de la construction et du goudronnage de la route qui unit symboliquement Ouest-Est : Cochabamba-Santa Cruz), mais aussi d'un intérêt porté sur le secteur des hydrocarbures

La volonté politique de privilégier la production pétrolière à Santa Cruz s'est matérialisée dans le projet *Plan Camiri*. L'objectif était de privilégier l'exploitation intensive et accélérée du champ pétrolier *Camiri*, au Sud-ouest de la région de Santa

[65] Malheureusement, le début de COMIBOL n'a pas été facile, car cette institution comptait sur un faible capital de départ, des équipements presque obsolètes et une production en baisse. En conséquence, le coût de production était très élevé. La dépendance envers les fonderies étrangères -celles qui étaient en relation avec l'ex-propriétaire *Patiño*- n'a pu être rompue, faute de création dans l'immédiat de fonderies nationales. Cela entraîna une perte de valeur ajoutée des exportations des minerais, qui étaient vendus à l'état brut. De ce fait, le manque d'expérience dans l'administration des mines et la forte pression syndicale ont débouché sur un niveau élevé de bureaucratisation.

Cruz. Entre 1948 et 1964, Santa Cruz produisait en moyenne 75% de la production nationale de pétrole et de condensé jusqu'en 1953, et 92% entre 1954 et 1956 (Sandoval-Arenas et *al*, 2003). Il s'agit d'une période qualifiée de « l'âge d'or » pour la production de pétrole de l'entreprise nationale *Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos, YPFB*. De plus, en 1955, la promulgation du Code du pétrole *Davenport* introduisit un cadre légal favorisant les investissements étrangers. Cet aspect a accéléré l'arrivée des multinationales[66] et des capitaux étrangers dans les activités pétrolières.

Santa Cruz a bénéficié de l'investissement national et étranger en forage et en structures dans le secteur du pétrole, pendant la décennie de 1960. L'entreprise nationale *YPFB* destinait 47% de l'investissement en forage à Santa Cruz, et les entreprises multinationales (notamment la *Gulf* et la *Shell*) plaçaient 86% du montant total de leurs investissements à Santa Cruz. Ainsi, sur un total de 300 millions de dollars américains des investissements, 70% étaient affectés à Santa Cruz pour le forage en infrastructures pétrolières, laissant à peine 30% pour le reste du pays.

Le niveau élevé d'investissement en forage et le quasi-monopole de la production du pétrole ont permis à la région de Santa Cruz d'avoir un niveau élevé des royalties du pétrole. Notons que depuis 1938, par décret du président *German Busch*, les départements producteurs percevaient 11% des royalties pétrolières. Ainsi, Santa Cruz n'a pas cessé de capter de plus en plus de royalties, qui allaient de 66% en 1949 à 97% en 1957 et 1958[67], pour ensuite garder une moyenne de 77% entre 1959 et 1964.

Tout ceci résume une situation qui était très favorable pour la région de Santa Cruz, car non seulement la région profitait de l'investissement national et international dans le forage, mais en plus elle percevait de très hauts niveaux de royalties compte tenu du quasi-monopole dans la production de pétrole. Tout ceci ne fait que confirmer que le nouveau centre économique, Santa Cruz a été le fruit de la volonté politique et des investissements ciblés dans le secteur pétrolier.

Pendant la décennie 1970-1980, sous le mandat du général *Hugo Banzer Suarez*, originaire de Santa Cruz, la politique économique nationale a continué à approfondir le développement de cette région.

Il nous semble important de nous attarder sur ce point, car ceci nous permettra de comprendre dans les chapitres suivants pourquoi et comment Santa Cruz fait partie du tripôle qui caractérise le système urbain bolivien.

---

[66] Suite à la promulgation du code *Davenport* en 1955, un an plus tard, il y eut l'arrivée de 14 entreprises pétrolières internationales en Bolivie, dont la *Bolivian Gulf Oil Company* et la *Shell Petroleum* entre autres. Ces deux multinationales ont acquis une concession d'une envergure presque égale à celle de l'entreprise pétrolière de l'état *YPFB* (14 millions d'hectares).

[67] En 1950, quand le niveau de production était dans la période dite de « l'âge d'or », Santa Cruz avait 72% des royalties, 81% en 1954 et 88% en 1955.

2.3.2.4 La région de Santa Cruz, 1970-1980

Pendant la décennie 1970-1980, Santa Cruz a bénéficié d'un fort appui du gouvernement en place, qui était d'ailleurs originaire de la région. Ainsi, Santa Cruz a eu accès à des crédits américains et des investissements nationaux et étrangers afin de promouvoir le secteur productif. De plus, le prix des matières premières boliviennes sur le marché international était au zénith (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008). Toutes les conditions étaient donc réunies pour prêter assistance à Santa Cruz et ainsi, encourager et consolider son secteur productif et d'exportation.

Nous ne pouvons pas parler de l'économie de Santa Cruz pendant les années 1970-1980 sans faire allusion au chef du gouvernement de cette période. En effet, le premier mandat du général *Hugo Banzer Suarez* (1971-1978) montra une volonté de développement et de canalisation des crédits en vue d'encourager le développement économique de Santa Cruz. En effet, mise à part la distribution des terres dans l'Est bolivien, notamment à Santa Cruz (*cf. 3.3.1, Chapitre 3*), le président de la République, *Banzer Suarez,* consacra son effort à appuyer et promouvoir le secteur productif et d'exportation de Santa Cruz. Pour cela, il n'hésita pas à privilégier Santa Cruz avec l'afflux des crédits américains[68]. En conséquence, la portée de Santa Cruz sur le plan national commençait à se consolider et à décoller économiquement (*Tableau 2-3*).

Tableau 2-3 : Part en pourcentage de Santa Cruz dans le PIB national

(en millions des pesos bolivianos de 1970)

Année	Bolivie	Santa Cruz	%
1970	12 374	2 019	16,3
1971	12 985	2 210	17,0
1972	13 732	2 374	17,3
1973	14 668	2 678	18,2
1974	15 563	2 812	18,1
1975	16 353	2 999	18,3
1976	17 469	3 296	18,9
1977	18 064	3 464	19,2
1978	18 628	3 476	18,7
1979	19 007	3 574	18,8
1980	19 161	3 591	18,7

Source : Arrieta et al., 1990, cité dans Sandoval-Arenas et al. 2003.

En 1970, le PIB du département de Santa Cruz représentait 16% du PIB national et a atteint 19% de participation en 1977 (Arrieta *et al.*, 1990). En d'autres

[68] La région a favorisé des crédits internationaux faciles d'accès, et mis à disposition des pays pauvres par les États-Unis d'Amérique pendant la décennie 1970.

termes, entre 1970 et 1977, Santa Cruz était en pleine croissance économique avec une tendance à la hausse quant à sa participation en pourcentage au PIB national. Rappelons que le département de Santa Cruz a été soutenu depuis 1952, et ce pendant trois décennies, par la canalisation des crédits et des investissements en vue de promouvoir son secteur productif et d'exportation.

Nous estimons important de souligner le rôle, qualifié de « paternaliste » par certains auteurs, qu'a eu l'État dans la création d'entreprises et la création d'emplois au niveau des régions, et surtout dans le cas de Santa Cruz (*Tableau 2-4*).

Tableau 2-4 : Création d'emplois dans le secteur public et privé en 1974

Département	Secteur Public				Secteur Privé			
	Entreprises	%	Emplois	%	Entreprises	%	Emplois	%
La Paz	18	14,8	3 174	3,0	13	33,3	969	40,4
Santa Cruz	29	23,8	48 208	45,5	10	25,6	869	36,2
Cochabamba	22	18,0	1 462	1,4	5	12,8	47	2,0
Tripôle	69	56,6	52 844	49,9	28	71,8	1885	78,5
Beni	3	2,5	17 691	16,7	7	17,9	406	16,9
Chuquisaca	2	1,6	234	0,2	1	2,6	20	0,8
Oruro	9	7,4	429	0,4	0	0,0	0	0,0
Pando	2	1,6	30	0,0	0	0,0	0	0,0
Potosi	9	7,4	1 132	1,1	2	5,1	67	2,8
Tarija	28	23,0	33 565	31,7	1	2,6	23	1,0
Bolivie	**122**	**100**	**105 925**	**100**	**39**	**100**	**2 401**	**100**

Source : Corporacion Boliviana de Fomento, 1975, cité dans Sandoval-Arenas et al. 2003.

Note : Mis à part les pourcentages, le reste est donné par nombre et par départements. Par exemple : le nombre total d'entreprises et le nombre total d'emplois dans le département de La Paz.

Effectivement, en 1974 la politique économique était d'inciter la création d'entreprises et d'emplois dans les secteurs public et privé (Sandoval-Arenas *et al.*, 2003), et c'était le secteur public qui emportait le nombre le plus élevé de création d'emplois, soit 106 000 dans le public contre seulement 2 400 dans le privé. Ainsi, en 1974 Santa Cruz centralisait 24% des 122 entreprises publiques et 45,5% du total des emplois dans le secteur public au niveau national, alors que La Paz était peu représentative dans le nombre d'entreprises publiques ainsi que dans le nombre d'emplois dans ce secteur. Ceci dit, La Paz était légèrement plus importante que Santa Cruz en nombre d'entreprises et d'emplois dans le secteur privé. Il est fort probable que la forte présence du secteur public dans la région de Santa Cruz avait justement pour objectif de soutenir et de consolider le développement économique de cette région relativement jeune, mais si importante aux yeux de l'État compte tenu de son potentiel en hydrocarbures et dans l'agriculture.

2.3.2.5 Le revers de la médaille : la spirale inflationniste

Malheureusement, l'accès plus ou moins facile aux crédits américains a débouché par la suite sur une spirale inflationniste. L'objectif de procurer un développement intégral et structurel au pays et entre autres à celui de la région de Santa Cruz a été partiellement atteint. Mais il y a eu parfois un boom artificiel suite aux investissements démesurés qui se sont traduits par une forte dette externe.

Les années 1970 marquèrent également le début de la dette externe, qui avait pour principal créancier les États-Unis d'Amérique. La plupart du crédit international avait été investi dans des activités parfois très peu productives. Ainsi, pendant les années 1970 le secteur de la construction fut celui qui bénéficia le plus du financement externe.

La forte canalisation des crédits à Santa Cruz s'est traduite par un fort endettement extérieur. Mais le vrai problème ne résidait pas dans le montant de la dette externe, mais dans l'utilisation des fonds acquis. Les années 1970 illustrèrent la mise en marche de divers projets de l'État vus dans une optique sociale ou politique plutôt qu'en termes de coût-bénéfice (Sandoval-Arenas, 2003). Il y avait un discours qui se réclamait du « développement » et qui utilisait les fonds de financement externe. Malheureusement, les projets entrepris étaient parfois confondus avec les « caprices politiques » qui s'appuyaient sur des critères politiques ou sociaux (Sandoval-Arenas *et al.* 2003). Il s'agissait de dépenses onéreuses en diverses installations qui n'ont même pas vu le jour !

Cette période fut plus connue comme celle des « *éléphants blancs* ». À cause des fausses attentes, et des investissements démesurés. C'est ainsi que l'économie bolivienne a fait face à la construction des infrastructures surdimensionnées qui ne travaillaient parfois qu'à 50% de leur capacité productive. Nous pouvons citer comme exemples d'infrastructures surdimensionnées : l'usine d'huile à Villamontes (Santa Cruz) et la raffinerie de pétrole à Cochabamba. (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008). Il n'est pas étonnant que pour les années 1980, Santa Cruz était classé comme le deuxième département avec une forte contribution au PIB national[69] (Sandoval-Arenas *et al.*, 2003).

L'afflux important du crédit externe n'a pas été canalisé en vue d'inciter la croissance intégrale et structurelle du pays. Au contraire, cet afflux de crédit international a suscité un boom artificiel sur l'économie. Les conséquences négatives à moyen terme se sont traduites par un fort endettement du pays. En effet, la dette externe est passée de 460 millions de dollars américains en 1971 à près de 3 000 millions de dollars américains en 1978 (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008).

[69] Pour la période 1980-1986, La Paz concentrait autour de 29% du PIB bolivien, suivi de Santa Cruz avec 23% et de Cochabamba avec 17% de participation à la production interne brute de la Bolivie (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008).

En d'autres termes, la dette externe a commencé à atteindre des niveaux critiques pendant le gouvernement du général *Hugo Banzer Suarez* (1971-1978). Par la suite, les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir n'ont pas su faire face aux débuts de la récession économique. Pendant la période 1982-1985, le gouvernement qui était au pouvoir, l'unité démocratique du peuple *UDP*, craignant l'effondrement économique, a essayé six fois en vain de lancer des mesures palliatives pour éviter la catastrophe économique. Malheureusement, la pression syndicale, celle du régime parlementaire, et les tensions internes au sein du parti ont freiné toute initiative qui essayait de ralentir la crise économique.

Le scénario économique des années 1980 se résumait ainsi : dévaluation progressive de la monnaie, niveau des prix incontrôlable, chute des salaires, spéculation. En somme, il y avait une perte totale du contrôle sur les indicateurs économiques. La Bolivie ne pouvait plus honorer ses obligations de dette extérieure, ce qui a conduit à la perte de tout accès potentiel de reconduction de crédits avec le Fonds Monétaire International et la banque internationale.

Mais la crise « psychologique » était pire que la crise économique. Les citoyens avaient perdu toute confiance dans le système économique et financier bolivien, et il y eut une sorte de « panique financière », les caisses d'épargne se sont vidées et la spéculation s'est accrue ! En effet, ce fut la phase de l'hyperinflation qui prit le dessus, autrement dit il y avait une augmentation de la masse monétaire qui est devenue hors contrôle.

C'est dans cette conjoncture économique de spirale inflationniste, qui plongeait la Bolivie dans le chaos, que la deuxième grande réforme en 1985 fit son entrée.

2.3.3 La réforme structurelle : la nouvelle politique économique de 1985

La « nouvelle » politique économique de 1985 visait à freiner la spirale inflationniste et à redonner un nouveau point de départ à l'économie des régions et du pays. L'économie libérale prend la place de l'interventionnisme de l'État. Les mesures appliquées furent draconiennes et le coût social et économique a été très élevé. Cette année a apporté des changements dans la polarisation territoriale. La Paz absorbe en partie le chômage causé par le licenciement massif des fonctionnaires, principalement dans les mines, et Santa Cruz développe davantage l'agriculture compte tenu des prix internationaux des ressources naturelles peu favorables à ce moment.

En août 1985, la Bolivie traversait une des crises les plus graves depuis son indépendance. L'économie était « hors contrôle », la production touchait le fond et le pouvoir d'achat des salaires était au plus bas. C'est dans cette conjoncture économique que le quatrième mandat du président *Victor Paz Estenssoro* s'est déroulé. Face à la situation économique si délicate, des mesures furent élaborées et préconisées par l'économiste nord-américain *Jeffrey Sachs*. Ainsi, la nouvelle politique économique, NEP, et la promulgation du décret suprême n° 21060[70] avaient pour objectif de lutter contre l'hyperinflation et de chercher la stabilisation monétaire. Ces mesures draconiennes ont permis à l'État bolivien d'accéder à nouveau aux crédits du Fonds Monétaire International. La Bolivie a pu renouveler la négociation et racheter la dette extérieure avec le club de Paris. Pour la première fois en 40 ans, le pouvoir exécutif avait élaboré et soumis le budget général national à l'approbation du congrès (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008).

Toutefois, la nouvelle politique économique a laissé des séquelles permanentes sur l'économie nationale. Bien que la stabilisation économique de 1985 ait réussi à freiner net l'hyperinflation, le coût social traduit par les hauts niveaux de chômage a été très fort. La ville de La Paz a dû faire face aux chômeurs provenant des mines, ce qui explique l'étalement urbain de l'agglomération et le taux de croissance urbaine à *El Alto* (9% en 1990), qui était au début un quartier pauvre de la ville de La Paz, et qui par la suite a été le point de rassemblement des « sans travail ». Il est probable que ceci explique en partie le développement de l'économie informelle[71] (*cf. 3.2.2, Chapitre 3*) par des familles entières qui se sont retrouvées dans le besoin de se procurer des moyens de subsistance.

La reprise économique après la nouvelle politique économique et la promulgation du décret suprême n° 21060 a été très lente, le pays a perdu près d'un tiers de sa capacité productive (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008). La tendance des exportations était à la baisse et le rattrapage économique a été très lent et n'a commencé qu'à partir des années 1990. Le secteur agroindustriel de Santa Cruz est devenu une alternative de développement face à la baisse des cours des prix des minerais. Ainsi pendant les années 1990, comme nous le développerons dans les chapitres suivants (*cf. Chapitre 4*), les exportations non traditionnelles, c'est-à-dire

[70] Le décret suprême n° 21060 qui résumait les mesures prises comportait six points : (1) la réduction du déficit fiscal à travers le gel des salaires, l'augmentation du prix de l'essence et la réduction des dépenses de l'État, (2) un taux de change réel et flottant de la monnaie (disparition du *peso* et création de l'unité monétaire *boliviano*), parallèlement il y a eu la création du *bolsin* -une bourse des valeurs de deuxième importance- contrôlé par la banque centrale bolivienne , (3) la libre contractualisation et la rationalisation de la bureaucratie dans le cadre de la *relocalizacion* ou licenciement massif des fonctionnaires, (4) la libéralisation totale du marché, le libre échange, la confrontation de l'offre et de la demande, la création d'un tarif douanier unique pour les importations, (5) l'encouragement aux exportations, (6) la réforme fiscale. Cette dernière réforme a permis de passer de plus de 400 impôts qui existaient en 1985 à seulement sept, dont la TVA. Il fallait faire prendre conscience aux citoyens de l'importance de payer les impôts.

[71] Malheureusement, nous ne disposons pas des données à cette échelle qui nous permettent d'approfondir le sujet.

les activités agricoles et agro-industrielles, 45% sur le total des exportations en 1990, ont pris de l'importance par rapport aux exportations traditionnelles, gaz et minerais qui concentraient 55% du total d'exportations (Mesa, Gisbert, & Gisbert, 2008).

Mais est-ce que la « nouvelle politique économique » de 1985 qui visait à l'ouverture du marché, à la réduction des dépenses publiques, ainsi qu'à la réduction de l'intervention de l'État a apporté des changements dans la polarisation territoriale, notamment de Santa Cruz et de La Paz ? La réponse est positive. La situation économique de la Bolivie a été très marquée par ces mesures. En conséquence, les pôles régionaux ont subi également les effets de la baisse de la capacité productive ou de la baisse tendancielle des exportations et de la reprise économique très lente (*cf. Chapitre 4*).

Dans cette section, nous nous sommes contentés d'établir de façon chronologique le contexte économique et politique, entre autres, et de citer dans les grands traits les réformes qui ont marqué la polarisation territoriale. De 1952 jusqu'en 1985, la volonté politique a été très présente et effectivement a fait de la région de Santa Cruz, le nouveau centre économique alternatif à la tradition minière.

Avant d'en finir avec notre revue historique contextuelle en vue de mieux comprendre l'émergence et la consolidation de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, il nous semble important de citer la troisième génération de réformes qui ont eu lieu au cours des années 1990. Il s'agit des mesures comme la privatisation des secteurs clés autrefois développés par l'État et la décentralisation administrative à l'échelle des régions et des municipalités, afin d'uniformiser le développement territorial et de permettre aux acteurs territoriaux de s'approprier des politiques.

2.3.4 La décennie des années 1990

Les années 1990 apportent des changements en vue d'uniformiser le développement territorial et national. Les mesures appliquées en 1994[72] sont dans la continuité de la libéralisation de l'économie, puisque l'État devait surveiller le bon fonctionnement de l'économie et se concentrer sur ses fonctions régaliennes.

Les trois lois qui marquent cette décennie et qui ont été lancées en 1994 sont : la loi de capitalisation des cinq secteurs stratégiques qui étaient gérés par l'État, la loi de participation populaire, qui marquait le début du processus de décentralisation administrative, et la réforme éducative.

[72] Les réformes entreprises pendant les années 1990 ont été promulguées pendant le premier mandat du président *Gonzalo Sanchez de Lozada* (1993-1997), le plan du gouvernement était connu comme « le plan de tous ».

Afin d'éviter d'entrer dans une logique chronologique des faits et des réformes, et en vue d'évoquer le contexte et les points qui nous semblent stratégiques pour une meilleure compréhension des chapitres suivants, nous ne développons ici que les processus de capitalisation et de décentralisation administrative.

2.3.4.1 La privatisation

La privatisation[73] des cinq secteurs les plus stratégiques, développés autrefois par l'État, a renforcé l'ouverture du marché et a accéléré l'arrivée des capitaux étrangers principalement vers les secteurs des hydrocarbures, de l'électricité et des télécommunications. Ce processus a eu des retombées positives et ponctuelles dans la région de Santa Cruz, avec les hydrocarbures et dans la région de La Paz pour les télécommunications et l'électricité.

Les secteurs qui ont été privatisés[74] sont : (1) les hydrocarbures, avec l'entreprise des gisements pétroliers fiscaux boliviens *YPFB*, (2) les télécommunications avec l'entreprise nationale de télécommunications *ENTEL*, (3) l'électricité avec l'entreprise nationale d'électricité *ENDE,* (4) le transport aérien avec l'entreprise *Lloyd Aereo Boliviano LAB* et (5) le secteur ferroviaire avec l'entreprise nationale des chemins de fer *ENFE*. La privatisation des entreprises de l'État impliquait la vente de 50% de leur patrimoine aux associés capitalistes. Ces derniers prenaient en charge la gestion et l'administration des entreprises capitalisées, et s'engageaient à investir 100% de leurs apports dans leurs propres entreprises capitalisées. En d'autres termes, l'argent provenant de la capitalisation n'allait pas à l'État, mais devait être réinvesti dans l'entreprise en question. Les 50% restants étaient devenus une sorte de fidéicommis en faveur de la population bolivienne sous forme d'un bon de solidarité du trésor *bonosol* qui faisait office d'une retraite universelle pour les citoyens de plus de 65 ans. Ce bon de solidarité du trésor était accordé à tous ceux qui au 31 décembre de 1995 avaient eu la majorité d'âge, 21 ans. Malheureusement, ce bon de solidarité fut utilisé par la suite comme une arme électorale.

Ainsi, la Bolivie a connu des niveaux très élevés d'investissements privés étrangers : 1 670 millions de dollars américains au total dans l'espace de sept ans. De façon générale, trois des cinq secteurs privatisés ont eu des retombées positives de

[73] C'était le volet du programme du gouvernement de *Gonzalo Sanchez de Lozada* le plus contesté.
[74] En 1994, en vue de faciliter la mise en œuvre de cette privatisation des entreprises de l'État il y a eu la promulgation de la loi de *capitalisation*, ainsi que la promulgation des lois complémentaires pour les secteurs de télécommunications, d'hydrocarbures et d'électricité.

l'arrivée des capitaux étrangers[75]. Le secteur des hydrocarbures a pu élargir ses activités d'exploration et d'exploitation des puits, ce qui a favorisé la région de Santa Cruz entre autres, le secteur de l'électricité a pu inverser le danger potentiel de déficit d'offre d'électricité pour le marché interne, et le secteur des télécommunications a profité du progrès technologique pour intégrer des nouveaux services[76]. Ces deux derniers secteurs ont renforcé également le rôle stratégique de la région de La Paz.

Nous analyserons plus en détail les retombées économiques des investissements directs étrangers (IDE) sur l'ensemble des régions boliviennes et plus spécifiquement sur nos trois régions d'étude dans le Chapitre 4. Citons donc finalement le processus de décentralisation administrative

2.3.4.2 La décentralisation administrative : 1994 et 1995

La décentralisation administrative devait permettre, à la base, le développement de l'ensemble du territoire national et diminuer les brèches existantes jusque-là en faveur de seulement quelques territoires. L'idée était d'apporter les dispositifs administratifs aux acteurs locaux afin qu'ils s'approprient la logique territoriale et que la planification se fasse dès cette échelle. Malheureusement, les résultats escomptés n'ont fait qu'approfondir la segmentation territoriale et administrative.

Les années 1994 et 1995 représentent un processus intégral de décentralisation à l'échelle des municipalités et des préfectures de départements. Dans le premier cas, il s'agit de la loi de participation populaire[77], et dans le deuxième cas de la loi de décentralisation administrative[78].

La loi de participation populaire, *LPP*, a permis aux municipalités de percevoir, en fonction de la taille de leur population, des revenus attribués par l'État, et en même temps de créer des impôts locaux afin d'avoir plus de moyens financiers[79]. Cette loi leur a octroyé une certaine autonomie financière en échange les

---

[75] Parallèlement à la privatisation, le gouvernement a créé en 1994 le système de régulation sectoriel *SIRESE*, qui était chargé de réguler, de contrôler et de superviser les activités d'autres secteurs. Il y a eu également la création des surintendances sectorielles pour les télécommunications, l'électricité, les hydrocarbures, les transports et l'eau. De plus a eu lieu la création d'un système de régulation financière *SIREFI*, et d'un système de régulation des ressources naturelles *SIRENARE*.

[76] À savoir la digitalisation, la fibre optique, le développement du réseau national, l'accès aux satellites et les services de téléphonie mobile et fixe.

[77] Loi n° 1551, promulguée en 1994.

[78] Loi n° 1684.promulguée en 1995.

[79] De même, les municipalités peuvent créer des impôts locaux dont elles disposent à 100% afin de mieux financer l'exercice de leurs fonctions administratives, en plus des 20% de

municipalités s'engageaient à investir près de 80% de leur budget annuel dans la mise en place des projets de santé, sociaux, et d'infrastructures afin de favoriser leur municipalité.

L'idée a été d'adapter les politiques sectorielles aux contraintes locales et de faire intervenir leurs acteurs locaux[80] dans la planification de la collectivité. La loi[81] visait à une meilleure appropriation des politiques publiques par les acteurs locaux, grâce à une meilleure information et à la prise en compte de leurs besoins[82]. Ainsi, il fut créé des organisations territoriales de base, *OTB*, qui étaient composées des habitants de la commune en question.

En 1995, la loi de décentralisation administrative, *LDA,* octroyait aux préfectures de département une certaine autonomie administrative et financière tout en les encourageant à rester en étroite collaboration avec la démocratie municipale.

Malheureusement, malgré les objectifs de départ des dispositifs administratifs en faveur des municipalités et des préfectures de départements, la segmentation du territoire a été inévitable.

En effet, d'une part les municipalités n'ont pas pu intégrer leur logique de développement à celle de la préfecture du département et *vice versa*. Et d'autre part, en l'absence d'un cadre juridique qui permette aux municipalités d'une même agglomération de mutualiser leurs efforts et de rendre attractive leur agglomération, ces dispositifs sont restés purement théoriques et plutôt administratifs (Blanes, 2006).

L'absence d'une logique d'agglomération dans le fonctionnement des territoires boliviens est flagrante. Même au niveau statistique, la plupart du temps les données sont publiées soit par ville, soit par municipalité, mais guère par agglomération en tant que la somme des quelques municipalités ou villes qui sont

---

recettes fiscales nationales versées en faveur de ces unités territoriales. En d'autres termes, le budget des municipalités est composé par la coparticipation tributaire des impôts nationaux, les impôts sur les produits dérivés des hydrocarbures, *IDH*, les ressources propres grâce à la création des impôts locaux, les crédits et les donations internationales comme le HIPC II, prolongement du programme HIPC I. Les sigles *HIPC* viennent de l'anglais *Heavily Indebted Poor Countries*, la traduction en français est connue sous les sigles PPTE : *Pays Pauvres Très Endettés*. Il s'agit d'une initiative qui vise à assister les pays les plus pauvres du monde, en rendant leurs dettes internationales « soutenables ». Grâce à l'action conjointe du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale en 1996 et avec la révision et renforcement en 1999, initiative PPTE renforcée, ce programme cherchait à réduire la dette en vue de lutter contre la pauvreté des pays concernés. Sur les 42 pays qui bénéficient de cette initiative d'allégement de dette, dont la Bolivie, trois quarts des pays sont africains.

[80] Les acteurs locaux peuvent concevoir et élaborer, en fonction de leur réalité économique et sociale, un plan de développement municipal, *PDM*, adapté à leurs besoins, qui par la suite est soumis à proposition pour être inclus dans le budget national.

[81] Cette loi « reconnaît, promeut et consolide le processus de participation populaire en intégrant les communautés indigènes, rurales et urbaines dans la vie juridique, politique et économique du pays » (Loi de Participation Populaire, 1994).

[82] Le Petit Larousse, 2007. Http://fr.wikipedia.org/wiki/Territorialisation

proches les unes des autres au niveau du bâti urbain et qui fonctionnent dans une logique complémentaire au sein d'une même unité administrative. Enfin, jusqu'ici nous avons cité quelques éléments qui nous seront utiles dans l'analyse des chapitres suivants et qui nous serviront à mieux comprendre le contexte économique de la polarisation territoriale.

2.4 Conclusion

L'objectif de ce chapitre était de retracer l'émergence et la consolidation du tripôle La Paz- Santa Cruz-Cochabamba. La question que nous avons traitée le long de ce chapitre insiste sur le *processus d'émergence d'un nouveau centre* économique et sur *le passage des trois villes à un tripôle.*

Loin de vouloir faire un récit purement descriptif ou d'entrer dans le détail historique, nous nous sommes contentés d'établir les jalons historiques qui ont forcément joué un rôle dans le façonnement actuel du système urbain bolivien. L'instinct extractif des ressources naturelles hérité depuis l'époque coloniale semble avoir imprégné la logique économique bolivienne. C'est dans ce contexte que le tripôle a émergé et s'est consolidé. Toutefois, pour arriver à une telle configuration il s'est écoulé du temps et il a fallu la concurrence de plusieurs facteurs historiques, politiques, géographiques, de localisation, entre autres, qui ont conduit à l'actuelle tripolarisation. En effet, même si ces trois pôles existaient, chacun se développait en fonction de la logique extractive propre à son contexte. Ainsi, en fonction de leur diversité géographique (l'Altiplano, les vallées intermédiaires ou les plaines amazoniennes), chaque pôle avait réussi à se placer sur son entourage de façon stratégique.

Dans le cas de La Paz, il s'agissait d'un pôle qui bénéficiait de sa localisation stratégique dans l'acheminement et le transport des exportations. La Paz avait réussi à centraliser les activités de commerce minier et il est devenu stratégique dans la gestion des exportations minières. Cochabamba, à son tour, avait mis en valeur sa richesse de fertilité du sol et sa productivité agricole pour devenir une sorte de grenier qui fournissait des denrées aux mines proches, à l'Altiplano et par la suite aux plaines amazoniennes. Enfin, Santa Cruz a profité de son climat, moins rude par rapport à la forêt amazonienne, et a développé un environnement affairiste. En très peu de temps, Santa Cruz était devenu le point de concentration des maisons de commerce des produits d'exportations liés au climat tropical (écorces de quinquina et du latex pendant une première étape).

Dans un troisième temps, la section 3 a mis en évidence le processus de tripolarisation, et expliqué *comment* nous sommes arrivés à cette configuration

tripolaire du système urbain bolivien. Il y a eu plusieurs facteurs qui ont conflué au passage de ces trois villes qui se développaient chacune de leur côté à la constitution d'un tripôle en apparence dominant sur l'ensemble des villes boliviennes. D'une façon plus générale, mis à part les accidents historiques, il semblerait que la volonté politique et les politiques économiques dirigées en faveur de l'Est bolivien, principalement de Santa Cruz, ont fait office d'un « effet levier ». Elles ont encouragé et consolidé l'activité économique dans la région de Santa Cruz.

De façon très symbolique, nous avons identifié la construction de la route qui a relié Cochabamba à Santa Cruz, comme étant le facteur d'intégration physique entre l'Ouest et l'Est, et qui a donné lieu à l'émergence du tripôle actuel. De même, les deux grandes réformes en 1952 et en 1985 semblent avoir concrétisé la consolidation de nos trois pôles d'étude. Suite aux réformes de 1952 et ce jusqu'en 1985, l'État a incité le développement de la région de Santa Cruz, soit par la répartition des terres, par l'encouragement au secteur agricole, par l'orientation des crédits, par l'appui financier des ressources minières pour renforcer le secteur du pétrole et par la création d'entreprises et des emplois, entre autres. C'est comme si, toute cette aide dirigée a fini par faire de Santa Cruz un nouveau fer de lance de l'économie bolivienne. Ainsi l'activité agricole et agro-industrielle, de même que le secteur des hydrocarbures, ont été la cible des politiques économiques qui cherchaient à consolider ces secteurs et ainsi à élargir la base économique de la Bolivie.

Par contre la deuxième grande réforme en 1985, était un ensemble de mesures radicales d'austérité qui visaient à redresser la spirale inflationniste et à sortir l'économie de son fort endettement, car elle n'était plus solvable pour honorer ses dettes. L'ouverture de l'économie au libre jeu du marché prend le relais d'un État « protecteur ». Dans ce contexte de baisse dans la production et dans le niveau d'exportations, la région de Santa Cruz a pu continuer à développer son secteur agricole, puisqu'il est devenu une alternative aux exportations minières qui pendant ces années n'enregistraient pas des prix internationaux favorables. Par contre, la région de La Paz a dû intégrer l'arrivée massive des chômeurs provenant du secteur minier, qui avait subi un choc suite aux mesures de 1985. Malgré ceci, La Paz a continué à garder son importance relative au niveau national.

Finalement, la dernière vague de réformes complémentaires en 1990, à savoir la privatisation des secteurs clés de l'économie nationale et le processus intégral de décentralisation administrative ont contribué à la consolidation du tripôle permettant ainsi dans le cas des villes comme La Paz d'acquérir un rôle stratégique dans la gestion des services d'électricité et des télécommunications, entre autres.

Ainsi, tous les éléments économiques, politiques, géographiques, historiques que nous avons fournis jusqu'ici mettent en avant l'existence d'un tripôle qui au cours du temps s'est consolidé et qui est devenu actuellement une référence au niveau national. Une fois mis en évidence l'existence du tripôle, la question qui se pose est de savoir le type de domination actuel qu'il a au niveau démographique et de l'emploi. Comment ont évolué ces trois villes en termes de population et d'emplois ?

Chapitre 3 : Des villes, des populations et des emplois

Le système des villes boliviennes suit un parcours un peu atypique par rapport aux systèmes des villes des autres pays du continent d'Amérique du Sud. La Bolivie n'a pas un système urbain macrocéphale, c'est-à-dire un système dominé par une ville primatiale qui concentre une grande part de la population urbaine, comme c'est le cas de Buenos Aires en Argentine, de Caracas au Venezuela, de Lima au Pérou ou de Santiago de Chili au Chili (Pereira Morato, 2009).

Lorsque nous présentons les données urbaines pour les 31 villes (ou agglomérations) de plus de 10 000 habitants, en 2010, nous constatons que dans le cas bolivien il existe trois villes qui se placent en tête de liste, et qui semblent dominer sur l'ensemble des villes. Le tripôle[83], comme nous l'avons vu jusqu'à présent, est le résultat d'une combinaison des facteurs économiques, politiques, géographiques, historiques, etc., qui ont débouché sur une configuration spatiale bien spécifique à la Bolivie. Mais comment caractériser cette domination urbaine et d'emplois des trois principales villes ? Quelle est l'évolution enregistrée au cours des années analysées ? Est-ce que la domination de ces trois villes s'est accrue ou affaiblie, et d'ailleurs s'agit-il d'une domination partielle ou totale ? Comment différencier les trois plus grandes villes au sein du tripôle ?

Au cours de ce chapitre, nous essayons de caractériser le type de domination des trois plus grandes villes en termes démographiques et d'emplois sur l'ensemble des villes. Pour ce faire, nous nous intéressons au système des villes boliviennes et à leur rang lorsqu'on les classe par taille et par ordre décroissant, à l'aide de la loi rang-taille et des dernières données connues pour 2010. De même, dans la mesure de la disponibilité des données, nous étudions la hiérarchie des villes au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours (*cf. 3.1, Chapitre 3*). L'objectif est de vérifier si les trois villes qui dominent actuellement le système urbain ont une importance depuis toujours et sinon quel a été leur parcours. Une fois dévoilée la caractérisation du tripôle en termes urbains, nous poursuivons avec la caractérisation économique du tripôle, mais cette fois en termes d'emplois (*cf. 3.2, Chapitre 3*). De plus, nous essayons d'identifier le type de domination du tripôle et l'évolution enregistrée compte tenu des années étudiées. Finalement, avant d'émettre quelques conclusions (*cf. 3.3, Chapitre 3*), nous identifions les spécialisations relatives en termes d'emplois des trois plus grandes villes, afin de pouvoir identifier les secteurs le plus porteurs en termes d'emplois.

[83] Au cours de ce chapitre, le terme « tripôle » est accompagné de l'adjectif « urbain » puisqu'il désigne les données à l'échelle des « villes », c'est-à-dire qu'il s'agit du tripôle « urbain ».

3.1 Le système urbain

Le système des villes boliviennes se situe dans un contexte très particulier, car même s'il s'agit d'un ensemble, il y a l'idée sous-jacente d'un discours d'autonomie des régions (*cf. 2.1.3, Chapitre 2*). Cependant, nous ferons abstraction de cette conjoncture spécifique pour nous concentrer plus généralement sur l'importance des trois principales villes et leur spécificité en tant que partie intégrante d'un ensemble des villes. D'ailleurs, l'originalité de notre travail est d'aborder le système des villes boliviennes comme un système proprement dit, laissant ainsi de côté le problème sous-jacent de la difficulté d'intégration territoriale.

D'après la définition de Pumain D., (2011)[84], le système des villes est « l'ensemble d'unités urbaines (agglomérations ou aires urbaines) dont les évolutions sont rendues interdépendantes par les multiples interactions (échanges, réseaux, concurrence et complémentarité) qu'elles ont entre elles[85] ». Nous appliquons ainsi ce concept à l'ensemble des villes boliviennes.

Toutefois, le contexte historique et même le scénario social et politique à partir de 2005, avec le discours des autonomies départementales[86], pourraient, dans une certaine mesure, nous faire penser à un développement des villes boliviennes de façon « indépendante ». En effet, comme nous l'avons développé précédemment, les villes boliviennes se sont formées en fonction des circonstances économiques, voire même suite à des accidents historiques. Parfois, les villes se sont développées suivant leurs intérêts économiques, sociaux et politiques du moment. Cela pourrait prêter à confusion et faire croire à un développement isolé de quelques villes boliviennes. De plus, à partir de 2005 on assiste à une recrudescence de discours réclamant l'autonomie, à tel point qu'une nouvelle constitution politique de l'État a dû intégrer, entre autres, la notion d'autonomies (*cf. 4.2.2.2, Chapitre 4*). Ceci pourrait donner une fausse image d'un développement isolé des régions et des villes, au moins dans le discours.

Mais, dans les faits et d'un point de vue économique, les villes boliviennes sont loin d'être indépendantes, car une ville n'est jamais isolée, ni de sa région ou de son département, ni des autres villes. Les interactions existent nécessairement (Huriot et Bordeau-Lepage, 2009). C'est pourquoi nous travaillons tout au long de cette thèse sur la notion de système des villes en intégrant l'idée d'interdépendance et la complémentarité entre les villes, principalement, entre les trois plus grandes villes.

---

[84] Pumain D., cours de géographie urbaine, licence 2010-2011.

[85] « Dans le monde moderne, ces systèmes de villes correspondent le plus souvent aux territoires des états (les frontières, les règlementations, les cultures limitent les interactions externes). Mais depuis très longtemps, les plus grandes villes de chaque système ou certaines villes très spécialisées ont des interdépendances qui dépassent les limites nationales, dans des réseaux « internationaux » ». Pumain D., (cours de géographie urbaine, licence 2010-2011).

[86] Nous utilisons les termes régions et départements comme des synonymes.

Mais avant de présenter le système de villes boliviennes en 2010 d'après une étude de la loi rang-taille, donnons quelques précisions théoriques sur l'indice de primatie et la loi rang-taille, connue aussi comme la loi de Zipf.

3.1.1 L'indice de primatie et la Loi de Zipf

Le système urbain des pays en développement, PED, a pour particularité, entre autres, l'existence d'une forte primatie urbaine. Par primatie, nous faisons allusion à l'intensité de la domination démographique de la plus grande ville d'une hiérarchie urbaine, au niveau d'une région ou d'un État par exemple. Afin d'entrer dans une analyse comparative entre différentes hiérarchies urbaines, nous faisons appel à l'indice de primatie en tant qu'outil d'étude. D'après Jefferson (1939), l'initiateur de l'idée, la plus grande ville d'un pays est classée comme primatiale lorsque sa population est au moins deux fois plus importante que celle de la seconde ville et lorsque son influence est au moins deux fois plus significative[87].

Plus généralement, l'indice de primatie peut être considéré comme le rapport entre la population de la première ville (P_1) et celle de la deuxième plus grande ville (P_2), comme l'établit l'indice de Jefferson[88] (1939), soit :

$$I_P = P_1 / P_2$$

I_P : Indice de primatie de Jefferson (1939)
P_1 : Population effective de la plus grande ville
P_2 : Population effective de la deuxième plus grande ville

Nous introduisons également le concept de la loi rang-taille ou loi de Zipf dans notre analyse du système des villes boliviennes. Mais avant de présenter le graphique de la loi rang-taille construit avec les données des villes boliviennes de plus de 10 000 habitants, et de confronter le système urbain à la loi rang-taille, il convient de faire quelques précisions sur ladite loi.

La loi de Zipf (1949), connue aussi comme la loi rang-taille, est une loi statistique selon laquelle la taille d'une ville (en nombre d'habitants) est inversement proportionnelle à son rang. Ainsi les villes sont rangées par rang *r* et par ordre de

[87] Voir l'étude empirique au niveau mondial faite par Moriconi-Ebrard (1993).
[88] Il existe aussi l'indice de Stewart (I_S) qui prend en compte les autres villes de rang inférieur (3, 4, 5… n), soit : $I_S = P_1 / (P_2 + P_3 + P_4 \ldots + P_n)$.

taille P. La population de la deuxième plus grande ville (r = 2) est égale à la moitié de la population de la ville la plus grande (r = 1), la population de la troisième plus grande ville (r = 3) est égale au tiers de la population de la ville la plus grande, et ainsi de suite. Cette loi indique une distribution des tailles de villes homogène et continue. Zipf (1949) utilise trois concepts théoriques qui sont à la base de ce qui, ultérieurement, sera connu comme la loi Zipf ou loi rang-taille[89]. Il admet la présence de deux forces rivales (forces de diversification et d'unification) et d'une force d'innovation pour mieux interpréter la répartition de la population et le schéma de la distribution. La répartition de la population est donc un arbitrage entre les forces d'unification et de diversification. Les forces d'unification conduisent à l'agrandissement de la ville alors que les forces de diversification créent plusieurs petites villes. On ne peut s'empêcher de penser ici à l'un des processus fondamentaux de la microéconomie urbaine actuelle qui repose sur l'arbitrage entre les forces d'agglomération et les forces de dispersion (Fujita et Thisse, 2000). Quant à la force d'innovation, Zipf affirme qu'elle se caractérise par une compétition permanente pour la réduction des coûts (de transport et du travail) et pour l'accroissement de la diversité des biens proposés.

Zipf interprète la relation entre le rang et la taille comme une relation linéaire entre les logarithmiques du rang et de la taille, où les villes sont rangées par rang r et par ordre de taille P décroissant suivent l'équation :

$$rP^q = K$$

r = rang
P = taille de la population d'une ville
q = ratio entre les forces de diversification et les forces d'unification
K = constante qui dénote la taille de la plus grande ville.

Il s'agit de la version la plus connue de la loi rang-taille (Schaffar, 2009 ; Knudsen, 2001), qui s'écrit aussi de la façon suivante :

$$r = K / P^q$$

En termes de logarithmes la relation Zipf est :

$$\log r = \log K - q \log P$$

[89] Pour une analyse plus descriptive de l'ouvrage de Zipf (1949) voir la thèse de Lalanne A., L'organisation hiérarchique du système urbain canadien : 1971-2001, (2010).

La loi rang-taille s'accomplit quand la valeur absolue de l'exposant q (le coefficient de la pente) est proche de 1. Ainsi :

- Si $|q| = 1$: la loi rang-taille s'accomplit. Les villes sont classées par rang (r) et par ordre décroissant (P).
- Si $|q| > 1$: la distribution du nombre des villes par taille est plus uniforme. Le classement des villes par taille est donc moins contrasté.
- Si $|q| < 1$: le classement des villes par taille est plus disparate, donnant lieu à un écart plus important entre les grandes et les petites villes.

Zipf (1949, page 139) montre graphiquement la distribution des tailles des villes australiennes. Pour cela, il s'inspire des données de 1921, et il tient compte des villes de 2 000 habitants et plus, ce qui fait un total de 256. La relation rang-taille est illustrée dans un graphique à doubles coordonnées logarithmiques, repris dans Feuerverger et Hall (1999).

La loi de Zipf ne fait que révéler une régularité statistique de la distribution des tailles de villes. De ce fait, les activités économiques, la distance et les interactions entre les villes sont des facteurs qui n'ont pas été pris en compte lors de l'étude de Zipf. Longtemps critiquée du fait de sa description « synthétique » de l'organisation territoriale (Cuenca et Kamal, 2008), ou simplement accusée pour son manque de fondements théoriques, la loi de Zipf reste un outil utile pour la description des hiérarchies urbaines.

Toutefois, il est nécessaire de souligner que le test de la loi rang-taille avait déjà fait l'objet de nombreuses études empiriques : par exemple, Pumain (1982) cite les travaux d'Auerbach (1913) qui analyse la concentration de la population allemande. Lotka (1924) travaille sur la représentation graphique de la population des villes à l'échelle logarithmique et bien d'autres auteurs[90] s'efforcent de travailler sur la loi rang-taille par la suite.

Il est vrai que la loi de Zipf est un outil important pour l'analyse de la structure hiérarchique des systèmes urbains, bien qu'elle ne prenne en considération ni la localisation des villes dans l'espace, ni leur fonction économique, ni l'interaction au sein du système des villes (Richardson, 1973).

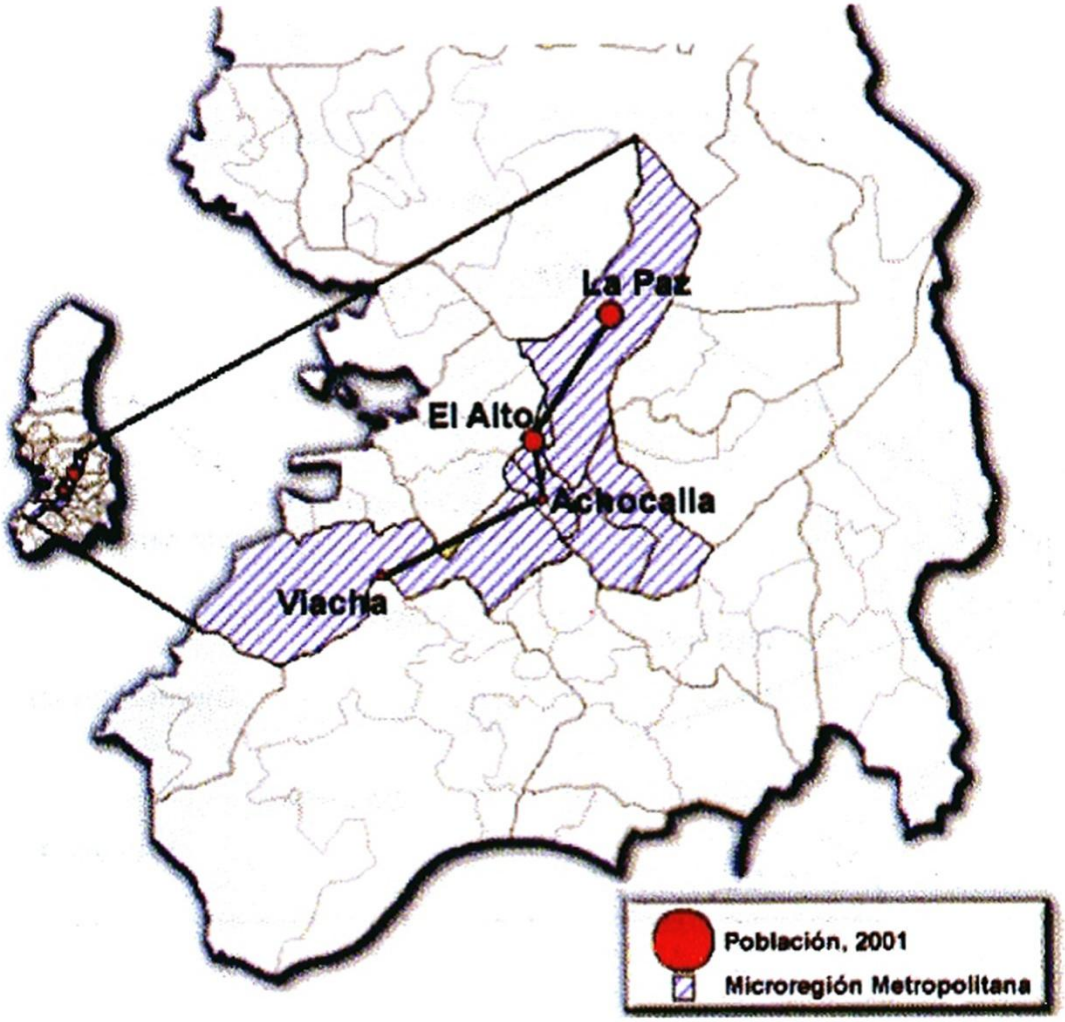
Mais regardons de plus près, à l'aide de la loi rang-taille la caractéristique du système des villes en Bolivie.

[90] Par exemple Dobkins et Ioannides, 2000.

3.1.2 Le système des villes

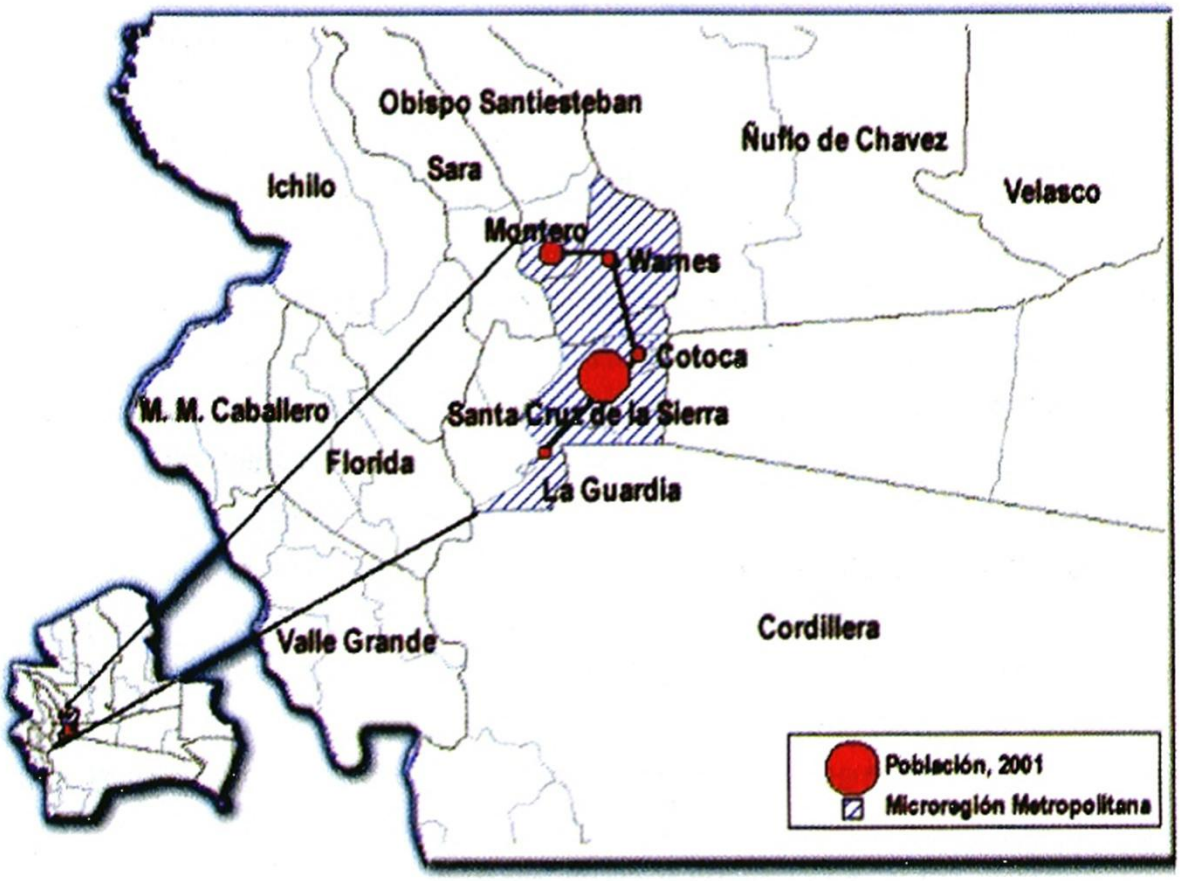
Il convient d'établir quelques précisions concernant les données que nous avons utilisées. Nous avons pris en compte les villes avec une population supérieure à 10 000 habitants (INE, 2010), car il s'agit d'un seuil significatif dans le contexte national, où une des plus petites unités administratives, à savoir la municipalité, acquiert ce statut dès qu'elle dépasse les 5 000 habitants. Notre analyse a été faite sur le principe de la surface urbanisée et l'étendue du bâti à l'intérieur des villes étudiées, et non pas sur la division administrative de la ville, nous travaillons ainsi avec le concept d'agglomération, qui est appliqué seulement aux trois plus grandes villes (*cf. Figures 3-1, 3-2, 3-3*).

Figure 3-1 : Étendu de la surface urbanisée de l'agglomération de La Paz



Source : Codepo-Ine, 2004.

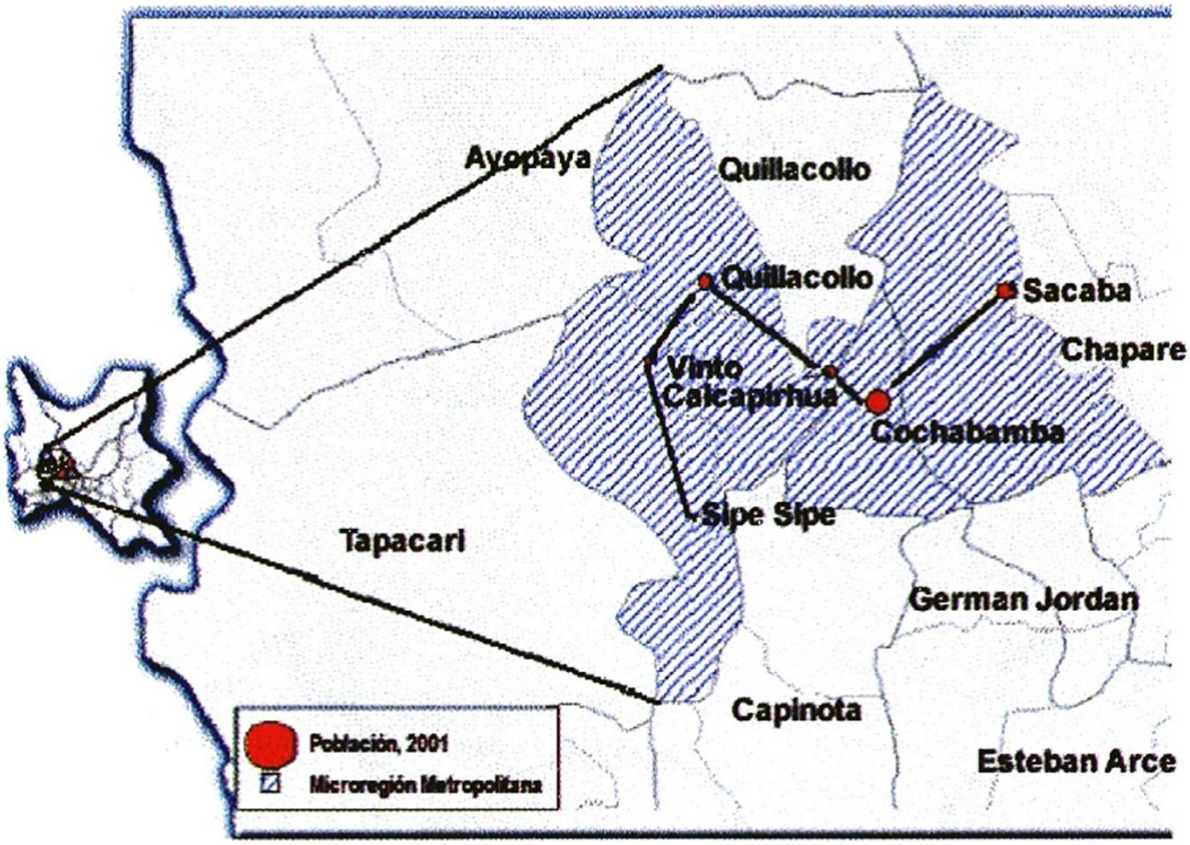
Figure 3-2 : Étendu de la surface urbanisée de l'agglomération de Santa Cruz



Source : Codepo-Ine, 2004.

Le terme agglomération, d'après notre conception de contiguïté de la surface urbanisée, correspond approximativement à l'esprit d'unités urbaines, selon la définition française. Notre définition ne prend pas en compte les flux.

Figure 3-3 : Étendu de la surface urbanisée de l'agglomération de Cochabamba



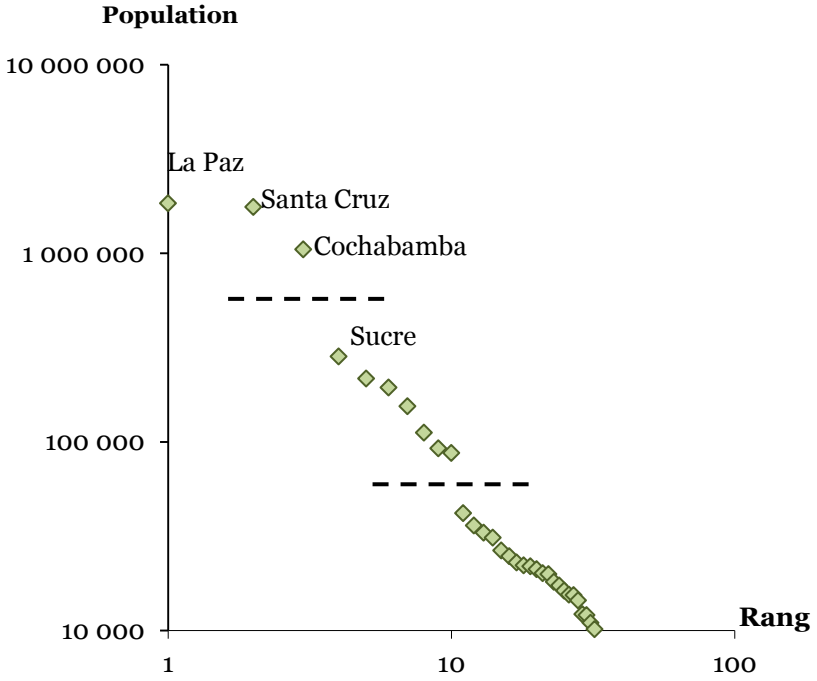
Source : Codepo-Ine, 2004.

Sur l'ensemble des villes boliviennes de plus de 10 000 habitants, soit au total 31 villes d'après notre classement, nous n'avons utilisé l'idée d'agglomération[91] qu'avec les trois principales villes qui sont en tête de liste du système urbain, à savoir les villes de La Paz, de Santa Cruz et de Cochabamba. Ensuite, pour le reste des villes, il s'agirait, d'après la division administrative, des villes capitales de département et des municipalités, dans le cas des plus petites. Mais afin d'éviter l'emploi des termes propres à la division administrative du territoire et dans l'idée d'argumenter l'importance et la spécificité des trois plus grandes villes au sein d'un système urbain, nous utilisons le terme générique de « villes ». Ce terme réunit donc les trois agglomérations ainsi que le reste des villes capitales de département et des municipalités de plus de 10 000 habitants en 2010 (*cf. Tableau 2.a, Annexe 2)*. Sur la base des fondements théoriques développés ci-dessus, nous avons appliqué la loi rang-taille et illustré le graphique à doubles coordonnées logarithmiques dans le cas des villes boliviennes. Il se trouve que les trois villes qui se placent en haut de la

[91] Soulignons que même si nous ne le traitons pas de façon ouverte, faute d'indicateurs suffisants pour soutenir notre idée, nous considérons implicitement qu'il existe une logique d'interaction économique parmi les municipalités qui intègrent l'agglomération.

hiérarchie urbaine ont des populations bien plus élevées que ne le prédirait la loi rang-taille (*Graphique 3-1)*.

Graphique 3-1 : Relation rang-taille dans les villes boliviennes de plus de 10 000 habitants, 2010



Source : INE, 2010, et Barillot-Castillo et Huriot, 2012.

En effet, l'ensemble des villes boliviennes semble être dominé par trois villes qui se placent en tête de liste. D'après le graphique rang-taille, il existe une première entorse à la loi rang-taille dans le haut de la hiérarchie. Les villes de La Paz, de Santa Cruz et de Cochabamba ont des populations bien plus élevées que ne le prédirait la loi rang-taille (Barillot-Castillo et Huriot, 2012). D'ailleurs, nous pouvons diviser les 31 plus grandes villes en trois grands groupes (*Graphique 3-1*). Le premier groupe correspond aux villes du tripôle : La Paz (1,84 million) – Santa Cruz (1,78 million) et Cochabamba (1,05 million) avec une première rupture entre la troisième et la quatrième ville, Sucre, ville de seulement 284 000 habitants. Le deuxième groupe comprend sept villes avec une population qui va de 284 000 habitants (Sucre, capitale du département de Chuquisaca) à 87 000 habitants (Riberalta dans le département de Beni). Finalement, le troisième groupe correspond à une fourchette qui va de 42 000 habitants (Cobija, dans le département de Pando) à 10 000 habitants (Uyuni, dans le département de Potosi).

Malgré l'importance démographique des trois plus grandes villes actuellement, force est de constater que la hiérarchie urbaine a évolué dans le temps et que depuis il y a eu des changements.

3.1.3 Une hiérarchie urbaine changeante

Le système des villes a évolué au cours du temps. En effet, La Paz, Santa Cruz et Cochabamba n'ont pas été depuis toujours à la tête de l'ensemble des villes. D'ailleurs, pendant longtemps, il y eut une ville primatiale qui centralisait la dynamique urbaine et économique.

Nous tenons à souligner qu'il est difficile d'avoir des séries longues homogènes sur les populations des villes boliviennes (*cf. Tableaux 4a et 4b, Annexe 4*). Les données des recensements ne sont exploitables qu'à partir de 1976. En ce qui concerne un passé lointain, nous ne disposons actuellement que de données clairsemées, ce qui rend un peu difficile notre comparaison dans le temps (Barillot-Castillo et Huriot, 2012).

Une étude historique de l'importance urbaine des villes[92] au cours des trois derniers siècles révèle que l'émergence du tripôle : La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, est relativement récente (*Tableau 3-1*).

Tableau 3-1 : Une hiérarchie urbaine changeante, 1820-2010

Année	1er rang (milliers d'hab.)	2e rang (milliers d'hab.)	3e rang (milliers d'hab.)
1820	Potosi (100)	La Paz (20) ou Cochabamba (*n.d.*)	Sucre (15) Cochabamba (*n.d.*)
1900	La Paz (55)	Cochabamba (22)	Potosi (21) /Sucre (21)
1950	La Paz (321)	Cochabamba (81)	Oruro (63)
2001	La Paz (1 477)	Santa Cruz (1 245)	Cochabamba (767)
2010	La Paz (1 843)	Santa Cruz (1 781)	Cochabamba (1 050)

Source : INE, www.populstat.info.

[92] Dans le cas de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba nous appliquons la notion d'agglomération (*cf. 3.1.2, Chapitre 3*).

En effet, en 1820 Potosi occupa le premier rang puisqu'elle était la ville la plus peuplée, environ cent milliers d'habitants. N'oublions pas que cette importance est historique et date de l'époque de la colonisation des Espagnols et de leur quête de minerais à Potosi depuis le XVIe siècle. La Paz occupait le deuxième rang de plus grande ville avec plus ou moins vingt milliers d'habitants suivi de Cochabamba et de Sucre. Ceci dit, La Paz était devenue le lieu de passage et d'arrêt principal au moment de transporter les minerais extraits en brut vers les ports à proximité. De même, Cochabamba avait acquis de l'importance puisqu'elle était le grenier qui ravitaillait les activités minières (*cf. Chapitre 2*).

Ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle que La Paz occupa le premier rang par nombre d'habitants, cinquante-cinq milliers, suivi de Cochabamba qui gardait plus ou moins la même quantité d'habitants qu'en 1820. Par contre, Potosi passa du premier rang au troisième avec quelques vingt-et-un milliers d'habitants, autrement dit, il semblerait qu'il y eut une redistribution de la population, et que quatre cinquièmes de la population qui résidait à Potosi en 1820 est partie s'installer ailleurs, probablement à La Paz. Ceci dit, cette période coïncide avec la fin de la période du cycle de l'argent (*cf. 2.1.1.1 et 2.1.1.3, Chapitre 2*) et l'émergence d'Oruro en tant que nouveau centre économique, qui prit le relais avec le cycle de l'étain (*cf. Chapitre 2*).

Depuis le début du XXe siècle, la ville de La Paz a occupé le premier rang par nombre d'habitants. Cet événement n'est pas un hasard, bien au contraire ceci coïncide avec sa localisation géographique stratégique dans l'acheminement des minerais vers les ports à proximité et avec le changement de statut de La Paz qui est devenue le siège du gouvernement en 1899, ce qui lui confère une importance historique. Depuis, La Paz est devenue la capitale « politique » du pays et elle a gardé son importance urbaine.

C'est au niveau du deuxième et du troisième rang qu'il y eut des changements. En effet, jusqu'en 1950 la ville de Cochabamba occupait le deuxième rang suivi soit de Potosi, soit d'Oruro, c'est-à-dire suivie des villes importantes de par leur proximité avec de richesses minières, pour ensuite devenir troisième dans la hiérarchie urbaine en 2001.

Quant à Santa Cruz, cette ville enregistre une forte concentration urbaine qui concurrence celle de La Paz à partir du début du XXIe siècle. Ceci s'explique par toutes les politiques dirigées en faveur de la consolidation de ce nouveau centre économique, qui ont commencé dès 1920 (*cf. 2.1.2.3, Chapitre 2*), suite à la découverte des gisements de pétrole, et qui se sont approfondies avec les réformes que la révolution de 1952 apporta. Depuis Santa Cruz n'a pas cessé de s'accroître en termes économiques et démographiques.

Nous constatons que les villes de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba n'ont pas toujours été en tête de la hiérarchie urbaine, comme c'est le cas depuis 2001. La Paz a une importance historique du fait de son statut de siège du gouvernement.

Cochabamba est longtemps restée comme la deuxième plus grande ville et Santa Cruz ne suit de près La Paz qu'à partir de 2001. Mais à partir de quand est-ce qu'on peut réellement identifier l'importance urbaine du tripôle ? Le *Tableau 3-2* résume l'évolution de la population des trois plus grandes villes, de la population urbaine en général et celle de la population nationale, urbaine et rurale confondue, de 1900 à 2010.

Tableau 3-2 : Évolution des populations des trois villes dominantes, 1900-2010 (en milliers)

Villes	1900	1950	1976***	1992***	2001***	2010****
La Paz	55*	321*	645	1 138	1 477	1 843
Santa Cruz	16*	43*	294	786	1 245	1 781
Cochabamba	22*	81**	237	528	767	1 050
Tripôle urbain	93	445	1 176	2 452	3 489	4 674
Pop. urbaine	228	709	1 926	3 695	5 166	6 922
Bolivie	**1 603**	**2 704**	**4 613**	**6 421**	**8 274**	**10 426**

** Blanes, 2006 ; UN, 2010*

*** http://countrystudies.us/bolivia*

**** données des recensements, INE, 2004. Pour 2010, estimations.*

***** INE, 2010.*

Ainsi, sous la contrainte de la disponibilité des données statistiques, nous avons dû faire appel à différentes sources, notamment pour l'année 1950, afin d'étudier l'évolution des populations des trois « villes » dominantes. Pour les années 1976, 1992, 2001 et 2010 nous avons travaillé sur les données des trois derniers recensements ainsi que sur les estimations de population faites pour 2010 par l'Institut National des Statistiques de Bolivie (INE, 2004), (INE, 2010). Nous avons également calculé leurs taux de croissance annuels moyens, TCAM, pour les différentes périodes (*Tableau 3-3*), afin d'avoir un aperçu sur l'évolution des populations des trois villes dominantes.

En termes de croissance, depuis 1950, la population bolivienne s'est accrue à un taux annuel moyen compris entre 2% et 3% (*Tableau 3-3*), cet accroissement de la population est légèrement plus élevé dans les 20 dernières années. La population urbaine a également enregistré une croissance supérieure à 3% depuis 1950, et entre 1976 et 1992 la population urbaine enregistre son plus haut niveau de croissance, 4,2%. Il est fort probable que cet accroissement s'explique par les politiques de colonisation en faveur de l'Est, principalement de Santa Cruz. En effet, pendant cette période l'État n'a pas cessé d'inciter au niveau national comme international le repeuplement de Santa Cruz.

Ainsi, au cours de la période 1950-2010, la ville de Santa Cruz enregistre une croissance plus prononcée que celle des villes de La Paz et de Cochabamba, soit 6,4% contre 3% ou 4,4% respectivement. Cette croissance atteint son niveau le plus haut pendant la période 1950-1976, 7,7%, ce qui coïncide avec la consolidation de Santa Cruz grâce aux politiques ciblées en sa faveur (*Tableau 3-3*).

Tableau 3-3 : Taux de croissance annuel moyen des populations des trois villes dominantes, 1900-2010

Villes	TCAM 1900-1950	TCAM 1950-1976	TCAM 1976-1992	TCAM 1992-2001	TCAM 2001-2010	TCAM 1950-2010	TCAM 1900-2010
La Paz	3,6 %	2,7 %	3,6 %	2,9 %	2,5 %	3,0 %	3,2 %
Santa Cruz	2,0 %	7,7 %	6,3 %	5,2 %	4,1 %	6,4 %	4,4 %
Cochabamba	2,6 %	4,2 %	5,1 %	4,2 %	3,6 %	4,4 %	3,6 %
Tripôle urbain	3,2 %	3,8 %	4,7 %	4,0 %	3,3 %	4,0 %	3,6 %
Pop. urbaine	2,3 %	3,9 %	4,2 %	3,8 %	3,3 %	3,9 %	3,2 %
Bolivie	**1,1** %	**2,1** %	**2,1** %	**2,9** %	**2,6** %	**2,3** %	**1,7** %

TCAM : taux de croissance annuel moyen (%), Barillot-Castillo et Huriot, 2011.
** Blanes, 2006; UN, 2010*
*** http://countrystudies.us/bolivia*
**** données des recensements, INE, 2004. Pour 2010, estimations.*
***** INE, 2010.*

Nous attirons l'attention sur la croissance progressive de Santa Cruz au cours du dernier demi-siècle. En 1950 (*Tableau 3-2*), la capitale politique bolivienne, La Paz, regroupait environ 321 000 habitants alors que Santa Cruz pour la même année enregistrait qu'à peine 43 000 habitants, soit moins d'un huitième de la population de La Paz, et presque la moitié de la population résidant à Cochabamba. En 1976, d'après les données du recensement, Santa Cruz avait déjà dépassé la population de Cochabamba et réunissait presque la moitié de celle de La Paz. Depuis, la ville de Santa Cruz n'a pas cessé d'augmenter en termes démographiques, avec une croissance de 5% pour la période 1976-1992, et de 4,2% entre 1992 et 2001. Nous sommes en présence d'une expansion urbaine progressive en faveur de Santa Cruz. Bien évidemment, cette explosion démographique s'est stabilisée au cours du temps, mais la croissance urbaine à Santa Cruz reste quand même au-dessus de la moyenne nationale et de la moyenne urbaine (*Tableau 3-3*). Globalement dans la période 1950-2010, la population de l'agglomération de La Paz s'est multipliée par 5,7, celle de Cochabamba par 13 et celle de Santa Cruz par 41 ! Voilà un argument qui confirme l'émergence et la consolidation de Santa Cruz en tant que nouveau centre urbain et économique au cours du dernier demi-siècle (*cf. Chapitre 4*).

De ce fait, lorsque nous considérons les trois plus grandes villes nous sommes devant le fait indéniable d'une domination de type tripolaire du système urbain. En 2010, le tripôle concentre 4 674 000 habitants, autrement dit 44,8% de la population totale, ou deux tiers de la population urbaine bolivienne, soit 67,5% (INE, 2010).

Une fois mise en évidence l'importance urbaine du tripôle, nous nous intéressons à l'emploi. Quelle est la part du tripôle dans la concentration des emplois ? Dans quels secteurs ? Y a-t-il une évolution au cours du temps dans la concentration d'emplois du tripôle ?

3.2 L'emploi

L'emploi en Bolivie est fortement localisé dans les plus grandes villes. Ainsi, en 2001, les dix plus grandes villes concentrent 56,8% de l'emploi national, et les villes de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba ont à elles trois 45,8% du total national. Ceci dit, il n'est pas étonnant que les trois plus grandes villes polarisent la concentration d'emplois, compte tenu de leur taille démographique et du fait qu'il s'agit des villes d'un pays en développement, qui se caractérisent en règle générale par une forte concentration de la population et de l'emploi. Mais au-delà de ce constat, il nous semble essentiel d'approfondir notre analyse autour des quelques caractéristiques propres à l'emploi au niveau du système urbain voire au niveau de la spécialisation relative. À commencer par la question de l'évolution de la part de l'emploi bolivien des plus grandes villes et plus particulièrement du tripôle. En termes de croissance annuelle pour la période 1992-2001, quelles sont les villes qui enregistrent des taux de croissance au-dessus de la moyenne nationale ? Comment l'expliquer ? D'une façon plus générale, Quels sont les secteurs les plus porteurs d'emplois au sein des villes et notamment au sein du tripôle urbain ?

À la lumière des données, notre objectif est d'avoir une approche chiffrée de l'évolution du tripôle au sein du système urbain bolivien, des deux dernières décennies, et d'étudier également ce qui s'est passé en dehors du tripôle.

Cette section vise à caractériser la part du tripôle et des dix plus grandes villes[93] dans l'emploi total, ainsi que la croissance sectorielle de l'emploi au sein du tripôle et des plus grandes villes, entre 1992 et 2001. De même, nous essayons d'identifier les spécialisations relatives des trois principales villes, et des dix plus

[93] Nous pensons que le seuil de 10 000 habitants est significatif pour classer les villes boliviennes par taille. Ainsi, au-dessus de ce seuil, nous considérons qu'il s'agit des grandes villes.

grandes villes en général afin de les caractériser en termes d'emplois. Pour ce faire, nous utilisons la base des données statistiques publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie, l'INE (2005), suite aux deux derniers recensements à l'échelle nationale en 1992 et en 2001.

Avant d'aller plus loin, il convient de faire le point sur la spécialisation relative. D'autant plus qu'il s'agit d'un concept auquel nous ferons appel au cours de notre recherche.

3.2.1 Les indices de Spécialisation et de concentration

Lorsque nous analysons un territoire et que nous cherchons à dévoiler sa spécificité par rapport à d'autres territoires, ou son importance par rapport au total national, il faut prendre en compte plusieurs facteurs. Dans cet esprit, il y a eu nombre des courants qui ont vu le jour. Prenons comme exemple le courant de la « Localisation » représenté par P. Sargant Florence, créateur du quotient de localisation (Isard, 1967 ; Aydalot, 1985 ; Lajugie, 1985). Ainsi, nous essayons de quantifier cette différence en termes d'emplois au sein des villes boliviennes et leur spécialisation relative par rapport au total national.

Toutefois, trouver un indice qui tienne compte des facteurs exogènes et endogènes d'une concentration spatiale quelconque, et qui soit le plus indiqué dans le contexte bolivien, nous semble un peu difficile. D'ailleurs, pour Combes *et al.*, 2006, la mesure de la concentration spatiale doit réunir les propriétés suivantes :

P-1 : … « être comparable entre secteurs ».

Étant donné que l'analyse se fait le plus souvent au niveau sectoriel, ici il s'agit de comparer le niveau de concentration d'un secteur X face à un secteur Y. Pour cela, il faut faire attention à la répartition de la production entre établissements qui appartiennent à une même branche et la contrainte qui peut naître sur la possibilité de fragmenter la production dans différents lieux. Cela pourrait jouer sur la distribution spatiale des activités.

P-2 : … « être comparable entre zones géographiques ».

Cette deuxième propriété évoque le fait de pouvoir comparer le degré de concentration spatiale à différentes échelles. Par exemple entre pays, ou entre régions avec les échelles inférieures, à l'occurrence à un niveau *infrarégional*.

P-3 : … « être insensible à un changement de définition des unités spatiales ».

Le problème se pose lorsqu'on évalue le niveau de sensibilité de l'indice pris en compte face aux changements comme par exemple lors d'une nouvelle nomenclature ou d'une nouvelle division spatiale administrative. Un changement dans la définition des unités spatiales peut entraîner une forte redistribution de l'activité à l'intérieur des dites unités donnant lieu ainsi à la modification de la mesure de concentration, alors que les localisations des entreprises restent inchangées. En d'autres mots, la valeur de l'indice en question devrait être sensible aux changements susceptibles de se produire dans les unités spatiales.

P-4 : … « être insensible à un changement de définition des secteurs ».

Ainsi que tout changement dans le découpage géographique est partiellement arbitraire, une nomenclature sectorielle a le même risque avec les différents types d'activités économiques. Dans ce cas, il convient de prendre en compte la proximité technologique entre secteurs pour éviter toute erreur.

P-5 : … « être effectuée par rapport à une référence clairement établie ».

Pour citer un exemple, il peut s'agir d'une référence telle que la distribution uniforme des activités. D'après Combes et Al (2006), quoique très peu pratiqué, l'idéal serait de définir une concentration de référence à l'aide d'une théorie économique donnée.

Finalement, Combes et Al (2006) citent une dernière propriété qu'un indice idéal devrait satisfaire :

P-6 : … « permettre de déterminer si des différences significatives par rapport à la référence ou entre deux situations (zones, périodes ou secteurs) existent ».

En d'autres termes, c'est grâce à de tels tests statistiques qu'on peut évaluer le niveau de concentration, fort ou faible, d'une activité en question, et ainsi évaluer le panorama à être étudiée.

En somme, nous constatons qu'il est peu probable de trouver un indice « idéal » qui remplisse toutes les conditions dénombrées ci-dessus (Combes *et al.*, 2006). De plus, quant aux régressions économétriques expliquant les niveaux de concentration spatiale, bien qu'en apparence attrayantes, elles restent assez distantes avec les modèles d'économie géographique. En effet, malgré la prise en compte des caractéristiques des secteurs, ou de l'existence des interactions qui existent entre les différentes zones, ou tout simplement dans cette idée d'intégrer le plus possible des variables dans le modèle en question, il y aura toujours le problème de l'interprétation qui ne peut être résolu que partiellement (Combes *et al.*, 2006).

Quoi qu'il en soit, le besoin d'un test statistique qui permette de comparer le contenu entre unités spatiales est évident. Ainsi, sans viser l'exhaustivité, et n'ayant aucune prétention de résoudre les problèmes qui posent les indices, car il y en a une multitude et aucune n'est la définition correcte et indiscutable, nous avons jugé utile d'évoquer la définition du quotient de localisation. Soulignons que cet indice appartient à la famille des indices relatifs et non absolus. D'ailleurs, les *mesures relatives*, à savoir l'indice de Gini ou l'indice de Krugman, tendent à donner plus de poids aux régions/industries petites. Tandis que les *mesures absolues*, comme par exemple l'indice de Herfindahl (Houdebine, 1999), favorisent les régions/secteurs plus grandes. C'est pourquoi nous favorisons l'emploi du quotient de localisation, c'est-à-dire de cette mesure relative.

3.2.1.1 Le quotient de localisation : avantages…

Dans cette logique, la science régionale a emprunté des indicateurs à d'autres champs. Parmi ces outils, il y en a un qui a été extrêmement utilisé : le *quotient de localisation*, qui est connu aussi sous d'autres noms[94]. À titre d'exemple, on cite le U.S. National Ressources Planning Board aux États-Unis qui publie dès 1940 un tableau des quotients de localisation de toutes les activités industrielles en utilisant comme base le nombre des salariés employés dans l'ensemble des branches (Isard, 1967).

Le *quotient de localisation* a l'avantage d'être applicable aussi bien pour une ville que pour une région ou tout autre espace. Son calcul ne nécessite pas une information et un traitement statistiques très lourds. Il donne la possibilité de comparer le poids d'une ville (région) dans une activité avec son poids par rapport à un agrégat général ou en reprenant les mots d'Isard (1967) : comparée à certaines « grandeurs nationales ». Grâce à son caractère descriptif, il donne une image du contenu.

Autrement dit, l'utilisation du *quotient de localisation* en tant qu'indicateur *descriptif* semble être très pertinente dans l'étude de la spécialisation relative de la polarisation territoriale bolivienne. Grâce au principe élémentaire du *quotient de localisation* et son attribut de facilité de calcul, ce quotient peut être appliqué à des nombreuses variables, l'emploi étant la variable la plus utilisée. On peut aussi

[94] Le *quotient de localisation* est connu aussi comme *l'indice de spécificité sectorielle* (Hecquet, 2004), *coefficient de localisation* (Isard, 1967), *indice de concentration relative* (Lamelin, 2007) et même comme le *quotient de localisation de Gini*. D'ailleurs, le *quotient de localisation* trouve ses origines dans *l'indice de spécificité* cité par Vate, 1983, qui permet de repérer par exemple la région en Bolivie la plus spécifiquement minière, sans que cela réponde forcement au degré de localisation des productions ni au degré de spécialisations des régions.

l'appliquer pour les variables de la valeur ajoutée, la masse salariale, la productivité, etc. (Lajugie *et al.*, 1985).

3.2.1.2 … et inconvénients

Malheureusement, ce quotient, comme n'importe quel autre indice, a des points « faibles ». Par exemple, le fait qu'il ignore la variable distance. De plus, « *Le quotient en lui-même n'indique que la structure relative d'un espace donné rapporté à un espace référentiel* » (Lajugie *et al.*, 1985). Bien évidemment, la méthode est contestable dans la mesure où elle considère comme « *semblables les structures de demande locale et nationale… dans son application à l'emploi, elle implique des niveaux égaux de productivité dans l'espace* » (Camagni, 1992), autrement dit, comme si tous les lieux de concentration étaient homogènes. En plus, on n'a aucune référence sur la *localisation interne* dans la ville (*région*), *« ni sur les problèmes de fonctionnement de cette activité i dans la* (ville) *région* j *»* (Lajugie *et al.*, 1985).

3.2.1.3 Le quotient de localisation : formulation

Bref, tout en gardant l'idée qu'il n'existe pas un indice « idéal » nous utiliserons le quotient de localisation comme instrument qui nous permet d'avoir un *« ordre de grandeur de l'importance des différentes activités urbaines »* et qui en quelque sorte nous fournit un instrument de mesure des spécialisations relatives des territoires.

Ainsi : *« Pour chaque espace* (agglomération/ville)*, on établit le rapport entre l'emploi relatif à une activité « i » et l'emploi total. On établit le même rapport au niveau national »* (Aydalot, 1985). Plus simplement, on définira le *quotient de localisation* comme l'instrument statistique qui mesure le degré de *« surreprésentation » ou « sous-représentation » relative d'une activité i par rapport à l'ensemble du territoire*. Le *quotient de localisation* est une mesure de l'importance relative de l'emploi d'une branche d'activité dans une ville ou une région (Lamelin, 2007).

Il s'écrit :

$$Q_{ij} = \frac{L_{ij}/L_j}{L_i/L}$$

Où :

L_{ij} = Niveau d'emploi dans l'industrie (activité) i (i = 1, 2, ... , n) de la ville (région) j (j = 1, 2, ... , m)
$L_j = \sum_i L_{ij} =$ Emploi total de la ville (région) j

$L_i = \sum_j L_{ij} =$ Emploi dans l'activité i de la nation

$L = \sum_i \sum_j L_{ij}$ = Emploi total national

Le *quotient de localisation* enregistre des résultats compris entre 0 et ∞. C'est une indication précise qui permet de chiffrer et décrire une situation relative d'un espace (ville/région) de concentration et qui d'ailleurs facilite la tâche de comparaison entre villes (régions), et activités, indirectement, par rapport à une échelle supérieure. Cependant, le fait de n'avoir pas un seuil maximum de référence pose un « petit souci », car cela implique qu'il n'existe pas un chiffre « plafond ».

Le chiffre 1 est le seuil de référence pour l'interprétation du *quotient de localisation*.

Si $Q_L = 1$ l'activité i a relativement la même importance au niveau de la ville (région) qu'au plan de la nation

Si $Q_L > 1$ l'activité i a relativement une importance plus grande au niveau de la ville (région) que par rapport à l'ensemble du pays.

Si $Q_L < 1$ l'activité i a relativement une place moins importante au niveau de la ville (région) qu'au niveau national.

En fait, on considère souvent un seuil plus élevé que 1 pour isoler des spécialisations relatives significatives compte tenu notamment des marges d'erreurs statistiques.

De plus, le *quotient de localisation* donne naissance aux coefficients de localisation (concentration) et de spécialisation, et tous les deux sont complémentaires. Plus concrètement, il s'agit d'un *coefficient de localisation d'une activité* et du *coefficient de spécialisation d'une région* (Lajugie *et al.,* 1985). Dans le premier cas, on fait référence au niveau de concentration d'une industrie i dans une ville j tout en le rapportant à la tendance générale de la concentration de toutes les

industries confondues. Dans le cas du niveau de spécialisation d'une ville (région) *i*, il s'agit de la comparer par rapport à la tendance générale de spécialisation de l'ensemble des villes (régions).

Il s'écrit :

$$Q_{ij} = \frac{L_{ij}/L_j}{L_i/L} = \frac{L_{ij}/L_i}{L_j/L}$$

Où :

L_{ij} : Niveau d'emploi dans l'industrie (activité) I (i = 1, 2, ... , n) de la ville (région) j (j = 1, 2, ... , m)
L_j : Emploi total de la ville (région) j
L_i : Emploi L dans l'activité i au niveau national
L : Emploi total à l'échelle nationale

La formule formalise par ordre de présentation, les coefficients de spécialisation et de concentration. Remarquons que même s'il s'agit de deux concepts symétriques et complémentaires, ils ont des valeurs maximales différentes. De plus, le coefficient de spécialisation dépend, c'est à dire il a comme dénominateur : la part de l'activité i dans l'emploi national, tandis que le coefficient de concentration a comme dénominateur : la part de l'emploi dans la ville (région) j rapporté à l'emploi total. Alors, dans le premier cas il s'agit du *coefficient de localisation d'une activité*, car le référent c'est l'activité économique (industrie) et dans le deuxième cas on présente *coefficient de spécialisation d'une région*, en soulignant l'importance de la ville (région).

Ceci dit, dans notre travail de recherche nous cherchons l'adaptabilité des résultats obtenus au contexte étudié. Ainsi, notre intention se résume à établir des barèmes et des seuils d'analyse du *quotient de localisation*, tout en prenant en compte que ce quotient décrit seulement un aspect de la réalité et doit être interprété strictement dans sa signification *relative*. En effet, il est possible d'avoir pour une activité donné un QL très élevé sur un territoire même si la part de ce territoire dans l'activité nationale du secteur est peu significative. C'est pourquoi à chaque fois que nous faisons appel au quotient nous retiendrons également l'importance relative des activités dans la région L_{ij}/L_i par rapport au total d'emplois dans ce secteur.

3.2.2 Précisions sur la base des données de l'emploi

Mais avant d'entrer dans l'analyse des données de l'emploi, rappelons que l'économie informelle en Bolivie est estimée à 67% du PNB bolivien pour 1999-2000 (Schneider, 2002), la plus grande proportion du PNB parmi 18 pays d'Amérique Latine. D'ailleurs, lorsqu'on parle de l'emploi en Bolivie, il est inévitable de parler de la micro et de la petite entreprise qui regroupent, la plupart du temps, des travailleurs qui ont un lien de parenté, qui la plupart du temps ne perçoivent pas un salaire ou qui parfois ne sont même pas déclarés afin de garder quelques avantages que l'État octroie aux petites et micro entreprises. Mais malgré le rôle important de la micro et de la petite entreprise dans le marché de travail bolivien, à ce jour, il n'existe pas un classement précis sur le nombre des mêmes, et il y a seulement des estimations (*cf. Tableau 3a, 3b, Annexe 3*).

Quant à l'emploi informel sur le total d'emplois regroupés dans la catégorie de la population économiquement active (PEA[95]), d'après les estimations faites par l'INE en 2003 et en 2004[96], il est passé de 61% à 65% (Mendez, 2005) et de nos jours il est évalué à près de 70% (Morales, 2011[97]). Malgré l'importance du secteur informel dans les grandes villes (Daniels, 2004) boliviennes, à ce jour il n'existe que des estimations faites au niveau national (Martinez Cué, 2009) ou des évaluations faites sur l'impact de la crise internationale sur le secteur informel bolivien (Baldivia, 2008), mais rien de précis à l'échelle des villes. Le secteur informel en Bolivie atteint l'emploi urbain dans le secteur des services tertiaires qui demandent une main-d'œuvre peu qualifiée. Cela concerne notamment le secteur du commerce, avec la prolifération des petits commerçants parsemés dans toute la ville, et parfois la micro et la petite entreprise qui sont pour la plupart des entreprises familiales (*Tableau 3a, 3b, Annexe 3*).

Actuellement, le secteur public fait des efforts à l'échelon des villes pour tenter de quantifier l'ampleur du secteur informel commercial. Malheureusement, nous ne disposons pas encore d'une base précise à ce sujet. En conséquence, notre analyse sur la structure de l'emploi ne concerne que la base des données de l'emploi formel dont nous disposons, au risque de restreindre notre interprétation des faits. Malgré cette contrainte, nous avons fait le choix d'essayer de tirer au moins dans les grandes lignes une idée générale de l'emploi dans le système urbain.

Quant aux données de l'emploi publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie, nous les avons traduites et adaptées à la Nomenclature d'Activités

---

[95] La population économiquement active regroupe dans la même catégorie tous ceux qui travaillent (PO : population occupée) et tous ceux qui ne travaillent pas au moment de l'enquête, mais qui ont travaillé peu de temps avant l'enquête (PD : population au chômage).
[96] Ces estimations de l'INE ont été faites sur la base des deux dernières enquêtes dénommées MECOVI, sigle qui en espagnol correspond à « l'évaluation des conditions de vie ».
[97] Cette estimation a été évoquée lors d'une discussion avec le Professeur Juan-Antonio Morales, ex-directeur de la Banque Centrale de Bolivie, au cours du colloque de l'Association d'Études Boliviens en juin 2011, à Sucre.

Française, NAF, révision 1, niveau 31 - Liste des sous-sections[98] (*cf. Tableau 5a, Annexe 5*).

Notre analyse est fortement conditionnée par la disponibilité des données sur l'emploi. Quant à la désagrégation de ces dernières au niveau des municipalités, nous ne disposons que des données publiées lors de deux derniers recensements de la population, c'est-à-dire en 1992 et en 2001. Ceci nous a permis de continuer notre analyse tout en restant dans la notion d'agglomérations appliquées aux trois plus grandes villes, La Paz, Santa Cruz et Cochabamba.

Nous disposons aussi des dernières données sur l'emploi en 2009 (*cf. 3.2.4, Chapitre 3*), mais seulement à l'échelle des « villes capitales de département », soit au total neuf, une par département (INE, 2011)[99]. Administrativement parlant, la ville capitale de département coïncide avec la principale municipalité du département, c'est pourquoi lorsque nous utilisons les données de 2009 nous gardons la nomenclature administrative, c'est-à-dire le terme « municipalité ».

Mais avant d'aller plus loin, nous devons signaler deux points :

i) Notre analyse prend en compte les données de la population qui travaillait au moment du recensement, l'INE les classe sous la catégorie de *poblacion ocupada*[100] et nous l'avons traduit comme « population active ». Soulignons qu'il ne s'agit pas de la catégorie de la population économiquement active, PEA. Cette dernière comptabilise la population qui travaille au moment de l'enquête et celle qui est au chômage à ce moment, mais qui avait travaillé peu de temps avant l'enquête (*cf. note de bas de page*). Or, la base de données sur l'emploi, la plus complète dont nous disposons, concerne la population qui travaillait au moment de l'enquête (*cf. Tableaux 6a, 6b, 6c et 6d, Annexe 6*).

ii) Il est important de noter que les données de l'emploi publiées par l'INE sont classées par lieu de résidence et non pas par lieu de travail.

Une fois établies les spécifications des données que nous utilisons lors de cette section nous pouvons aborder l'analyse des données de l'emploi d'après les deux derniers recensements.

---

[98] www.insee.fr

[99] Les données à l'échelle des villes capitales, terme administratif pour désigner la principale municipalité du département, ont été publiées par le Ministère de l'Emploi, *Ministerio de Trabajo, empleo y prevision social*, et par l'INE, 2011.

[100] Le classement d'emploi de l'INE se divise en : Population totale (PT) = Population en âge de travailler (PET) + Population en âge de ne pas travailler (PENT) ; PET = Population Économiquement Active (PEA) + Population Économiquement Inactive (PEI) ; PEA = Population Occupée (PO) + Population au chômage (PD) ; PD = Population au chômage qui a cessé de travailler (PDC) + Population au chômage qui aspire à travailler (PDASP).
PEI = Population économiquement inactive de façon Temporelle (PEIT) + Population Économiquement Inactive de façon Permanente (PEIP).

3.2.3 Villes et emploi

Les trois plus grandes villes concentrent non seulement une grande part de la population, mais aussi une part élevée de l'emploi bolivien. D'ailleurs, lorsque nous comparons les données de 1992 et 2001, La Paz, Santa Cruz et Cochabamba ont une part croissante dans l'emploi total. Nous constatons également que de par leur statut de « villes », l'emploi se concentre principalement dans le secteur des services et en moindre degré dans l'industrie. Dans le cas des trois plus grandes villes étudiées séparément, il y a une spécialisation relative élevée dans le secteur des services spécialisés, notamment dans le cas de La Paz, en tant que siège de gouvernement, suivie de la ville de Santa Cruz et en moindre degré de la ville de Cochabamba.

Le *Tableau 3-4* retrace l'évolution des villes en termes de population et d'emplois pour les deux derniers recensements : 1992 et 2001. En 2001, le tripôle à lui seul concentre près de la moitié, 45,8%, du total des emplois au niveau national et 42,2% de la population totale. La part du tripôle se renforce entre les deux années censitaires, ainsi il semblerait qu'il se consolide en termes de population et d'emplois. Sinon, l'ensemble des villes de plus de 10 000 habitants, 31 au total (*cf. Tableau 2-a, Annexe 2*), concentrent 62% de la population bolivienne et 72% de l'emploi national.

Tableau 3-4 : Part de la population et de l'emploi dans les principales villes*, 1992 et 2001

Villes	1992		2001	
	Part de la population bolivienne	Part de l'emploi bolivien	Part de la population bolivienne	Part de l'emploi bolivien
La Paz	17,7 %	16,8 %	17,8 %	18,6 %
Santa Cruz	12,2 %	13,0 %	15,1 %	17,2 %
Cochabamba	8,2 %	8,7 %	9,3 %	10,0 %
Tripôle urbain	38,2 %	38,5 %	42,2 %	45,8 %
10 Principales villes.	48,4 %	48,1 %	52,7 %	56,8 %
Toutes les villes**	57,5 %	*n.d.*	62,4 %	72,0 %

**Nous utilisons ce terme dans un sens général et tout en tenant compte du fait que le regroupement sous forme d'agglomération ne concerne que les trois plus grandes villes, c'est-à-dire le tripôle urbain.*

***Dans cette catégorie nous regroupons l'ensemble des villes c'est-à-dire les « aires urbaines » terme qui, d'après l'INE, inclut toutes les concentrations urbaines de plus de 2 000 habitants. L'idée est de montrer l'importance des dix principales villes par rapport à l'ensemble des villes.*

Source : INE et al., 2005.

À l'intérieur du tripôle urbain, en 2001, la ville de La Paz est en tête de liste avec près d'un cinquième des emplois boliviens, 18,6%, suivie de près de Santa Cruz, 17,2% et de Cochabamba avec 10% du total.

La croissance entre ces deux années démontre également un renforcement dans la position des trois plus grandes villes en termes d'emplois. Le tripôle urbain enregistre une croissance de 4,4% entre 1992 et 2001, ce qui est presque deux fois plus que la croissance nationale, qui était de 2,3% pour la même période (*cf. Tableau 3-5*). À l'intérieur du tripôle urbain, la croissance annuelle moyenne est différenciée selon la ville. Par exemple, Santa Cruz enregistre une croissance prononcée pour cette période, 5,6%, alors que Cochabamba s'accroit de 3,9%, et La Paz de 3,5%.

Tableau 3-5 : Villes et emploi, 1992-2001

Villes	1992*	TCAM 92-01**	2001*
La Paz	16,8	3,5	18,6
Santa Cruz	13,0	5,6	17,2
Cochabamba	8,7	3,9	10,0
Tripôle urbain	38,5	4,4	45,8
10Principales villes	48,1	4,3	56,8
Bolivie	**100**	**2,3**	**100**

** Parts des villes dans l'emploi bolivien en %.*

*** Taux de croissance annuels moyens, 1992-2001.*

Note : Les 10 plus grandes villes de Bolivie incluent le tripôle.

Source : Barillot-Castillo et Huriot, 2011, calculs des auteurs d'après INE et al., 2005.

Ceci laisse penser à une configuration tripolaire urbaine dans laquelle la ville de La Paz se place au premier rang avec une part importante de la population bolivienne et de l'emploi, suivie de près par Santa Cruz. Par contre, en termes de croissance entre 1992 et 2001, la ville de Santa Cruz enregistre une croissance de l'emploi plus prononcée, 5,6%, que celle de La Paz, 3,5%, et même plus élevée que la croissance nationale, 2,3%. En effet, les données de l'emploi en 2001 révèlent une position avantageuse en faveur de Santa Cruz, qui en l'espace d'une décennie semble avoir décollé et rattrapé l'écart prononcé qu'il y avait avec La Paz.

Cette première perception peut être affinée grâce à la part des villes du tripôle urbain dans l'emploi national par secteurs, à savoir l'agriculture, l'industrie et les services (*Tableau 3-6*), ainsi qu'aux spécialisations relatives dans l'agriculture, l'industrie et les services (*Tableau 3-7*).

Tableau 3-6 : Parts des villes dans l'emploi bolivien de l'agriculture (A), de l'industrie (I) et des services (S), 1992 et 2001

Villes	1992 %*			2001 %*		
	A	I	S	A	I	S
La Paz	2,7	26,6	29,1	3,2	23,9	26,8
Santa Cruz	3,7	20,3	21,8	4,6	20,7	24,6
Cochabamba	2,3	15,1	14,6	2,8	13,2	13,6
Tripôle urbain	8,8	62,1	65,5	10,6	57,9	65,0
10Principales villes	13,0	75,4	80,2	14,6	71,5	79,8

** Emploi du secteur dans la ville par rapport à l'emploi total du secteur en Bolivie.*

Source : Barillot-Castillo et Huriot, 2012, calculs des auteurs à partir de INE et al., 2005.

Tableau 3-7 : Villes et quotients de localisation dans l'agriculture (A), l'industrie (I) et les services (S), 1992 et 2001

Villes	1992 QL			2001 QL		
	A	I	S	A	I	S
La Paz	0,16	1,59	1,73	0,17	1,29	1,44
Santa Cruz	0,29	1,57	1,68	0,26	1,20	1,42
Cochabamba	0,27	1,74	1,68	0,28	1,32	1,36
Tripôle urbain	0,23	1,61	1,70	0,23	1,26	1,42
10Principales villes	0,27	1,57	1,67	0,26	1,26	1,40

Source : Barillot-Castillo et Huriot, 2012, calculs des auteurs à partir de INE et al., 2005.

En 2001, le tripôle urbain détient près de la moitié de l'emploi national, 45,8% (*Tableau 3-4*) et au niveau sectoriel le tripôle concentre 57,9% du total de l'emploi industriel et 65% de l'emploi total dans les services (*Tableau 3-6*). Nous pouvons aller plus loin dans notre analyse en tenant compte du rapport entre la part de l'emploi national et celle de l'emploi sectoriel qui met en évidence les spécialisations territoriales, grâce au calcul du quotient de localisation, QL (*cf. 3.2.1.1 et 3.2.1.2, Chapitre 3*).

Ainsi, en 2001, le tripôle urbain enregistre une spécialisation relative dans les services de 1,42 et concentre 65% du total des emplois dans ce secteur au niveau national. Ceci dit, de par leur statut de villes les plus grandes, il est presque normal que cette triade joue un rôle important en matière de services. Quant à l'industrie, le tripôle urbain enregistre un QL de 1,26 en 2001 et réunit 57,9% du total des emplois dans cette branche (*Tableaux 3-6 et 3-7*).

Cependant, soulignons qu'en 2001, les spécialisations relatives en général sont moins élevées par rapport à 1992 (*Tableau 3-7*). Dans le cas de l'industrie, la diminution de la spécialisation relative du tripôle urbain va de pair avec la baisse de

leur part dans l'emploi national dans ce secteur. Il est probable qu'il y ait eu une redistribution de l'emploi au sein du tripôle urbain au profit de l'agriculture, dont la part a augmenté au niveau national (*Tableau 3-7*).

À l'intérieur du tripôle, en 2001, la ville de La Paz présente une spécialisation relative élevée dans les services avec un QL de 1,44 et 27% de l'emploi national dans ce secteur. Santa Cruz suit de près cette spécialisation relative avec un QL de 1,42 et a une part de l'emploi national de 25%. Finalement, Cochabamba affiche une spécialisation relative moins marquée par rapport aux villes de La Paz et de Santa Cruz, et elle a un QL de 1,36, et une part dans l'emploi national de 13,5%, soit la moitié par rapport à la part de la ville de La Paz, 27%.

Malgré la spécialisation relative élevée de chacune des trois villes du tripôle urbain, il y a eu une légère tendance à la baisse entre 1992 et 2001. En 2001, les villes de La Paz et de Cochabamba montrent des spécialisations relatives et des parts d'emplois dans le total national des services un peu moins élevés qu'en 1992. Ceci dit, la ville de Santa Cruz, malgré une spécialisation relative en 2001 moins marquée qu'en 1992, augmente sa part dans le total d'emplois dans les services, et passe de 21,8% à 24,6% (*Tableaux 3-6 et 3-7*).

En somme, il s'agit d'un tripôle urbain qui concentre, en 2001, 42% de la population nationale, 46% de l'emploi national et qui a une spécialisation marquée dans les services et en moindre degré dans l'industrie. Ceci nous indique une présence importante du tripôle urbain grâce à sa taille urbaine, et au rang qu'il occupe dans le système urbain, mais aussi grâce à sa polarisation dans l'emploi total. Nous pourrions penser que ceci est en accord avec la taille des villes et leur degré de concentration urbaine en tant que centres de concentration d'activités économiques. À l'intérieur du tripôle, en 2001, la ville de La Paz enregistre une spécialisation relative légèrement plus marquée, dans le secteur des services, que celle de Santa Cruz, et les trois villes du tripôle urbain concentrent 65% du total des emplois dans ce secteur. Mais, plus concrètement quelles sont les activités les plus porteuses d'emplois ?

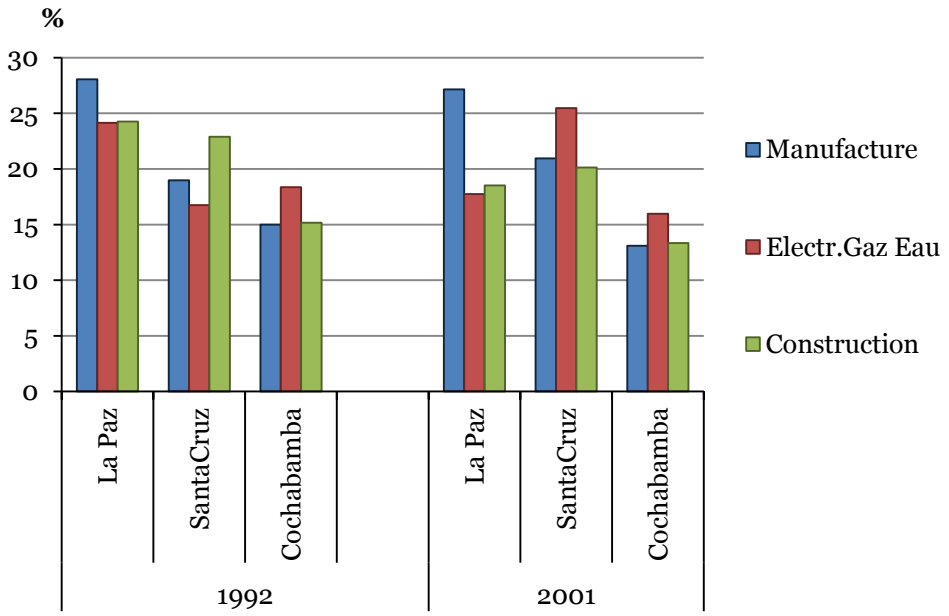
3.2.3.1 La spécialisation relative en termes d'emplois

Les villes de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba apparaissent comme relativement diversifiées, avec une part élevée de l'emploi bolivien. Le tripôle en général présente une spécialisation relative dans des services supérieurs avancés comme les finances, mais aussi dans les services qui demandent une main-d'œuvre peu qualifiée, mais très caractéristique des économies en développement, à savoir le commerce et l'hôtellerie et la restauration. En dehors du tripôle urbain, il y a des villes qui, de par leur proximité des gisements des ressources naturelles, comme

Potosi près des mines, ou Tarija près des gisements de gaz, ont une spécialisation relative marquée dans ces secteurs.

Les *Graphiques 3-2, 3-3 et 3-4* nous donnent un aperçu plus détaillé de la part des trois plus grandes villes dans l'emploi total dans l'industrie et les services, en 1992 et en 2001.

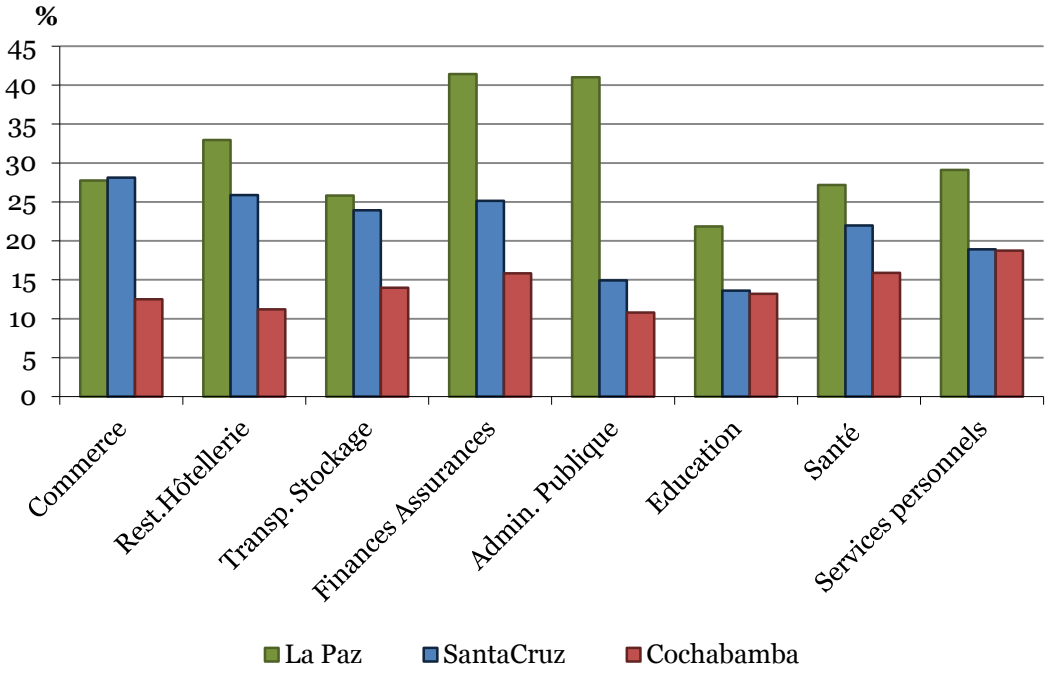
Graphique 3-2 : Part des emplois dans l'industrie pour les trois plus grandes villes, 1992 et 2001



Source : INE et al., 2005.

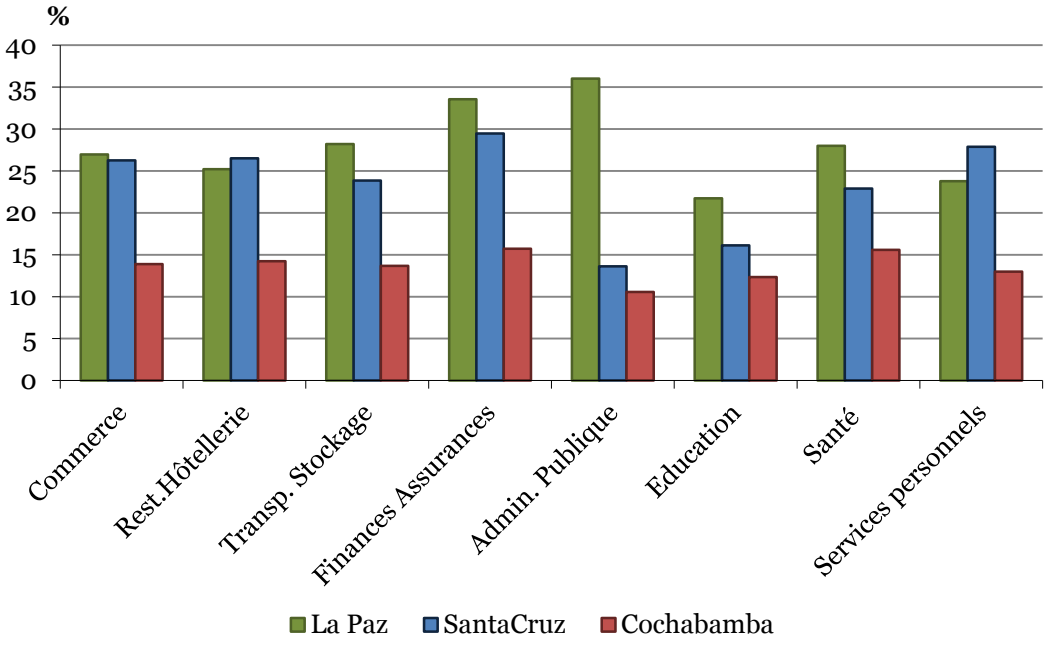
Nous pouvons tirer quelques idées générales quant à l'évolution du tripôle urbain dans la part de l'emploi dans l'industrie et les services entre 1992 et 2001. Dans le secteur de l'industrie, la ville de Santa Cruz semble accroître sa part entre ces deux années dans le total national, principalement dans la manufacture et la production d'électricité, de gaz et d'eau. Ceci n'est pas incohérent avec la vocation industrielle de Santa Cruz (*cf. 2.3.2.1, Chapitre 2*). Par contre, les villes de La Paz et de Cochabamba ont vu diminuer leur part d'emplois au niveau national entre ces deux années. Quant aux services, entre 1992 et 2001 l'emploi dans la ville de Santa Cruz s'est accru et est devenu presque aussi important que la part de La Paz (*cf. Tableau 3-6*). Bien évidemment, La Paz reste la référence principale en ce qui concerne l'administration publique, mais Santa Cruz a accru sa part d'emplois dans les finances et la restauration et l'hôtellerie au point de concurrencer la part de La Paz en 2001 (*cf. Graphiques 3-3 et 3-4*).

Graphique 3-3 : Part des emplois dans les services pour les trois plus grandes villes, 1992



Source : INE et al., 2005.

Graphique 3-4 : Part des emplois dans les services pour les trois plus grandes villes, 2001



Source : INE et al., 2005.

Par la suite, nous dévoilons avec plus de précision les spécialisations relatives des dix plus grandes villes en général, en 1992 et en 2001, dont La Paz, Santa Cruz et Cochabamba. Pour ce faire, nous prenons les dernières données disponibles pour l'ensemble des villes boliviennes, pour 13 secteurs au total. Compte tenu du contexte bolivien et des résultats obtenus, nous considérons un seuil de significativité de 1,3% pour les spécialisations relatives des dix plus grandes villes.

Les *Tableaux 3-8 et 3-9* résument les spécialisations relatives les plus significatives des dix plus grandes villes en 1992 et en 2001 (*cf. Tableaux 6e, 6f, 6g et 6h, Annexe 6*). Afin de mieux cerner les spécialisations des villes par secteurs nous avons mis entre parenthèses la part, élevée ou faible, que chaque secteur a dans l'emploi bolivien. En effet, nous sommes conscients que le quotient de localisation décrit seulement un aspect de la réalité et que parfois un QL très élevé peut cacher une part peu significative de l'emploi de la ville en question dans l'activité nationale du secteur (*cf. 3.2.1.1 et 3.2.1.2, Chapitre 3*).

La ville de La Paz révèle des spécialisations assez diversifiées dans les services et dans l'industrie. Notons bien que quand on dit services, cela implique aussi les secteurs qui demandent une main-d'œuvre peu qualifiée, à savoir le commerce. De même, La Paz montre une spécialisation marquée dans les finances et dans l'administration publique en 1992 et en 2001. Plus concrètement, en 2001, la ville a un niveau d'emploi qui se spécialise dans les finances, 1,81, et concentre un tiers de l'emploi bolivien de ce secteur. À juste titre, en tant que siège du gouvernement depuis 1899, la ville apparaît également comme spécialisée dans l'administration publique, 1,94 et concentre 36% de l'emploi national. De même, la ville se spécialise dans le transport, le stockage et les communications avec un QL de 1,52 et 28% de l'emploi national de ce secteur, la manufacture avec un QL de 1,46 et 27% de l'emploi national et dans le commerce avec un QL de 1,45 et 27% de l'emploi national. D'une façon générale, notons que les *quotients de localisation* sont moins marqués en 2001 par rapport à 1992, mais les secteurs dans lesquels la ville de La Paz se spécialise relativement, restent plus ou moins les mêmes, quoique moins nombreux, mais la ville continue à réunir une part non négligeable de l'emploi bolivien (*Tableaux 3-8 et 3-9*).

Santa Cruz pour sa part, se spécialise en 2001 dans les finances, 1,71 et 29% des emplois boliviens dans ce secteur, la restauration et l'hôtellerie, 1,54 et 26% du total d'emplois, et le commerce, 1,52 en 2001 et 26% de l'emploi bolivien. Contrairement à La Paz, Santa Cruz présente une amélioration dans la part de l'emploi national dans les finances, 25% en 1992 et 29,5% en 2001, alors que La Paz passe de 41% en 1992 à 34% en 2001. Malheureusement, nous ne disposons pas d'informations plus concrètes et plus détaillées sur l'amélioration dans la concentration d'emplois des finances à Santa Cruz, mais soulignons que la croissance économique en faveur de cette ville doit certainement jouer un rôle compte tenu de la dynamique économique de la ville au cours de ces dernières décennies (*cf. Chapitre 4*).

Tableau 3-8 : Les spécialisations les plus significatives des dix plus grandes villes en termes d'emplois, 1992

Villes	Spécialisation relative élevée *(pour une part élevée de l'emploi Bolivien)*	Spécialisation relative élevée *(pour une part faible de l'emploi bolivien)*
La Paz	Industrie Manufact. **1,67** (28%) Commerce **1,65** (28%) Restauration hôtellerie **1,96** (33%) Transport, stockage, comm. **1,54** (26%) Fi, SE, ass., immob. **2,47** (41%) Administration publique **2,44** (41%) Santé **1,62** (27%) Services sociaux et personnels **1,74** (29%)	
Santa Cruz	Construction **1,76** (23%) Commerce **2,16** (28%) Restauration hôtellerie **1,99** (26%) Transport, stockage, comm. **1,84** (24%) Fi, SE, ass., immob. **1,93** (25%) Santé **1,69** (22%)	
Cochabamba	Électricité, gaz, eau **2,11** (18%) Fi, SE, ass., immob. **1,82** (16%) Santé **1,83** (16%) Services sociaux et personnels **2,16** (19%)	Industrie Manufact. **1,73** (15%) Commerce **1,44** (12%) Construction **1,74** (15%) Transport, stockage, comm. **1,61** (14%)
Tripôle urbain	Industrie Manufact. **1,61** (62%) Construction **1,62** (62%) Commerce **1,78** (68%) Restauration hôtellerie **1,82** (70%) Transport, stockage, comm. **1,66** (64%) Fi, SE, ass., immob. **2,14** (82%) Administration publique 1,**74** (67%) Santé **1,69** (65%) Services sociaux et personnels **1,74** (67%)	
Oruro		Électricité, gaz, eau **2,32** (5%) Commerce **2,29** (5%) Transport, stockage, comm. **2,13** (4%) Administration publique **2,02** (4%) Éducation **2,13** (4%)
Potosi		Mines, carrières **6,63** (9%) Électricité, gaz, eau **1,92** (3%) Administration publique **1,98** (3%) Éducation **2,23** (3%)
Riveralta (Beni)		Industrie Manufact. **2,75** (2%)
Sucre (Chuquisaca)		Électricité, gaz, eau **2,40** (5%) Éducation **1,95** (4%) Santé **2,45** (5%)
Tarija		Électricité, gaz, eau **1,97** (4%) Construction **1,92** (4%) Services sociaux et personnels **2,11** (4%)
Trinidad (Beni)		Électricité, gaz, eau **1,91** (2%) Restauration hôtellerie **2,75** (2%) Transport, stockage, comm. **1,98** (2%) Santé **2,11** (2%)
Yacuiba (Tarija)		Services sociaux et personnels **3,96** (3%)

Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005, La liste complète des secteurs figure en annexe (cf. Tableau 5a, Annexe 5).

Tableau 3-9 : Les spécialisations les plus significatives des dix plus grandes villes, 2001

Villes	Spécialisation relative élevée *(pour une part élevée de l'emploi Bolivien)*	Spécialisation relative élevée *(pour une part faible de l'emploi bolivien)*
La Paz	Industrie Manufact. **1,46** (27%) Commerce **1,45** (27%) Transport, stockage, comm. **1,52** (28%) Fi, SE, ass., immob. **1,81** (34%) Administration publique **1,94** (36%)	
Santa Cruz	Électricité, gaz, eau **1,48** (26%) Commerce **1,52** (26%) Restauration hôtellerie **1,54** (26%) Fi, SE, ass., immob. **1,71** (29%)	
Cochabamba	Électricité, gaz, eau **1,60** (16%) Fi, SE, ass., immob. **1,57** (16%) Santé **1,56** (16%)	Restauration hôtellerie **1,42** (14%)
Tripôle urbain	Commerce **1,46** (67%) Restauration hôtellerie **1,44** (66%) Fi, SE, ass., immob. **1,72** (79%) Santé **1,45** (67%)	
Oruro		Commerce **1,61** (4%) Restauration hôtellerie **1,66** (4%) Fi, SE, ass., immob. **1,62** (4%) Administration publique1,64 (4%) Éducation **1,81** (4%)
Potosi		Mines, carrières **7,68** (11%) Électricité, gaz, eau **1,74** (2%) Administration publique **1,68** (2%) Éducation **2,04** (3%)
Riveralta (Beni)		Industrie Manufact. **2,33** (2%)
Sucre(Chuquisaca)		Administration publique **1,61** (4%)
Tarija		Électricité, gaz, eau **1,74** (4%) Construction **1,65** (4%)
Trinidad (Beni)		Électricité, gaz, eau **2,19** (2%) Construction **1,73** (2%) Transport, stockage, comm. **1,64** (2%) Administration publique **2,53** (3%)
Yacuiba(Tarija)		Commerce **1,90** (2%)

Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005, La liste complète des secteurs figure en annexe (cf. Tableau 5a, Annexe 5).

Quant à la ville de Cochabamba, en 2001 la spécialisation relative de l'emploi est certes significative dans la production d'électricité, de gaz et d'eau, 1,60, les finances, 1,57, et la santé, 1,56, mais la part de l'emploi au niveau national reste importante par rapport aux autres villes, mais modeste par rapport à La Paz et à Santa Cruz.

Quant au tripôle urbain, il présente une spécialisation relative élevée dans les finances, avec un QL de 1,72 en 2001, mais qui est pourtant moins prononcée qu'en 1992 (2,14), et avec une part de l'emploi total de ce secteur de 79% en 2001. De plus, il se spécialise dans la restauration et l'hôtellerie, 1,44 et concentre 66% de l'emploi

national dans ce secteur, et dans le commerce, 1,46 et 67% des emplois dans cette branche. N'oublions pas que le commerce est une activité très pratiquée dans le cas de l'économie bolivienne, et de surcroît dans les plus grandes villes. Malgré les spécialisations relatives moins prononcées en 2001 par rapport à celles de 1992, les trois plus grandes villes semblent garder leur place en tant que centres de concentration des activités stratégiques, à savoir les finances.

En dehors du tripôle, les autres grandes villes présentent des spécialisations relatives parfois très élevées, mais avec des parts faibles dans l'emploi bolivien (*Tableaux 3-8 et 3-9*). De plus, dans le cas des villes qui se trouvent à proximité des richesses minières, Potosi et Oruro, ou des richesses de gaz, Tarija, il est indéniable que la spécialisation relative de l'emploi va de pair avec la vocation productive de la région. Pour le reste des grandes villes, malgré leurs spécialisations élevées, leur part dans l'emploi national est peu significative, par exemple la ville de Riveralta, dans le département du Beni, 2,33, mais représente à peine 2% du total d'emplois boliviens dans ce secteur.

3.2.3.2 Bilan

Nous avons jusqu'ici analysé les spécialisations relatives par villes et par secteurs économiques, en termes d'emplois. Les trois plus grandes villes, La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, apparaissent relativement diversifiées avec des spécialisations relatives significatives et avec une part dans l'emploi bolivien très importante.

La ville de La Paz enregistre une spécialisation marquée dans l'administration publique et également dans les finances. Ceci n'est pas surprenant, car il s'agit bien du siège du gouvernement. De plus, le fait que La Paz se spécialise dans les services supérieurs avancés, à savoir les finances, n'est pas incompatible avec son statut de capitale politique. La ville de Santa Cruz semble renforcer sa part dans l'emploi du secteur financier, entre 1992 et 2001, avec une spécialisation relative légèrement en baisse, mais néanmoins importante en 2001. De même, Santa Cruz a une spécialisation marquée dans le secteur de la restauration et de l'hôtellerie, légèrement en baisse en 2001, mais avec une part élevée de l'emploi bolivien. Cochabamba, pour sa part, montre une spécialisation relative marquée dans la production d'électricité, de gaz et d'eau et en deuxième lieu dans les finances. En revanche, cette ville a une part d'emplois boliviens deux fois moins importante que celle de La Paz.

En 2001, le tripôle urbain enregistre une spécialisation relativement élevée dans les finances, et concentre 80% du total d'emplois de ce secteur. De plus, il se spécialise dans le commerce et dans la restauration et l'hôtellerie. En dehors du tripôle, malgré leurs spécialisations relatives élevées, les autres villes enregistrent une part de l'emploi bolivien très faible, dans certains cas ces villes concentrent 2% ou 3% de l'emploi total national, pourcentage peu significatif.

Ceci nous amène conclure qu'il existe une domination du tripôle jusqu'en 2001 sur l'ensemble des autres villes non seulement en termes de population, mais aussi en termes des emplois.

Dans une tentative de donner un aperçu plus à jour de l'emploi, nous avons essayé d'actualiser notre analyse avec des données proches de celles publiées en 1992 et 2001. En effet, il serait intéressant d'actualiser l'évolution des trois plus grandes villes en termes d'emplois.

3.2.4 Bilan général de l'emploi au 31/12/2009

Notre intention est d'intégrer les dernières données disponibles de l'emploi pour 2009 et de voir s'il y a eu une évolution dans la concentration de l'emploi au sein du tripôle par rapport à 1992 et à 2001. Toutefois, nous nous contenterons de dresser une esquisse de ladite évolution, compte tenu de l'imperfection des données.

3.2.4.1 Quelques précisions sur les données de 2009…

Nous utilisons les données publiées par l'INE (2011) sur les « Enquêtes par trimestre sur l'emploi à l'échelle des villes capitales de département », sachant que le total des emplois en 2009 ne concerne que l'addition des neuf principales municipalités (*cf. Tableaux 7a et 7b, Annexe 7*). Malheureusement, l'imperfection des données nous empêche de développer une analyse dans le même esprit que le classement des dix plus grandes villes, surtout en l'absence du nombre total d'emplois à l'échelle nationale en 2009. Toutefois, nous tenons à citer les dernières données disponibles en 2009 pour donner un ordre de grandeur et établir une esquisse sur la croissance annuelle moyenne de l'emploi dans les neuf principales municipalités boliviennes en 1992, 2001 et 2009. La différence entre le classement des neuf principales municipalités en 2009 et celle que nous avons utilisée dans la section précédente (*cf. 3.2.2 et 3.2.3, Chapitre 3*) est que le classement de 1992 et

2001 incluait deux municipalités en plus : *Riveralta* (Beni) et *Yacuiba* (Tarija). De plus, il ne tenait pas compte de *Cobija* (Pando), car elle n'était pas comprise parmi les 10 plus grandes villes.

Même si cette analyse ne comprend que les seules principales municipalités et non pas l'agglomération dans toute son étendue urbaine (*cf. 3.1.2, Chapitre 3*), le biais dans le cas des trois principales municipalités, par rapport aux agglomérations, reste faible pour deux raisons :

i) *Dans les trois « villes » du tripôle urbain, la municipalité principale représente une part très importante de l'emploi total.*

En 2001, les principales municipalités des villes de La Paz et de Santa Cruz représentent respectivement 94,2% et 91,5%, du total de l'emploi que la ville réunit (*cf. 3.2.1, Chapitre 3*). Toutefois, à Cochabamba la municipalité principale représente seulement 63%de l'emploi total de la ville. Dans l'ensemble, les trois principales municipalités concentrent 86% du total d'emplois concentrés dans les trois villes du tripôle urbain.

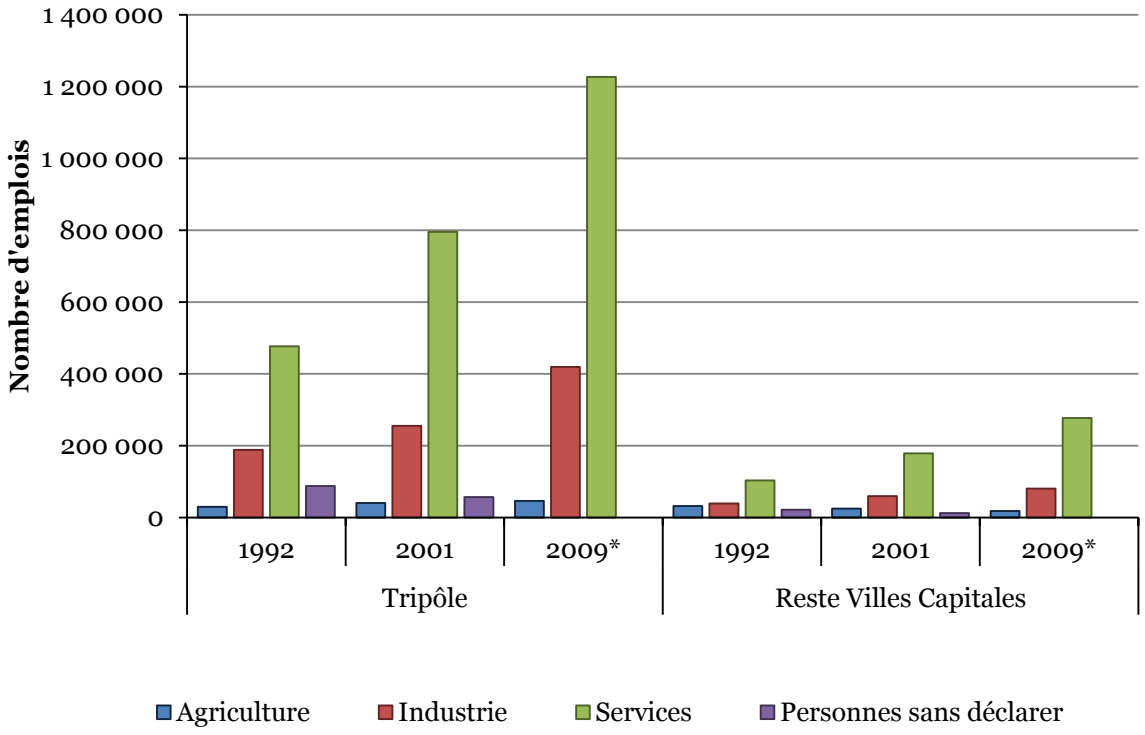
ii) *Dans les autres cas, une seule municipalité compose la ville telle qu'on l'étudie, donc le biais est nul.*

Par la suite, nous présentons les données d'emplois dans l'agriculture, l'industrie et les services, en 1992, 2001 et 2009. Nous avons regroupé ces données en deux catégories : celles qui font partie du « tripôle urbain », c'est-à-dire nos trois municipalités d'étude, et celles des six autres municipalités restantes (*Figure 3-7*). Ensuite, nous essayons d'identifier les secteurs qui ont enregistré une croissance prononcée en termes d'emplois, en 1992-2001 et en 2001-2009, à La Paz, Santa Cruz et Cochabamba de façon séparée, et les secteurs d'emplois qui se sont accrus le plus jusqu'en 2009 en dehors du « tripôle urbain ».

3.2.4.2 Nombre d'emplois dans l'industrie et les services

Le nombre d'emplois dans les services et l'industrie, au vu des données, se concentre davantage en 2009 dans les municipalités du tripôle urbain (*Graphique 3-5*).

Graphique 3-5 : Composition sectorielle de l'emploi dans les neuf principales municipalités de département, 1992, 2001 et 2009



*Source : INE et al., 2005, * INE 2011.*

À l'intérieur du « tripôle urbain », l'emploi et la croissance des trois municipalités sont différents (*Tableau 3-10*). D'une façon générale, nous pouvons dire que l'emploi dans les municipalités de La Paz et de Cochabamba s'est accru jusqu'en 2009. Par contre, au vu des données, la municipalité de Santa Cruz n'enregistre pas de croissance dans le nombre d'emplois depuis 2001.

Au niveau des tendances, la municipalité de La Paz continue à développer des emplois dans le secteur de l'administration publique. Il semblerait qu'en l'espace de 17 ans, de 1992 à 2009, le nombre d'emplois dans ce secteur a presque doublé, et il est passé respectivement de près de 23 000 emplois à plus de 40 000. Le secteur des transports et de stockage enregistre également une croissance relativement élevée. Le secteur des finances ne reste pas en retrait et enregistre aussi une croissance à la hausse avec un nombre d'emplois deux fois plus important en 2009 par rapport à 1992.

La municipalité de Santa Cruz semble enregistrer une croissance en hausse dans les transports et stockage et dans l'administration publique. Par contre, la croissance dans le nombre d'emplois dans les finances devient un peu terne dernièrement, mais reste élevée par rapport à celles de La Paz et Cochabamba.

Cochabamba pour sa part enregistre en moyenne une croissance plus prononcée au cours de la période 2001-2009, dans les secteurs du transport et de l'administration publique. Malheureusement, ceci n'est pas le cas pour les secteurs de la restauration et de l'hôtellerie, qui passe d'une croissance de 22,2% à seulement 4,2%, et du commerce, qui passe de 10,8% à 4,8%.

3.2.4.3 Le tripôle urbain

Le *Tableau 3-11* résume la croissance de l'emploi dans le tripôle urbain et dans les six autres municipalités. D'une façon générale, nous pouvons en déduire que le nombre d'emplois dans le tripôle en 2009 s'est accru davantage par rapport à la croissance dans les six autres municipalités capitales de département. Le nombre d'emplois dans le transport, l'administration publique, la construction et les activités relatives au gaz et aux mines s'est accru par rapport à 2001. Quant au secteur des finances, il n'y a pas vraiment une croissance en termes d'emplois, même si le nombre d'emplois a plus que doublé entre 1992 et 2009. Ceci nous laisse penser que le tripôle continu à centraliser l'emploi dans les finances.

3.2.4.4 En dehors du tripôle urbain

En dehors du tripôle, l'ensemble des six autres principales municipalités n'enregistre pas des changements flagrants entre les deux périodes analysées et passe d'une croissance moyenne de 3,9% en 1992-2001 à 4% en 2001-2009. Soulignons qu'en 2001, les trois principales municipalités du tripôle concentraient plus d'un million d'emplois, soit 4,2 fois plus que les six autres municipalités. En 2009, le tripôle continue à renforcer sa position de « centre » de concentration d'emplois et a 1,7 million d'emplois, soit 4,5 fois plus que les autres municipalités. Autrement dit, il semblerait que le tripôle urbain continue à renforcer sa position « centrale » par rapport au reste des « villes ».

Tableau 3-10 : Nombre d'emplois et TCAM des principales municipalités du tripôle, 1992, 2001 et 2009*

POPULATION ACTIVE**	LA PAZ (1)					SANTA CRUZ DE LA SIERRA					COCHABAMBA				
	1992	TCAM 1992-2001	2001	TCAM 2001-2009	2009*	1992	TCAM 1992-2001	2001	TCAM 2001-2009	2009*	1992	TCAM 1992-2001	2001	TCAM 2001-2009	2009*
COMPOSITION SECTORIELLE	**379 291**	**3,7**	**524 320**	**5,4**	**795 931**	**258 130**	**6,0**	**435 282**	**5,2**	**653 725**	**145 760**	**2,9**	**188 257**	**3,2**	**242 980**
Agriculture, élevage, chasse, pêche	6 472	7,0	11 889	1,8	13 690	11 532	3,1	15 212	-0,3	14 840	5 028	3,3	6 739	0,9	7 241
Gaz, pétrole, mines	3 237	-4,7	2 100	8,9	4 139	2 753	4,5	4 090	4,2	5 687	778	-12,6	232	9,0	462
Industrie manufacturière	59 646	4,2	86 399	7,5	153 694	35 814	5,8	59 450	4,3	83 023	23 141	1,6	26 634	4,2	37 152
Électricité, gaz, eau	1 417	1,8	1 664	1,2	1 831	894	10,5	2 187	2,9	2 746	838	2,7	1 066	6,8	1 798
Construction	28 849	1,1	31 916	6,4	52 372	25 500	2,6	32 046	9,3	65 307	12 550	1,1	13 898	5,7	21 601
Commerce	55 458	9,6	127 051	6,6	211 558	51 185	9,1	112 538	6,2	182 324	18 350	10,8	46 058	4,8	66 771
Restauration, hôtellerie	8 126	16,0	30 925	8,8	60 650	5 707	19,9	29 312	8,1	54 717	2 072	22,2	12 587	4,2	17 543
Transport, stockage, communication	28 194	5,5	45 469	6,8	76 967	23 057	4,2	33 261	9,3	67 857	11 555	2,4	14 326	7,0	24 662
Finances, services aux entreprises, assurances, immobilier	21 976	4,3	32 161	5,2	48 313	12 737	8,6	26 860	6,7	45 042	7 258	5,2	11 411	4,7	16 450
Administration publique	23 229	1,2	25 826	5,8	40 433	7 962	1,3	8 911	4,7	12 878	4 830	1,9	5 701	3,2	7 362
Éducation	21 652	4,3	31 672	5,0	46 880	12 040	6,4	21 091	6,6	35 040	10 327	2,1	12 431	3,4	16 304
Santé et action sociale	9 259	6,7	16 564	4,1	22 764	6 888	6,8	12 408	5,9	19 612	4 417	4,9	6 787	5,5	10 400
Services sociaux et personnels	60 749	-1,4	53 544	2,0	62 640	35 597	5,4	56 990	1,6	64 653	34 422	-5,1	21 464	-4,2	15 235
Personnes sans déclarer	51 027	-6,8	27 140	-	-	26 464	-2,6	20 926	-	-	10 194	-1,5	8 923	-	-

Note : Les données sur les emplois publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie ont été adaptées à la Nomenclature d'Activités Française, NAF, révision 1, niveau 31 - Liste des sous-sections (www.insee.fr).

*Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005, * INE, 2011. (1) Les données correspondent à la ville de La Paz et d'El Alto.*

** Les données correspondent aux résultats publiés dans INE, 2011 : Encuesta Trimestral de Empleo.*

*** L'INE dénomme cette catégorie comme la "population occupée".*

Tableau 3-11 : Nombre d'emplois et TCAM du tripôle et des six principales municipalités, 1992, 2001 et 2009*

POPULATION ACTIVE**	TROIS PRINCIPALES MUNICIPALITÉS DU TRIPÔLE					SIX AUTRES PRINCIPALES MUNICIPALITÉS				
	1992	TCAM 1992-2001	2001	TCAM 2001-2009	2009*	1992	TCAM 1992-2001	2001	TCAM 2001-2009	2009*
COMPOSITION SECTORIELLE	**783 181**	**4,3**	**1 147 859**	**5,0**	**1 692 636**	**195 685**	**3,9**	**275 406**	**4,0**	**375 656**
Agriculture, élevage, chasse, pêche	23 032	4,4	33 840	0,7	35 770	25 258	-2,8	19 533	-8,8	9 328
Gaz, pétrole, mines	6 768	-0,6	6 422	6,1	10 288	6 691	-2,4	5 398	6,2	8 726
Industrie manufacturière	118 601	4,2	172 483	5,9	273 869	21 120	4,6	31 601	3,2	40 655
Électricité, gaz, eau	3 149	5,1	4 917	3,3	6 374	1 074	3,7	1 494	3,7	1 999
Construction	66 899	1,7	77 860	7,5	139 280	16 747	5,2	26 342	4,7	38 023
Commerce	124 993	9,6	285 647	6,2	460 653	26 059	9,4	58 276	6,0	92 871
Restauration, hôtellerie	15 905	18,4	72 824	7,8	132 910	2 743	21,3	15 577	7,0	26 720
Transport, stockage, communication	62 806	4,5	93 056	7,8	169 486	15 132	3,8	21 123	7,2	36 847
Finances, services aux entreprises, assurances, immobilier	41 971	5,9	70 432	5,7	109 804	5 546	9,3	12 385	5,0	18 297
Administration publique	36 021	1,3	40 438	5,2	60 674	9 645	2,6	12 180	9,0	24 213
Éducation	44 019	4,5	65 194	5,3	98 224	15 348	3,8	21 432	5,9	33 789
Santé et action sociale	20 564	6,3	35 759	5,0	52 775	5 417	6,1	9 232	5,9	14 592
Services sociaux et personnels	130 768	0,1	131 998	1,0	142 528	23 235	2,3	28 503	0,5	29 595
Personnes sans déclarer	87 685	-4,7	56 989	-	0	21 870	-6,2	12 330	-	0

Note : Les données sur les emplois publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie ont été adaptées à la Nomenclature d'Activités Française, NAF, révision 1, niveau 31 - Liste des sous-sections (www.insee.fr).

*Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005, * INE, 2011.*

** Les données correspondent aux résultats publiés dans INE, 2011 : Encuesta Trimestral de Empleo.*

*** L'INE dénomme cette catégorie comme la "population occupée".*

3.2.4.5 Bilan

Même si dans cette section nous travaillons à une échelle spatiale différente de celle employée dans la section des villes, le degré de représentativité que les principales municipalités ont par rapport aux trois villes du tripôle reste assez significatif, notamment dans le cas de La Paz et de Santa Cruz. Rappelons cependant que la principale municipalité de Cochabamba ne concentre que 63% des emplois de la ville telle que nous l'avons étudiée précédemment (*cf. 3.2.1, Chapitre 3*), ce qui nous incite à interpréter ces données avec précaution, d'autant plus qu'il s'agit de moyennes qui cachent certainement des disparités.

Le tripôle urbain semble consolider sa position dominante par rapport au reste du territoire en termes de concentration d'emplois, 76% en 2001 et 78% en 2009. À l'intérieur du tripôle urbain, La Paz concentre des emplois dans l'administration publique, les transports et les finances. À Santa Cruz, les secteurs qui se sont accrus le plus pendant la période 2001-2009 sont le transport, l'administration publique et à un moindre degré les finances. Finalement, à Cochabamba, les secteurs des transports et de l'administration publique semblent concentrer un grand nombre d'emplois par rapport au total d'emplois dans les neuf principales municipalités à l'échelle nationale. En dehors du tripôle, les six autres municipalités se partagent un tiers de l'emploi national.

3.3 Conclusion

Le système urbain bolivien en 2010 semble être dominé par trois villes qui se placent en tête du classement des 31 plus grandes villes. Il s'agit d'une domination urbaine relativement récente compte tenu de l'évolution de la hiérarchie urbaine au cours de trois derniers siècles. Cette domination actuelle, comme nous l'avons démontré au cours du présent chapitre, est de l'ordre urbain et de l'emploi.

Quant au système urbain, la ville de La Paz détient à présent le premier rang de ville la plus peuplée, grâce entre autres à son statut de siège de gouvernement depuis 1899. Santa Cruz pour sa part a connu une phase expansive de la croissance de sa population et dernièrement elle connait des rythmes de croissance plus stables qui placent la ville au deuxième rang du classement après La Paz. Finalement, Cochabamba se place en 2010 comme la troisième plus grande ville, gardant un rôle important dans la hiérarchie urbaine bolivienne après avoir oscillé entre le deuxième et le troisième rang.

Dans la mesure de la disponibilité des données, nous avons analysé également la distribution territoriale et la distribution sectorielle d'emplois, ce qui nous a permis

d'étudier la spécialisation relative à l'intérieur du tripôle en 1992 et en 2001, et d'avoir un aperçu très général de l'emploi en 2009, mais seulement à l'échelle des principales municipalités.

En 2001, les trois villes du tripôle urbain concentrent 42% de la population bolivienne et près de 46% d'emplois boliviens. Quant à sa part sectorielle, le tripôle réunit 65% d'emplois nationaux dans les services et 58% dans l'industrie au niveau national, mais il enregistre une spécialisation relative modeste dans ces deux secteurs par rapport aux QL enregistrés en 1992. Ainsi, il semblerait qu'en 2001, le tripôle a une part très représentative des emplois dans le secteur des services et de l'industrie, mais il reste modeste comparé à la spécialisation relative des autres grandes villes. Ceci dit, la spécialisation relative par activités économiques à l'intérieur de ces secteurs est plus prononcée en faveur du tripôle et des trois villes étudiées séparément.

En effet, à l'intérieur du tripôle urbain, la ville de La Paz enregistre une spécialisation relative marquée dans l'administration publique compte tenu de son statut de siège de gouvernement. De même, elle se spécialise relativement dans les finances. Santa Cruz pour sa part semble renforcer sa spécialisation relative dans le secteur des finances et de l'hôtellerie et de la restauration. Finalement, Cochabamba se spécialise relativement dans la production d'électricité, de gaz et d'eau et dans les finances. Soulignons que les trois principales ont pour dénominateur commun la spécialisation dans les finances, ce qui est normal compte tenu de leur statut au niveau national. Au vu des données, en 2009, le tripôle urbain semblerait raffermir sa position en termes d'emplois et renforcer sa domination sur l'ensemble du territoire. Les trois principales municipalités du tripôle concentrent 82% du total d'emplois. Ceci laisse penser à une domination économique qui se consolide pendant la période 2001-2009.

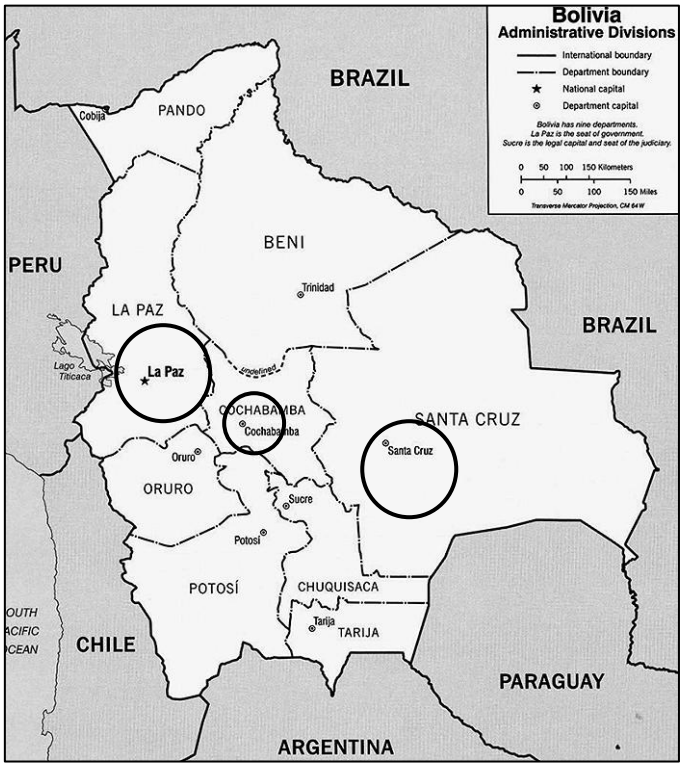
Nous avons fait, jusqu'ici, le bilan des données de la population et de l'emploi, et nous avons mis l'accent sur le tripôle urbain et son importance au cours du temps. Toutefois, rappelons que précédemment nous avons dressé aussi un cadre d'analyse de l'émergence du tripôle, donc de nature qualitative (*cf. Chapitre 2*) et c'est dans cette optique historique des villes boliviennes, que nous avons retracé l'émergence et la consolidation du tripôle.

L'analyse quantitative du système urbain et de la concentration d'emplois, au cours du présent chapitre, nous ont permis de caractériser le type de domination du tripôle sur le système urbain. Au vu des données, il s'agirait d'une domination des trois villes du tripôle en termes de population et des emplois. Par la suite, nous proposons d'analyser la situation économique actuelle à la lumière des données économiques comme le produit intérieur brut, les exportations et les investissements étrangers directs. L'idée est de continuer à caractériser le type de domination du tripôle au niveau territorial. Ainsi, nous consacrons les chapitres suivants à répondre à la question de savoir si le tripôle a une domination totale ou partielle au niveau national.

Chapitre 4 : La polarisation territoriale du point de vue économique

Comme nous l'avons montré précédemment, le système urbain bolivien semble dominé par un tripôle urbain[101] qui concentre en 2010, 43,72% du total de la population nationale et 65,85% du total de la population urbaine bolivienne. De plus, en termes d'emploi, en 2001 le tripôle urbain concentre 45,8% du total national. Cette triade urbaine qui réunit les pôles urbains de La Paz, de Santa Cruz et de Cochabamba, est perçue comme l'« axe » dynamique au niveau national. D'ailleurs, dans le jargon bolivien il est connu comme l' « axe central bolivien ». En effet, il s'agit des trois pôles urbains qui grâce à des circonstances historiques, géographiques, urbaines, politiques et économiques sont considérés comme étant une sorte d'axe prédominant et de référence à l'échelle nationale (*Figure 4-1*).

Figure 4-1 : La Bolivie administrative



Source : http://www.lib.utexas.edu/maps/.

Mais que dire sur le rôle économique de cette triade au niveau national ? En 2010, à l'échelle des départements ou pôles régionaux[102] La Paz, Santa Cruz et

[101] Nous avons choisi d'employer le terme « urbain » plutôt qu'agglomération ou ville, et le terme « région » plutôt que Département, mais les deux peuvent s'employer ici comme des synonymes.
[102] *Idem* note de page précédente.

Cochabamba concentrent 68,1% de la production nationale [103] qui est de 29 385 417 000 bolivianos, autrement dit près de[104] trois milliards d'euros.

Par contre, la part des trois pôles régionaux dans le total national des exportations est seulement d'un tiers en 2010. En effet, sur un total de 6 952 090 583 d'exportations FOB en dollars américains, soit l'équivalent de plus de cinq milliards d'euros, le tripôle régional exporte seulement 36% sur le total national. Cette part passe à 33,4% en 2011 dans un contexte de hausse des exportations boliviennes qui sont estimées à plus de sept milliards d'euros. Ceci montre que la participation du tripôle régional aux exportations boliviennes est légèrement en baisse.

En matière de captation des capitaux étrangers, d'après les dernières données disponibles, en 2005 les pôles régionaux de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba captent 46,65% du total des investissements directs étrangers. Toutefois, force est de constater que pour cette même année le pôle régional de Potosi à lui seul reçoit 43% de l'investissement étranger, alors qu'en 1996 Potosi ne captait que 3,43% du total national.

Comment expliquer ces changements au cours des dernières décennies ? Quel est le rôle économique de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba au niveau de la production, de l'exportation et de l'investissement direct étranger ?

À l'aide d'indicateurs économiques comme le produit intérieur brut, les exportations et les investissements directs étrangers, nous essayons de dévoiler l'importance relative de cette triade et les fonctions économiques qu'elle accomplit au niveau national.

Derrière chaque indicateur statistique il existe tout un contexte économique, politique et social, à savoir l'ouverture de l'économie aux capitaux étrangers avec le processus de privatisation des secteurs clés de l'économie bolivienne, scellé avec la loi de « capitalisation » en 1995 (*cf. 2.3.4.1, Chapitre 2*), la décentralisation administrative au niveau des préfectures et des municipalités, respectivement en 1994 et 1995 (*cf. 2.3.4.2, Chapitre 2*), le cours favorable des prix internationaux des matières premières, la vocation extractive du pays (*cf. 2.1, Chapitre 2*), et beaucoup d'autres facteurs qui ont jalonné l'économie bolivienne. Pour ainsi dire, la « métropolisation » (Lacour et Puissant, 1995), ou l'évolution de l'importance des trois plus grandes villes boliviennes, c'est-à-dire La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, obéit à tout un processus d'émergence et de consolidation.

En l'absence de données à l'échelle des villes, et tout en cherchant à adapter notre analyse en fonction de l'existence des données, au cours de ce chapitre nous examinons la polarisation économique à l'échelon régional, ou des Départements. Ainsi, nous constatons qu'il existe une domination du tripôle régional sur l'ensemble

[103] Aux prix de base et en milliers de bolivianos, monnaie locale, de 1990.
[104] Nous prenons en compte un taux d'échange approximatif tel que 1 euro équivaut à 10 bolivianos.

du territoire. Toutefois, cette domination est fragile et commence à s'affaiblir au profit des pôles régionaux riches en ressources naturelles (Barillot-Castillo et Huriot, 2012). La logique d'extraction et de commercialisation des matières premières, très ancrée par le passé dans le fonctionnement de l'économie bolivienne, serait-elle toujours d'actualité ?

Notre objectif est de déterminer le degré d'importance économique du tripôle par rapport à l'ensemble du territoire bolivien. Ainsi, après avoir spécifié la méthodologie et le choix d'analyse que nous avons fait (*cf. 4.1, Chapitre 4*), nous nous efforçons de mesurer la polarisation de l'activité économique (*cf. 4.2, Chapitre 4*), grâce à la décomposition territoriale et en nous appuyant sur des indicateurs comme le produit intérieur brut (PIB), les exportations, et les investissements directs étrangers (IDE), à l'échelle des neuf pôles régionaux, pour la période 1988-2011. Notre intention est aussi d'identifier le rôle que les pôles régionaux riches en ressources naturelles ont en termes de production, d'exportations et d'investissements directs étrangers, en dehors du tripôle régional. Ensuite, nous entrons dans le détail de la décomposition sectorielle afin de dévoiler les spécialités au niveau national à partir de l'analyse de la composition et de la croissance sectorielle du PIB, des exportations et des IDE (*cf. 4.3, Chapitre 4*). De même, nous présentons les spécialisations territoriales du tripôle régional et du reste des pôles régionaux dans la production nationale. Ce dernier point suppose le croisement de la décomposition territoriale et de la décomposition sectorielle que nous réalisons en établissant les spécialisations relatives des pôles régionaux à l'aide des quotients de localisation déjà évoqués (*cf. 3.2.1.1 et 3.2.1.2, Chapitre 3*). Pour finir, la section 4.4 reprend les conclusions.

Afin de mieux étudier l'évolution de ces indicateurs tout en tenant compte du contexte économique, politique et social, nous utilisons comme référence les données des deux derniers recensements : 1992 et 2001. Mais avant de chiffrer, il faut préciser la méthodologie employée, le type de chiffres utilisés (à savoir l'échelle spatiale d'analyse), et l'hypothèse introduite pour étayer notre étude.

4.1 Préliminaires méthodologiques : Des contraintes et des hypothèses

Une fois de plus, notre choix d'analyse est fortement conditionné par la disponibilité des données statistiques. En effet, à quelques exceptions près, la plupart

des données dont nous avons besoin ici ne sont disponibles qu'à l'échelle des départements[105].

Ne pouvant pas faire autrement, nous changeons d'échelle spatiale d'analyse, et dorénavant notre attention se concentre sur les départements, que nous appelons maintenant soit pôles régionaux soit territoires. Faute de données sur le PIB, les exportations et les IDE à l'échelle des pôles urbains, nous estimons la polarité urbaine sur la base d'une polarité de type régional au moins en ce qui concerne le tripôle. Nous précisons que le terme « régional » est utilisé au sens générique et non pas administratif puisqu'administrativement parlant il s'agit des Départements.

De plus, les pôles urbains en question sont tellement représentatifs que même à l'échelle intra départementale, il existe une différence flagrante en termes de population entre la première et la deuxième plus grande ville, différence qui est mesurée par l'indice de primatie (*cf. 3.1.1, Chapitre 3*). En effet, le pôle urbain de La Paz s'inscrit en tête de liste avec un indice de primatie de 101 ! Suivi des pôles urbains de Santa Cruz avec 72 et de Cochabamba avec 68. À l'intérieur du pôle régional de La Paz, il y a une différence presque abyssale entre le pôle urbain principal, 1,84 million d'habitants, et le second pôle urbain, Caranavi, avec seulement 18 000 habitants. Le pôle régional de Santa Cruz enregistre également un indice de primatie remarquable (72). Ceci dit, le département de Santa Cruz a huit villes de plus de 10 000 habitants à la différence des autres pôles urbains. De même, Cochabamba enregistre un indice de primatie significatif entre la population du pôle urbain principal, 1,05 million d'habitants, et le deuxième plus grand, Punata avec seulement 15 000 habitants (*Tableau 4-1*).

Compte tenu de la forte représentativité des trois pôles urbains dans leurs départements en matière de population et d'emploi, afin d'aller plus loin, nous supposons que leur forte domination démographique (*Tableau 4-1*) se traduit par une forte domination économique. Ainsi, « nous supposons que chaque département a les propriétés d'une véritable « région urbaine », au sens où il est essentiellement organisé en fonction de sa ville dominante, au point que l'économie du département n'aurait d'existence et de signification qu'à travers sa ville dominante » (Barillot-Castillo et Huriot, 2012).

De là, on peut dire que « L'activité d'un pôle régional reflète celle de son pôle urbain[106] principal ». Ainsi, nous étudions les neuf pôles régionaux de la Bolivie et nous nous attardons sur les trois qui composent le tripôle régional. Notre objectif est d'évaluer leur représentativité à l'échelle nationale et leur positionnement par rapport

[105] Rappelons que le nom des principales villes de département coïncide pour la plupart avec le nom du département. Ainsi, par exemple, l'agglomération de La Paz porte le même nom que celui de son département. Les exceptions sont les villes de Trinidad dans le département de Beni, la ville de Cobija, dans le département de Pando et la ville de Sucre dans le département de Chuquisaca.

[106] Ce principe est appliqué dans le cas des pôles urbains de La Paz, de Santa Cruz et de Cochabamba.

aux territoires riches en ressources naturelles, compte tenu du succès économique de ces derniers.

Tableau 4-1 : Population des 31 pôles urbains* de plus de 10 000 habitants classé par pôles régionaux, 2010

Pôles urbains*	Population (1)	Pôles régionaux	Population par région (2)	Rapport entre (1) et (2) en %	Taux de primatie des pôles urbains dans les pôles régionaux*** en %
La Paz	1 842 912	LA PAZ	2 839 946	64,9	101
Caranavi	18 155				
Santa Cruz	1 781 097	SANTA CRUZ	2 785 762	63,9	72
Camiri	24 798				
Yapacaní	22 179				
El Carmen	20 175				
Guarayos	16 285				
Mineros	14 473				
Puerto Suárez	12 227				
Portachuelo	12 080				
Cochabamba	1 049 986	COCHABAMBA	1 861 924	56,4	68
Punata	15 413				
Trinidad**	92 587	BENI	445 234	20,8	
Riberalta	87 501				
Guayaramerín	36 105				
San Ignacio	26 580				
San Borja	21 936				
Santa Ana	11 005				
Sucre**	284 032	CHUQUISACA	650 570	43,7	
Oruro**	216 724	ORURO	450 814	48,1	
Huanuni	15 515				
Cobija**	41 948	PANDO	81 160	51,7	
Potosí**	154 693	POTOSI	788 406	19,6	
Villazón	33 058				
Tupiza	22 978				
Lllallagua	17 332				
Uyuni	10 178				
Tarija**	194 313	TARIJA	522 339	37,2	
Yacuiba	112 096				
Bermejo	31 116				
Villamontes	21 168				

Source : INE, 2010.

** Le cas des pôles urbains de La Paz, de Santa Cruz et de Cochabamba est particulier, car nous avons effectué un regroupement basé sur la logique des municipalités contigües qui sont reliées au noyau principal, c'est-à-dire à la principale municipalité de département.*

** et ** : Il s'agit des villes capitales de département.*

**** Rapport de la population du premier pôle urbain à celle du deuxième pôle urbain du Pôle régional.*

4.2 La polarisation de l'activité économique

À l'aide d'indicateurs sur le plan national et international, nous nous attachons à l'étude de l'ensemble des territoires. En effet, nous partons d'une situation caractérisée par la présence d'un tripôle apparemment dominant et par le succès des territoires riches en ressources naturelles. Nous examinons ces deux types de domination qui bien que différents se combinent de manière originale.

Dans cette section, nous présentons la polarisation de l'activité économique et son évolution au cours de deux dernières décennies. Pour ce faire, nous utilisons les chiffres des deux derniers recensements en 1992 et en 2001 ainsi que les dernières données disponibles pour la production intérieure brute, 2010, l'investissement direct étranger, 2010, et les exportations, 2011. Nous étudions la décomposition territoriale et identifions les pôles régionaux productifs, le rôle du tripôle régional et le rôle des territoires riches en ressources naturelles en matière de PIB, des exportations et des IDE. Nous essayons dans la mesure du possible d'analyser ces indicateurs à la lumière du contexte national, grâce à des séries des données, afin d'avoir une vue d'ensemble et de mieux comprendre la situation économique actuelle.

4.2.1 La contribution des pôles régionaux au PIB national

Dans cette section, nous étudions la part des pôles régionaux dans le produit intérieur brut en 1988, 1992, 2001 et 2010 (*Tableau 4-2*) et le *taux de surproductivité* pour 2001 et une estimation pour 2010 (*Tableau 4-3*). C'est-à-dire que nous croisons les données du PIB avec les données de l'emploi (*cf. 3.2, Chapitre 3*). Quant aux années retenues pour l'analyse, 1992 et 2001 sont des années clés puisqu'elles synthétisent les résultats des deux derniers recensements, et 1988 et 2010 marquent les deux extrêmes de la période analysée.

Force est de constater que le tripôle régional est une référence en matière de contribution au PIB national. Au vu des données statistiques, en 2010, la part du tripôle régional dans le PIB bolivien est au-dessus de deux tiers, 68,1%.

Tableau 4-2 : Les PIB des pôles régionaux, 1988-2010

Pôles régionaux	Part dans le PIB* Bolivien (%)				TCAM du PIB (%)**		
	1988	1992	2001	2010	1992-2001	2001-2010	1988-2010
La Paz	26,3	26,5	22,4	23,0	1,73	4,20	3,14
Santa Cruz	25,8	27,1	30,7	28,4	5,07	3,01	4,23
Cochabamba	18,7	17,6	18,4	16,7	4,15	2,77	3,23
Tripôle régional	**70,8**	**71,2**	**71,5**	**68,1**	**3,68**	**3,33**	**3,59**
Beni	4,6	4,1	4,2	3,8	3,86	2,69	2,87
Chuquisaca	7,2	6,5	5,5	5,1	1,80	3,00	2,15
Oruro	5,4	5,8	6,5	6,0	5,04	2,96	4,25
Pando	0,8	0,7	1,0	1,0	7,46	3,81	5,19
Potosi	6,3	6,5	5,4	7,0	1,43	6,96	4,23
Tarija	4,9	5,2	5,9	9,0	5,11	8,77	6,65
Bolivie	**100**	**100**	**100**	**100**	**3,64**	**3,88**	**3,77**

** Les PIB sont donnés en « prix de base » égaux aux prix de marché moins les droits sur importations, la TVA, l'impôt sur les transactions et les autres impôts indirects, et sont exprimés en Bolivianos 1990. Les années 1992 et 2001 ont été choisies pour correspondre aux dates des recensements qui donnent populations et emplois. 2010 est la dernière année disponible pour les PIB. ** Taux de croissance annuels moyens sur chaque période.*

Source : Barillot-Castillo et Huriot, 2012, à partir d'INE, 2011a.

À l'intérieur du tripôle régional, Santa Cruz est celui qui contribue le plus activement avec 28,4%, suivi de la part de La Paz, 23%, et de Cochabamba qui produit 16,7% du total national. En 2010, en dehors du tripôle régional, les pôles régionaux de Tarija (gaz), 9%, de Potosi (minerais), 7%, et d'Oruro (minerais) 6% enregistrent des participations plus ou moins modestes au produit intérieur brut bolivien (*Tableau 4-2*).

En effet, la part de Tarija dans le PIB national est trois fois moins élevée que celle de Santa Cruz en 2010. Il est probable que la différence réside dans la diversification économique que Santa Cruz a par rapport à Tarija. À ce propos, notons que Santa Cruz concentre 42,2% de l'agriculture nationale[107], dont 95,1% du total de produits agricoles industrialisés, 37,7% de l'industrie manufacturière, 28,6% du transport et de stockage, 27,7% des finances et des services aux entreprises alors que la production de Tarija est principalement axée sur le gaz, 67,2% du PIB national (*cf. Tableaux 8a et 8b, Annexe 8*).

La colonne gris foncé du *Tableau 4-2* présente le taux de croissance annuel moyen[108] calculé pour les périodes intercensitaires 1992-2001 et post censitaire 2001-2010, ainsi que pour l'ensemble de la période examinée, 1988-2010.

[107] N'oublions pas (*cf. 2.3.2.1, Chapitre 2*) que le pôle de Santa Cruz a bénéficié des politiques économiques ayant pour objectif de développer le secteur agricole industriel. Mais, nous reviendrons plus tard sur cette différence prononcée en faveur de Santa Cruz à l'aide d'autres indicateurs économiques chiffrés.

[108] Nous utilisons les sigles TCAM pour désigner le taux de croissance annuel moyen

De manière générale, le tripôle régional a une croissance légèrement moins prononcée au cours de la dernière décennie, elle passe de 3,68% à 3,33%, et elle est au-dessous du niveau national[109], 3,88 (*cf. Graphique 9a, Annexe 9*). Une partie de cette tendance s'explique par la croissance moins prononcée de Santa Cruz et de Cochabamba pour la période 2001-2010. Par contre, à l'intérieur du tripôle régional, il n'y a que le pôle régional de La Paz qui a une croissance à la hausse, passant de 1,73% à 4,20%. Ceci est probablement dû à la hausse de la part sectorielle de La Paz dans le PIB national, des mines, du commerce et des finances entre 2001 et 2010 (*cf. Tableau 8a, Annexe 8*).

Malgré leurs parts modestes dans la production nationale, Tarija et Potosi ont une croissance de la production à la hausse qui atteint des niveaux bien au-dessus de la moyenne nationale. La hausse de la part de Tarija dans le PIB national est due principalement au redressement de la demande d'hydrocarbures du Brésil en 2010 (Fundacion Milenio, 2011a).

Dans le cas de Potosi, un élément clé qui explique cette croissance de près de 7% au cours de la décennie 2001-2010, est la mise en marche du projet minier *San Cristobal* qui a débuté au 2ème semestre de 2007. Il s'agit du gisement d'argent le plus important de Bolivie, qui se localise dans le département de Potosi (*cf. Figure 10a, Annexe 10*). Cette mine est considérée comme étant la troisième plus importante au niveau mondial. *San Cristobal* est le second réservoir mondial riche en argent, en 2009 les réserves étaient estimées à 455 millions de tonnes d'onces. De même, *San Cristobal* est classée comme le 6ème réservoir de zinc, avec 3,5 millions de tonnes (UDAPE, 2009a).

Comme nous le verrons dans l'analyse des données d'exportations, les prix favorables des matières premières dans les marchés internationaux sont pour beaucoup dans l'augmentation de la production des minerais et en conséquence dans les niveaux d'exportations. Toutefois, ceci n'a pas été le cas pour le pôle régional d'Oruro qui en 1992-2001 enregistrait une croissance annuelle moyenne de 5,04% passant à 2,96% au cours de la dernière décennie. D'une part, c'est à cause de la place de plus en plus importante de Potosi dans la production des minerais et d'autre part c'est parce que la principale entreprise minière *Inti Raymi* qui opère dans le département d'Oruro est en 2010 dans un processus de suspension d'activités. Fort heureusement, ceci ne freine pas la croissance du pôle régional, même si sa part dans la production nationale a diminué (*Tableau 4-2*).

Le *Tableau 4-3* complète ce que nous venons de dire et il résume le taux de surproductivité des pôles régionaux. Ce taux est défini comme le rapport entre la part du pôle régional dans le PIB national et sa part dans l'emploi national. Un territoire est surproductif quand ce rapport est supérieur à 1 et sous-productif s'il est inférieur à 1.

[109] Le *Graphique 9a* dans l'annexe du Chapitre 4 résume les taux de croissance annuels au niveau national, publiés par la banque centrale de Bolivie, pour la période 1992-2009.

Tableau 4-3 : La surproductivité des pôles régionaux, 2001 et 2010

	% PIB Bolivie 2010	TS 2001	TS 2010*	TCAM 2001-2010
Bolivie	**100**	**1,00**	**1,00**	**3,88**
La Paz	23,00	**0,75**	**0,84**	4,20
Santa Cruz	28,40	**1,24**	**1,06**	3,01
Cochabamba	16,70	**1,05**	**0,94**	2,77
Tripôle régional	**68,10**	**0,99**	**0,95**	**3,33**
Beni	3,80	1,00	0,89	2,69
Chuquisaca	5,10	1,02	0,82	3,00
Oruro	6,00	1,33	1,39	2,96
Pando	1,00	1,67	1,28	3,81
Potosi	7,00	0,68	0,93	**6,96**
Tarija	9,00	1,20	1,80	**8,77**

Élaboration de l'auteur à partir des données de l'INE et al., 2005, et INE, 2011a.
Les sigles TS désignent le taux de surproductivité.
** Les données pour 2010 sont des estimations publiées par l'INASET, 2010.*

Le taux de surproductivité est calculé pour 2001, dernière année pour laquelle nous avons des données aussi précises[110] publiées par l'INE. Pour 2010, il s'agit des estimations faites par l'INASET[111] à partir des données de l'INE, mais qui pourraient nous donner un aperçu plus actualisé.

En 2001, le tripôle régional concentre deux tiers de la population nationale 70,5%, deux tiers de l'emploi, 72,1%, mais aussi les deux tiers de la production nationale, 71,5% et pourtant il n'enregistre pas de surproductivité, 0,99 ! (*Tableau 4-3*). D'après les estimations en 2010, le tripôle régional confirmerait l'absence de surproductivité, 0,95, tout en gardant une part élevée dans la population urbaine nationale, 71%, dans le total de l'emploi, 71,82% et dans le PIB bolivien, 68,10%. Il semblerait que ces pôles régionaux sont importants par leur production parce qu'ils sont importants en taille. L'absence de surproductivité révèle un tripôle régional qui ne domine pas forcément grâce à sa surproductivité. Toutefois, nous n'irons pas plus loin dans ces conclusions, puisque cette analyse est tributaire de l'imperfection des données et qu'elle s'appuie aussi sur des estimations pour 2010. De plus, le fait que le tripôle urbain a su centraliser les activités relatives aux ressources naturelles au cours de l'histoire économique de la Bolivie, nuance le constat de l'absence de surproductivité et du possible effet-taille du tripôle régional et renforce notre hypothèse d'un tripôle relativement dominant, mais qui est fragilisé par le succès des territoires riches en ressources naturelles.

[110] Malheureusement, les dernières données disponibles de l'emploi sur le site de l'Institut National de statistiques boliviennes ne sont qu'à l'échelle nationale.
[111] Étant donné que les dernières estimations de l'INE-UNFPA-CELADE pour la population économiquement active par départements datent de 1997, nous utilisons des estimations plus récentes publiées par la coopération internationale suisse et la fondation INASET en 2010.

Néanmoins, à l'intérieur du tripôle régional, Santa Cruz apparait comme surproductif en 2001 et en 2010, même si c'est un taux moins élevé. Bien évidemment, il reste modeste par rapport aux villes comme Sao Paulo qui a une productivité de 4,20, Shanghai, 10,42, Buenos Aires, 1,51, Lima, 1,53 ou Guayaquil, 2,30, pour citer quelques exemples (Polèse et Shearmur, 2005).

En dehors du tripôle, Tarija, Oruro et Pando apparaissent comme des pôles régionaux surproductifs. Rappelons que Pando et Oruro ont une part dans le PIB national d'à peine 1% et 6% respectivement. Quant à Tarija, il s'agit d'un pôle régional qui a bénéficié dernièrement du redressement de la demande gazière du Brésil, principal marché d'exportation (*cf. 2.1.2.3, Chapitre 2*).

Une fois de plus, soulignons que notre interprétation est limitée par la qualité des données, ce qui nous empêche d'émettre des conclusions plus approfondies.

En somme, la domination du tripôle régional en matière de production est fragilisée compte tenu des territoires riches en ressources du sous-sol qui au cours de la décennie 2001-2010 se sont affirmés dans l'économie bolivienne. Toutefois, le tripôle régional continue à concentrer les deux tiers de la production bolivienne, 68,1%, en 2010. Nous retenons également la part élevée que Santa Cruz a dans la production nationale, près d'un tiers, 28,4%, en 2010 et le taux de surproductivité qu'il a par rapport à Cochabamba et La Paz. Ceci montre une économie qui s'affirme de plus en plus et qui, à la différence des pôles régionaux comme Potosi et Tarija, a une structure productive plus diversifiée, donc moins dépendante des ressources du sous-sol.

Pour compléter le contexte de la productivité nationale, il est important de nous plonger dans les données concernant le volet international, c'est-à-dire les exportations et la captation des investissements directs étrangers (IDE).

4.2.2 Volet international : Exportations, IDE

Les exportations boliviennes dépendent malheureusement la plupart du temps du contexte économique international, et s'adaptent facilement à la demande du marché externe et aux prix internationaux des ressources du sous-sol. Ainsi, nous soutenons qu'il s'agit d'une activité fluctuante et fragile face aux aléas du marché mondial et de la demande externe. Les investissements directs étrangers également ont une tendance fluctuante et très variable selon la période étudiée. Comme nous le développerons par la suite, les IDE ne sont pas indépendants des faits politiques, des faits économiques ainsi que des ressources naturelles bien côtés sur le marché international.

Par la suite, nous étudions plus précisément les données qui concernent l'ensemble des pôles régionaux, dont le tripôle régional pendant la dernière décennie, 1999-2011.

4.2.2.1 Les pôles régionaux exportateurs

À l'aide des données d'exportations des pôles régionaux pour la période 1999-2011 (INE, 2012a), et compte tenu du contexte fluctuant qui caractérise les exportations boliviennes depuis 1980 (*cf. Graphique 4-5, Chapitre 4*), notre objectif est d'évaluer le rôle du tripôle régional par rapport aux autres pôles régionaux exportateurs et au niveau national.

Notre analyse tient compte des données d'exportations en valeur FOB[112], ainsi, le *Tableau 4-4* résume les exportations en millions de dollars américains courants pour l'ensemble des pôles.

Nous divisons cette décennie en deux sous périodes : de 1999 à 2004 et de 2005 à 2011. À partir de 2005, Santa Cruz est supplanté de son rôle de premier pôle régional exportateur par Tarija et ses exportations d'hydrocarbures (*Graphique 4-1*).

Un regard rapide sur l'évolution de la valeur des exportations durant la période 1999-2011 met en évidence une sorte de clivage en 2009. En effet, cette année marque un temps de pause dans la tendance plus ou moins expansive des exportations nationales. L'analyse de la décomposition interne des exportations par secteurs (minerais, hydrocarbures et autres) révèle que ceci est dû principalement à la chute des exportations d'hydrocarbures, qui passent de 50,2% en 2008 à 39% en 2009, pour finalement se placer à 45,2% en 2011 (*cf. Tableaux 11a et 11b, Annexe 11*). 2009 reflète, entre autres, l'effondrement des prix des hydrocarbures à la fin de 2008 ainsi que la réduction des marchés d'exportation (Weisbrot *et al.*, 2010).

Mais que dire du tripôle régional en matière d'exportations ?

Le tripôle régional a une place importante entre 1999 et 2004, car il concentre plus de la moitié des exportations boliviennes. Cependant, après 2004 sa part commence à s'affaiblir au profit des pôles régionaux riches en ressources naturelles qui gagnent du terrain.

[112] Les sigles FOB sont un incoterm des sigles en anglais : *Free On Board*. Il s'agit du montant qui n'inclut pas les taxes et les coûts de transport des marchandises exportées.

Tableau 4-4 : Exportations en millions de dollars américains, 1999-2011

FOB, 10^6 USD	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	TCAM 1999-2004	TCAM 2005-2011
Total	1 042	1 246	1 226	1 320	1 590	2 195	2 867	4 088	4 822	6 933	5 400	6 952	9 098	16,06	21,22
La Paz	181	153	137	156	183	211	241	305	374	406	311	452	539	3,06	14,35
Santa Cruz	363	466	494	511	590	772	806	981	1 304	1 869	1 512	1 739	2 109	16,30	17,39
Cochabamba	61	98	108	119	128	182	291	372	312	419	253	313	393	24,47	5,11
Tripôle régional	605	716	739	786	901	1 164	1 339	1 659	1 990	2 694	2 076	2 505	3 041	14,00	14,66
Beni	21	40	32	33	41	56	64	65	73	79	67	90	129	21,50	12,46
Chuquisaca	5	19	16	5	5	8	17	72	104	198	115	165	244	9,35	56,10
Oruro	211	215	173	173	154	176	194	350	349	393	319	468	606	-3,55	20,95
Pando	3	15	8	8	5	5	7	10	14	18	13	17	18	6,27	17,77
Potosi	157	179	135	139	170	225	264	558	814	1 356	1 403	1 776	2 450	7,38	44,94
Tarija	31	48	112	164	303	550	984	1 374	1 478	2 195	1 406	1 931	2 609	78,13	17,66
Non spécifié	9	13	13	11	11	11	0	0	0	0	0	0	0	-	-

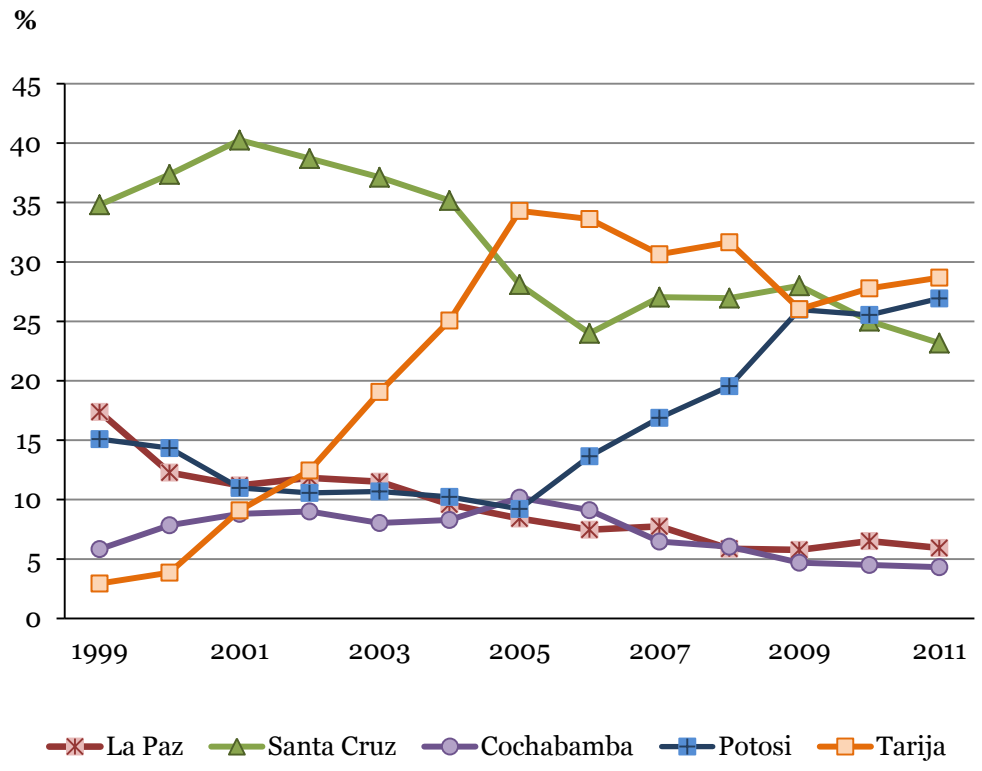
Source : INE, 2012a. Les données pour 2010 et 2011 sont provisoires.

À l'intérieur du tripôle régional, Santa Cruz est celui qui participe le plus aux exportations boliviennes. En 2011, Santa Cruz participe presque 4 fois plus que La Paz et 5,4 fois plus que Cochabamba au total national d'exportations. Cependant, au cours de la période Tarija, avec une croissance de 78,73% entre 1999 et 2004 et Potosi avec 44,94% de croissance annuelle moyenne entre 2005 et 2011 augmentent leurs parts dans le total d'exportations (*cf. TCAM, Tableau 4-4*).

Ainsi, Santa Cruz après avoir atteint une part de 40% sur le total d'exportations en 2001 s'est vue céder la place aux territoires riches en ressources du sous-sol, ce qui affaiblit en conséquence l'importance du tripôle régional dans les exportations boliviennes.

La part du binôme Tarija-Potosi devient de plus en plus importante, en 2006, avec 47,3% ils dépassent la part du tripôle régional, 40,6%, dans les exportations boliviennes (*cf. Tableau 12a, Annexe 12*). Depuis, la participation de ce binôme n'a pas cessé de s'accroitre, en 2011 Tarija et Potosi concentrent 55,6% du total national alors que le tripôle régional génère 33,4% du total, sachant que c'est Santa Cruz qui y participe le plus.

Graphique 4-1 : Participation des pôles régionaux au total des exportations, 1999-2011



Source : Calculs de l'auteur à partir de l'INE, 2012a. Les données pour les années 2010 et 2011 sont provisoires.

Le *Graphique 4-1* résume la part des trois principaux pôles régionaux et de Tarija et Potosi étant donné leur part élevée dans les exportations nationales pour la période 1999-2011. Ce graphique renforce ce que nous venons de dire précédemment. En 2005, Tarija devient le premier pôle régional exportateur au niveau national avec 34,3% et en 2010 Potosi devient le deuxième exportateur après Tarija, laissant la troisième place à Santa Cruz.

Malgré la montée en puissance des territoires riches en ressources du sous-sol, Santa Cruz garde son rôle de pôle régional exportateur.

Comment expliquer cette sorte de « réveil » de Tarija pendant la période 1999-2004 et de Potosi pendant 2005-2011 ? (*cf. TCAM, Tableau 4-4*). Nous utilisons le terme « réveil » puisqu'il s'agit des exportations historiquement importantes (*cf. 2.1.1.1 et 2.1.1.3, Chapitre 2*).

En effet, Potosi a une participation aux exportations boliviennes assez terne entre 2001 et 2005, qui est respectivement de 11% et de 9,2%, mais à partir de 2006, il n'a pas cessé de s'accroître et a une croissance de 44,94% pour la période 2005-2011. Ceci est la conséquence des prix favorables des matières premières dans le marché international et aussi de la mise en production, à partir de 2007, du plus grand gisement d'argent en Bolivie « San Cristobal ». Les minerais les plus exportés sont le zinc, le plomb et l'argent.

Potosi est une économie fortement dépendante de l'extraction minière et des prix des matières premières dans le marché international, ce qui laisse penser à une économie vulnérable aux chocs externes.

Tarija pour sa part a bénéficié du redressement de la demande d'hydrocarbures du Brésil, qui à son tour explique l'augmentation du volume d'exportations d'hydrocarbures qui atteigne en 2010 des volumes aussi importants que ceux de 2008 (Fundacion Milenio, 2011a).

L'année 2010 marque une période de « rétablissement » de l'économie mondiale. La Bolivie bénéficie d'un contexte externe très favorable, d'autant plus que ses principaux partenaires commerciaux ont une croissance élevée du PIB et des importations. 2010 est une année d'aubaine pour les prix d'exportations des matières premières de la Bolivie. Le prix du pétrole s'est rétabli et tire vers le haut les exportations d'hydrocarbures. Le prix des minerais a grimpé et il a atteint un record historique. Les prix des produits issus de l'agriculture ont également augmenté, mais plus modestement. Mais comment expliquer ce scénario favorable ? D'une part, il y a le redressement de la croissance mondiale (notamment la croissance de la Chine[113], qui a un produit intensif en matières premières), le faible niveau de taux d'intérêt au

[113] Le Figaro, 2007/02/03.

niveau international, ce qui favorise la demande spéculative, notamment celle des métaux (Fundacion Milenio, 2011a).

Le fait que les hydrocarbures et les minerais ont pris le devant sur le scénario des exportations (*cf. Tableaux 12b et 12c, Annexe 12*), est certes un atout pour l'économie bolivienne, mais en même temps il la fragilise, car cela implique que les exportations reposent sur les richesses du sous-sol qui à terme sont épuisables et qui dépendent en plus des marchés externes, et de la « santé » économique des partenaires commerciaux.

Tout en restant dans la participation territoriale au volet international, nous nous intéressons par la suite à la captation des Investissements Directs Étrangers, IDE des pôles régionaux.

4.2.2.2 Les investissements directs étrangers (IDE)

Avant d'entrer dans l'analyse des données, nous estimons nécessaire de faire le point sur le contexte général dans lequel l'arrivée des capitaux étrangers a eu lieu dans l'économie bolivienne.

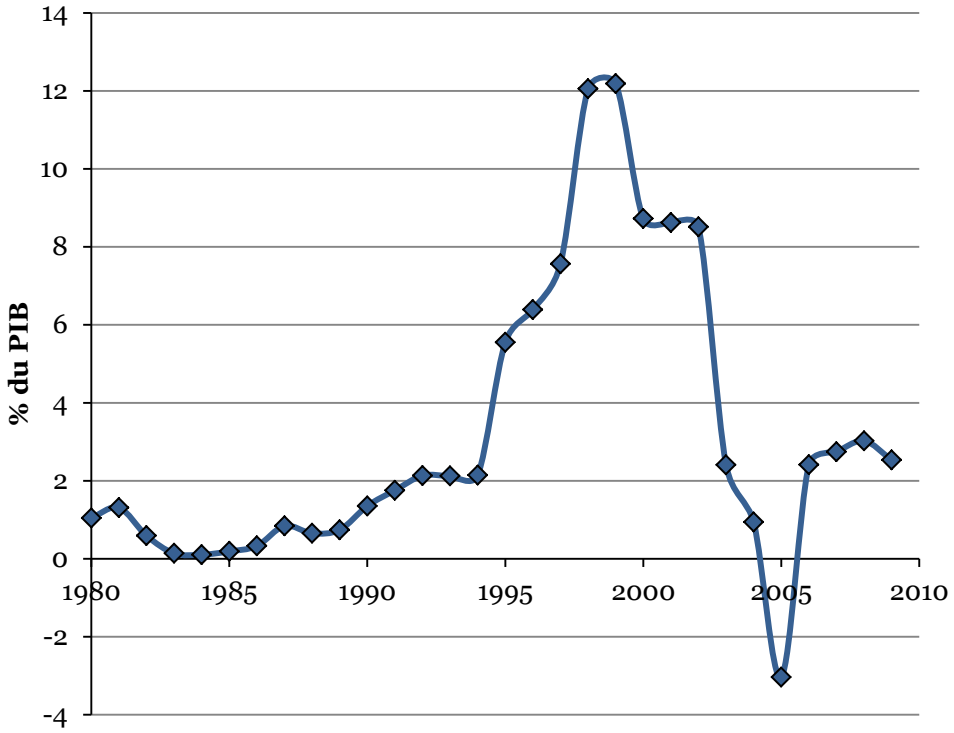
Ainsi, nous retraçons l'évolution des investissements directs étrangers depuis 1980 jusqu'en 2009. C'est dans ce cadre que nous faisons allusion aux faits historiques dans lesquelles l'arrivée des capitaux étrangers s'est déroulée, à savoir le *consensus de Washington* (*cf. 2.3.3, Chapitre 2*), et le contexte actuel de la nouvelle constitution politique de l'État et ses répercussions dans la captation des investissements étrangers.

Contexte

Un regard rapide sur les investissements directs étrangers en termes de pourcentage du PIB depuis 1980 nous permet d'apprécier qu'à partir de 1995 la tendance est très marquée soit à la hausse soit à la baisse (*Graphique 4-2*). Pour mieux comprendre l'évolution des investissements directs étrangers nous divisons notre étude en quatre grandes périodes : 1980-1985, 1986-1991, 1992-2000 et de 2001 à nos jours.

Pendant la période 1980-1985, l'économie bolivienne traverse une spirale inflationniste[114] ce qui va de pair avec une tendance des investissements étrangers directs à la baisse. En 1985[115], le programme de rééquilibrage structurel[116] est mis en place afin de contrôler le taux d'inflation, et de sortir la Bolivie de ce chaos économique via une réforme structurelle de l'économie. Cette mesure plus la promulgation du décret 21060 de réactivation économique (*cf. 2.3.3, Chapitre 2*) semblent marquer le début d'une hausse progressive des IDE. Une fois la stabilité macroéconomique atteinte, ainsi que la stabilité des taux de change et des taux d'intérêt, entre autres, le scénario économique bolivien gagne en crédibilité et donne lieu à la construction d'un climat de confiance pour les investisseurs.

Graphique 4-2 : Les IDE en Bolivie*, 1980-2009



*Source : UDAPE, 2010. * Ces données ne sont disponibles qu'à l'échelle nationale.*

[114] Durant les années 1983-1985, le PIB bolivien était en chute libre, les exportations enregistraient un taux de croissance négatif (-9,6%), malgré l'importance du secteur des hydrocarbures, les importations étaient en hausse. De plus, la balance des paiements était déficitaire, il y avait une hausse des réserves externes, par le biais du financement externe, ce qui ne faisait qu'accroitre la dette externe, le taux d'intérêt était négatif et le taux d'inflation reflétait bien celui d'une spirale inflationniste (PIEB, 2002).

[115] D'après Terrazas A., 2008, le processus de réforme structurelle en Bolivie ne commence que dix ans après les réformes structurelles mises en place dans les économies voisines du continent Sud-Américain.

[116] Les sigles en espagnol du Programme de rééquilibrage structurel de l'économie sont PAE, *Programa de Ajuste Estructural.*

Ainsi, cette tendance s'accentue pendant la décennie des années 90 et en 1999 les investissements directs étrangers sont au plus haut niveau, soit 12,2% du PIB national. Force est de constater que durant la période 1992-2000, le fait le plus marquant pour les IDE est la privatisation des cinq secteurs les plus stratégiques de l'économie bolivienne, à savoir l'eau, l'électricité, les hydrocarbures, les télécommunications et les chemins de fer. La loi de privatisation en 1995 a pour objectif d'inciter les investisseurs étrangers à moderniser ces cinq secteurs stratégiques pour améliorer l'efficacité et l'accroissement des activités des secteurs en question (*cf. 2.3.4.1, Chapitre 2*). Cette loi favorise l'arrivée des investissements étrangers, mais cette tendance est renversée à partir de l'année 2000 jusqu'en 2005, suite à la crise économique généralisée et à la crise politique. C'est justement pendant cette période que le changement de régime politique s'est produit et que le nouveau régime « socialiste » est arrivé au pouvoir.

L'environnement politique et social

À partir de 2005, plusieurs faits marquent l'environnement politique et social et en conséquence, l'arrivée des investissements étrangers. Il y a des éléments à prendre en compte, comme la permanence d'une forte contestation sociale. De plus, depuis qu'Evo Morales est devenu le président constitutionnel de la Bolivie plus d'une quinzaine d'entreprises ont été nationalisées[117] (Fundacion Milenio, 2012a), à savoir dans le secteur des hydrocarbures[118], des télécommunications, de l'électricité, des mines, de la métallurgie, de l'eau et de l'assainissement. De même, pendant ce gouvernement, six nouvelles entreprises étatiques ont vu le jour[119]. Toutefois, le ministre de l'Économie et des Finances a signalé que malgré le processus de nationalisations depuis mai 2006, la Bolivie continue à attirer du capital étranger[120].

Le 2012/05/18, l'agence internationale Standard & Poor's a publié les nouvelles qualifications pour la dette bolivienne et elle passe de B+ à BB- avec un panorama stable. De plus, le rapport souligne une amélioration dans les finances

[117] A cet égard, le président de la Commission Européenne, José Manuel Durao Barroso, signale l'instabilité politique bolivienne comme étant « très considérable », Mexique (EFE) 13/05/08.
[118] *Evo Morales annonce la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie*, article paru dans Le Monde, http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2006/05/01/evo-morales-annonce-la-nationalisation-des-hydrocarbures-en-bolivie_767173_3222.html
[119] *Las nacionalizaciones en Bolivia no asustan al capital*, article paru dans las provincias.es, http://www.lasprovincias.es/v/20110109/dinero/nacionalizaciones-bolivia-asustan-capital-20110109.html
[120] D'après le dernier rapport de la Banque Centrale de la Bolivie, les investissements étrangers directs sont passés de 651 millions de dollars à 859 millions, il y a eu un accroissement de 32% en 2011 par rapport à 2010.

publiques et des indicateurs externes favorables. La nouvelle note que l'agence internationale a donnée reflète une amélioration dans la charge de la dette externe du pays[121] et même si elle reste modeste, elle pourrait jouer favorablement en matière de captation des capitaux étrangers.

À cela s'ajoute l'existence d'un scénario politique bolivien imbibé d'un discours réclamant l'autonomie des régions, le département de Santa Cruz[122] est à la tête de ce mouvement. Également, à partir de 2005 l'idée d'une nouvelle constitution politique de l'État[123] voit le jour. Cette dernière constitution a été largement approuvée[124] par le peuple bolivien le 25 janvier 2009 et promulguée[125] le 7 février suivant. Ce processus d'adoption de la nouvelle constitution fut « lent et émaillé d'incidents entre pro et anti-Morales[126] » (Souty, 2011).

En somme, l'ensemble de ces éléments jouent un rôle important sur l'image de la Bolivie au niveau international, et bien évidemment sur la captation des capitaux étrangers. Notons que la part des IDE en pourcentage du PIB reprend timidement un cours ascendant à partir de 2005, mais elle est loin d'être dans les mêmes proportions qu'en 1995, lors de la privatisation massive des secteurs clés de l'économie bolivienne (*Graphique 4-2*).

D'après les données sur les IDE de l'INE et de la banque centrale de Bolivie, BCB[127], ce sont le secteur des hydrocarbures et le secteur des minerais qui centralisent les IDE. En 2008, ces deux secteurs captent 68,91% des 1 302 millions d'USD investis dans le pays. Pour le reste des secteurs, leur part dans le total d'IDE a une importance éphémère et ponctuelle selon l'année (*cf. Tableau 13a, Annexe 13*).

Après ce détour sur la tendance générale des investissements directs étrangers, en pourcentage du PIB bolivien et en pourcentage de l'activité économique au total d'IDE, au niveau national de 1980 jusqu'en 2009 ainsi que sur les éléments qui font

---

[121] http://www.la-razon.com/economia/Arce-espera-inversion-informe-SP_0_1618638157.html

[122] Santa Cruz de la Sierra a voté et déclaré son nouveau statut en tant que région autonome.

[123] L'initiative de changer la Constitution Politique de l'État, CPE, a été lancée en juillet 2006.

[124] « Avec une participation de 90,26% des inscrits, 61,43% des votants se sont prononcés en faveur du projet de Constitution. Cette Constitution est la première à avoir été adoptée après un vote populaire depuis l'accession de la Bolivie à l'indépendance, en 1825, grâce aux armées de Simon Bolivar » Souty V., 2011.

[125] « La première partie de la Constitution s'intitule « Bases fondamentales de l'État – droits, devoirs et garanties », et comporte 144 articles. La deuxième partie a trait à la structure et à l'organisation de l'État, et présente les principaux organes institués par la CPE. Dans la troisième partie, la Constitution aborde la structure territoriale et traite de l'autonomie des entités territoriales. Enfin, la quatrième partie aborde des questions économiques, tandis que la cinquième et dernière, de loin la plus courte puisqu'elle ne contient que deux articles, s'intitule « Hiérarchie normative et réforme de la Constitution» (Souty, 2011).

[126] Evo Morales Ayma est, en 2011, l'actuel président de la Bolivie et il s'inscrit dans le cadre d'une révolution bolivarienne initiée par le Président vénézuélien Hugo Chavez. Ils sont soutenus également par le Président équatorien Rafael Correa.

[127] La BCB centralise l'information sur les montants d'IDE depuis 2006 et elle publie les données à l'échelle nationale.

partie du contexte économique, politique et social, la question qui suit est : Comment caractériser le tripôle régional dans la captation de l'investissement étranger direct ? Quels sont les pôles régionaux les plus attractifs pour les investissements directs étrangers ? Pour cela, nous présentons la décomposition territoriale des IDE, et nous passons de l'analyse des données des IDE en pourcentage du PIB aux données absolues des IDE en millions de dollars américains.

Les territoires réceptacles des IDE, 1996-2005

La tendance nationale des investissements directs étrangers est fluctuante et elle varie beaucoup en fonction des années. D'après les montants des IDE en millions de dollars américains (*Tableau 4-5*), les investissements directs étrangers en 2005 ne s'éloignent pas beaucoup de ceux qui ont été enregistrés en 1996.

Tableau 4-5 : Les territoires réceptacles des IDE, 1996-2005

IDE Bolivie 10^6 USD	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**
	427	**854**	**1 026**	**1 010**	**832**	**877**	**999**	**567**	**448**	**488**
La Paz	111	102	133	109	162	157	112	141	84	75
Santa Cruz	136	417	552	512	398	370	339	165	233	135
Cochabamba	120	252	142	141	58	68	119	89	31	18
Tripôle régional	367	772	827	762	618	594	569	396	349	228
Beni	15	5	7	4	13	13	1	3	1	3
Chuquisaca	5	14	25	43	20	37	9	25	10	31
Oruro	10	11	12	14	28	26	8	1	5	2
Pando	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Potosi	16	22	36	16	16	9	2	3	43	210
Tarija	15	30	118	170	135	198	411	139	41	15
Potosi+Tarija	31	52	154	186	152	207	412	142	83	225

** Données provisoires*

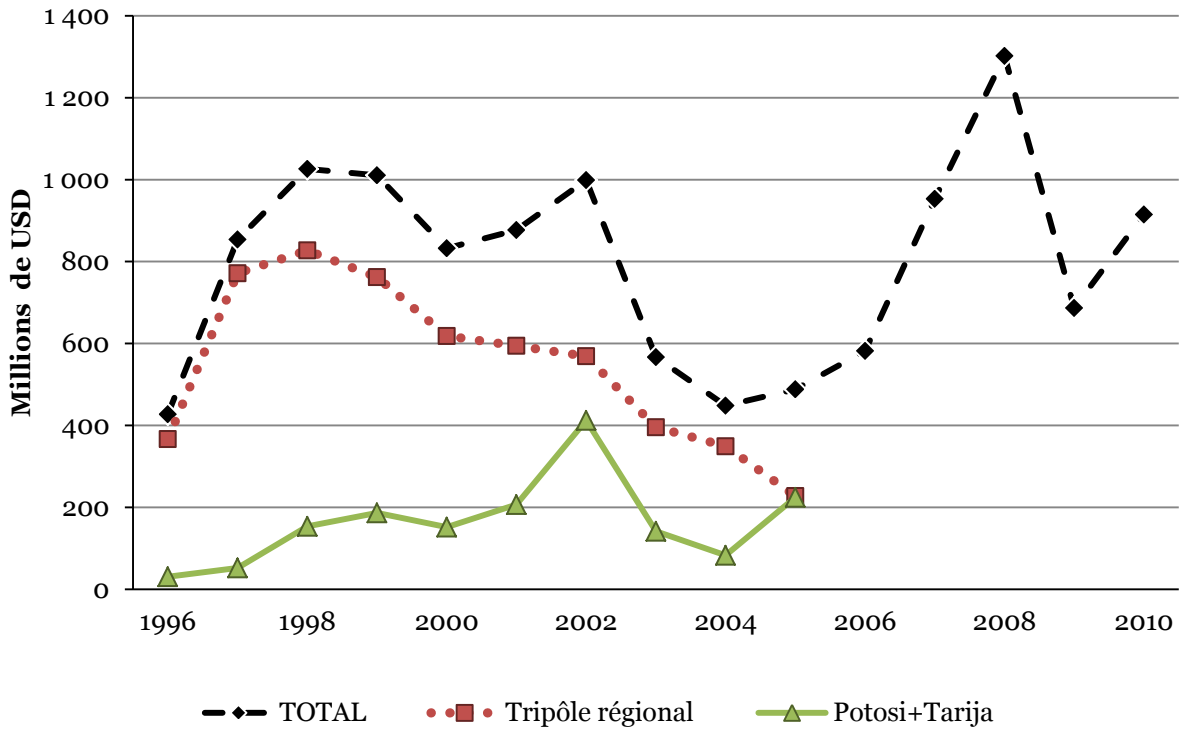
*** Le montant total des IDE en Bolivie en 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010 s'élève respectivement à 582, 953, 1 302, 687 et 915 millions de dollars (données provisoires, Banque Centrale de Bolivie, 2011). Nous ne disposons pas de la décomposition pour les pôles régionaux à partir de 2006. Sources : INE, 2009b, Banque Centrale de Bolivie*

Le total des IDE en Bolivie a connu un double pic en 1998-1999 et en 2002, pour ensuite tomber en 2005 à des niveaux comparables à 1996 (*Tableau 4-5*). Depuis, la Bolivie a connu une tendance cyclique de 2006 à 2010 avec des pics en 2008 et en 2010, ce dernier moins important qu'en 2008.

Les territoires réceptacles des IDE n'affichent pas une tendance synchronisée de 1996 à 2005, dernière année disponible des données à l'échelle des pôles régionaux.

Globalement les IDE reçus par le tripôle régional ont une part dans le total de moins en moins importante, allant de 85,84% en 1996 à 46,65% en 2005 alors que le binôme Tarija et Potosi augmente sa part et en 2005 est presque à égalité, 46%, avec le tripôle régional (*cf. Tableau 13b, Annexe 13*). Le montant total des IDE reçus par le tripôle régional commence à s'affaiblir dès 1998 (*Graphique 4-3*).

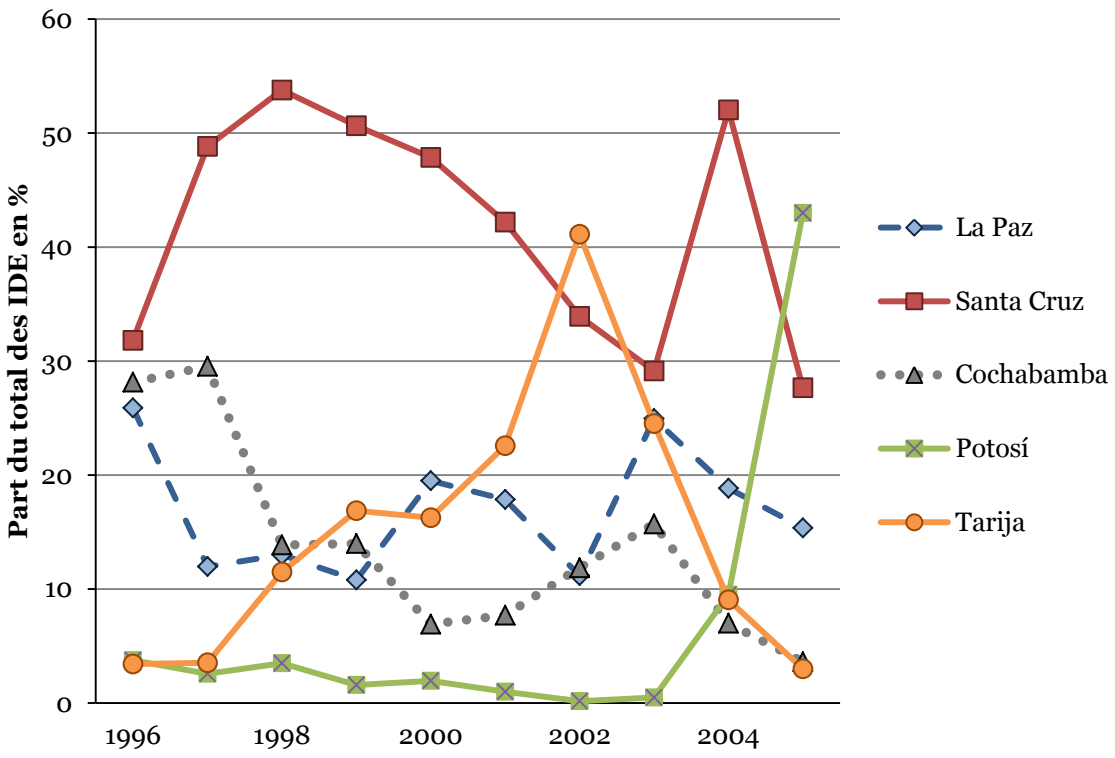
Graphique 4-3 : Les IDE en Bolivie, dans le tripôle régional et dans Potosi et Tarija, 1996-2010



Source : Calculs de l'auteur à partir de INE, 2009b, Banque Centrale de Bolivie.

Quelques tendances se profilent à l'intérieur du tripôle régional et sa part dans le total des IDE. Santa Cruz domine régulièrement au cours de cette période et enregistre à peu près entre 30 et 50% des IDE. La tendance de La Paz est moins remarquable et plus fluctuante et ce pôle régional a une part du total des IDE qui oscille entre 10 et 25%. Cochabamba de son côté voit diminuer sa part du total des IDE et elle passe de 28% en 1996 à seulement 3,6% en 2005 (*Graphique 4-4*).

Graphique 4-4 : Part du total des IDE reçue par les pôles régionaux, 1996-2004



Source : Calculs de l'auteur à partir d'INE, 2009b.

En dehors du tripôle régional, les territoires riches en ressources naturelles, Tarija avec les réserves de gaz et Potosi riche en minerais, semblent gagner du terrain à eux deux (*cf. Tableau 13c, Annexe 13*).

Alors que Tarija a une part à la baisse dans le total des IDE à partir de 2002, Potosi voit sa part augmenter à partir de 2004. En 2005, Potosi concentre 43% du total des IDE, alors que Santa Cruz comptabilise 28% (*Graphique 4-4*).

En somme, en matière d'exportations et d'investissements directs étrangers les territoires riches en hydrocarbures et en minerais ont plus d'ampleur dans l'économie et prennent le devant sur le tripôle régional. Toutefois, le fait que ces activités soient en partie dépendantes de la demande extérieure et des prix internationaux des ressources du sous-sol fragilise leur montée en puissance au cours de cette dernière décennie. À cela s'ajoute que ces activités ont une tendance historiquement cyclique.

Nous constatons également que le pôle régional de Santa Cruz s'affirme au niveau national, et malgré la mise en valeur conjoncturelle de Potosi et de Tarija, Santa Cruz garde une importance économique, que ce soit au niveau de la production nationale, un tiers du total, ou au niveau des exportations, troisième pôle exportateur après Tarija et Potosi en 2011. Quant au pôle régional de La Paz, il s'agit d'une

économie très influencée par son statut de siège du gouvernement qui ne brille pas par son rôle exportateur ni par la captation des IDE. Cochabamba a également une part faible dans les exportations et ne dépasse pas les 10%, en plus sa part dans les IDE est en chute libre, à 2005.

Soulignons que ces constats sont strictement liés aux périodes étudiées et aux statistiques dont nous disposons.

4.3 Polarisation et spécialisations

Jusqu'ici, nous avons constaté l'existence de pôles régionaux majeurs qui se distinguent de l'ensemble des pôles régionaux boliviens. Les pôles régionaux de Potosi et de Tarija semblent ancrer leur production et leurs exportations dans leurs richesses du sous-sol. Mais que dire sur la spécialisation du tripôle régional et plus précisément des trois principaux pôles régionaux ? En dehors du tripôle régional et des pôles riches en ressources naturelles, Potosi et Tarija, quelle est la spécialisation du reste des pôles régionaux ?

Dans cette section, notre objectif est d'étudier la décomposition sectorielle et d'identifier les secteurs les plus importants au niveau territorial grâce aux spécialisations relatives.

L'idée est de pouvoir différencier les territoires sachant que « La domination du tripôle régional n'est ni absolue, ni équitablement partagée entre les trois pôles régionaux, c'est un trio où se combinent complémentarités et rivalités, harmonie et dissonances » (Barillot-Castillo & Huriot, 2012).

Il s'agit d'un tripôle régional qui est en constante évolution, dominant, mais à la fois fragile face aux pôles régionaux de Tarija et de Potosi, riches en hydrocarbures et minerais, qui sont à la fois dépendants des prix internationaux des ressources du sous-sol. Ainsi, nous retenons trois années : 1992, 2001 et 2010 afin d'avoir des instantanés datés qui pourront nous donner une idée de la polarisation régionale et des spécialisations des territoires. Sur l'ensemble des données dont nous disposons, celles du PIB sont les plus détaillées au niveau sectoriel, mais comme nous l'avons précisé précédemment elles ne sont disponibles qu'à l'échelle des pôles régionaux (*cf. 4.1, Chapitre 4*). Pour l'analyse des spécialisations relatives, nous faisons appel au quotient de localisation, QL (*cf. 3.2.1.1 et 3.2.1.2, Chapitre 3*).

Une fois identifiées les spécialisations sectorielles de la Bolivie, grâce aux données de la production intérieure brute, et au niveau international, avec les données des exportations et des investissements directs étrangers, notre objectif est de focaliser notre attention sur le tripôle régional. Ainsi, nous nous intéressons aux spécialisations sectorielles au sein de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, tout en les comparants aux six autres pôles régionaux.

4.3.1 Les spécialités boliviennes

Une lecture de l'importance relative de chaque secteur dans le PIB bolivien en 2010, révèle un pays où l'agriculture est une activité relativement importante, 14% du PIB en 2010 (*Tableau 4-6*). En dehors de l'agriculture, les secteurs de l'industrie, 18,7%, des hydrocarbures et des minerais, 13,5%, des finances, 12,8% et du transport, 12,4% affichent des parts importantes dans le produit intérieur brut pour cette année.

Au cours de la dernière décennie, le secteur des hydrocarbures et des minerais enregistre la croissance annuelle moyenne la plus forte sur l'ensemble des secteurs, 7,27% pour la période 2001-2010. Cette situation n'est pas étonnante vu le contexte international favorable, prix internationaux élevés pour les hydrocarbures et redressement de la demande du Brésil en matière d'hydrocarbures.

Les secteurs de la construction, du transport et de l'industrie enregistrent également une croissance importante. Toutefois, nous attirons l'attention sur la croissance ralentie du secteur des finances au cours de la période 2001-2010, 1,99% par rapport à la croissance entre 1992-2001 qui était de 6,88%. Ceci est dû principalement à la baisse dans la croissance du secteur des services aux entreprises qui passe de 11% à 0,15% entre les deux périodes étudiées. De même, sa part dans le PIB est en baisse entre 2001, 5,3% et 2010, 3,8%.

Tableau 4-6 : La composition et la croissance sectorielles du PIB Bolivien, 1992, 2001 et 2010

Secteurs*	Part dans le PIB** Bolivien (%)			TCAM*** du secteur	
	1992	2001	2010 (p)	1992-2001	2001-2010
PIB Bolivie 10^6 USD	15 125	20 860	29 385	3,64	3,88
1 Agricult., élevage, chasse, pêche	16,5	15,8	14,0	3,12	2,54
1.1 Prod. agri non. indust.	*7,9*	*7,0*	*6,3*	*2,2*	2,66
1.2 Prod. agri. Industr.	*1,9*	*3,0*	*2,2*	*9,1*	0,42
1.3 Coca	*1,1*	*0,2*	*0,2*	*-15,0*	1,44
1.4 Produits de l'élevage	*4,6*	*4,6*	*4,4*	*3,7*	3,18
1.5 Sylviculture, chasse, pêche	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*3,8*	4,63
2 Gaz, pétrole, mines	10,8	10,1	13,5	2,86	7,27
2.1 Gaz, pétrole	*4,4*	*5,2*	*6,7*	*5,5*	6,73
2.2 Mines, carrières	*6,4*	*4,9*	*6,9*	*0,7*	7,83
3 Industrie manufacturière	18,2	18,2	18,7	3,66	4,19
3.1 Aliments	*5,9*	*7,0*	*6,6*	*5,6*	3,23
3.2 Boissons, tabac	*2,4*	*2,3*	*3,2*	*3,2*	7,89
3.3 Textile, vêtements, cuir	*2,1*	*2,0*	*1,6*	*2,8*	1,65
3.4 Bois et prod. du bois	*1,1*	*1,2*	*1,2*	*4,3*	3,96
3.5 Prod. de raffinage de pétrole	*2,6*	*2,0*	*2,0*	*0,7*	3,96
3.6 Prod. des minéraux non métall.	*1,3*	*1,2*	*2,0*	*3,3*	9,88
3.7 Autres	*2,8*	*2,5*	*2,0*	*2,6*	1,20
4 Électricité, gaz, eau	1,8	2,2	2,2	5,82	4,03
5 Construction	3,7	3,5	3,9	3,02	5,00
6 Commerce	9,7	9,1	9,1	2,89	3,85
7 Transport, stockage, com.	10,6	11,8	12,4	4,85	4,45
7.1 Transport et stockage	*9,1*	*8,9*	*9,7*	*3,3*	4,86
7.2 communication	*1,5*	*2,9*	*2,7*	*11,7*	3,10
8 Fi, SE, ass., immob.	11,4	15,1	12,8	6,88	1,99
8.1 Finance	*2,3*	*4,4*	*4,3*	*11,1*	3,57
8.2 Services aux entreprises	*2,9*	*5,3*	*3,8*	*11,0*	0,15
8.3 immobilier	*6,2*	*5,4*	*4,7*	*2,0*	2,30
9 Services sociaux et personnels	4,9	5	4,5	3,83	2,73
10 Restauration, hôtellerie	3,7	3,5	2,9	2,82	1,83
11 Administration publique	10,8	9,9	10,0	2,73	3,92
Services bancaires attribués	-2,2	-4,2	-4,0	-	-

** La liste complète des secteurs figure en Annexe 5. ** Les PIB sont à prix constants et ils sont donnés en « prix de base » égaux aux prix de marché moins les droits sur importations, la TVA, l'impôt sur les transactions et les autres impôts indirects, et sont exprimés en Bolivianos 1990. Les années 1992 et 2001 ont été choisies pour correspondre aux dates des recensements qui donnent populations et emplois. 2010 est la dernière année disponible pour les PIB. *** Taux de croissance annuels moyens des PIB sectoriels au cours des deux périodes. Source : Calculs des auteurs à partir de INE, 2011a.*

Quant aux exportations, le *Graphique 4-5* résume les exportations par secteurs et leur participation en pourcentage au total national au cours des trois dernières décennies. Nous allons nous attarder sur la tendance des exportations des hydrocarbures et des minerais.

Graphique 4-5 : Participation sectorielle au total d'exportations, 1980-2011

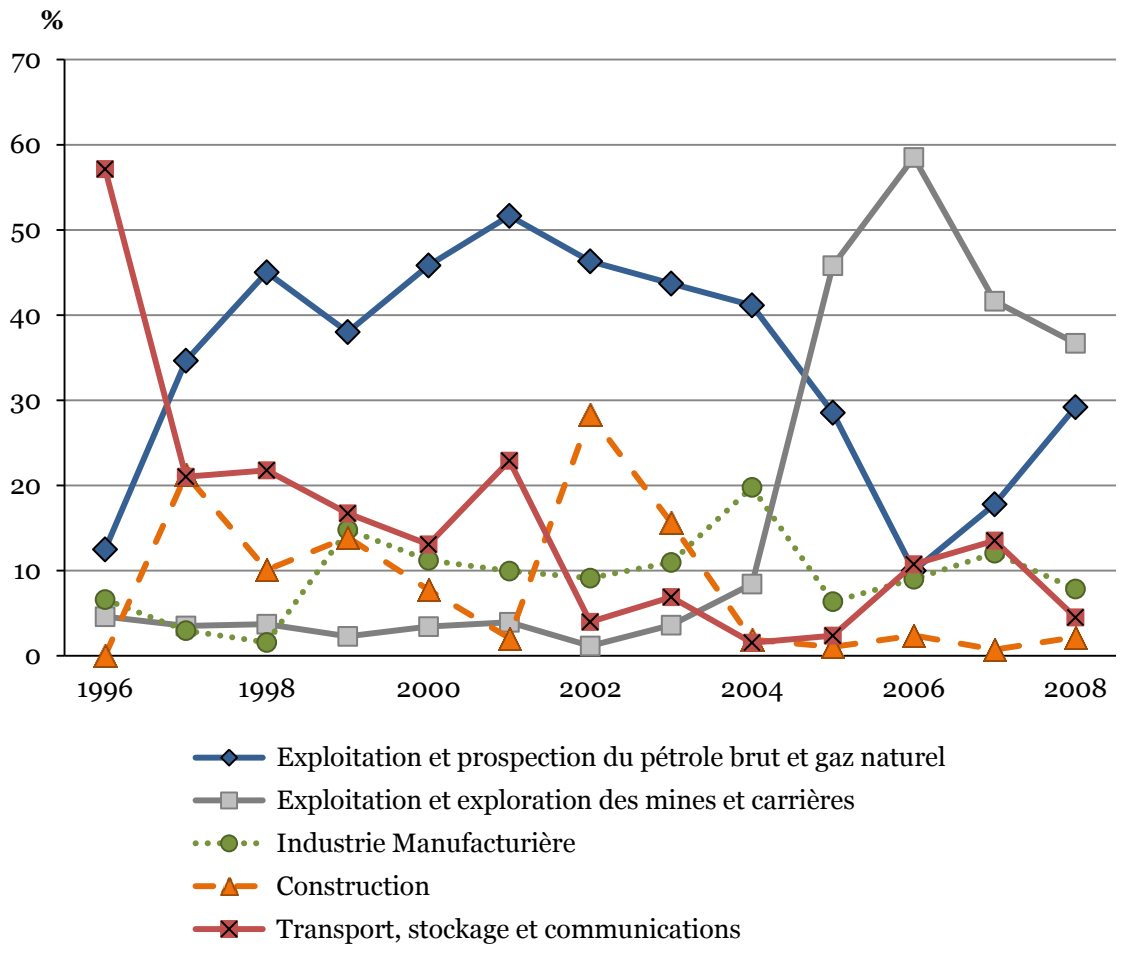
Source : De 1980 à 1998 : INE, UDAPE, IBCE, 2005 ; de 1999 à 2011 : INE, 2012b.
La catégorie « Autres » englobe le reste des secteurs.*

D'une façon générale, nous observons que la participation des hydrocarbures et des minerais aux exportations nationales ont une tendance cyclique (*cf. Tableau 13c, Annexe 13*). Quant au secteur de minerais, il est historiquement important (*cf. 2.1.1, Chapitre 2*), et ce jusqu'à présent. Toutefois, sa part dans le total exporté est très fluctuante, notamment entre 1986, 31,4%, et 1997, 39,8%, avant d'entrer dans une phase descendante jusqu'en 2005, 12,2%, pour ensuite regagner de l'importance. Cette évolution très cyclique s'explique principalement par la dépendance aux prix

internationaux des matières premières et la forte demande de minerais du marché Chinois[128].

Quant à la part des hydrocarbures dans le total national, nous identifions plus ou moins trois grandes phases. Une phase ascendante entre 1980 et 1985, quand la part du secteur passe de 23,6% à 55,7% ; une phase descendante jusqu'en 1999, concentrant seulement 6% des exportations nationales, et une phase à nouveau ascendante jusqu'à nos jours, avec une part de 50,2% en 2008 et de 45,2% en 2011. Une vision plus générale des exportations boliviennes de 1980 à 2011 confirme cette idée de fluctuation et de dépendance des prix internationaux des ressources du sous-sol.

Graphique 4-6 : La composition sectorielle des IDE, 1996-2008



** Les secteurs retenus ici sont les plus significatifs dans les IDE, avec une part au-dessus de 10% du total, ce au moins pendant 4 années. À partir de 2006, les données sont provisoires. Source : INE, 2009b.*

[128] *En Bolivie, l'appétit de la Chine a réveillé les mines de Potosi*, article paru dans LE FIGARO, 02/03/2007.

Mais que dire du total des IDE par secteurs économiques ? Le *Graphique 4-6* résume les parts des secteurs dans le total des IDE. La captation des capitaux étrangers par secteurs varie énormément en fonction de la conjoncture économique selon l'année, le contexte politique, la stabilité macroéconomique du pays, et d'autres facteurs, qui en fin de compte expliquent la tendance fluctuante et peu lisible. Tel est le cas du secteur de transport et de stockage qui en l'espace de douze ans passe de 57% à seulement 4,5% du total des IDE.

De même, la part de l'industrie et de la construction fluctue selon l'année et reste peu remarquable par rapport à la captation des IDE dans les hydrocarbures et les minerais.

Notons que pendant la période 1996-2008, le secteur des hydrocarbures atteint son plus haut niveau en 2001, 52%, et son plus bas niveau en 2006, 10%, pour après remonter en douceur et enregistrer 29,21% du total des IDE en 2008. Par contre, le secteur des minerais, pendant cette période, comptabilise entre 4,61%, 1996, et 3,61%, 2003, avant de décoller et d'atteindre un record de 58,5% des IDE en 2006, pour finalement avoir une part légèrement en baisse en 2008, 36,70% (*cf. Tableau 13a, Annexe 13*).

Au niveau du tripôle régional, au cours de la période de 1996 à 2003[129], les IDE sont principalement orientés vers les hydrocarbures et l'industrie. En 1997, le tripôle régional concentrait 89,34% des IDE en hydrocarbures, mais sa part passe à 48,72% en 2003, Santa Cruz comptabilisant 21,93% et Cochabamba 26,54%. Soulignons que pour cette même année, Tarija détient à lui seul 45,56% du total national des IDE en hydrocarbures. Le tripôle concentre également 99,63% du total des IDE dans l'industrie. Même si ce secteur ne représente que 10,96% du total des IDE boliviens, force est de constater que Santa Cruz et La Paz y participent activement (*cf. Tableau 13c, Annexe 13*).

L'identification des secteurs clés de l'économie bolivienne au niveau national nous confirme la montée en puissance au cours de la dernière décennie des ressources du sous-sol : hydrocarbures et minerais, qui en 2010 sont la troisième activité productive plus importante au niveau national. De même, il s'agit d'un secteur avec une forte croissance au cours de la décennie 2001-2011.

En matière d'exportations, en 2011 les hydrocarbures et les minerais sont les deux principales activités d'exportations, suivies de l'industrie.

Quant aux IDE, ils attirent principalement des capitaux étrangers dans le secteur des hydrocarbures et récemment des minerais. À l'intérieur du tripôle régional, La Paz et Santa Cruz concentrent presque la totalité des IDE dans l'industrie manufacturière, 99,63% en 2003, dernière année disponible à cette échelle de désagrégation. De 1997 à 2001 Santa Cruz comptabilisait en moyenne deux tiers des IDE nationaux orientés à l'industrie, mais depuis 2002, le pôle régional de La Paz se

[129] Dernière année disponible à cette échelle de désagrégation.

place en premier. En 2003, La Paz concentrait 82,68% des IDE boliviens dans cette activité.

Un regard global sur les activités les plus développées dans l'économie bolivienne nous confirme la montée en puissance, au cours de cette dernière décennie, des richesses du sous-sol. Toutefois, étant donné que ces secteurs sont fort dépendants du contexte international, de la demande externe et des prix internationaux des matières premières, l'importance des hydrocarbures et des minerais devient relative et fragile. Mais où en est le tripôle régional ? Quel est son rôle économique dans ce scénario influencé par « le regain d'intérêt mondial pour ces ressources naturelles » (Barillot-Castillo & Huriot, 2011) ?

4.3.2 Les spécialisations territoriales

Par la suite, notre objectif est d'identifier les spécialisations territoriales du tripôle régional et du reste des pôles régionaux, en nous servant des analyses déjà faites sur la décomposition territoriale et la décomposition sectorielle du PIB à l'échelle nationale. Ainsi, nous faisons appel à la spécialisation relative sur la base des quotients de localisation déjà utilisés.

Afin de rendre lisible l'analyse chiffrée, nous retenons les spécialisations relatives les plus significatives pour 9 départements, 2 années (1992 et 2010) et 31 secteurs et sous-secteurs. Étant donné qu'il s'agit d'une analyse spécifique à ces années, propre au produit intérieur brut et en conséquence un peu limitée dans l'interprétation des données, compte tenu du contexte économique et de facteurs politiques ou sociaux pour cette variable analysée, nous considérons, sauf exception, un quotient de localisation comme étant relativement significatif s'il est supérieur ou égal à 1,3.

Loin de vouloir être arbitraire dans la détermination d'un seuil de référence, il nous semble que ce seuil dans le contexte bolivien reste assez discriminant au moment d'identifier les spécialisations relatives dans la production intérieure brute. De plus, nous considérons deux catégories de spécialisations relatives élevées : celles des secteurs qui ont une part élevée du PIB bolivien et celles des secteurs qui ont une faible part du PIB. Cette seconde catégorie regroupe les pôles régionaux qui ont une part dans la production nationale relativement faible et que nous avons délimités à un seuil au-dessous de 15%. Le pôle régional de Pando représente le mieux cette catégorie avec une part au PIB bolivien de 1% en 2010 !

Les *Tableaux 4-7 et 4-8*, résument les spécialisations relatives des pôles régionaux en 1992 et en 2010. Tout en étant conscients que l'économie bolivienne est en constante évolution, nous avons pris ces deux années de référence pour avoir des aperçus instantanés et essayer de voir l'évolution des spécialisations relatives du tripôle régional ainsi que du reste des pôles régionaux.

Tableau 4-7 : Les spécialisations plus significatives des pôles régionaux, 1992

Pôles régionaux	**Spécialisation relative élevée** *(pour une part élevée du PIB Bolivien)*	**Spécialisation relative élevée** *(pour une part faible du PIB bolivien)*
La Paz	3.2 Boissons, tabac **1,94** (51,2%) 8.1 Finances **1,41** (37%) 8.2 Services entreprises **1,38** (37%) 8.3 Immobilier **1,30** (34%) 11 Administration publique **1,48** (39%)	
Santa Cruz	1.2 Prod. agric. industrialisées **3,20** (87%) 1.5 Sylvicult. chasse pêche **1,78** (48,3%) 2.1 Extract. de pétrole et gaz **1,74** (47%) 3.1 Aliments **1,43** (38,8%) 3.4 Bois et produits du bois **1,55** (42,1%) 3.5 Raffinage pétrole **1,55** (42%) 8.1 Finances **1,60** (44%)	
Cochabamba	1.3 Coca **5,03** (88%) 3.5 Raffinage pétrole **2,95** (52%) 4. Électricité, gaz et eau **1,40** (24,6%)	
Tripôle régional	1.3 Coca **1,41** (100%) 3.5 Raffinage pétrole **1,32** (94%) 8.1 Finances **1,32** (94%)	
Beni	1.4 Produits de l'élevage **6,10** (25%) 1.5 Sylvicult. chasse pêche **5,41** (22%)	
Chuquisaca	2.1 Extract. de pétrole et gaz **4,47** (29%) 3.6 Prod. minéraux non met.**3,02** (20%)	1.1 Prod. agric. non industr. **1,77** (11,5%) 1.4 Produits de l'élevage **1,42** (9,2%)
Oruro	2.2 Extract. Minerais **4,06** (24%)	3.3 Textil vêtement prod. cuir **1,52** (8,8%) 10. Restauration et hôtellerie **1,41** (8,1%)
Pando		1.1 Prod. agric. non industr. **1,33** (1%) 1.5 Sylvicult. chasse pêche **13,91** (10%) 3.6 Prod. minéraux non met.**1,40** (1%) 5 Construction **1,72** (1,3%) 10 Restauration hôtellerie **2,45** (2%) 11 Administration publique **1,45** (3,3%)
Potosi	2.2 Extract. Minéraux **5,45** (35%)	1.1 Prod. agric. non industr. **1,45** (9,4%)
Tarija	2.1 Extract. de pétrole et gaz **3,87** (20%)	1.2 Prod. agric. industrialisés **2,04** (11%) 5 Construction **1,66** (9%)

Source : Calculs de l'auteur à partir de INE, 2010.

Tableau 4-8 : Les spécialisations plus significatives des pôles régionaux, 2010

Pôles régionaux	**Spécialisation relative élevée** *(pour une part élevée du PIB Bolivien)*	**Spécialisation relative élevée** *(pour une part faible du PIB bolivien)*
La Paz	1.3 Coca **3,86** (89%) 3.2 Boissons, tabac **1,69** (39%) 4. Électricité, gaz et eau **1,30** (30%) 8.1 Finances **1,65** (38%) 8.2 Services entreprises **1,59** (36,6%) 8.3 Immobilier **1,50** (34,5%) 9. Serv. Comm.Sociaux Domest.**1,44** (33%) 11 Administration publique **1,40** (32,2%)	
Santa Cruz	1.2 Prod. agric. industrialisées **3,35** (95,1%) 1.5 Sylvic. chasse pêche **1,41** (40,1%) 3.1 Aliments **1,84** (52,2%) 3.4 Bois et produits du bois **1,30** (37%) 3.5 Raffinage pétrole **1,51** (42,8%) 8.1 Finances **1,23** (35%)	
Cochabamba	3.5 Raffinage pétrole **3,43** (57,2%) 7.1 Transport et stockage **1,45** (24,2%) 7.2 Communications **1,38** (23,1%)	
Tripôle régional	1.2 Prod. agric. industrialisées **1,40** (95,5%) 1.3 Coca **1,47** (100%) 3.5 Raffinage pétrole **1,47** (100%) 8.1 Finances **1,30** (88,7%)	
Beni	1.4 Produits de l'élevage **5,95** (22,4%) 1.5 Sylvicult. chasse pêche **5,28** (19,9%)	
Chuquisaca	3.6 Prod. minéraux non met.**3,76** (19,2%)	1.1 Prod. agric. non industr. **1,95** (10%) 1.4 Produits de l'élevage **1,71** (8,8%) 11 Administration publique **1,46** (7,5%)
Oruro	2.2 Extract. Minerais **4,31** (26%)	5 Construction **1,32** (8%)
Pando	1.5 Sylvicult. chasse pêche **17,67** (18,2%)	1.1 Prod. agric. non industr. **1,32** (1,4%) 3.6 Prod. minéraux non met.**1,31** (1,3%) 5 Construction **3,12** (3%) 10. Restauration et hôtellerie **1,59** (1,6%) 11 Administration publique **1,24** (1,3%)
Potosi	2.2 Extract. Minerais **5,75** (40%)	5 Construction **1,46** (10%)
Tarija	2.1 Extract. de pétrole et gaz **7,49** (67,2%)	5 Construction **1,50** (13,4%)

Source : Calculs de l'auteur à partir de INE, 2011a.

4.3.2.1 Les spécialisations relatives dans le tripôle

Sur l'ensemble des pôles régionaux, le tripôle régional apparaît comme relativement diversifié et avec des parts sectorielles qui dans certains cas sont proches de celles de la Bolivie. Il y a deux facteurs qui expliquent cette situation, d'une part il s'agit de l'échelle spatiale que nous utilisons, c'est-à-dire pôle régional au lieu de pôle urbain, et d'autre part il faut reconnaître que la diversification, en règle générale, est propre à toute région urbaine ou grand pôle urbain.

Le tripôle régional concentre le total de la production nationale dans les secteurs de la *coca* (secteur 1.3) et du *raffinage de pétrole* (secteur 3.5), (*cf. Tableau 8b, Annexe 8*), de plus ces deux secteurs enregistrent des spécialisations relatives en hausse, ce qui n'est pas le cas pour les *finances* (secteur 8.1).

La hausse dans le *raffinage de pétrole*, qui passe de 1,32 en 1992 à 1,47 en 2010, s'explique par la spécialisation plus prononcée de Cochabamba dans cette branche. D'ailleurs, le *raffinage de pétrole* est partagé exclusivement entre Cochabamba, 57,2%, et Santa Cruz, 42,8%, en 2010 (*cf. Tableau 8a, Annexe 8*). Le secteur de la *coca* enregistre également une spécialisation relative en hausse et passe de 1,41 à 1,47 pour cette période. Quant à la baisse de la spécialisation du tripôle dans les *finances*, ceci est dû principalement aux changements enregistrés par Santa Cruz.

Compte tenu que les spécialisations du tripôle régional ne sont que des moyennes des trois pôles régionaux, par la suite nous les étudions séparément afin de dévoiler la spécificité de chacun.

À l'intérieur du tripôle régional, les spécialisations sont plus marquées. En effet, La Paz apparaît comme un pôle qui garde une part importante au niveau national dans les *finances*, 38%, les *services aux entreprises*, 37%, et le secteur de l'*immobilier*, 34,5%, avec des spécialisations en hausse par rapport à 1992 qui sont respectivement de 1,65, 1,59 et 1,50 en 2010. De plus, La Paz en tant que pôle régional qui abrite le siège du gouvernement, se spécialise également dans l'administration publique, 1,40 en 2010, légèrement en baisse par rapport à 1992, 1,48.

Santa Cruz développe davantage la production agricole industrialisée et gagne du terrain au niveau national avec une part qui passe de 87% en 1992 à 95,1% en 2010 et une spécialisation en hausse, allant de 3,20 à 3,35 pour les années citées. Ceci renforce la vision industrielle de Santa Cruz. Soulignons que Santa Cruz possède un climat apte à la production agricole et que de plus, ce pôle régional a largement bénéficié des politiques économiques ciblées en faveur du secteur agricole, notamment durant les années 1970. L'objectif était de miser sur un développement bolivien alternatif autre que les activités extractives traditionnelles des minéraux et à un moindre degré des hydrocarbures, notamment le pétrole et avec un secteur gazier qui commençait à se développer (*cf. 2.1.2.3, Chapitre 2*). Force est de constater que Santa Cruz se spécialise de plus en plus dans la production d'Aliments. D'ailleurs, en 2010 ce pôle régional devient le principal fournisseur d'aliments au niveau national, 52,2% avec une spécialisation de 1,84.

En matière de *raffinage de pétrole*, Santa Cruz garde sa part de 42% de la production nationale en 2010 avec une légère variation dans la spécialisation relative, 1,55 en 1992 et 1,51 en 2010. Par contre, Santa Cruz ne continue pas à se spécialiser dans l'*extraction de pétrole et de gaz* comme c'était le cas en 1992, et sa part dans le total national en 2010 est moindre, 17,9% par rapport à 47% dix-huit ans avant (*cf. Tableaux 8a et 8b, Annexe 8*).

Quant aux *finances*, Santa Cruz comptabilise une part dans la production nationale en baisse, 44% en 1992 et 35% en 2010, ainsi qu'au niveau des spécialisations relatives qui sont respectivement de 1,60 et 1,23 pour ces années.

Cochabamba, d'après les données, est relayé par La Paz dans la production de la *coca* en 2010, et se concentre sur le *raffinage de pétrole*. La spécialisation relativement significative de Cochabamba dans le *raffinage de pétrole,* 2,95 en 1992 et 3,43 en 2010, confirme notre hypothèse développée au cours du chapitre sur l'émergence du tripôle (*cf. Chapitre 2*) où nous soutenions que Cochabamba s'est adapté aux cycles économiques : des minerais, en tant que grenier et d'hydrocarbures, en devenant le principal centre de raffinage du pétrole et de gaz. Il a su s'adapter aux booms des ressources naturelles développées à proximité. Toutefois, ceci peut s'avérer nocif étant donné la forte dépendance de ce secteur à la conjoncture économique, à la demande externe et aux prix internationaux des hydrocarbures. Mis à part le secteur de *raffinage de pétrole*, en 2010 Cochabamba semble se spécialiser dans le secteur du transport et du stockage, avec 24,2% de la production nationale, et dans les communications, 23,1% du total bolivien. D'une façon générale Cochabamba se spécialise dans d'autres activités économiques par rapport aux deux autres pôles régionaux, La Paz et Santa Cruz, ce qui révèle une sorte de complémentarité et de dépendance entre les trois pôles du tripôle régional.

4.3.2.2 Les spécialisations relatives en dehors du tripôle

Parmi les six autres pôles régionaux, il y en a qui ont des spécialisations relatives très axées sur les ressources naturelles du sous-sol.

En ce qui concerne Chuquisaca, pôle régional qui abrite la capitale historique et l'actuel siège du pouvoir judiciaire, Sucre, en 2010, il a une spécialisation relative ancrée dans la *production agricole « non » industrielle* et l'extraction des *minéraux non métalliques* (secteur 3.6), respectivement avec des parts de 10% et de 19,2%.

Malgré son statut de pôle régional incluant la capitale historique (Sucre), en 2010 il ne concentre que 7,5% des activités de *l'administration* publique certainement grâce à sa position de siège du pouvoir judiciaire. Soulignons que la spécialisation de Chuquisaca dans le secteur de l'*extraction de pétrole et de gaz* (secteur 2.1) n'est plus d'actualité en 2010. En effet en 1992, il concentrait près d'un tiers de la production nationale, mais en 2010 sa part s'est réduite à seulement 4,9% du total national. Il est probable que Tarija ait pris le relais.

Tarija, au sud de la Bolivie, détient 80% des réserves boliviennes de pétrole et 85% des réserves de gaz, en 2010 il domine dans l'*extraction de pétrole et de gaz* (secteur 2.1). Sa part dans la production nationale passe de 20% en 1992 à 67,2% du

total national en 2010. Sa spécialisation relative augmente également et en 2010 elle est de 7,49 ! Soulignons que la politique d'extraction d'hydrocarbures vise depuis les années 70 à privilégier le secteur gazier comme fer-de-lance de l'économie d'hydrocarbures, compte tenu des réserves pétrolières, moins importantes que le gaz (*cf. Chapitre 2*). Tarija se spécialise également dans la construction, mais il est fort probable que ceci est la conséquence de sa vocation gazière, qui attire des nouveaux migrants au département et qui requiert des nouvelles infrastructures nécessaires à la production de gaz. Tarija se spécialise davantage dans ce secteur fort dépendant des variables externes et a abandonné une politique de diversification de sa base économique (Fundacion Milenio, 2011a).

Le parcours suivi par Oruro et Potosi dans l'*extraction des minéraux* (secteur 2.2) est assez particulier et obéit à plusieurs facteurs. En premier lieu, ces deux pôles régionaux, localisés dans l'Altiplano, détiennent des gisements de minéraux. En deuxième lieu, l'histoire économique de la Bolivie témoigne de l'importance du secteur des minéraux en tant que pilier économique. Cette vocation extractive a été initiée par les colons espagnols bien avant la fondation de la république en 1825 (*cf. 2.1, Chapitre 2*). En troisième lieu, le marché bolivien a été, est et continuera à être tributaire de la demande mondiale des matières premières.

Ainsi, Oruro et Potosi montrent une spécialisation relative ancrée dans les minerais (*Tableaux 4-7 et 4-8*). Ces deux pôles partagent à tour de rôle la primauté dans la production nationale des minerais. En 2010, Potosi a une spécialisation de 5,75 et concentre 40% de la production nationale. N'oublions pas que Potosi a bénéficié de la mise en marche de la mine *San Cristobal*, gisement très important des minerais (*cf. 4.2.1, Chapitre 4*). Oruro est également spécialisé dans les minerais et a une spécialisation relative de 4,31 et concentre un quart de la production nationale, 26%, en 2010. Il s'agit de deux pôles régionaux très dépendants des ressources minières.

Finalement, les pôles régionaux de Pando et Beni sont plutôt agricoles, ce qui n'est pas étonnant étant donné leur localisation dans les plaines amazoniennes. Les activités les plus pratiquées se résument aux *produits de l'élevage* (secteur 1.4), pour Beni, qui a une spécialisation relative de 5,95 et concentre 22,4% du total national, et à la *sylviculture, chasse et pêche* (secteur 1.5) dans le cas de Pando. En 2010, ce dernier accroît sa part dans la production nationale et concentre 18,2% du total avec une spécialisation très significative de 17,67 ! Ceci dit, en 2010 Santa Cruz, 40%, et Beni, 20% ont également des parts élevées dans la production nationale. Malgré la spécialisation relative très marquée de Pando dans divers secteurs, globalement le PIB de ce pôle régional ne représente en tout que 1% de la production bolivienne.

4.3.2.3 Bilan

Le tripôle régional enregistre une relative diversification et se spécialise dans la production de coca, dans le raffinage de pétrole et dans les finances.

À l'intérieur du tripôle régional, les spécialisations relatives sont plus marquées et relativement complémentaires et dépendantes entre elles.

Ainsi, La Paz continue à se spécialiser dans les services supérieurs, c'est-à-dire la finance, les services aux entreprises et le secteur immobilier ainsi que dans les activités relatives à l'administration publique, compte tenu que le siège du gouvernement se localise dans ce pôle régional.

Santa Cruz, d'après les données, renforce sa vision industrielle et développe davantage le secteur de la production agricole industrielle, le secteur des aliments ainsi que le raffinage du pétrole. D'ailleurs, il est le deuxième producteur plus important après Cochabamba dans le raffinage du pétrole. Ceci se place dans la continuité de sa politique d'industrialisation appliquée pendant les années 1970 (*cf. 2.3.2.4, Chapitre 2*). En 2010, Santa Cruz a une spécialisation dans les finances légèrement en baisse par rapport à 1992, ce qui pourrait peut-être s'expliquer par la montée en puissance de La Paz dans ce secteur.

Cochabamba se spécialise dans le raffinage du pétrole, secteur tributaire de la demande externe et des prix favorables des hydrocarbures, mais aussi dans les transports et les communications.

En dehors du tripôle, le reste des pôles semblent se spécialiser pour la plupart dans l'extraction des ressources du sous-sol.

Ainsi, Potosi et Oruro par exemple se spécialisent de plus en plus dans les minerais. À ce propos, soulignons que le contexte international est largement favorable pendant cette décennie et de plus, il y a la mise en marche du gisement de San Cristobal, qui a d'importantes réserves de minerais comme le zinc, l'argent et d'autres.

Tarija se concentre également dans la production de gaz et abandonne malheureusement la diversification de sa base productive.

Chuquisaca pour sa part se spécialise dans les produits agricoles non industrialisés et a une part relativement faible dans la production nationale.

Finalement, Beni et Pando développent leur potentiel dans la sylviculture, chasse et pêche ainsi que dans les produits de l'élevage, étant donné leur localisation dans les plaines amazoniennes.

4.4 Conclusion

Au cours de ce chapitre, nous avons effectué une analyse de l'économie bolivienne à l'échelle des pôles régionaux en l'absence de données disponibles à l'échelon des villes. Pour ce faire, nous avons développé une analyse spécifique aux années 1992 et 2001, les deux dernières années de recensement, et 2010, dernière année disponible pour la production nationale. Notre objectif était d'avoir des aperçus instantanés afin de pouvoir retracer l'évolution du tripôle au cours de deux dernières décennies et d'identifier son rôle actuel.

Les exportations des hydrocarbures et des minerais augmentent au cours des deux dernières décennies, ainsi que les captations d'investissements étrangers. Les directs bénéficiaires sont les territoires riches en ressources naturelles : Tarija et Potosi. Toutefois, ce qui dans un premier temps est la force de ces territoires est aussi en même temps une faiblesse. En effet, cette position avantageuse devient relative quand nous analysons le déroulement de la polarisation territoriale à travers une interprétation de l'histoire économique du pays, qui a été et reste dépendant du marché externe et de la commercialisation des ressources du sous-sol (*cf. 2.1.1 et 2.1.2, Chapitre 2*).

Mais que dire du rôle du tripôle régional dans la production, les exportations et les IDE ? Le tripôle régional, pris globalement, apparaît comme une référence dans la production, puisqu'il concentre deux tiers du total national en 2010, 68,1%. Par contre, il participe seulement avec un tiers des exportations, 33,4% en 2011. Au cours de la dernière décennie, la remontée en puissance de Potosi et Tarija est telle qu'en 2006 ces deux pôles concentrent 47,3% et dépassent la part du tripôle, 40,6%. Cependant, au sein du tripôle Santa Cruz reste une référence en matière d'exportations et en 2011, il est troisième, 23,2%, après Tarija 28,7%, et Potosi, 26,9%.

L'interprétation des investissements étrangers est un peu difficile, puisqu'il y a une tendance très fluctuante des activités économiques et de sa captation des capitaux étrangers. Néanmoins, en 2005 le tripôle régional concentrait 46,65% des IDE et il était presque à égalité avec le binôme Tarija-Potosi, qui concentrait 46% du total national pour cette année. Soulignons que malgré la tendance fluctuante des IDE, Santa Cruz encore une fois apparaît comme un pôle de référence en matière de captation des capitaux étrangers et au cours de la période 1996-2005, il atteint à lui seul un niveau plus élevé que celui du binôme Tarija-Potosi ensemble.

Ainsi, à l'intérieur du tripôle régional, Santa Cruz garde une part élevée dans la production nationale et il se spécialise dans la production agricole industrielle, dans l'alimentation et dans une moindre mesure dans le raffinage de pétrole et la finance, ce qui renforce sa vocation industrielle. De plus, il a un taux de surproductivité, en 2001, au-dessus de la moyenne du tripôle. Ceci affirme une fois de plus sa position

importante au sein du tripôle, même si Santa Cruz laisse la place aux territoires riches en hydrocarbures et minerais au cours de la décennie 2001-2010.

De son côté, La Paz affirme sa spécialisation dans la finance, les services aux entreprises et le secteur immobilier, autrement dit dans les services supérieurs. Ceci nous révèle un atout remarquable de La Paz, étant donné qu'il ne brille pas par son rôle exportateur ni par la captation des IDE. Est-ce que cela pourrait être à terme un atout pour La Paz ? C'est-à-dire le fait de ne pas dépendre d'un secteur externe et de renforcer sa position de centre de services supérieurs… De plus, La Paz garde une spécialisation relative significative dans l'administration publique, rien d'étonnant étant donné son statut de pôle régional qui abrite le siège du gouvernement.

Cochabamba se spécialise de plus en plus dans le raffinage de pétrole et avec Santa Cruz, ces deux pôles régionaux se partagent le monopole de cette activité. De même, en 2010 le pôle régional de Cochabamba semble se spécialiser dans le transport et les communications. Mais au vu des données, il semblerait que Cochabamba présente moins de spécialisations relatives que La Paz et Santa Cruz.

En dehors du tripôle régional, le reste des départements se spécialisent selon leurs dotations factorielles. Par exemple, Potosi et Oruro misent leur production et leurs exportations sur les minerais. Tarija de même se consacre presque à part entière à l'extraction et à la commercialisation de gaz. Beni et Pando puissent leur force dans leurs dotations naturelles et développent des activités en relation avec leurs richesses naturelles : la sylviculture, la chasse et la pêche ainsi que les produits de l'élevage.

Au vu des résultats de la spécialisation relative en termes de PIB, la force du tripôle régional résiderait dans sa diversification économique, et dans sa spécialisation dans le tertiaire, par exemple La Paz dans la finance et les services aux entreprises et l'immobilier, Santa Cruz dans le secondaire, avec sa vision industrielle et sa position renforcée dans l'économie Bolivienne, et Cochabamba dans les transports et les communications, ainsi que dans le raffinage du pétrole. Le tripôle régional à la différence des territoires riches en ressources naturelles, comme Potosi, Oruro et Tarija, est moins dépendant du contexte externe, des prix favorables et de la demande internationale. Il est passé du stade primaire au stade secondaire, voire tertiaire. De plus, grâce à l'étude de l'émergence et la consolidation du tripôle, notre analyse de quelques indicateurs pour les deux dernières décennies confirme notre idée de base : la force du tripôle réside dans la gestion des services.

Comme nous l'avons vu lors du *Chapitre 2*, le tripôle a un rôle historique important dans la gestion des ressources naturelles qui ont eu lieu dans les pôles régionaux voisins riches en minéraux, Potosi, et en hydrocarbures, Tarija et ce depuis longue date. Nous sommes face à trois pôles régionaux relativement diversifiés, complémentaires, voire dépendants les uns des autres. Ceci renforce la position du tripôle régional et d'une façon générale justifie la domination du tripôle urbain dans le système des villes.

Plus généralement, nous sommes en position de dire que tous ces résultats montrent pour la plupart que l'organisation territoriale de la Bolivie résulte de la combinaison entre deux logiques : celle de la domination des trois villes en termes de population, emplois, production et spécialisations relatives dans les services et celle des territoires riches en ressources naturelles en termes d'exportations et de captation des IDE. C'est comme s'il y avait deux logiques qui coexistaient, mais qui finissent par se combiner de manière originale.

Jusqu'ici, nous avons abordé la question de la genèse et de l'actualité de la tripolarisation territoriale, grâce à l'analyse des quelques données récentes. Mais afin de compléter notre investigation sur cette triade et sur les territoires riches en ressources naturelles qui à eux deux caractérisent l'organisation territoriale en Bolivie, nous faisons appel à l'indicateur de développement humain. Nous tâcherons de dévoiler la corrélation qui existe entre la taille de la ville et le niveau de développement humain.

Chapitre 5 : Les villes et le développement humain

Le système des villes boliviennes tel que nous l'avons étudié dans les précédents chapitres est atypique. En effet, les trois principales villes/agglomérations se distinguent des autres grandes villes de par leur importance en termes démographiques et d'emploi (*cf. Chapitre 3*). Par contre, leur domination économique est fragilisée par le succès des territoires riches en ressources naturelles, Potosi et Tarija, qui en fonction de la demande externe et plus généralement des conditions du marché mondial, sembleraient s'imposer de par leur part dans le total d'exportations et de la captation des capitaux étrangers (*cf. 4.2.2, Chapitre 4*).

Mais comment caractériser cette tripolarisation territoriale d'un point de vue autre que celle des indicateurs économiques, démographiques et d'emplois ? Dans ce chapitre, nous tenterons de mesurer la dimension humaine du développement à l'échelle des plus grandes villes y compris La Paz, Santa Cruz et Cochabamba. Pour ce faire, nous utilisons l'indice[130] de développement humain, IDH. Notre but est d'avoir une étude alternative aux autres indicateurs abordés dans les chapitres précédents, et de saisir l'ampleur du tripôle urbain et des territoires riches en ressources naturelles en matière de développement humain. Autrement dit, nous faisons appel à l'IDH afin de compléter notre analyse sur la genèse et l'actualité de la tripolarisation territoriale bolivienne.

Quatre grandes sections composent ce chapitre. Dans un premier temps, nous présentons l'indice de développement humain, et sa spécificité dans le contexte bolivien (*cf. 5.1, Chapitre 5*). De même, nous abordons quelques généralités sur le contexte propre à l'indice de développement humain au niveau national et des villes (*cf. 5.2, Chapitre 5*). Nous faisons le point également sur les données publiées par l'unité de recherche du programme des Nations Unies pour le développement[131] en Bolivie, leurs spécificités, ainsi que les problèmes rencontrés lors de la construction de notre base de données. Nous mettons l'accent sur notre logique d'analyse et la méthode appliquée. En vue d'avoir une interprétation des villes boliviennes plus opérante, nous étudions tour à tour les trois composantes de l'IDH, à savoir l'indicateur de revenus, l'indicateur d'éducation et l'indicateur de santé. Nous nous attardons principalement sur l'analyse des indices en 2005, mais nous tenons compte également de la croissance moyenne entre 1992 et 2005 afin d'avoir un regard comparatif en termes d'évolution. Pour compléter notre étude sur le développement humain dans le système urbain bolivien, nous évoquons les politiques sociales mises en place au cours de la décennie 2000-2010 (*cf. 5.3, Chapitre 5*). Finalement, la quatrième section (*cf. 5.4, Chapitre 5*) propose quelques conclusions générales.

[130] Nous utilisons les termes « indicateur » et « indice » de façon indifférente.
[131] L'antenne du PNUD en Bolivie, publie des rapports nationaux sur l'IDH depuis 1998 à environ deux ans d'intervalle.

5.1 L'indice de développement humain

Selon la définition donnée par les Nations Unies, l'indicateur de développement humain (IDH) est « un indice composite sommaire qui mesure les réalisations moyennes d'un pays dans trois aspects fondamentaux du développement humain : une vie longue et saine (santé), l'accès aux connaissances (éducation) et un niveau de vie décent (revenus) » (hdr.undp.org, 2011[132]). Cet indice est calculé en fonction de la disponibilité des données internationales fournies par les agences des pays en question ou par d'autres sources crédibles.

5.1.1 Le calcul de l'IDH en Bolivie

Dans le cas de la Bolivie, le programme des Nations Unies pour le développement a utilisé une méthodologie similaire au calcul de l'IDH mondial, mais avec quelques spécificités propres au contexte national. Ceci dans la perspective d'obtenir un indice plus proche de la réalité bolivienne compte tenu de la disponibilité des données. Le *Tableau 5-1* résume les principales différences.

Étant donné que notre analyse sur le développement humain à l'échelle des villes s'appuie sur la base de données publiée par le PNUD lors du rapport national en 2007, nous estimons important de nous attarder sur le mode de calcul de l'IDH. Pour ce faire, nous utilisons l'exemple de calcul donné dans le rapport du PNUD en 2004, car il nous a semblé le plus détaillé. Ceci dit, si nous reprenons l'exemple du calcul de l'IDH de la municipalité de Cochabamba –ville capitale de département, donné par le PNUD, ce n'est vraiment qu'à titre illustratif. Comme nous le verrons dans la section suivante, nous avons appliqué des regroupements spécifiques lorsqu'il s'agit des trois plus grandes villes.

Le calcul de l'IDH synthétise trois indicateurs. Pour calculer ces indicateurs – de santé, d'éducation et de revenus- le PNUD utilise des valeurs minimums et maximums (objectifs) de référence au niveau mondial, résumées dans le *Tableau 5-2*.

[132] Source : http://hdr.undp.org/fr/statistiques/idh/

Tableau 5-1 : Indice de calcul pour l'IDH des municipalités boliviennes et pour l'IDH mondial

Indice	IDH des municipalités	IDH mondial
Santé	• Espérance de vie à la naissance	• Espérance de vie à la naissance
Éducation	• Alphabétisation chez les adultes (1)	• Alphabétisation chez les adultes (5)
	• Taux d'enrôlement net combiné niveau initial, primaire et secondaire (2)	• Taux d'enrôlement brut combiné primaire, secondaire et supérieur (6)
	• Moyenne des années de scolarisation (3)	
Revenus	• Consommation *per capita* (PPA USD par an) ajustée au PIB par personne (PPA USD par an) (4)	• PIB *per capita* (PPA USD par an)

Source : PNUD, 2004. (1) Avec un coefficient de pondération d'un demi (2) coefficient de pondération d'un quart (3) coefficient de pondération d'un quart (4) ajusté par un facteur de pondération qui fait le lien entre le PIB per capita national (PPA USD) et la consommation per capita national (PPA USD). (5) Avec un coefficient de pondération de deux tiers. (6) Avec coefficient de pondération d'un tiers.

Tableau 5-2 : Objectifs pour le calcul de l'IDH

Indicateur	Valeur Minimum	Valeur Maximum
Espérance de vie à la naissance (années)	25	85
Taux d'alphabétisation chez les adultes (%)*	0	100
Moyennes d'années de scolarisation	0	15
Taux d'enrôlement net combiné (%)	0	100
PIB *per capita* (PPA USD)	100	40 000

*Source : PNUD, 2004. * L'objectif pour le calcul de l'alphabétisation chez les adultes implique que le taux maximum d'alphabétisation soit de 100%, en pratique, les taux d'alphabétisation dépassant 99% sont plafonnés à 99% lors du calcul de l'IDH.*

Comme le signale le mode de calcul de l'IDH publiée par le PNUD[133], la performance de chaque dimension est exprimée sous la forme d'une valeur entre 0 et 1 et la formule utilisée est :

$$Indicateur\ de\ dimension\ = \frac{valeur\ réelle - valeur\ minimum}{valeur\ maximum - valeur\ minimum}$$

Ainsi, l'IDH est calculé comme une simple moyenne des indicateurs de la dimension, soit :

$$IDH = \frac{1}{3}(indice\ de\ santé) + \frac{1}{3}(indice\ d'éducation) + \frac{1}{3}(indice\ de\ revenus)$$

5.1.1.1 Calcul de l'indice de santé

L'indicateur de santé, ou d'espérance de vie, mesure les résultats relatifs d'une municipalité s'agissant de l'espérance de vie à la naissance. Autrement dit, l'indicateur de santé mesure le nombre d'années qu'un nouveau-né peut vivre si le taux de mortalité de référence au moment de sa naissance est le même pendant toute sa durée de vie.

Par exemple, pour la municipalité de Cochabamba -ville capitale de Département- avec une espérance de vie de 66,7 ans en 2001, l'indicateur d'espérance de vie est de 0,695 (PNUD, 2004).

$$Indice\ de\ santé = \frac{66{,}7 - 25}{85 - 25} = \mathbf{0,695}$$

[133] http://hdr.undp.org/en/media/HDR_20072008_FR_Technique1.pdf.

5.1.1.2 Calcul de l'indice d'éducation

L'indicateur d'éducation mesure le progrès relatif d'une municipalité en matière d'alphabétisation des adultes, du taux d'enrôlement net combiné, qui tient compte du niveau initial, primaire et secondaire et de la moyenne d'années de scolarisation. Le taux d'enrôlement ou d'inscription combiné est un indice d'accès à l'éducation. Il est défini comme le nombre d'élèves inscrits dans les niveaux d'éducation maternelle, primaire et secondaire, qui ont l'âge requis pour fréquenter ces niveaux, exprimé en pourcentage de la population totale de cet âge. Cet indicateur a pour objectif de mesurer le plus précisément possible la participation des enfants qui appartiennent à la tranche d'âge correspondant aux niveaux maternel, primaire et secondaire. D'après le rapport national, il semblerait qu'en utilisant le taux d'enrôlement net combiné et non pas le taux brut, utilisé au niveau mondial, on évite le problème de retard éducatif qui existe dans les municipalités de Bolivie.

Tout d'abord, le PNUD calcule un indicateur pour chaque composant d'éducation. Puis ces trois indicateurs sont combinés pour créer l'indicateur d'éducation, avec un coefficient de pondération d'un demi pour l'alphabétisation chez les adultes, d'un quart pour l'enrôlement net combiné et d'un quart pour la moyenne d'années de scolarisation. La municipalité de Cochabamba dispose d'un taux d'alphabétisation chez les adultes de 94,6% en 2001, un taux d'enrôlement net combiné de 91,8% en 2001 et une moyenne d'années de scolarisation de 10,1, l'indicateur d'éducation est de 0,871 (PNUD, 2004).

$$Indicateur\ d'alphabétisation\ chez\ les\ adultes = \frac{94{,}6 - 0}{100 - 0} = \mathbf{0{,}946}$$

$$Indicateur\ d'enrôlement\ net\ combiné = \frac{91{,}8 - 0}{100 - 0} = \mathbf{0{,}918}$$

$$Indicateur\ de\ la\ moyenne\ d'années\ de\ scolarisation = \frac{10{,}1 - 0}{15 - 0} = \mathbf{0{,}674}$$

$$\begin{aligned} Indice\ d'éducation = & \frac{1}{2}(Indicateur\ d'alphabétisation\ chez\ les\ adultes) + \\ & \frac{1}{4}(Indicateur\ d'enrôlement\ net\ combiné) + \\ & \frac{1}{4}(Indicateur\ de\ la\ moyenne\ d'années\ de\ scolarisation) \end{aligned}$$

$$Indice\ d'éducation = \frac{1}{2}(0{,}946) + \frac{1}{4}(0{,}918) + \frac{1}{4}(0{,}674) = \mathbf{0,871}$$

5.1.1.3 Calcul de l'indice de revenus

Finalement, pour le calcul de l'indice de revenus des municipalités, le PNUD a utilisé la variable de la consommation *per capita* au lieu du revenu *per capita*. Cette décision est justifiée par la disponibilité de la base de données à cette échelle pour la variable consommation moyenne, estimée et publiée par UDAPE[134] suite au dernier recensement national (PNUD, 2004).

Ainsi, le calcul de la consommation *per capita* (PPA USD) a son origine dans la consommation moyenne *per capita* en monnaie locale (Bolivianos par mois) calculée par l'unité de recherche UDAPE. Cette consommation est multipliée par 12 pour que l'indicateur devienne annuel, il est ajusté aussi par le taux de change et par le coefficient de parité de pouvoir d'achat (PPA) de la Banque Mondiale. On utilise le logarithme de la consommation, car l'obtention d'un niveau décent de développement humain ne requiert pas de consommation illimitée.

Finalement, la valeur obtenue est ajustée par un facteur de pondération qui fait le lien entre le PIB *per capita* national (PPA USD) et la consommation *per capita* national (PPA USD).

$$Facteur\ de\ pondération\ = \frac{indice\ du\ PIB\ per\ capita}{indice\ de\ consommation\ per\ capita} = \mathbf{1,2128}$$

Par conséquent, pour calculer l'indice de revenus, le PNUD utilise le logarithme de la consommation *per capita* (PPA USD) par an et le résultat est multiplié par le facteur de pondération comme le montre l'exemple suivant. Pour la municipalité de Cochabamba -ville capitale de Département, avec une consommation par personne de 2 565 USD (PPA USD) en 2001, l'indice de consommation ajusté au PIB *per capita* est de 0,657.

$$Indice\ de\ revenus = \frac{log(2\ 565) - log(100)}{log(40\ 000) - log(100)} \times 1{,}2128 = \mathbf{0,657}$$

[134] *Pauvreté et inégalité dans les municipalités boliviennes*, Unité d'analyse des politiques sociales et économiques (UDAPE sigles en espagnol), 2002.

5.1.1.4 Calcul de l'IDH

Une fois les indicateurs de la dimension calculés, l'IDH utilise la moyenne de ces trois indices, chacun avec un coefficient de pondération d'un tiers comme l'indique la formule suivante :

$$IDH = \frac{1}{3}(indice\ de\ santé) + \frac{1}{3}(indice\ d'éducation) + \frac{1}{3}(indice\ de\ revenus)$$

$$= \frac{1}{3}(0{,}695) + \frac{1}{3}(0{,}871) + \frac{1}{3}(0{,}657) = \mathbf{0{,}741}$$

Selon Amartya Sen [135], cet indice nous aide à comprendre que le développement, mis à part sa connotation économique, incorpore également des indices « humains » comme la santé et l'éducation. Grâce à cet indice, nous pouvons avoir une idée du développement humain de la Bolivie et du système des villes boliviennes, ainsi que de la création des richesses qui se traduit dans les conditions de vie.

Comme tout indice, l'IDH a des limites. En effet, l'IDH n'est pas un indice exhaustif qui reflète la dimension humaine de développement de la société. Un des problèmes fondamentaux de cet indice est le mode du calcul qui est basé sur des moyennes comme nous venons de le résumer ci-dessus. Ainsi, le mode de calcul fait débat, car la moyenne cache forcément quelques imperfections à savoir la qualité de vie des gens, ou la distribution des richesses dans chaque pays.

Cependant, nous ne souhaitons pas nous attarder ni sur les vertus ni sur les défauts de cet indice, mais nous voulons utiliser ces données afin d'avoir une analyse sur le plan « humain » des 31 plus grandes villes par taille de population. En effet, il s'agit d'une lecture alternative aux indicateurs économiques (*cf. Chapitres 3 et 4*) compte tenu de la disponibilité des données à l'échelle des municipalités. Ainsi, nous avons pu faire les regroupements respectifs pour étudier les trois principales agglomérations et les plus grandes villes du système urbain bolivien dans le plan de développement humain mesuré par l'IDH.

[135] Prix Nobel d'Économie en 1998.

5.1.2 Spécificités des données

Grâce à l'effort et à la persévérance des chercheurs boliviens dans l'objectif de calculer l'IDH, ne serait-ce qu'approximatif, à une plus petite échelle que celle des Départements, le PNUD a publié pour la première fois en 2004 l'IDH des 314 municipalités avec les résultats des deux derniers recensements : 1992 et 2001.

En 2007, une version actualisée du rapport national de développement humain voit le jour et elle inclut l'IDH pour 2005. Cette base de données tient compte des nouvelles municipalités[136] créées entre temps (*cf. 2.3.4.2, Chapitre 2*), ce qui donne un total de 327 en 2005.

De même, il nous semble important de souligner que les indices de développement humain dans le contexte bolivien sont classés, contrairement au classement mondial, en trois catégories : niveau *moyen-haut* quand l'indice est entre 0,7 à 0,8, comme c'est le cas pour l'indice d'éducation, niveau *moyen* quand il oscille entre 0,6 à 0,7, comme c'est le cas de l'indice de santé et niveau *moyen-bas* quand l'indice est entre 0,5 et 0,6, comme c'est le cas de l'indice de revenus (PNUD, 2004).

Nous travaillons sur la dernière actualisation de l'IDH des municipalités publiée en 2007 lors du rapport intitulé l'*état de l'État bolivien*[137], du programme des Nations Unies pour le développement, en Bolivie.

À l'instar de l'analyse des données de l'emploi et de la taille urbaine des plus grandes villes (*cf. 3.1.1, Chapitre 3*), nous nous concentrons sur les 31 plus grandes villes par taille de population et par ordre décroissant tout en ajoutant leurs IDH respectifs. Ainsi, nous avons calculé la moyenne pondérée par la population dans le cas des trois plus grandes agglomérations.

Précisons que les données présentées dans ce chapitre, ainsi que l'interprétation de celles-ci ne sont qu'à titre indicatif et datent spécifiquement du rapport publié en 2007.

Concernant les données au niveau national, comme le rapport le spécifie, elles résultent de la pondération des valeurs municipales par population, de ce fait elles ne sont prises en compte qu'à titre référentiel (PNUD, 2007).

Dans la perspective de publier des données plus proches de la réalité, les Nations Unies ajustent l'indice de développement humain chaque année, ce qui est pour nous à la fois un avantage et un inconvénient. Il s'agit d'un avantage, car l'ajustement des données d'année en année les rend plus proches de la réalité. En revanche, ceci est aussi un inconvénient, car les données varient selon l'année de

[136] Comme spécifiée dans 2.3.4.2, Chapitre 2, d'après la loi de Participation Populaire, dès qu'une unité territoriale a dépassé le seuil de 5 000 habitants, elle acquiert le statut administratif de « Municipalité ».
[137] Traduction de l'auteur.

publication du rapport en raison des mises à jour régulières. En effet, l'indice de développement humain est calculé sur les bases de données publiées par les organismes nationaux ou internationaux qui à leur tour publient des bases de données souvent mises à jour. Alors, comme l'objectif du PNUD est de suivre les actualisations qui se font d'année en année, les nouveaux indices calculés remplacent inévitablement les précédents, ces derniers devenant « obsolètes » pour ainsi dire.

Le fait que les classements de l'IDH varient d'une année à l'autre en raison des ajustements faits à chaque rapport a été pour nous une des principales impasses dans notre tentative de monter une base de données en utilisant des chiffres provenant des différents rapports. Fort heureusement, par la suite nous avons trouvé le classement d'IDH publié en 2007 pour l'ensemble des 327 municipalités. Soulignons que cette base de données est la plus complète et elle est référencée dans tous les rapports nationaux publiés depuis.

Compte tenu de l'ajustement des indices d'un rapport à l'autre, et du mode de calcul encore plus précis depuis 2010[138], la prudence s'impose dans l'interprétation des données. Ainsi, nous insistons sur le caractère approximatif de notre interprétation de l'IDH à l'échelle des villes, fortement conditionnée par l'année de publication de la base de données. Toutefois, étant donné que notre intérêt est d'étudier l'évolution de l'indice de développement humain des trois principales agglomérations et de les comparer aux IDH des autres plus grandes villes et à l'évolution nationale, nous estimons que nous avons atteint notre objectif malgré les difficultés rencontrées.

5.2 Le développement humain en Bolivie

5.2.1 La Bolivie par rapport au classement mondial

Afin de donner une idée générale sur l'IDH bolivien et sa position dans le classement mondial nous évoquons par la suite quelques chiffres présentés lors du rapport mondial élaboré par le PNUD en 2011. Brièvement, notons que le PNUD répertorie au total 187 pays et les regroupe en quatre grandes catégories selon le niveau d'IDH, ce dernier compris entre 0 et 1, 1 étant la valeur maximale de l'indice. Les quatre groupes au niveau mondial sont : *très élevé* quand l'IDH est supérieur à

[138] À partir de 2010, les Nations Unies publient un IDH ajusté aux inégalités, « avec des nouveaux outils de mesure qui renforcent la validité du développement humain » (Rapport sur le développement humain, 2010).

0,9, *élevé* quand l'indice est entre 0,8 et 0,9, *moyen* quand il est entre 0,5 et 0,8 et *faible* lorsqu'il est inférieur à 0,5. Généralement, les pays appartenant à la catégorie élevé ou très élevé sont considérés comme des pays développés. Ceux qui enregistrent un IDH moyen coïncident avec les pays en développement et finalement les pays qui enregistrent un IDH faible sont classés comme étant les moins développés.

D'après le Rapport mondial 2011 intitulé *Durabilité et équité : Un meilleur avenir pour tous*, la Bolivie occupe la 108ème place dans le classement de 187 pays, et présente de plus l'IDH le plus bas parmi les pays d'Amérique du Sud[139]. Au niveau de l'Amérique du Sud, les pays les mieux classés en termes d'indice de développement humain sont le Chili (44ème place) et l'Argentine (45ème place), tous les deux dans la catégorie des IDH très élevés. Ensuite dans le groupe des pays avec un IDH moyen nous trouvons : l'Uruguay (48ème), le Venezuela (73ème), le Pérou (80ème), l'Équateur (83ème), le Brésil (84ème) et la Colombie (87ème). Le Paraguay (107ème) partage le même groupe que la Bolivie. À titre indicatif, d'après le classement d'IDH en 2011, sur 187 pays répertoriés au niveau mondial, la Norvège occupe la première place avec 0,943 et la République démocratique du Congo la dernière avec 0,286[140].

Selon le rapport national de 2007, l'IDH bolivien a évolué entre 1992 et 2005 et il passe de 0,563 à 0,669. D'une façon générale, nous pouvons dire qu'il y a eu du progrès en matière des revenus de l'éducation et de la santé dans le contexte national. Pour donner une idée générale, l'indice de revenus bolivien est à peine supérieur à celui de l'Afrique subsaharienne, ce dernier étant réputé pour son bas niveau de développement humain. En matière de santé et d'éducation, la Bolivie enregistre des niveaux légèrement en dessous des pays européens et d'Amérique du Sud (PNUD, 2007).

Mais que dire sur le développement humain en Bolivie à l'échelle du pays, des départements et des 31 plus grandes villes ?

5.2.2 L'IDH au niveau national et régional[141]

Avant de passer à l'analyse de l'évolution de l'indice du développement humain des 31 plus grandes villes, y compris les trois plus grandes agglomérations, commençons dans un premier temps par l'analyse de l'IDH à l'échelle du pays. Soulignons une fois de plus qu'il faut faire preuve de prudence lorsque nous utilisons les données d'IDH à l'échelle nationale ainsi que départementale, puisqu'il s'agit des

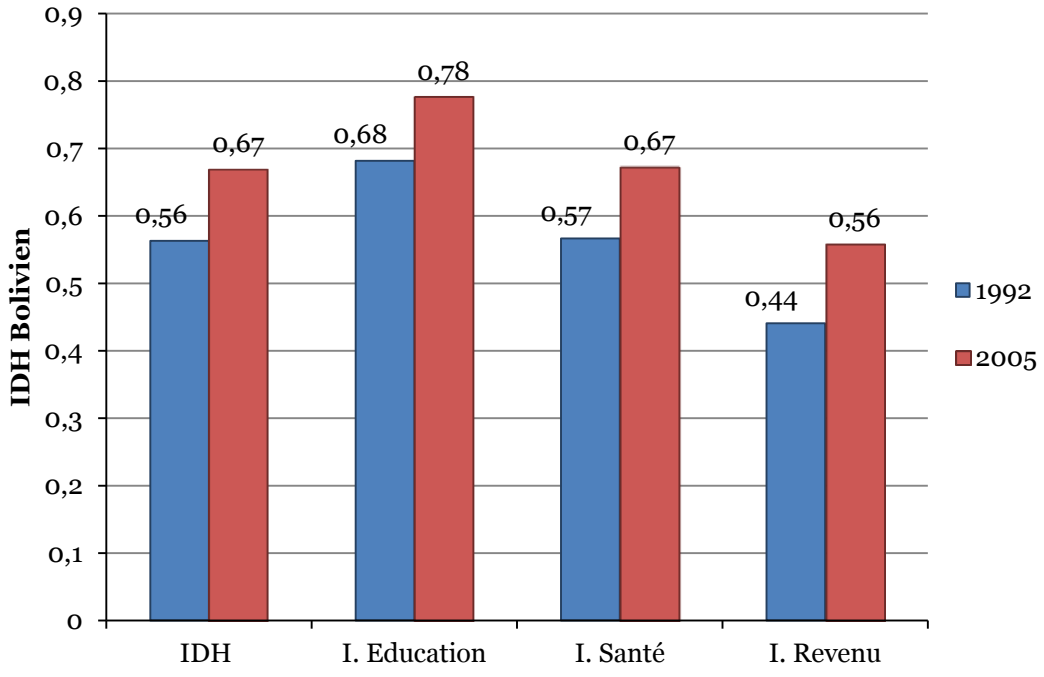
[139] *La Patria,* 03/11/2011, journal bolivien en ligne, http://lapatriaenlinea.com/?nota=87661
[140] http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_FR_Table1.pdf.
[141] Nous utilisons le terme « région » alternativement au terme « département ». Ce dernier étant un terme utilisé d'après la division administrative.

moyennes calculées sur la base des données municipales publiées lors du rapport national de 2007.

En 2005, l'IDH du pays est de 0,669. Cette moyenne résulte d'un indice d'éducation classé dans la catégorie *moyenne-haute* avec 0,776, suivi d'un indice de santé de 0,672, dans la catégorie *moyenne,* et d'un indice de revenus de 0,558, dans la catégorie *moyenne-basse*.

Le *Graphique 5-1* résume l'IDH de la Bolivie selon ses composantes pour 1992 et 2005. Force est de constater qu'entre ces deux années il y a une tendance à la hausse au niveau national. Cette croissance peut être expliquée en partie par l'augmentation de l'indice de revenus qui passe de 0,441 en 1992 à 0,558 en l'espace de treize ans. L'indice d'éducation semble avoir aussi un poids important au moment de calculer la moyenne de l'indicateur de développement en 1992 et en 2005. Cet accroissement de l'IDH est aussi le résultat d'autres aspects comme les plans sociaux et économiques mis en place au cours de ces années (*cf. 2.3.4, Chapitre 2*).

Graphique 5-1 : L'IDH bolivien selon ses composantes, 1992 et 2005



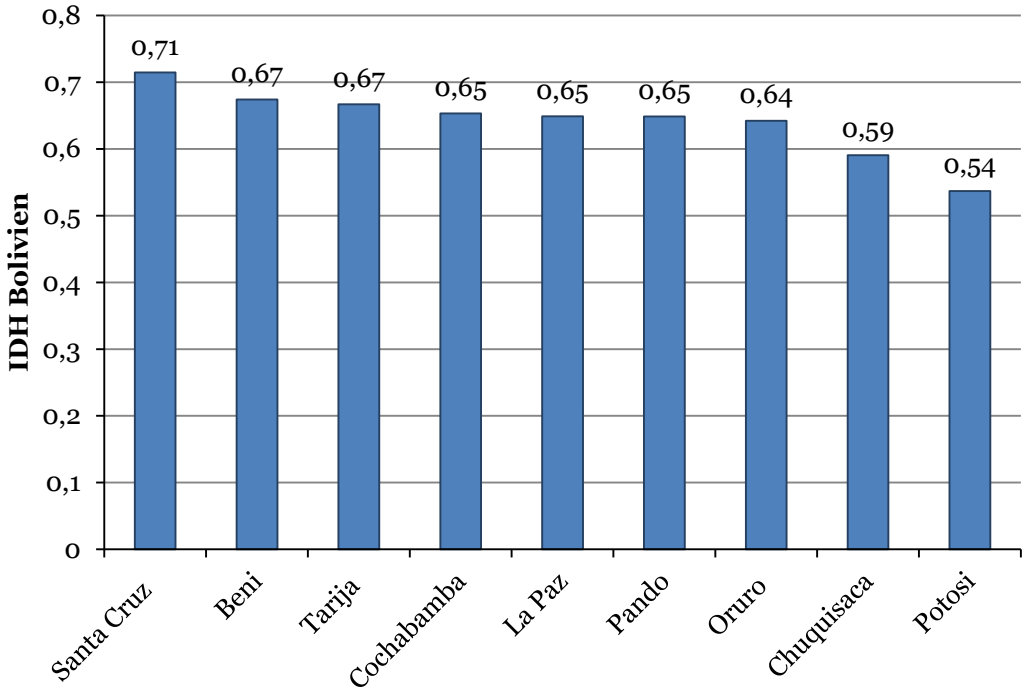
Source : PNUD, 2007.

Quant aux neuf départements, plus concrètement quant à la moyenne que nous avons calculée pour chaque département, le *Graphique 5-2* résume les IDH des neuf départements par ordre décroissant. En 2005, Santa Cruz a le plus haut IDH, 0,71, et Potosi se place à l'autre extrême avec un IDH de 0,54.

Lorsque nous étudions les IDH de ces deux départements par leurs composantes (*cf. Tableau 14a, Annexe 14*), nous concluons que le niveau des indices n'est pas le même. En effet, Santa Cruz enregistre un indice de l'éducation de 0,81 alors que Potosi a un indice de 0,65. De même, l'indice de la santé est bien plus élevé à Santa Cruz, 0,74, qu'à Potosi 0,58. Enfin, l'indice de revenus est de 0,59 à Santa Cruz et de 0,38 à Potosi.

Soulignons que le département de Potosi est classé selon plusieurs rapports comme un des départements qui a les indices les plus faibles par rapport aux autres départements contrairement au département de Santa Cruz. N'oublions pas que les moyennes départementales tiennent compte de l'ensemble des municipalités, c'est-à-dire rurales et urbaines. Ainsi, le faible IDH à Potosi est justifié par le nombre important des municipalités rurales prises en compte dans le calcul de la moyenne départementale. Ceci dit, Potosi reste un département tributaire de ses richesses minières, et si l'on se fie aux moyennes des indices qui composent l'IDH en 2005, il semblerait qu'il y ait peu de retombées sur l'éducation, la santé et les revenus. Toutefois, l'IDH du département en 2005 présente de nettes améliorations par rapport à l'IDH en 1992.

Graphique 5-2 : L'IDH par départements*, 2005

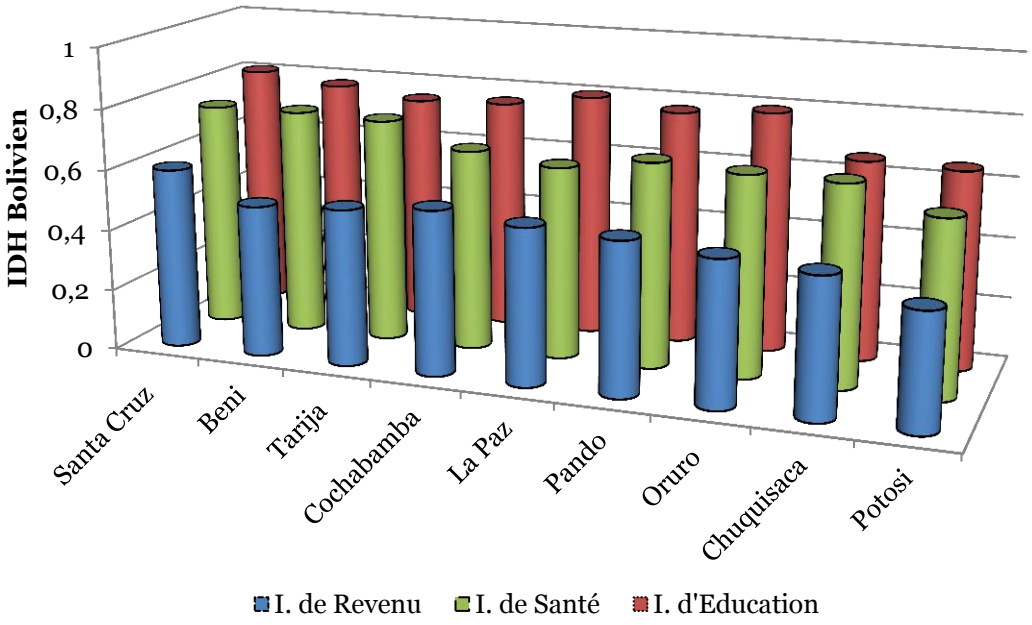


Source : PNUD, 2007. L'IDH par département reflète la moyenne calculée pour l'ensemble des municipalités (rurales et urbaines) qui se localisent dans le département en question. Calculs de l'auteur.*

Quant au département de Santa Cruz, il a les indices de l'éducation et de revenus les plus élevés par rapport aux autres départements, à l'exception de l'indice de la santé 0,742 qui est surpassé de peu par celui du département de Beni, 0,745. D'ailleurs, comme nous le verrons lors de l'analyse de l'IDH des plus grandes villes, cinq des sept villes dont les IDH sont les plus élevés se localisent dans le département de Santa Cruz.

D'une manière générale, soulignons que la valeur de l'indice de l'éducation pour l'ensemble des départements est plus haute que les valeurs de l'indice de santé et de l'indice de revenus. Le *Graphique 5-3* présente toujours les départements par IDH décroissant, mais intègre le détail des composantes de l'IDH.

Graphique 5-3 : L'IDH des départements* par ses composantes, 2005



Source : PNUD, 2007. L'IDH par département reflète la moyenne calculée pour l'ensemble des municipalités qui se localisent dans le département en question. Calculs de l'auteur. Les départements sont classés par IDH décroissant, mais intègre le détail des composantes de l'indice.*

Mais que se passe-t-il dans le classement de l'indice de développement humain à l'échelle des villes boliviennes ?

5.2.3 Les villes et l'IDH

Par la suite, nous nous intéressons aux 31 plus grandes villes (*cf. 3.1.2, Chapitre 3*). Notre objectif est d'identifier les villes qui sont en tête du classement par ordre décroissant d'IDH et de vérifier s'il y a une corrélation entre la taille de la ville et le niveau d'IDH. De même, nous étudions l'importance des trois plus grandes agglomérations en termes de développement humain. Finalement, nous essayons d'identifier les villes avec un IDH relativement important par rapport à leur localisation dans le territoire national. Pour ce faire, nous centrons notre analyse davantage sur 2005 tout en gardant un regard comparatif par rapport à 1992.

Les *Tableaux 5-3 et 5-4* résument l'IDH par composantes pour les 31 plus grandes villes. Quelques constats généraux s'imposent. En l'espace de treize ans, de 1992 à 2005 le classement des villes par ordre d'importance en termes d'IDH n'est plus le même. Il y a des changements flagrants dans le classement, notamment pour l'agglomération siège du gouvernement, La Paz. D'autres villes gagnent de l'importance dans le classement d'après les données de 2005. Finalement, soulignons que la plupart du temps la valeur de l'indice d'éducation est au-dessus de la valeur de l'indice de santé et de l'indice de revenus (*cf. Tableaux 15a et 15b, Annexe 15*).

D'une manière générale, en 2005 nous pouvons classer nos 31 villes en deux catégories : *moyenne haute* qui va de 0,7 à 0,8 et *moyenne* qui est comprise entre 0,6 et 0,7.

La catégorie *moyenne haut* comprend les douze premières villes avec Santa Cruz en première place pour un IDH de 0,748 et Potosi dans l'autre extrême avec un indice de 0,701. La catégorie *moyenne* comprend les dix-neuf villes restantes qui vont d'un IDH de 0,601 pour la ville de Huanuni, 31ème sur la liste, localisée dans le département d'Oruro, à un indice de 0,699 pour la ville de Guayaramerin dans le département de Béni, en 2005.

Quant au tripôle et à son importance sur le plan du développement humain, il y a eu des changements entre 1992 et 2005, notamment dans la position qu'occupait l'agglomération de La Paz.

En effet en 1992, Santa Cruz, Cochabamba et La Paz faisaient partie des cinq villes qui occupaient les quatre premières places. Santa Cruz était en première place du classement avec un IDH de 0,651 et Cochabamba et La Paz se partageaient la quatrième place avec un IDH de 0,621 chacune (*Tableau 5-3*). Treize ans plus tard, le classement n'est plus le même, notamment pour le cas de La Paz. Les agglomérations de Santa Cruz et de Cochabamba continuent à occuper des places importantes, respectivement la première avec un IDH de 0,748, et la troisième avec un IDH de 0,738. Toutefois, La Paz descend à la quatorzième place ! Certes, l'agglomération a un IDH supérieur à celui de 1992, mais sur l'ensemble des 31 plus grandes villes, La Paz arrive en 14ème position avec un IDH de 0,694 (*Tableau 5-4*).

Tableau 5-3 : Indice de développement humain par ses composantes, 1992

		Villes*	IDH	Population	I. de la santé	I. de l'éducation	I. de revenu
Catégorie moyenne	1	Santa Cruz	0,651	873 260	0,638	0,783	0,532
	2	Camiri	0,633	32 092	0,600	0,760	0,540
	3	Portachuelo	0,629	20 359	0,700	0,721	0,467
	4	Cochabamba	0,621	609 107	0,604	0,783	0,476
	5	La Paz	0,621	1 189 258	0,615	0,777	0,470
	6	Cobija	0,618	11 375	0,617	0,783	0,454
	7	Tarija	0,618	108 241	0,683	0,734	0,435
	8	Sucre	0,612	153 153	0,633	0,738	0,463
	9	Trinidad	0,611	60 953	0,583	0,793	0,457
	10	Puerto Suárez	0,610	17 494	0,617	0,760	0,454
catégorie moyenne-basse	11	Oruro	0,584	196 025	0,500	0,799	0,453
	12	Yacuiba	0,583	47 228	0,617	0,704	0,430
	13	Villamontes	0,580	19 568	0,617	0,695	0,429
	14	Bermejo	0,579	27 372	0,600	0,683	0,454
	15	Guayaramerín	0,571	32 273	0,500	0,763	0,450
	16	Potosí	0,564	123 381	0,517	0,753	0,423
	17	Uyuni	0,552	19 639	0,517	0,726	0,412
	18	Guarayos	0,550	11 137	0,633	0,682	0,337
	19	Caranavi	0,548	43 093	0,583	0,663	0,398
	20	Riberalta	0,545	52 378	0,483	0,735	0,417
	21	Punata	0,542	27 154	0,550	0,665	0,410
	22	Santa Ana	0,539	21 101	0,533	0,691	0,394
	23	Huanuni	0,537	19 674	0,467	0,731	0,413
	24	San Borja	0,532	24 251	0,533	0,652	0,411
	25	Villazón	0,530	31 737	0,533	0,669	0,389
	26	Yapacaní	0,530	20 353	0,583	0,634	0,373
	27	Mineros	0,522	34 452	0,550	0,632	0,385
	28	Tupiza	0,510	40 092	0,483	0,650	0,397
basse	29	Lllallagua	0,498	39 890	0,433	0,682	0,380
	30	San Ignacio	0,488	17 602	0,483	0,598	0,383
	31	El Carmen	-	-	-	-	-
		Tripôle	0,631	2 671 625	0,620	0,781	0,491
		Bolivie	0,563	6 420 792	0,567	0,682	0,441

Source : PNUD, 2007.

**Ce classement regroupe les 31 plus grandes villes de plus de 10 000 habitants, en 2010 (cf. 3.1.2, Chapitre 3 - critères). Note : Pour les villes de Santa Cruz, de La Paz et de Cochabamba nous utilisons le critère d'agglomération pondérée par la population. Les données pour la ville de : El Carmen ne sont disponibles qu'à partir de 2005.*

Tableau 5-4 : Indice de développement humain par ses composantes, 2005

		Villes*	IDH	Population	I. de la santé	I. de l'éducation	I. de revenu
catégorie moyenne haut	1	Santa Cruz	0,748	1 651 985	0,761	0,840	0,644
	2	Camiri	0,747	30 421	0,782	0,832	0,625
	3	Cochabamba	0,738	999 953	0,723	0,838	0,652
	4	Portachuelo	0,722	16 908	0,757	0,844	0,563
	5	Oruro	0,720	216 933	0,717	0,888	0,556
	6	El Carmen	0,720	5 116	0,776	0,785	0,600
	7	Puerto Suárez	0,719	15 900	0,776	0,821	0,559
	8	Tarija	0,717	183 001	0,782	0,822	0,548
	9	Trinidad	0,717	89 613	0,740	0,861	0,549
	10	Cobija	0,705	31 668	0,738	0,831	0,548
	11	Sucre	0,704	261 564	0,723	0,799	0,589
	12	Potosí	0,701	160 539	0,678	0,849	0,576
catégorie moyenne	13	Guayaramerín	0,699	44 403	0,774	0,802	0,521
	14	La Paz	0,694	1 707 224	0,651	0,858	0,572
	15	Santa Ana	0,692	17 314	0,780	0,798	0,497
	16	Punata	0,682	26 075	0,687	0,786	0,574
	17	Villamontes	0,673	26 366	0,728	0,792	0,501
	18	Tupiza	0,662	39 031	0,753	0,732	0,502
	19	Yacuiba	0,662	108 162	0,732	0,727	0,526
	20	Riberalta	0,661	88 571	0,713	0,781	0,490
	21	Bermejo	0,658	37 300	0,717	0,725	0,533
	22	Yapacaní	0,657	37 527	0,714	0,750	0,506
	23	Uyuni	0,654	19 120	0,659	0,801	0,502
	24	San Borja	0,646	39 683	0,767	0,676	0,495
	25	Villazón	0,645	39 815	0,677	0,728	0,529
	26	Mineros	0,645	22 228	0,686	0,750	0,497
	27	San Ignacio	0,635	23 608	0,724	0,725	0,457
	28	Guarayos	0,629	20 064	0,729	0,726	0,432
	29	Lllallagua	0,626	37 094	0,611	0,775	0,491
	30	Caranavi	0,601	56 167	0,563	0,746	0,493
	31	Huanuni	0,601	19 996	0,532	0,816	0,454
		Tripôle	0,725	4 359 163	0,709	0,847	0,618
		Bolivie	0,669	9 427 219	0,672	0,776	0,558

Source : PNUD, 2007.

**Ce classement regroupe les 31 plus grandes villes de plus de 10 000 habitants, en 2010 (cf. 3.1.2, critères, Chapitre 3). Note : Pour les villes de Santa Cruz, de La Paz et de Cochabamba, nous utilisons le critère d'agglomération pondérée par la population.*

C'est-à-dire que l'IDH des treize premières villes a plus augmenté en termes de croissance annuelle moyenne que celui de La Paz.

À première vue, ceci peut paraître un peu surprenant, d'autant plus qu'il s'agit de l'agglomération siège du gouvernement, qui en principe devrait enregistrer un indice de développement humain la classant parmi les premières places, étant donné son rôle de ville capitale politique. Comment expliquer ce changement ? En se penchant sur les données il apparaît que cet écart est essentiellement dû à l'indice de santé dont la croissance est plus importante dans les treize premières villes qu'à La Paz. Autrement dit, l'espérance de vie serait plus élevée dans ces villes qu'à La Paz (*Tableau 5-4*). Il ne faut pas oublier que ces données reflètent des moyennes, c'est pourquoi nous les analysons à titre indicatif. Plusieurs études relèvent le fait que le calcul de l'espérance de vie est le résultat d'une moyenne qui varie selon l'âge et les changements dans les tendances de mortalité (Population Reference Bureau, 2003, cité par CEPAL). Or il semblerait que le système de registre de mortalité a des carences et que les informations sont estimées fiables à 50% par l'*Organizacion Panamericana de la Salud*[142].

Toutefois, le fait qu'en 2005 il y ait d'autres villes qui devancent La Paz peut s'expliquer partiellement par la logique économique de certaines de ces villes, ancrée dans les ressources naturelles. Ainsi, citons quelques exemples de villes riches en ressources naturelles. Tel est le cas de villes comme Camiri, deuxième en importance après Santa Cruz, et riche en hydrocarbures, Portachuelo en 4ème place du classement, réputée pour ses richesses en Caoutchouc et noix du Brésil, Oruro 5ème en importance avec un IDH de 0,720, ville renommée pour ses ressources minières, ou même Tarija en 8ème place avec 0,717 d'IDH et riche en ressources gazières, toutes riches en ressources naturelles (*Tableau 5-4*). Ceci dit, la présence des ressources naturelles à proximité n'est pas forcément une condition qui explique le nouveau classement en 2005. En effet, le cas de Potosi est un bon exemple d'une ville qui n'est pas forcément parmi les trois premières en termes d'importance d'IDH, elle est classée en 12ème position seulement avec un IDH de 0,701 en 2005.

Concernant la localisation des villes par ordre d'importance d'IDH, force est de constater qu'en 2005, sur les sept premières villes qui enregistrent les IDH les plus élevés, cinq se localisent dans le département de Santa Cruz[143] (*Tableau 5-4*). En tout, sur le classement des 31 villes en 2005, huit villes sont localisées dans le département de Santa Cruz, deux dans le département de La Paz et deux dans le département de Cochabamba.

Ceci renforce ce que nous avons dit sur le développement de Santa Cruz dans le chapitre sur l'importance économique du tripôle. Santa Cruz a une réelle

[142] http://www.ops.org.bo/condsalud/situaciondemografica/2-segundaparte.htm
[143] Santa Cruz, Camiri, Portachuelo, El Carmen, Puerto Suarez.

dimension autre que simplement productive. Il s'agit d'un pôle important dans le système urbain bolivien et parmi le tripôle.

En outre, la plupart des villes qui sont bien classées en termes d'IDH sont des villes localisées dans l'Est bolivien, à l'exception des villes d'Oruro et de Potosi, ces dernières très connues historiquement pour leur essor minier et qui sont à nouveau actives grâce à la hausse de la demande mondiale de pays comme la Chine.

De plus, en 2005 les villes de Llallagua, département de Potosi, de Caranavi, département de La Paz et de Huanuni, département d'Oruro, sont les trois villes qui enregistrent l'IDH le plus faible sur les 31 plus grandes villes. Par contre sur les trois premières villes qui enregistrent une valeur d'IDH important, deux se localisent à Santa Cruz et la troisième est l'agglomération principale du département de Cochabamba.

Jusqu'ici, nous avons énoncé les résultats quantitatifs grâce aux données de l'IDH par composantes. Toutefois, il est important de citer certaines variables qualitatives.

5.3 Les politiques sociales en Bolivie

Nous citons, de façon succincte, quelques références des politiques sociales appliquées au cours de la décennie 2000-2010 en vue de favoriser l'accès à la santé et à l'éducation de la population à revenus limités.

Plus concrètement, il s'agit des aides sociales sous forme des transferts d'argent liquide, générées grâce aux revenus provenant de l'exportation d'hydrocarbures.

Ainsi, nous faisons référence à l'allocation connue comme *Bono Juancito Pinto* qui est accordée sous forme d'aide économique aux enfants des familles pauvres, plus ou moins 20 euros par an, afin de les inciter à être scolarisés et à assister à l'école. De même, citons l'allocation octroyée aux personnes âgées de 60 ans et plus, le *Bono dignidad*[144] en 2008, qui va de 180 à 240 euros par an. Finalement, nous citons l'aide sociale en faveur des jeunes mères, *Bono Juana Azurduy*[145] mis en place depuis

[144] La « *renta dignidad* » a débuté en 2008, et oscille entre 180 à 240 euros, chiffre variable en fonction de l'accès à la sécurité sociale des personnes bénéficiaires.
[145] Le « *bono Juana Azurduy* » est pratiqué depuis 2009, et il s'agit des aides financières qui augmentent progressivement en fonction du nombre des visites médicales selon la période de grossesse. Cette aide va de 5 à 12,5 euros, et cible principalement la population rurale, qui faute des moyens financiers n'a pas de suivi médical.

2009, qui vise à les inciter à avoir un suivi médical durant la période de grossesse afin de réduire à terme le taux de mortalité infantile.

Malheureusement, à ce jour il n'existe pas une estimation quantitative qui mesure les retombées sociales de ces aides à l'échelle des villes. Malgré l'absence d'un indicateur quantitatif sur le degré de pauvreté depuis 2007, qualitativement nous sommes en mesure de dire que l'accès de la population à revenus très limités à la santé et à l'éducation n'a pas cessé d'augmenter grâce aux programmes sociaux mis en place au cours de ces dernières années. Ceci dit, il y a encore du progrès à faire dans le social, comme les fonds des Nations Unies pour l'enfance, UNICEF[146] l'a signalé récemment.

Il est possible que la disparité existante entre les trois agglomérations en matière de santé, d'éducation et des revenus soit moindre à l'heure actuelle, compte tenu des aides de l'État. Malheureusement, nous n'avons pas les données pour justifier cette position, mais seulement un argument qualitatif sur les politiques sociales mises en place au cours de cette dernière décennie.

5.4 Conclusion

Quelles conclusions tirer de la dimension humaine de développement à l'échelle des plus grandes villes, notamment du tripôle urbain et à l'intérieur de celui-ci ? Est-ce que le diagnostic final de développement humain à l'échelle des villes confirme, nuance ou invalide la fragile domination économique du tripôle ?

D'après l'indice de développement humain, le tripôle enregistre un IDH au-dessus de la moyenne nationale. En effet, d'une façon globale au vu des calculs, le tripôle urbain enregistre des moyennes en 1992 et 2005 au-dessus des niveaux présentés à l'échelon national. Toutefois, à l'intérieur du tripôle, les IDH des trois villes prises séparément présentent quelques particularités. En effet, la ville de La Paz semble avoir une croissance relativement moins prononcée que Santa Cruz et Cochabamba.

En effet, d'après notre classement de l'IDH en 2005, La Paz est en 14ème place sur les 31 plus grandes villes classées par IDH décroissant. Santa Cruz continue à renforcer sa position dominante, et reste à la tête du classement avec l'IDH le plus élevé du système urbain avec un IDH pondéré de 0,748. Cochabamba également

[146] *Unicef recomienda al Estado de invertir mas en la niñez*, article paru dans le journal La Razon, 2012/04/12, http://www.la-razon.com/sociedad/Unicef-recomienda-invertir-ninez_0_1594640544.html

continue à renforcer sa position, et l'agglomération grimpe d'une place dans le classement devenant en 2005 la troisième ville avec un IDH moyen haut de 0,738.

C'est-à-dire que l'IDH des treize premières villes a plus augmenté en moyenne que celui de La Paz. En se penchant sur les données des composantes de l'indice, il apparaît que cet écart est essentiellement dû à l'indice de santé dont la croissance est plus importante dans les treize premières villes qu'à La Paz.

À cela s'ajoute que parmi les villes bien classées par valeur de l'IDH en 2005, un certain nombre sont réputées de par leurs richesses naturelles. Tel est le cas de villes comme Camiri, deuxième du classement, et riche en hydrocarbures, Portachuelo en 4ème place du classement, réputée pour ses richesses en Caoutchouc et noix du Brésil, Oruro 5ème avec un IDH de 0,720, ville renommée pour ses ressources minières, ou même Tarija en 8ème place avec 0,717 d'IDH et riche en ressources gazières, toutes riches en ressources naturelles. Toutefois, le fait que certaines villes riches en ressources naturelles aient un IDH bien classé par rapport à l'ensemble des 31 plus grandes villes que nous avons étudiées est loin d'être une règle. Ceci dit, lorsque nous mesurons une éventuelle corrélation entre la taille de la ville et la valeur de l'indice de développement humain, nos résultats semblent indiquer que ladite corrélation est faible. Autrement dit, nous ne sommes pas en mesure d'évoquer une éventuelle causalité entre ces deux variables.

À l'intérieur du tripôle, comme nous l'avons vu Santa Cruz continue à affirmer sa domination dans le système urbain du point de vue du développement humain. Cependant, Cochabamba n'en reste pas moins importante. En effet, cette ville non seulement est troisième dans le classement en 2005, mais en plus elle enregistre une croissance annuelle moyenne, 1,33, plus importante que celle de Santa Cruz, 1,08, et celle de La Paz, 0,86 et au même niveau que la croissance nationale de cet indice. De même, Cochabamba a une croissance des indices de santé et de revenus au-dessus de deux autres villes du tripôle urbain. Ceci renforce la position de Cochabamba au sein du tripôle, mais il reste des progrès à faire notamment en matière économique.

Notons que d'après le rapport national du PNUD, dans le contexte bolivien, la valeur de l'indice de l'éducation est relativement plus importante que celles de l'indice de santé et de l'indice de revenus. Ce constat général quant à l'indice d'éducation au niveau national, laisse penser à une situation favorable pour les villes en matière d'alphabétisation chez les adultes ainsi qu'à la moyenne d'années de scolarisation. Ce n'est pas un hasard si la Bolivie est citée comme étant un pays qui a fait des grands progrès en matière d'éducation.

Force est de constater que cinq des sept villes dont les IDH sont les plus élevés se localisent dans le département de Santa Cruz, aspect non négligeable quand il s'agit de l'affermissement de la position de Santa Cruz dans le système urbain national.

Ces résultats vont certainement s'améliorer grâce aux plans sociaux mis en place par le gouvernement depuis 2006. Ce sont des aides sociales générées grâce aux profits provenant de l'exportation d'hydrocarbures. L'attribution d'allocations est censée élever le niveau de vie et le développement social et économique des habitants. Toutefois, comme dirait Weisbrot *et al.*, 2010 « les allocations et l'accroissement des dépenses publiques dans le social c'est bien… mais il en manque encore ! »

Évoquons ce qui a été dit, entre autres, dans le rapport du PNUD, 2007[147], phrase qui résume bien le contexte d'analyse bolivien : « L'État (bolivien) qui existe réellement est dans un processus de construction et il reflète la complexité de la société bolivienne ».

En somme, l'analyse du développement humain au niveau du système urbain nous permet d'émettre quelques conclusions générales concernant la tripolarisation bolivienne et les territoires riches en ressources naturelles. D'une part, malgré la croissance du tripôle au-dessus de la moyenne nationale, à l'intérieur de celui-ci les résultats sont nuancés. En effet, La Paz s'accroit, mais à un rythme moins prononcé que celui enregistré par les territoires riches en ressources naturelles. D'autre part, une fois de plus ceux-ci prennent le devant… ce qui éventuellement nous fait réfléchir sur l'éventuelle absence d'une corrélation entre la taille d'une ville et le niveau d'indice de développement humain. Toutefois, soulignons que notre analyse est tributaire de la qualité des données et qu'au cours de ce chapitre notre intention était d'esquisser quelques idées générales, peut être imparfaites, mais utiles pour notre analyse.

Ceci nous montre encore une fois que le fait de baser notre analyse sur un seul critère, à savoir l'IDH au cours du chapitre, pourrait nous mener sur des pistes nuancées où le contexte n'est pas pris en compte et les chiffres sont insuffisants pour essayer de comprendre la tripolarisation territoriale en Bolivie. Notre argument sur la genèse du tripôle devient donc un élément essentiel et complémentaire à l'analyse de l'actualité de cette triade. Il s'agit d'une analyse de l'histoire économique du pays qui nous met en position d'examiner quelques données récentes avec une vision plus élargie.

[147] Traduction de l'auteur. Rapport National sur le développement humain, 2007, PNUD, Bolivie.

Conclusion générale

Cette thèse porte sur la spécificité du système territorial en Bolivie et sa tripolarisation actuelle. Afin de mieux cerner le sujet, les deux questions centrales de cette thèse sont :

Pourquoi le tripôle se place-t-il en tête du système territorial ?

Quel degré de domination ce tripôle a-t-il sur l'ensemble des territoires ?

L'analyse se place au cœur du contexte actuel caractérisé par l'importance de l'extraction et de la commercialisation des ressources naturelles, situation qui renforce la position des territoires comme Tarija, riche en gaz, et Potosi, riche en minerais.

À partir du constat de la domination au niveau national des trois territoires majeurs, La Paz- Santa Cruz- Cochabamba, en termes de taille démographique et de concentration des emplois, l'étude a pour but d'analyser leur rôle en matière économique, grâce aux indicateurs de production, d'exportations et des investissements étrangers directs. Cette lecture est complétée par l'examen du développement humain des territoires boliviens à partir des données sur l'IDH.

Ainsi, nous avons examiné l'émergence, la consolidation du tripôle, et les changements en cours de façon précise et informée, nourrie par un séjour de terrain. L'étude tient compte de la répartition inégale des richesses naturelles sur le sol bolivien, des accidents historiques, de la politique économique et des spécialisations relatives en termes de production, entre autres. Il s'agit de plusieurs points de vue qui enrichissent notre étude de ces territoires en évolution, avec des dynamiques propres à leur localisation géographique, des trajectoires parfois différentes, mais qui en fin de compte se combinent d'une façon originale.

Quant à la méthode, nous avons développé une approche qualitative dans un premier temps et quantitative par la suite. Le long de notre étude, nous avons essayé d'interpréter cette réalité mouvante en faisant appel à un parcours itératif entre histoire et actualité économique. Ceci dit, pour l'observation des données nous avons dû faire face à l'absence d'une base de données uniforme et à une même échelle. De plus, dans certains cas il n'y avait pas de continuité dans la publication des bases de données. C'est pourquoi nous avons fait des choix méthodologiques et nous nous sommes concentrés principalement sur l'analyse des villes, en tant que lieux de concentration de l'activité économique (*cf. Chapitres 2, 3 et 5*). En l'absence de données économiques à cette échelle, à savoir la production, les exportations ou même la captation des investissements étrangers directs au niveau des villes, nous avons utilisé les données régionales, compte tenu de la forte représentativité de la ville dans sa région, au moins en ce qui concerne le tripôle. Il a fallu passer outre les problèmes rencontrés, pour comprendre la formation, le rôle, les forces et les faiblesses du tripôle.

Pour lire la réalité économique et spatiale de la Bolivie, nous avons dû faire appel à des éléments historiques, qui nous ont permis de répondre à la question

« Pourquoi ces trois territoires ? ». Pourquoi pas d'autres territoires comme Potosi, de tradition minière et qui dans le passé a été même connue internationalement, ou Beni ou Pando qui étaient riches en latex et en écorces de quinquina et qui ont suscité l'arrivée des maisons de commerce européennes dans l'Est du pays ? Pourquoi pas Tarija, riche en ressources gazières ? Qu'est-ce qui fait que ces trois territoires se consolident et deviennent importants au niveau national ?

À l'aide des divers éléments nous avons conclu que ces territoires ont dû parfois accepter le rôle et les circonstances qui leur ont été imposés (La Paz), ou ont profité des conditions favorables en tant que tremplins pour se développer (Santa Cruz), ou se sont simplement adaptés au contexte économique du moment (Cochabamba).

Nous avons soutenu que La Paz a dû répondre aux besoins du début du XXe siècle compte tenu de sa localisation stratégique au croisement des routes de commerce minier, de l'emprise de l'élite minière qui dirigeait la politique économique et ultérieurement de son rôle de ville siège du gouvernement. Alors, La Paz a dû mettre de côté son potentiel naissant agricole, grâce aux microclimats de la région, et se dédier en partie à produire des services.

Santa Cruz, malgré son isolement géographique, faute d'une intégration physique territoriale en l'absence d'un réseau de transports approprié, mais grâce à son climat moins hostile par rapport à d'autres régions dans l'Amazonie bolivienne, s'est vue devenir le point de concentration des maisons de commerce. Ainsi, cette petite bourgade à l'époque est devenue l'interface de communication entre la Bolivie de l'Est et les pays voisins (Argentine et Brésil) et le Vieux continent. De plus, suite à la découverte des gisements de pétrole vers 1930, la région de Santa Cruz est devenue un centre économique significatif. Par la suite, la politique économique n'a pas cessé de miser sur l'émergence et la consolidation de ce « nouveau » centre économique. Notons que le mot « nouveau » va dans le sens d'une nouvelle voie de développement économique pour le pays, qui jusqu'à ce moment était tributaire des exploitations minières.

Finalement, Cochabamba a su s'adapter au cycle minier en devenant le grenier qui approvisionnait les régions minières, et au cycle du pétrole en centralisant une partie des activités de raffinage. Cochabamba a bénéficié de sa localisation en plein centre du pays, et de sa position en tant que lieu de passage entre La Paz et Santa Cruz séparées d'environ 900 km.

La deuxième question portait sur la nature et le degré de domination économique exercé actuellement par ces trois principaux pôles au niveau national. La réponse économique est complétée par une évaluation des niveaux de développement humain qui selon les cas confirment ou nuancent sérieusement les hiérarchies économiques des territoires.

Au vu des données, nous avons pu avoir des résultats originaux. Ainsi, nous sommes face à un tripôle qui historiquement s'est progressivement affirmé et a puisé sa force dans la gestion des services liés aux ressources naturelles. Il est possible que ce tripôle ait eu des retombées favorables grâce à sa localisation géographique, puisque ces trois pôles sont placés sur une sorte d'axe transversal qui parcourt le territoire d'Ouest en Est. C'est-à-dire qu'ils auraient pu devenir une référence symbolique pour chacune des régions climatiques, à savoir La Paz pour l'Altiplano, Cochabamba pour les vallées et Santa Cruz pour les plaines amazoniennes.

En termes de population et d'emploi, le tripôle urbain est aujourd'hui le centre de référence national qui concentre pour ainsi dire près de la moitié de la population et de l'emploi du total bolivien. Mais une constante qui revient soit au niveau économique soit au niveau de développement humain est le fait que la « domination » du tripôle territoriale, évaluée à l'échelle des régions urbaines, reste fragile, principalement au niveau des exportations et de la captation des capitaux étrangers. En effet, ce sont les territoires riches en ressources naturelles qui centralisent l'activité économique dans le volet international. De plus, en termes de développement humain, les résultats dévoilent une faible corrélation entre la taille de la ville et le niveau de développement humain. Mais nous prenons ces résultats avec précaution compte tenu des données limitées en la matière. Globalement, tous les éléments analysés semblent confirmer le fait que le tripôle n'exerce pas une domination absolue au niveau national.

Ceci dit, l'importance des ressources naturelles dans l'économie bolivienne en général n'est pas une nouveauté et bien que cette réalité affaiblisse actuellement la « domination » tripolaire, les territoires riches en ressources naturelles restent aussi fragiles par les aléas des cours des prix du marché international pour les ressources naturelles.

Finalement, un facteur toujours d'actualité est la difficile intégration territoriale qui s'est approfondie avec l'évolution de la dotation en ressources naturelles existant dans chaque région : l'Ouest avec les richesses minières et l'Est avec les richesses pétrolières et gazières. En effet, comme nous l'avons développé, l'Est du pays réclame son autonomie, ce qui révèle au fond une difficulté de concilier les objectifs économiques entre l'Est et l'Ouest du pays, d'autant plus qu'il y a des logiques « divergentes » de développement entre ces deux côtés. Néanmoins, à l'aide de la spécialisation relative à l'échelle du produit intérieur brut dans chacune des régions, nous avons pu mettre en avant le fait qu'il y a une certaine complémentarité principalement au sein du tripôle, même si dans le discours les régions de Santa Cruz et de La Paz se considèrent comme étant indépendantes.

La bonne connaissance des lieux nous a permis d'approfondir notre interprétation sur le système territorial bolivien, complexe et original. En confrontant ces différents niveaux d'analyse, nous avons pu prolonger nos réflexions sur la tripolarisation territoriale et nous concentrer davantage sur ce qui caractérise le système territorial bolivien.

En somme, notre analyse empirique du sujet nous a permis de dévoiler les forces et les faiblesses de l'actuelle tripolarisation territoriale bolivienne, à travers les résultats majeurs qui suivent.

Avant tout, la force du tripôle réside dans sa capacité de gestion des services liés aux activités extractives et de commercialisation des ressources naturelles générées dans d'autres territoires.

Par ailleurs, la logique extractive des ressources naturelles est à la fois à l'origine de l'émergence et de la consolidation de la triade La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, ainsi qu'un facteur potentiel qui pourrait fragiliser la domination absolue des trois principaux pôles. Mais même si Tarija et Potosi bénéficient d'une dynamique économique favorable de par leurs ressources naturelles, ceci est une situation qui pourrait les fragiliser également, compte tenu de leur faible spécialisation dans d'autres activités économiques que celles relatives aux richesses gazières et minières.

La recherche a mis en évidence des logiques divergentes au sein du pays, mais qui coexistent et se complètent l'une l'autre. En effet, d'une part le tripôle régional concentre deux tiers de la production nationale, de la population et des emplois ; d'autre part, les pôles régionaux de Tarija, riche en gaz et de Potosi, riche en minerais, centralisent les activités d'exportation et de captation des capitaux étrangers. Ces deux logiques semblent se partager parfois la polarisation de l'activité économique, mais en fin de compte elles coexistent et se complètent.

Enfin, au sein du tripôle, même si Santa Cruz enregistre un décollage économique favorable depuis ces dernières décennies, au vu des données, il semblerait que ce pôle se spécialise davantage dans l'industrie, alors que La Paz se consoliderait dans son rôle de production des services supérieurs comme la finance, l'immobilier et l'administration publique, et que Cochabamba continue à s'adapter en fonction du contexte économique.

Il conviendrait dans le futur d'approfondir l'étude de systèmes territoriaux d'autres pays d'Amérique du Sud afin de mener une étude comparative et d'examiner les points communs, s'il y en a, avec le système spatial bolivien. De même, une étude de l'économie souterraine au niveau des villes boliviennes serait la bienvenue. À ce jour, il n'y a que des estimations au niveau national ; elle est considérable et représente plus de deux tiers du PNB bolivien, la plus grande proportion du PNB parmi 18 pays d'Amérique Latine (Schneider, 2002). Ceci nous permettrait de saisir la concentration de l'ensemble des emplois (formels et informels) dans la triade La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, et d'avoir une approche de cet indicateur plus proche de la réalité.

Il faudrait également, s'intéresser de plus près aux logiques « divergentes » entre l'Ouest et l'Est du pays, afin de dévoiler les facteurs susceptibles de gêner le

développement du pays. Par ailleurs, même si nous avons évoqué le décollage économique de Santa Cruz, nous pourrions approfondir l'appropriation des politiques économiques de la part des acteurs territoriaux à Santa Cruz et leur différence par rapport aux acteurs économiques à La Paz et à Cochabamba.

Plus généralement, il serait intéressant d'étudier l'actuelle dépendance de l'économie bolivienne envers les ressources naturelles et d'essayer de proposer des solutions alternatives de développement. Il y a d'ailleurs eu à ce sujet quelques études qui ont ouvert la voie en parlant des niches de marché et des activités économiques, telles le marché de la quinoa, les textiles en laine de vigogne ou alpaga, qui sont porteuses de sources de travail (Mazurek et Arreghini, 2006).

Bibliographie

ABRIL G., 2012, El delirio del litio, *Vocable Espagnol*, N° 628.

ALBRECHT D., V. BABY-COLLIN, D. DESMULIER, M.-C. MACIAS, C. MOREIRA-ALBRECHT, A SIERRA, H. THERY, et S. VELUT, 2005, *L'Amérique Latine*, Capes Agrégation, Paris : Editions SEDES/ CNED.

ALEXANDER R.J., R.B. BATCHELDER, R.S. THORN et J.A. CROW, 1996, Bolivia, *in: Colliers Encyclopedia*, Vol.4, Cd-Rom (Last revised 1996/02/28) http://cc.bingj.com/cache.aspx?q=weil+Bolivia&d=4743666944772000&mkt=fr-FR&setlang=fr-FR&w=1ebe70ab,4d0c9d31.

ARREGHINI L. et J.-C ROUX, 2000, *La Bolivie : des Andes vers les Orients, disparités spatiales et dynamiques socio-économiques*, La Paz : IRD-UMSA-Ordenamiento Territorial.

ARRIETA M., G. ABREGO, A. CASTILLO et M. DE LA FUENTE, 1990, *Agricultura en Santa Cruz, de la Colonia a la empresa moderna : 1559-1985*, La Paz : Editorial ILDIS.

ARTHUR W.B., 1990, Silicon Valley locational clusters: When do increasing returns imply monopoly?, *Mathematical Social Sciences*, 19, 235-251.

ARTHUR, W. B., 1994, *Increasing Returns and Path Dependence in the Economy*, Michigan: The University of Michigan Press.

AYDALOT P., 1980, *Dynamique spatiale et développement inégal,* Paris : Economica.

AYDALOT P., 1985, *Economie régionale et urbain,* Paris : Economica.

BABY-COLLIN V., 2000, Les marges et la ville à Caracas et à La Paz, dans *L'urbanité dans les Amériques*, J. MONNET et G. CAPRON, (éd.), Toulouse : Presses Universitaires du Mirail.

BAILLY A., J.-M. HURIOT, 1999, Villes et croissance, dans *Villes et croissance. Théories, modèles, perspectives*, Paris : Antropos, Economica.

BALDIVIA J., 2008, El vinculo de la crisis economica internacional con el sector informal boliviano, dans *La crisis economica internacional y la economia boliviana*, colloquios economicos, 13, décembre 2008, La Paz : Fundacion Milenio.

BARILLOT-CASTILLO S. ET J.-M. HURIOT, 2012, La forte et fragile tripolarisation du territoire bolivien, article en révision pour la revue Géographie, Economie et Société.

BARRAGAN R., 2004, *Unidad y fracturas en las colectividades aymaras urbanas : las mujeres en los mercados y el comercio en la ciudad de La Paz*, La Paz : CEDLA, Centro de documentacion en poblacion y desarrolloro, direccion de politicas de poblacion, Bolivia cendop.

BATAILLON C., 1995, Explosion des villes du tiers monde, dans *Encyclopédie de géographie*, Paris : Economica.

BAUMONT C. et J.-M. HURIOT, 1997, La ville, la raison et le rêve : entre théorie et utopie, dans *L'espace Géographique*, 2, 99-117.

BAUMONT C. et J.-M. HURIOT, 1999, L'interaction agglomération-croissance en économie géographique, dans *Villes et croissance. Théories, modèles, perspectives*, Paris : Antropos, Economica.

BAZZACO E., 2009, Human development in Santa Cruz (Bolivia) : Territorial inequities and the negative effect of the economic component, dans *Investigacion y Desarrollo*, 17, 1, http://ciruelo.uninorte.edu.co/pdf/invest_desarrollo/17-1/08%20EL%20DESARROLLO%20HUMANO.pdf

BCB, 2004, Boletin estadistico, 324, La Paz, Bolivie : Banco Central de Bolivie.

BCB, 2010a, Boletin estadistico, 348, La Paz, Bolivie : Banco Central de Bolivie.

BCB, 2010b, Boletin del sector externo, 43, La Paz, Bolivie : Banco Central de Bolivie.

BCB, 2010c, Boletin mensual, Août 2010, La Paz, Bolivie : Banco Central de Bolivie.

BCB, 2011a, *Reporte de balanza de pagos y position de inversion internacional (Enero-diciembre 2010)*, La Paz, Bolivie : Banco Central de Bolivie.

BCB, 2011b, Boletin del sector externo, 45, La Paz, Bolivie : Banco Central de Bolivie.

BENAVIDES E., 2004, *Metropolisasion*, Document de travail, La Paz : CODEPO–UNPFA.

BENAVIDES E., N. MANZANO ET N. MENDOZA, 2003, Gestion urbana para el desarrollo sostenible de ciudades intermedias en el departamento de La Paz, Bolivia, Medio *Ambiente y Desarrollo*, 66, Santiago de Chile : Naciones Unidas y CEPAL.

BENKO G., 1998, La science régionale, coll. *Que Sais-je?*, 3355, PUF: Presses Universitaires de France.

BENKO G., 2007, Economie urbaine et régionale au tournant du siècle, *Métropoles,* http://metropoles.revues.org/139

BLANES J., 2006, *Bolivia : Areas metropolitanas en clave de desarrollo y autonomia*, FES-ILDIS, http://library.fes.de/pdf-files/bueros/bolivien/04541.pdf

BLANES J., 2010, Bolivia : las areas metropolitanas en perspectiva de desarrollo regional, *Desarrollo regional y planificacion del territorio, Cuadernos de clase*, numéro 02-02, Colombie : Universidad Autonoma de Manizales, http://www.cebem.org/cmsfiles/publicaciones/CUADERNOS_DE_CLASE_02_-_02__Maestria__Desarrollo_Regional__Cohorte_II__UAM_.pdf, 12-33.

BM, 2011, Transport aérien, *départs des transporteurs autorisés à destination du monde*, donnees.banquemondiale.org/indicateur/IS.AIR.DRT

BORDA D., et J. RAMIREZ, 2006, *Bolivia : Situacion y perspectivas de las MiPYMES y su contribucion a la economia,* BID : Banco Interamericano de Desarrollo. www.iadb.org/document.cfm?id=757229

BORET D., 2005, Le phénomène de l'étalement urbain et la croissance des villes, dans *Développement urbain : les nouvelles contraintes*, Rapport de l'institut Veolia environnement, 1.

BOURDEAU-LEPAGE L. et J.-M HURIOT, 2005a, The Metropolis in retrospect. Permanence and change, *Recherches Economiques de Louvain*, 257-284.

BOURDEAU-LEPAGE L. et J.-M. HURIOT, 2005b, On poles and centers : Cities in the French style, *Urban Public Economics Review*, 3, 13-36.

BOURDEAU-LEPAGE L. et J.-M. HURIOT, 2007, Megacities without global functions, *Belgeo*, 95-114.

BOURDEAU-LEPAGE L. et J.-M. HURIOT, 2009, L'idée de région et le fait urbain. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 2, 267-287.

BOURDEAU-LEPAGE L., 2000, *La question régionale dans une économie en transition. L'effet des transformations systémiques sur les inégalités régionales en Pologne*, thèse de Doctorat en Sciences Economiques, Dijon : Université de Bourgogne.

BOURDEAU-LEPAGE L., 2002, Varsovie entre agglomération et dispersion, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine,* 5, 805-828.

BOURDEAU-LEPAGE L., 2004, Courses inégales à la métropolisation, *Regard sur l'Est,* 36, www.regard-est.com.

BOURDEAU-LEPAGE L., 2007, Advanced services and city globalization on the Eastern fringe of Europe, in the advanced service sectors in *European urban regions*, a. Borsdorf and W. Salet (guest editors), Belgeo, 2007- 1.

BOURDEAU-LEPAGE L., J.-M. HURIOT et J. PERREUR, 2008, A la recherche de la centralité perdue, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine,* 5.

BP, 2012, *Statistical Review of World Energy,* http://www.bp.com/assets/bp_internet/globalbp/globalbp_uk_english/reports_and_publications/statistical_energy_review_2011/STAGING/local_assets/pdf/statistical_review_of_world_energy_full_report_2012.pdf

BUISSON M.-A., D. MIGNOT, L. BOUZOUINA, 2005, Métropolisation et ségrégation, dans *Concentration économique et ségrégation spatiale*, M.-A. BUISSON et D. MIGNOT (éd).

CAF, 2005, Bolivia : PyMES y Microfinanzas, dans *Entorno sectorial*, 14, Venezuela : Coorporacion Andina de Fomento.

CAMAGNI R., 1992, Organisation économique et réseau des villes, dans *Espaces et dynamiques territoriales,* Textes rassemblés et présentés par P.-H. DERYCKE, Paris : Economica, 25-52.

CAMAGNI R., 2006, Compétitivité territoriale. A la recherche d'avantages absolus, dans *Reflets et perspectives de la vie économique,* 2006-1, Tome XLV, De Boeck Université.

CAMPERO J.C. et J.-L, CARVAJAL, 2005, *Economias regionales y descentralizacion en el marco del diseño constitucional*, Document de travail, 6, La Paz, Bolivie: UCAC.

CASTELLS M., 1998, *La société en réseaux,* Paris: Fayard. Traduit de *The Rise of the Network Society,* 1996, Oxford: Blackwell.

CASTILLO S., 2007, Bipolarisation urbana y crecimiento economico en Bolivia, Tinkazos, 22, http://www.pieb.com.bo/tvirtual.php?id=44

CASTILLO S., 2009, *Bolivia: urban System and Economic Dynamics*, Document de travail, e2009-04, Dijon: LEG, Université de Bourgogne, http://www.ubourgogne.fr/leg/documents-de-travail/e2009-04.pdf

CEBEC/CAINCO, 2007, *El crecimiento de Bolivia peligra si no hay mas inversiones,* Santa Cruz, Bolivia : Centro Boliviano de Economia & Camara de Industria, Comercio, Servicios y Turismo de Santa Cruz. http://www.cainco.org.bo/publicaciones/Estudios/Inversi%C3%B3n%20Privada-Estudio.pdf

CEPAL, 1999, *Amérique du sud : projections de la population urbaine et rurale, 1970- 2025*, bulletin démographique, 63, CEPAL : Comision Economica Para América del Sur y Caribe.

CEPAL, 2006, *Manual sobre indicadores de calidad de vida en la vejez,* http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/0/28240/W113_2.pdf

CHAVEZ G., 2007, Apertura comercial y desarrollo. El caso de una economia pequeña y abundante en recursos naturales, *repensando America Latina*, http://idh.pnud.bo/ usr_files/informes/nacional/indh2007/documentos/gonzalochavez.pdf

CIFOR, 2005, *Pobreza, descentralización y bosques en el norte amazónicos boliviano*, Santa Cruz, Bolivia: Centro para la investigación forestal internacional, http://www.cifor.org/publications/pdf_files/Books/Pobreza.pdf

CLOUGH L.D., 2008, Energy profile of Bolivia, *in*: *Encyclopedia of Earth*, Eds. Cutler J. Cleveland, Washington, D.C.: Environmental Information Coalition, National Council for Science and the Environment, First published in the Encyclopedia of Earth, 2007/03/04, http://www.eoearth.org/article/Energy_profile_of_Bolivia.

CODEPO, 2003, *La Bolivia del futuro y sus implicaciones demograficas para el desarrollo*, Document de travail, 6, La Paz : Secretaria tecnica del Consejo de Poblacion para el Desarrollo Sostenible.

CODEPO, 2004, *Estudio de la migracion interna en Bolivia*, La Paz : Secretaria tecnica del Consejo de Poblacion para el Desarrollo Sostenible.

CODEPO-INE, 2004, *El proceso de urbanizacion en Bolivia : 1992-2001*, Serie IV, Estudios tematicos, vol.1, 3ème éd., La Paz : CODEPO.

COLLIGNON P., 2006, Une approche polycentrique basée sur les pôles urbains et ruraux, RED: Ruralité-Environnement-Développement.

COMBES P.-P., T. MAYER et J.-F. THISSE, 2006, *Economie géographique, L'intégration des regions et des nations,* Paris: Economica.

COPA V. A.-M., 2009, *Produccion en Bolivia, mas del 90% de las empresas son mipymes*, dans le journal El Deber, http://www.eldeber.com.bo/2009/2009-08-30/vernotaeconomia.php?id=090829195617

CORTÉS, J.-D., 1875, *Bolivia: apuntes geograficos, estadisticos, de costumbres descriptivos e históricos*, Paris: tipografia Lahure.

CUENCA C. et A. KAMAL, 2008, L'évolution de la structure et de la primatie urbaine au Maroc, *Région et Développement,* 27, 215-223.

DANIELS P. W., 2004, Urban challenges: the formal and informal economies in mega-cities, *Cities*, 21, 6, 501-511.

DEBIE F., 1998, Modélisation des concentrations urbaines, dans *Géographie économique et humaine*, Paris : PUF.

DELER J.-P., 1994, La Bolivie, enclave sous influence, dans *Géographe Universelle, Amérique Latine*, Paris : Belin.

DELFOUR C., 2010, La recomposition du territoire « à la bolivienne » : L'invention d'un nouveau mode de gouvernance démocratique ?, dans *Pandora,* 10, 53-68.

DEMYK N., 2005, L'Amérique Latine au seuil du XXIe siècle : héritages et mutations, dans *Les Ameriques Latines, Diem : dossiers des images économiques du monde*, Paris : Sedes, 175.

DERYCKE P.-H., 1995, L'organisation de l'espace dans les villes, dans *Encyclopédie de Géographie*, Paris : Economica.

DIMOU M. et A. SCHAFFAR, 2007, Evolution des hiérarchies urbaines et loi de Zipf : Le cas des Balkans, *Région et Développement,* 25, 65-86.

DJANKOV S., D. MANRAJ, C. MCLIESH et R. RAMALHO, 2005, *Doing business in 2006: creating jobs*, Washington D.C.: World Bank Group, www.doingbusiness.org

DOBKINS L.H. et Y.M IOANNIDES, 2000, Dynamic Evolution of the Size Distribution of U.S. Cities dans *Economics of Cities, Theoretical Perspectives*, J.-M. HURIOT et J.-F.THISSE, New York: Cambridge University Press.

DUGAS S., 2006, La nationalisation des hydrocarbures, outil ou écueil pour le développement de la Bolivie*, La Chronique des Amériques,* 23, Montréal : l'Observatoire des Amériques, Centre Etudes internationales et Mondialisation, CEIM.

DUREAU F., V. DUPONT, E. LELIEVRRE, J.-P. LEVY, T. LULLE, (dir.), 2000, *Métropoles en mouvement, une comparaison internationale*, Collection Villes.

ECLAC, 2011, Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean, United Nations: Economic Commission for Latin America and the Caribbean, Statistics and Economic Projections Division 2011, http://websie.eclac.cl/ anuario_estadistico/anuario_2011/

FAO, 2005, Plan de ordenamiento territorial para Tiquipaya, Bolivia, *Proyecto regional Ordenamiento territorial rural sostenible,* GCP/RLA/139/JPN, Santiago de Chile, http://www.rlc.fao.org/proyecto/139jpn/document/docfin/doccam11.pdf

FES-ILDIS, 2004, Fue una propuesta orientada desde arriba y que tuvo que ver con el character no dialogante del mismo presidente, interview de José Blanes dans *Voces criticas de la descentralización, Una década de Participacion Popular, Descentralizacion y Participacion,* 7, La Paz, Bolivie: FES-ILDIS Plural Editores, http://saludpublica.bvsp.org.bo/textocompleto/bvsp/boxp68/descentralizacion-voces-criticas.pdf

FEUERVERGER A. et P. HALL, 1999, Estimating a Tail Exponent by Modeling Departure from a Pareto Distribution, *in The Annals of Statistics*, Vol. 27, 2, 760-781.

FISBACH E., 2001, La Bolivie : l'histoire chaotique d'un pays en quête de son histoire, Editions du temps, 1-17.

FRANQUEVILLE A., 1990, Villes et réseau urbain de Bolivie dans *Cahiers d'Outre Mer*, 171, Géographe ORSTOM.

FRIEDMAN-RUDOVSKY J., 2010, Même le FMI félicite la Bolivie, *Courrier International,* 1042.

FUNDACION MILENIO, 2011, Realidad economica de Santa Cruz*, Informe Nacional de Coyuntura*, 115, La Paz : Fundacion Milenio.

FUNDACION MILENIO, 2011a, *Informe de Milenio sobre la Economia : Gestion 2010*, 30, La Paz, Bolivia : Fundacion Milenio, Konrad, Adenauer, Stiftung.

FUNDACION MILENIO, 2011b, *Informe de Milenio sobre la Economia : Primer Semestre 2011*, 31, La Paz, Bolivia : Fundacion Milenio, Konrad, Adenauer, Stiftung.

FUNDACION MILENIO, 2012a, El movimiento de las exportaciones e importaciones*, Informe Nacional de Coyuntura*, 138, La Paz : Fundacion Milenio.

FUNDACION MILENIO, 2012b, La dependencia del gas, *Informe Nacional de Coyuntura*, 141, La Paz : Fundacion Milenio.

FUNDACION MILENIO, 2012c, Las oportunidades de Oruro, *Informe Nacional de Coyuntura*, 133, La Paz : Fundacion Milenio.

FUNDA-PRO, 2005, *Estudio del Mercado laboral en Bolivia*, La Paz: Universidad Privada Boliviana.

GAMBLIN A. (coord.), A. COLLIN DELAVAUD, M. DROULERS, N. DEMYK et P. SIERRA, 2005, *Les Ameriques Latines, Diem : dossiers des images économiques du monde*, Paris : Sedes.

GANDARILLA SUAREZ, R., 1995, *Santa Cruz : en los umbrales del desarrollo,* Santa Cruz de la Sierra : proyecciones-RR.PP. http://www.geograficasantacruz.org/wp-content/uploads/2011/08/Santa-Cruz-en-los-Umbrales-del-Desarrollo.pdf

GASTON-BRETON T., 2008, Simon Patiño et les « barons de l'étain » boliviens, *dans Les Echos*, http://www.lesechos.fr/info/industrie/300283690.htm

GEO, 2006, *Les banlieues du monde*, 333, xi.

GEOCONFLUENCES, 2003, *des villes en métropoles, glossaire des notions générales*, http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/typespace/urb1/MetropVoc.htm, Géographie, Economie et Société, 2012.

GMB, 1980, *Atlas Universal y de Bolivia*, La Paz : Editorial Bruño.

GMEA, 2004, *Plan de ordenamiento urbano y territorial,* El Alto : Gobierno Municipal de El Alto, GMLP.

GMLP, 2003, *La Paz Metropolitana, eje del desarrollo de occidente,* La Paz : Gobierno Municipal de La Paz, GMLP.

GMLP-CODEPO-IRD, 2006, *La Paz : una lectura socio demografica desde las Organizaciones Territoriales de Base,* La Paz : Gobierno Municipal de La Paz-CODEPO-IRD, GMLP.

GTZ, 2010, *Marco metodologico e introduccion al contexto nacional,* 1, La Paz : Cooperacion Tecnica Alemana, http://www.berghof-peacesupport.org/publications/BOL_Cuaderno_1.pdf

GTZ, 2010, *Analisis de conflictividad y potenciales de paz del departamento de Tarija-Bolivia,* 5, La Paz : Cooperacion Tecnica Alemana, http://www.berghof-peacesupport.org/publications/BOL_Cuaderno_5.pdf

HIRSCHMAN A., 1958, *The Strategy of Economic Development*, New Haven : Yale University Press.

HOUDEBINE M., 1999, Concentration géographique des activités et specialisation des departments français, *Economie et Statistiques*, 326-327, INSEE.

HSBC, 2012, *The World in* 2050, https://www.research.hsbc.com/midas/Res/RDV?ao=20&key=hCmm8WiQCo&n=317638.PDF

HURIOT J.-M. et L. BOURDEAU-LEPAGE, 2009, *Economie des villes contemporaines*, Paris : Economica.

HURIOT J.-M., 1997, Economie, espace, exclusion, dans *Terres d'exclusions, terres d'espérances*, Bailly S. A. (dir.), Paris : Economica, 75-88.

HURIOT J.-M., 2000, Cours d'économie géographique, DEA : 2000-2001, Dijon : Université de Bourgogne.

IBARNEGARAY R., 1992, *El espiritu del capitalismo y la agricultura cruceña*, La Paz : CERID.

IIRSA, 2010, Initiative pour l'intégration sud-américaine http://www.iirsa.org/BancoMedios/Documentos%20PDF/lb09_seccion3_eje_ioc.pdf.

ILDIS – MULLER, 2005, *La transformacion del estado: tendencias y desafios*.

IMF, 2010, *World Economic Outlook Database*, International Monetary Found: IMF.

IMF, 2012, *World Economic Outlook Database*, International Monetary Found: IMF.

INASET, 2010, *Competencias Autonomicas, Transformacion Productiva y el Derecho al Empleo Digno*, Fondation pour la petite et moyenne entreprise, PyME, Ayuda Obrera Suiza AOS, http://www.aosbolivia.org.bo/publicaciones/autonomias/autonomias.pdf

INE, 1977, *recensement de population et logement de 1976*, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica.

INE, 1993, *recensement de population et logement de 1992*, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica.

INE, 2002, *recensement de population et logement de 2001*, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica.

INE, 2004a, *Bolivia: Distribución de la población, Censo Nacional de Población y Vivienda 2001*, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica.

INE, 2004b, *Caracteristicas Sociodemograficas de la Poblacion en Bolivia*, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica.

INE, 2005, en honneur de la journée mondiale de la population : 11 juillet, *Note de presse*, 75, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica.

INE, 2009a, *Encuesta del transporte territorial de mercaderias y pasajeros : Desaguadero, 2008*, Projet de coopération UE-CAN statistiques, ANDESTAD, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica.

INE, 2009b, *Estadisticas Departamentales de Bolivia 2008*, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica.

INE, 2009c, *Anuario Estadistico 2008*, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica.

INE, 2010a, *Comercio Exterior*, http://www.ine.gob.bo:8082/comex/Main, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica.

INE, 2010b, *Estadisticas Departamentales de Bolivia 2009,* La Paz: Instituto Nacional de Estadistica.

INE, 2011a, *Anuario Estadistico 2010*, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica

INE, 2011b, *Indicadores de Competitividad del Comercio Exterior de Bolivia 2000-2009*, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica.

INE, 2012a, *Indicadores de Competitividad del Comercio Exterior de Bolivia 2000-2010*, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica.

INE, 2012b, Base des données intéractive : *Comercio exterior*, http://apps.ine.gob.bo/comex/Main, La Paz : Instituto Nacional de Estadistica.

INE, UDAPE, IBCE, 2005, *Anuario Estadistico de exportationes Bolivia : 2004*, La Paz : INE, UDAPE, IBCE

ISARD W., 1956, *Location and Space Economy,* Boston: MIT Press.
ISAT, 2011, *Diagnostico Situacional en Seguridad y Salud en el Trabajo : Bolivia*, Lima, Pérou : Instituto Salud y Trabajo, http://intranet.oit.org.pe/WDMS/bib/virtual/coleccion_tem/seg_trab/2011/diagnostico_sst_bolivia[1].pdf
JEFFERSON M., 1939, The Law of Primate City, *Geographical Review*, 29, 226-232.
KNUDSEN T., 2001, Zipf's Law for Cities and Beyond: The Case of Denmark, *The American Journal of Economics and Sociology*.
KRUGMAN P., 1991a, History versus expectations, *The Quarterly Journal of Economics*, 106, 2, 651-667.
KRUGMAN P., 1991b, *Geography and Trade,* Cambridge Mass: MIT Press.
KRUGMAN P., 1993, First nature, second nature, and metropolitan location, *Journal of Regional Science*, 33, 2, 129-144.
LA PRENSA, 2004, CODEPO: en 2015 habra 1,1 millones de alteños, LA PRENSA, 2004/07/24.
LA RAZON, journal bolivien, divers articles, www.la-razon.com
LACOUR C. et S. PUISSANT, 1995, Géographie appliquée et science des territoires, dans *Encyclopédie de Géographie*, Paris : Economica.
LAHMEYER J.J., 2006, *Population Statistics, 1999-2006, Historical demography of all countries, their divisions and towns*, http://www.populstat.info.
LAJUGIE J., P. DELPHAUD et C. LACOUR, 1979, *Espace régional et aménagement du territoire*, Paris : Dalloz.
LALANNE A., 2010, *L'organisation hiérarchique du système urbain canadien : 1971-2001*, Thèse de doctorat, Bordeaux : Université Montesquieu-Bordeaux IV.
LARRAZABAL H., 1995, *Microempresa vs. Pobreza,* Bolivia: Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario, CEDLA.
LARSON B., 1998, *Cochabamba 1550-1900: Colonialism and Agrarian Transformation in Bolivia*, Durham and London: Duke University Press.
LAVAUD J.-P., 2005, Démocratie et ethnicisation en Bolivie, Problèmes d'Amérique Latine, 56, printemps 2005, Paris : Choiseul.
LAVAUD J.-P., 2006, Bolivie : vers l'anarchie segmentaire ? L'ethnicisation de la vie politique dans *Hérodote*, 2006/ 3, 123, Paris : La découverte.
LE FIGARO, 2007a, *En Bolivie, l'appétit de la Chine a réveillé les mines de Potosi,* 2007/03/02.
LE FIGARO, 2007b, *La ruée vers les métaux reprend de plus belle*, 2007/03/02.
LE FIGARO, 2010, *Lithium : La Bolivie écarte des sociétés.* http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2010/10/27/97002-20101027FILWWW00372-lithiumla-bolivie-ecarte-des-societes.php
LE MONDE, 2008, *Les ressources limitées de lithium pourraient freiner l'essor des voitures électriques*, http://www.lemonde.fr/planete/article/2008/10/07/les-ressources-limitees-de-lithium-pourraient-freiner-l-essor-des-voitures-electriques_1103972_3244.html, 2008/10/07
LEDO C. & R. SORIA, 2011, Sistema de salud de Bolivia, dans *Salud Publica Mexico*, 2011, Vol. 53(2), Mexico : Instituto Nacional de Salud Publica, http://bvs.insp.mx/rsp/articulos/articulo_e4.php?id=002613, 109-119.

LDA, 1994, Loi de décentralisation administrative: Ley de descentralisacion administrativa, Loi 1654.

LPP, 1995, Loi de participation populaire: Ley de participacion popular, Loi 1551.

MARSHALL A., 1920, *Industry and Trade*, 3e édition, Londres : McMillan.

MARTINEZ CUÉ D., 2009, *El sector informal urbano en Bolivia 1995-2005*, La Paz : Centro de apoyo al desarrollo laboral LABOR.

MAZUREK H., 2009, Lo urbano: la cristalizacion de lo social y de lo espacial en una Mirada multidisciplinaria, dans *Estudios Urbanos: En la encrucijada de la interdisciplinaridad*, coleccion 25 aniversario, F. WANDERLEY (coord.), La Paz: CIDES-UMSA.

MAZUREK H. et L. ARREGHINI, 2006, Structuration des territories et logiques divergentes de l'économie bolivienne, dans *Espaces et Sociétés,* 2006- 2/3, 124-125, CAIRN.

MENDEZ MORALES A., 2005, Economia informal de baja productividad dans *Latin American Journal of Economic Development*, 4, La Paz : IISEC.

MENDOZA-PIZARRO J., 1997, *La mesa coja. Historia de la proclama de la junta tuitiva, 16 de julio de 1809*, La Paz: PIEB.

MÉRIDA, A. et E. SALDIAS, 1987, *Migracion hacia la ciudad de Santa Cruz*, cordecruz/unfpa/oit-prealc. proyecto bol 87/p02

MESA J. de, T. GISBERT et C.D. MESA-GISBERT, 2008, *Historia de Bolivia*, La Paz : Editorial Gisbert y Cia S.A.

MORICONI-EBRARD F., 1993, *L'urbanisation du monde depuis 1950,* Paris : Anthropos

MORICONI-EBRARD F., 1996, Croissance urbaine : le sens de la démesure, *Le Monde Diplomatique*.

MORICONI-EBRARD F., 1998, La loi de la métropolisation, un modèle pour la croissance des systèmes urbains, *Revue de Géographie de Lyon*, 73, 55-70.

MORICONI-EBRARD F., 2000a, *De Babylone à Tokyo*, Ophrys, Editions Géophrys.

MORICONI-EBRARD F., 2000b, *La loi de la métropolisation et la notion de système urbain,* Colloque GéoPoints

NUEVA ECONOMIA, 2005, *Situacion Economica de La Paz,* La Paz: NUEVA ECONOMIA.

O'SULLIVAN A., 2007, *Urban Economics*, New York: McGraw-Hill, Irwin.

OIT 2007, *Panorama Laboral 2007*, Lima, Pérou : Bureau régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes.

OPS, 2005, *Analisis de la situacion demografica de Pais : Bolivia*, http://www.ops.org.bo/condsalud/situaciondemografica/2-segundaparte.htm

PAREDES R., 2002, *Mercado y legislacion laboral en Bolivia,* La Paz : UDAPE, Unidad de Analisis de Politicas Economicas.

PEETERS D. et J. PERREUR, 1996, *L'approche weberienne de la localisation industrielle et ses extensions : un bilan*, dans l'espace géographique, 3, 273-287.

PEREIRA MORATO R., 2009, Las ciudades bolivianas, como entenderlas ? Migracion y Urbanizacion, dans *Estudios Urbanos: En la encrucijada de la interdisciplinaridad*, coleccion 25 aniversario, WANDERLEY F. (coord.), La Paz: CIDES-UMSA.

PEREIRA R., 2008, *Estructura economica del departamento de La Paz y ejes de desarrollo,* Estados de la investigacion, vol. I, La Paz : CIDES-UMSA, DIPGIS-UMSA, PIEB.

PERREUR J., *La localisation industrielle : les approches des économistes*, dans stratégies de localisation des entreprises commerciales et industrielles ; des nouvelles perspectives, Jean-Michel J. (Ed.), Economie société région.

PERRIER-BRUSLE, L., 2004, La Bolivie à la conquête de l'Est, Flux migratoires et intégration territoriale des marges orientales, *Géoconfluences Mobilités, flux et transports*, http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/transv/Mobil/MobilScient3.htm

PERRIER-BRUSLE, L., 2007, Le gaz bolivien. La Bolivie face à son avenir, *Outre-Terre 2007/1, 18,* http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/33/96/52/PDF/LPB_OUTE_018_0235_Bolivie.pdf, 235-251.

PIEB, 2002, *la situation macroeconomica en Bolivia: 1980-2001,* La Paz: http://www.iisec.ucb.edu.bo/pieb/seminars/Medinaceli04102002.pdf

PIEB, 2012, *Bolivia: nivel de pobreza por departamentos*, www.pieb.com.bo/sipieb_estadistica.php?idn=6750

PLATTEAU J.-P., 2004, Le développement décentralisé, stratégie de réduction de la pauvreté ?, *Afrique contemporaine*, Automne 2004.

PNUD, 1998, Desarrollo Humano en Bolivia 1998, La Paz : Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo.

PNUD, 2000, Bolivia : Prospectiva economica y social 2000-2010, *Cuaderno de Futuro*, 10, La Paz-Bolivia : Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo

PNUD, 2004, Indice de Desarrollo Humano en los municipios de Bolivia, Informe Nacional de Desarrollo Humano, 2004, La Paz : Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo, http://idh.pnud.bo/usr_files/informes/regional/municipios/capitulos/I2%20IDH%20Municipios%20Bolivia%20part%201.pdf

PNUD, 2005, *La economia mas alla del gaz,* Informe sobre el desarrollo humano en Bolivia. La Paz: Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo.

PNUD, 2006, *Indicadores de desarrollo humano,* El observatorio : Bolivia, América Latina Genero, Gestion del conocimiento para la equidad del genero, San Salvador : www.americalatinagenera.org

PNUD, 2010, LOS cambios detras del cambio, La Paz : Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo.

PNUD, 2010, Rapport sur le développement humain, New York: Programme des Nations Unies pour le Développement, http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2010_FR_Complete.pdf.

PNUD-HABITAT, 1988, *Desarrollo urbano y municipal*, Proyecto BOL/88/020, Desarrollo Urbano-Ciudad de El Alto, La Paz : Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo, Centro de las Naciones Unidas para los Asentamientos Humanos.

POLESE M. et R. SHEARMUR, 2003, Pourquoi Toronto a surclassé Montréal au sommet de la hiérarchie urbaine canadienne. L'impact des différences culturelles sur la dynamique spatiale des supérieurs, *Géographie, Espace et Sociétés*, 5, 399-420.

POLESE M. et R. SHEARMUR, 2009, *Economie urbaine et régionale. Introduction à la géographie économique*, Paris : Economica (3e édition).

POLESE M., 1995, Cities and national economic growth : a reappraisal, *Urban Studies*, vol. 42, 8, 1429-1451.

POLESE M., 1995, Urbanisation et développement économique, dans *Encyclopédie de géographie*, Paris : Economica.

POPULATION DATA, 2011, *Bolivie*, www.populationdata.net

PROCAMPO, 2007, *Cochabamba*, 100, La Paz: Plural editores, http://www.gdru.org.bo/admin/archivos/procampo%20100.pdf

PUMAIN D., 1982, *La dynamique des villes,* Paris, Economica

PUMAIN D., 1995, Les systèmes de villes, dans *Encyclopédie de géographie*, Paris : Economica.

RED HABITAT, 2005, *Potencialidades de la ciudad de El Alto*, Foro Urbano, El Alto : Programa Urbano, RED HABITAT.

RICHARDSON H. W., 1973, Theory of the distribution of city sizes: Review and Prospects, *Regional Studies*, 7, 239-251.

ROJAS B., 1995, *Artesanos y comerciantes minoristas en la democracia boliviana, en obreros y gremiales en el proceso democratico*, La Paz: Fundacion Milenio.

RUDEL C., 2006, Pays riche, peuple misérable dans *La Bolivie,* Editions KARTHALA.

SAAVEDRA M.-A., N. FERNANDEZ, G. SALGUERO, E. RUDE et M. AREQUIPA., 2004, *Desarrollo Economico Local y Promocion Productiva en el Municipio de La Paz*, Memoria del Foro Debate, La Paz : Gobierno Municipal de La Paz, 2004.

SANABRIA H., 1968, *Apuntes de la historia economica de Santa Cruz*. La Paz : Editorial Don Bosco.

SANDOVAL-ARENAS C.D., A. SANDOVAL-ARENAS, M.A. DEL RIO RIVERA, F. SANDOVAL-ARENAS, C. MERTENS-URLICH et C. PARADA-ALGARAÑAZ, 2003, *Santa Cruz : economìa y poder, 1952-1993*, La Paz : Fundaciòn PIEB.

SASSEN S., 1991, *The global city*, Princeton: Princeton University Press.

SASSEN S., 2000, *Cities in a world economy*, Thousand Oaks: Pine Forge Press.

SBEF, 2006, Experiencias y realidades de la supervision de las cooperativas de ahorro y crédito, La Paz: Superintendencia de bancos y entidades financieras.

SCHAFFAR A., 2009, La loi de Zipf dans la science régionale : entre anciennes controverses et nouvelles perspectives, *Cybergeo,* 450.

SCHNEIDER F., 2002, Size and measurement of the informal economy in 110 countries around the world, paper presented at the Workshop of Australian National Tax Centre, ANU, Canberra, Australia. Data also available in the series "Doing business", World Bank, http://www.doingbusiness.org/.

SECRETARIA DE ESTADO DE COMERCIO EXTERIOR, 2010, *Bolivia,* guia pais, Oficina economica y comercial de España en La Paz.

SEVILLA CALLEJO, M., 2010, Organizacion territorial y campesinado en el Parque Nacional y Area Natural de Manejo Integrado Cotapata, Bolivia, Thèse doctorale, Departamento de Geografia, Universidad Autonoma de Madrid: http://www.uam.es/proyectosinv/cotapata/

SORUCO X. (coord.), W. PLATA & G. MEDEIROS, 2008, *Los barones del Oriente: El poder en Santa Cruz ayer y hoy*. Santa Cruz: Fundacion Tierra.

SOUTY V., 2011, La nouvelle "Constitution politique de l'Etat" bolivienne, *Revue française de droit constitutionnel* 1/2011, 85, www.cairn.info/revue-francaise-de-droit-constitutionnel-2011-1-page-203.htm, 203-224.

TERRAZAS CH. A., 2008, *El consenso de Washington y la inversion extranjera directa en Bolivia*, Primer encuentro de Economistas de Bolivia, La Paz : Banco Central de Bolivia.

THE ECONOMIST, 2009*, Political Instability Index*, http://www.economist.com/node/13349331

THE NEW YORK TIMES, 2010, *Vast Mineral Riches in Afghanistan* Identifies, http://www.nytimes.com/2010/06/14/world/asia/14minerals.html U.S.

ALTERINFO, 2010, L'Afghanistan est riche en matières premières et en minéraux - Qui va les exploiter? http://www.alterinfo.net/L-Afghanistan-est-riche-en-matieres-premieres-et-en-mineraux-Qui-va-les-exploiter_a43028.html

TORREZ PINTO H. et R. MOLINA RODRIGUEZ, 2004, *Prospectiva poblacional municipio El Alto* : resumen ejecutivo, La Paz: Ministerio de desarrollo sostenible, viceministerio de planificacion secretaria tecnica del consejo de poblacion para el desarrollo sostenible, CODEPO, 1-34.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL, 2011, Corruption Perceptions Index 2011, www.transparency.org

UDAPE, 2009a, El sector minero, tomo III*, Diagnosticos sectoriales*, La Paz: unidad de analisis de politicas sociales y economicas

UDAPE 2009b, El sector hidrocarburos, tomo I, *Diagnosticos sectoriales*, La Paz: unidad de analisis de politicas sociales y economicas

UDAPE, 2010, *Dossier de Estadisticas Sociales y Economicas*, Vol. 20, La Paz: Unidad de Analisis de Politicas Sociales y Economicas, UDAPE.

UN, 1995, *Submission Of Reports By States Parties* 1995/10/22, Geneva, Switzerland: Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights.

UN, 1996, office of the united nations high commissioner for human rights, geneva, switzerland, Document de base constituant la première partie des rapports des états parties : Bolivie. 07/10/96.

UN, 2012, *World Urbanization Prospect, The 2011 Revision*, Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat.

UNICEF – DFID, 2002, Social exclusion and small urban producers, *The Bolivian strategy of reduction of the poverty and the problems of the social exclusion*, La Paz: Ministerio Britanico para el Desarrollo Internacional.

UNITED NATIONS STATISTICS DIVISION, 2010, ISIC Rev. 3, Detailed structure and explanatory notes, http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcst.asp?Cl=2

VALLADARES L. et M. PRATES COELHO, 2003, La recherche urbaine en Amérique Latine : vers un programme de recherche, *Discussion Paper,* 4, Unesco, http://www.unesco.org/most/vallfr.htm

VELTZ P., 2004, *Des lieux et des liens : politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*, Paris : Editions de l'aube.

VELUT S., 2009, Argentine-Chili : une si longue frontière, C*onfins,* 7, http://confins.revues.org/6095

WEISBROT M., R. RAY et J. JOHNSTON, 2010, Bolivia : La economia bajo el gobierno de Morales, *Ensayos de Economia*, 36, http://www.revistas.unal.edu.co/index.php/ede/article/viewFile/20835/21745

WEISBROT M. et L. SANDOVAL, 2008, La distribucion de los recursos naturales mas importantes de Bolivia y los conflictos autonomicos, *Informe Tematico* Juillet 2008, Center for Economic and Policy Research, CEPR, http://www.cepr.net/documents/publications/bolivia_land_2008_07_spanish.pdf

Wikipedia, 2009, *Simon Patiño ,* http://fr.wikipedia.org/wiki/Simon_I._Pati%C3%B1o

Wikipedia, 2010, *Quinquina,* http://fr.wikipedia.org/wiki/Quinquina

ZEVALLOS E. et E. VELAZCO, 2003, *Construyendo el desarrollo a través de las PyMES : la experiencia boliviana,* Cochabamba-Bolivia : FUNDES, http://www.fundes.org/ /uploaded/content/publicacione/1849532586.pdf

ZIPF G.K, 1949, *Human Behaviour and the Principle of Least Effort: An Introduction to Human Ecology*, Cambridge (Mass.), Addison-Wesley.

Annexes

Annexe 1 : PIB par tête, par pôles régionaux

Tableau 1.a : PIB par tête, par pôles régionaux*, à prix courants (en milliers de bolivianos, 1990)

Pôles	1988	2011	TCAM 1998-2011
Bolivie	14 219 987	34 271 640	3,90
La Paz	3 927 189	8 228 997	3,27
Santa Cruz	3 674 819	9 838 591	4,37
Cochabamba	2 601 747	5 478 600	3,29
Beni	606 096	1 149 117	2,82
Chuquisaca	1 011 577	1 619 601	2,07
Oruro	745 330	1 889 098	4,13
Pando	103 478	320 673	5,04
Potosí	842 320	2 168 609	4,20
Tarija	707 432	3 578 354	7,30

** Il s'agit des PIB par tête à l'échelon des départements. Source: INE, 2011a*

Annexe 2 : Relation rang taille des villes boliviennes

Tableau 2a : Relation rang-taille des 31 villes de plus de 10 000 habitants, 2010.

Rang	Villes	2010	Log rang	Log population
1	La Paz	1 842 912	0,00	14,43
2	Santa Cruz	1 781 097	0,69	14,39
3	Cochabamba	1 049 986	1,10	13,86
4	Sucre	284 032	1,39	12,56
5	Oruro	216 724	1,61	12,29
6	Tarija	194 313	1,79	12,18
7	Potosí	154 693	1,95	11,95
8	Yacuiba	112 096	2,08	11,63
9	Trinidad	92 587	2,20	11,44
10	Riberalta	87 501	2,30	11,38
11	Cobija	41 948	2,40	10,64
12	Guayaramerín	36 105	2,48	10,49
13	Villazón	33 058	2,56	10,41
14	Bermejo	31 116	2,64	10,35
15	San Ignacio	26 580	2,71	10,19
16	Camiri	24 798	2,77	10,12
17	Tupiza	22 978	2,83	10,04
18	Yapacaní	22 179	2,89	10,01
19	San Borja	21 936	2,94	10,00
20	Villamontes	21 168	3,00	9,96
21	El Carmen	20 175	3,04	9,91
22	Caranavi	18 155	3,09	9,81
23	Lllallagua	17 332	3,14	9,76
24	Guarayos	16 285	3,18	9,70
25	Huanuni	15 515	3,22	9,65
26	Punata	15 413	3,26	9,64
27	Mineros	14 473	3,30	9,58
28	Puerto Suárez	12 227	3,33	9,41
29	Portachuelo	12 080	3,37	9,40
30	Santa Ana	11 005	3,40	9,31
31	Uyuni	10 178	3,43	9,23
	Total	**6 260 646**		

Note : Dans le cas de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba il s'agit des agglomérations (cf. 3.1.2, Chapitre 3). Source : INE, 2010.

Annexe 3 : Les micro, petites et moyennes entreprises dans l'économie bolivienne

L'importance des « MiPyMES [148] » : micro, petites et moyennes entreprises, dans l'économie bolivienne

Au premier semestre de 2009, d'après la Fondation pour le développement entrepreneurial *Fundempresa*[149], il y avait 40 687 entreprises immatriculées au registre du commerce, dont 32% se concentraient dans la région de La Paz, 28,7% à Santa Cruz et 16,2% à Cochabamba. En 1992, d'après l'INE[150], 90% des petits commerces se développent en milieu urbain ce qui en termes de source d'emploi représenterait 50% de l'emploi national.

Il n'existe pas un classement autre que par type de sociétés[151], à ce jour. Malheureusement, nous ne comptons que sur l'information globale, en l'absence d'une information détaillée du secteur à l'échelle des villes.

Précisons que l'entreprise au sens global est définie comme toute unité économique qui contrôle directement ou indirectement toutes les fonctions nécessaires pour développer leurs activités productives, et possède un certain degré d'autonomie dans la prise de décisions au moment d'employer le matériel à disposition. Mais avant d'aller plus loin, citons quelques définitions sur les diverses catégories d'entreprises.

La *micro entreprise* est la toute première forme embryonnaire de l'entreprise. Il s'agit d'une unité productive qui regroupe les travailleurs qui pour la plupart ont un lien de parenté. La principale motivation est la survie. Le degré d'informalité commerciale et d'absence de bonnes conditions de travail est assez élevé. Les travailleurs de l'unité familiale ne perçoivent pas de rémunération. Les décisions sont prises de façon empirique, sans planification. La personne qui dirige la micro entreprise n'est pas forcément spécialisée dans un domaine concret, et sa motivation vise à la production. Ce type d'unités entrepreneuriales compte sur un personnel très réduit (5 travailleurs ou moins).

---

[148] *MiPyMES* est le sigle en espagnol de : Micro, petites et moyennes entreprises.
[149] www.fundempresa.org.bo
[150] Déjà en 1985 et en 1986, l'Institut National de Statistiques de Bolivie, l'INE, a développé l'étude intitulée « Projet dans le cadre des aires urbaines[150] ». Dans le cadre de ce projet, l'INE a fait une enquête auprès des petits commerces placés dans le département de La Paz. Par la suite, de 1987 à 1990, étant donné l'importance des micros et des petites entreprises au niveau national, l'enquête s'est élargie pour inclure aussi Santa Cruz et Cochabamba. L'enquête prenait en compte les secteurs de l'industrie manufacturière, de l'artisanat, du commerce et des services urbains.
[151] Sur l'ensemble des entreprises au premier semestre de 2009, 67,2% avaient le statut d'unipersonnelles, 29,1% étaient des sociétés à responsabilité limitée (SARL), 3,2% étaient des sociétés anonymes (SA) et 0,5% dans d'autres catégories.

La *petite entreprise* est le résultat de l'augmentation du personnel (selon le type de classement utilisé, voir les spécificités dénombrées plus bas dans ce texte). L'entrepreneur est dans le besoin d'engager plus de personnel en dehors de l'unité familiale. Cela implique plus de responsabilités et des charges patronales. Désormais, le patron doit déléguer quelques fonctions. Il y a également le recrutement du personnel technique. D'après Fundes[152], il existe des petites entreprises qui ont jusqu'à 19 travailleurs.

La *moyenne entreprise* est représentée par toutes les entreprises qui ont su s'insérer dans le marché et qui comptent sur un personnel plus nombreux avec principalement des techniciens et des professionnels. L'entreprise a une vocation plus précise, dans la production, les finances, la commercialisation, etc.. L'entrepreneur dépasse le stade empirique. L'unité familiale fait encore partie de l'entreprise, mais le côté technique prend le devant. Ce type d'entreprises enregistre jusqu'à 49 employés.

Finalement, il y a la *grande entreprise* qui réunit toutes les conditions spécifiées jusqu'ici et qui dépasse bien évidemment les autres par l'importance du personnel, avec 50 employés ou plus.

Par ailleurs, la définition de « petit commerce » (notamment dans le secteur informel) regroupe toute installation commerciale (par exemple des épiceries), des kiosques de vente au détail et même des commerçants et des artisans ambulants qui développent des activités à but lucratif.

Il y a plusieurs types de classements (critères et définitions) qui tentent de chiffrer la micro, la petite, la moyenne et la grande entreprise. Cette divergence des sources donne lieu à un grand éventail d'estimations concernant l'univers des entreprises privées boliviennes, comme le montre le *Tableau 3a*. De même, il y a plusieurs institutions dont les rapports tentent d'estimer le total d'entreprises ! Citons à titre d'exemple quelques estimations. Selon Fundes (2003)[153], en 1995 de 501 567 entreprises privées existantes 99,6% appartenaient au secteur de la micro entreprise, 0,3% étaient des petites entreprises, 0,05% des moyennes entreprises et 0,05% des grandes entreprises. La Banque Interaméricaine de Développement, BID, (2006) estime le nombre d'unités économiques à 612 000, dont d'après leur estimation 98% étaient des micro entreprises. Pour sa part, l'unité d'analyses des politiques économiques, UDAPE[154] (2005), estime que l'économie bolivienne est composée de 84% de micro entreprises, de 14% de petites entreprises et de 2% de moyennes et grandes entreprises.

[152] FUNDES est une fondation pour le développement des micros, des petites et des moyennes entreprises.
[153] FUNDES, 2003, a travaillé sur les estimations faites par Larrazabal, 1995.
[154] www.udape.gov.bo

Tableau 3a : Divers classements des micro, des petites et des moyennes entreprises en Bolivie

	MICRO			PETITE			MOYENNE	
	N° Travailleurs	CAPITAL (USD)	Vente annuelle	N° Travailleurs	CAPITAL (USD)	Vente annuelle	N° Travailleurs	CAPITAL (USD)
GOUVERNEMENT								
FONDESIF	1-4			jusqu'à 20				
INBOPIA	jusqu'à 5	jusqu'à 10 000		11-20	jusqu'à 50 000		21 - 50	jusqu'à 250 000
INE	1-4			5-14			15 - 49	
SAT	1-4			5-14			15 - 49	
UDAPE	1-4			5-19			20 - 49	
VAF	1-10			11-50			Supérieur à 59	
VICI	jusqu'à 5	jusqu'à 10 000		5-14	jusqu'à 50 000		14-19	jusqu'à 250 000
VICEMINISTERE MICROENTREPRISE								
1ère Catégorie	1-10	3 000	15 000	11-30	15 000	99 000		
2ème Catégorie	1-10	20 000		11-30	100 000			
3ème Catégorie	1-9	15 000	75 000	10-29	100 000	250 000		
4ème Catégorie	1-10	350 SMIC	1 350 SMIC	11-20	1 800 SMIC	4 500 SMIC		
INSTITUTIONS PRIVEES								
BANCOSOL	1-5			5-20			21-120	
CEDLA	1-4			5-20				
CIPAME	1-5			5-15			jusqu'à 50	
FIE	1-5	inférieur à 100 000		5-19	inférieur à 100 000			
IDEPRO	1-10			11-25			26-50	
INASET	1-10			11-49			50-100	
PROCAL	1-5			6-49			50-99	
CNI	1-10			20-120			supérieur à 121	
CNC	1-5			6-15			16-50	
COOPERATION INTERNATIONALE								
BID	1-10	jusqu'à 100 000		11-20	jusqu'à 100 000			
GTZ	1-14			jusqu'à 20				
PROMMI	1-9			10-14				
SWISSCONTACT	1-4			5-14			15-50	

Source : FUNDES, 2003, et Ministère du travail et de la micro entreprise. Liste des sigles utilisés : SMIC : Salaire minimum interprofessionnel de croissance (400 Bs ou 58 USC à mars de 2002). *Bs.= est l'abréviation de Bolivianos, unité monétaire bolivienne. INBOPIA: Instituto Boliviano de Pequeña Industria y Artesanía. SAT: Servicio de Asistencia Técnica. UDAPE: Unidad de Análisis de Políticas Económicas. VAF: Vice Ministerio de Asuntos Financieros. VICI: Vice Ministerio de Industria y Comercio Interno. BANCOSOL: Banco Solidario. CIPAME: Corporación de Industrias Privadas de Apoyo Empresarial. FIE: Fundación de Apoyo a la Iniciativa Económica. IDEPRO: Instituto para el Desarrollo de la Pequeña Unidad Productiva. PROCAL: Programa de Capacitación Laboral. CNI: Cámara Nacional de Industria. GTZ: Cooperación Técnica Alemana. PROMMI: Programa de Promoción a la Microempresa.*

D'après le dernier rapport statistique disponible de la Surintendance d'Entreprises de Bolivie[155], en 2007 il y avait 31 160 entreprises enregistrées officiellement dans le registre du commerce. Pour la confédération nationale de la micro et petite entreprise, *Cademype*[156], (2009) il y aurait 800 000 unités économiques[157]. Mais une chose est claire : la micro entreprise est très pratiqué en Bolivie et elle est une source très importante, voire principale de l'emploi urbain.

La diversité d'estimations sur le nombre d'entreprises (formelles et informelles confondues), ne fait que mettre en évidence le décalage frappant qu'il y a entre la réalité économique bolivienne et les normes établies par le code de commerce. En effet, ce dernier ne prend en compte que les entreprises constituées sur la base de la participation du capital, or les micro et les petites entreprises familiales s'organisent autour du concept d'apport de travail.

De ce fait, comme les autorités dans le domaine le reconnaissent, les micro et les petites entreprises peuvent difficilement bénéficier des politiques publiques qui garantissent le fonctionnement économique et productif, en somme des dispositifs mis en place par le gouvernement.

Malgré le rôle moteur que la micro et la petite entreprise ont dans la génération d'emplois, 83,1% en 1999[158], leur part dans le PIB national reste modeste, 25,5%. Ainsi, la grande entreprise qui concentre seulement 8,7% des emplois, participe à hauteur de 65% du PIB total (*Tableau 3b*).

Tableau 3b : Production et Emploi, par taille d'unités productives, 1999

N° travailleurs	PIB (milliers USD)	Participation au PIB en %	Emploi (milliers)	Part. en % à l'emploi	Travailleurs "qualifiés" * en %
1 à 9	2 085	25,5	2 984	83,1	23,1
10 à 19	224	2,7	170	4,7	64,2
20 à 49	274	3,4	123	3,4	66,0
50 et plus	5 338	65,3	312	8,7	80,0
Ajustement	249	3,0			
Total	8 170	100,0	3 589	100,0	31,7

** Concerne les travailleurs qui ont 10 ans et plus d'études. Source : BID, 2006, Ministère du travail et de la micro entreprise, UDAPE, 1999. Depuis 1999, il n'y a pas eu d'actualisation des données par type d'entreprise.*

[155] La Surintendance d'Entreprises de Bolivie est une Institution établie par décret en 2003. Elle fait partie du système de régulation financière. La surintendance d'entreprises de Bolivie contrôle et supervise les personnes physiques ou juridiques qui se dédient à des activités commerciales, en conformité avec le registre du commerce. Elle peut également restructurer ou mettre fin à la vie active d'une entreprise.
[156] Sigles en espagnol de la confédération nationale de la micro et petite entreprise.
[157] http://www.eldeber.com.bo/2009/2009-08-30/vernotaeconomia.php?id=090829195617
[158] UDAPE, 1999.

Annexe 4 : Population des dix principales villes

Tableau 4a : Population totale des dix principales villes
Recensements de 1950 et de 1976

	1950*		1976		
Principales Villes	**Population Département**	**Population urbaine**	**Population Département**	**Population urbaine**	**Population Ville**
Cochabamba	452 145	105 486	720 952	272 100	236 521
La Paz	854 079	292 507	1 465 078	697 263	645 161
Santa Cruz	244 658	64 710	710 724	374 605	294 210
Tripôle	1 550 882	462 703	2 896 754	1 343 968	1 175 892
Oruro	192 356	73 094	310 409	158 615	124 213
Potosi	509 087	83 202	657 743	188 298	77 397
Riberalta(BN)	71 636	19 269	168 367	81 054	17 338
Sucre (CHQ)	260 479	45 861	358 516	77 515	63 625
Tarija	103 441	24 439	187 204	72 740	40 939
Tinidad (BN)	71 636	19 269	168 367	81 054	27 487
Yacuiba (TJ)	103 441	24 439	187 204	72 740	14 354
10 Principales Villes	-	-			1 541 245
Population Bolivie	2 704 165	708 568	4 613 486	1 925 840	

** Les données disponibles en 1950 ne sont disponibles qu'à l'échelle de la population urbaine totale. À noter qu'en Bolivie, toute population qui dépasse les 2 000 habitants est considérée comme urbaine. Note : Dans le cas de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, il s'agit des agglomérations (cf. 3.1.2, Chapitre 3). Source : INE et al. 2005.*

Tableau 4b : Population totale des dix principales villes
Recensements de 1992 et de 2001

Principales Villes	1992			2001		
	Population Département	Population urbaine	Population Ville	Population Département	Population urbaine	Population Ville
Cochabamba	1 110 205	580 188	528 225	1 455 711	856 752	767 136
La Paz	1 900 786	1 193 821	1 137 906	2 350 466	1 552 455	1 476 721
Santa Cruz	1 364 389	982 396	786 200	2 029 471	1 545 648	1 245 379
Tripôle	4 375 380	2 756 405	2 452 331	5 835 648	3 954 855	3 489 236
Oruro	340 114	222 018	183 422	391 870	236 110	201 230
Potosi	645 889	216 835	112 078	709 013	239 083	132 966
Riberalta(BN)	276 174	182 748	43 454	362 521	249 152	64 511
Sucre (CHQ)	453 756	147 401	131 769	531 522	218 126	193 876
Tarija	291 407	159 438	92 453	391 226	247 736	138 535
Tinidad (BN)	276 174	182 748	57 328	362 521	249 152	75 540
Yacuiba (TJ)	291 407	159 438	34 505	391 226	247 736	64 611
10 Principales Villes			3 107 340			4 360 505
Population Bolivie	6 420 792	3 694 846		8 274 325	5 165 882	

Source : INE et al., 2005.

Annexe 5 : Liste des secteurs économiques

Tableau 5a : Liste des secteurs économiques dans les statistiques boliviennes

1. Agriculture, sylviculture, chasse et pêche
- 1.1 Produits agricoles non industrialisés
- 1.2 Produits agricoles industrialisés
- 1.3 Coca
- 1.4 Produits de l'élevage
- 1.5 Sylviculture, chasse et pêche

2. Extraction de mines et carrières de pierre
- 2.1 Pétrole brut et gaz naturel
- 2.2 Minéraux métalliques et non métalliques

3. Industries manufacturières
- 3.1 Aliments
- 3.2 Boissons et tabac
- 3.3 Textiles, vêtements et produits en cuir
- 3.4 Bois et produits du bois
- 3.5 Produits de raffinage du pétrole
- 3.6 Produits des minéraux non métalliques
- 3.7 Autres industries manufacturières

4. Électricité, gaz et eau

5. Construction

6. Commerce

7. Transport, stockage et communications
- 7.1 Transport et stockage
- 7.2 Communications

8. Établissements financiers, assurances, biens immeubles et services aux entreprises
- 8.1 Services financiers
- 8.2 Services aux entreprises
- 8.3 Immobilier

9. Services communaux, sociaux, personnels et domestiques

10. Restauration et hôtellerie

11. Services de l'administration publique

Source : Barillot-Castillo & Huriot, 2012.

Annexe 6 : L'emploi dans les dix plus grandes villes

Tableau 6a : La population active* des 10 plus grandes villes, 1992

POPULATION ACTIVE	La Paz	Santa Cruz	Cochabamba	Tripôle	Oruro	Potosi	Riberalta (BN)	Sucre	Tarija	Trinidad	Yacuiba (TJ)	10 principales Villes	Total Bolivie
Total population active par Villes	407 858	315 899	211 345	935 102	51 017	34 370	16 600	48 472	45 963	19 780	17 949	1 169 253	2 431 487
Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	24 272	34 736	22 752	81 760	1 556	3 778	3 067	10 233	12 898	1 808	3 111	118 211	966 940
Extraction des mines et carrières de pierre	3 627	3 026	1 070	7 723	1 339	4 810	176	354	132	36	63	14 633	51 291
Industries manufacturières	61 338	41 499	32 782	135 619	7 545	2 573	4 110	4 869	4 033	1 843	1 366	161 958	218 589
Électricité, gaz et eau	1 443	1 001	1 097	3 541	291	162	31	286	223	93	62	4 689	5 977
Construction	30 099	28 403	18 817	77 319	3 650	2 416	727	4 412	4 511	1 645	1 582	96 262	124 104
Commerce	56 594	57 356	25 481	139 431	9 783	4 767	1 612	6 210	2 425	2 527	988	167 743	203 979
Restauration et hôtellerie	8 191	6 435	2 783	17 409	921	497	190	574	128	556	82	20 357	24 855
Transport, stockage et communications	29 447	27 307	15 948	72 702	5 087	2 300	865	3 090	2 712	1 835	1 471	90 062	114 078
Établissements financiers, assurances, biens immeubles et services sociaux aux entreprises	22 106	13 413	8 444	43 963	1 311	731	239	1 603	1 298	509	279	49 933	53 357
Services de l'administration publique	23 726	8 640	6 239	38 605	2 448	1 616	439	2 170	1 644	1 213	442	48 577	57 855
Éducation	22 226	13 846	13 424	49 496	4 547	3 209	980	3 964	2 337	1 252	585	66 370	101 748
Santé et action sociale	9 398	7 597	5 495	22 490	1 247	842	250	1 687	899	594	149	28 158	34 569
Services communaux, sociaux, personnels et domestiques	61 222	39 786	39 408	140 416	3 993	3 018	1 048	5 298	8 388	2 540	6 147	170 848	210 245
Personnes sans déclarer	54 169	32 854	17 605	104 628	7 299	3 651	2 866	3 722	4 335	3 329	1 622	131 452	263 900

** L'INE dénomme cette catégorie comme la "population occupée". Note : Les données sur les emplois publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie ont été adaptées à la Nomenclature d'Activités Française, NAF, révision 1, niveau 31 - Liste des sous-sections (www.insee.fr). Dans le cas de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, il s'agit des agglomérations (cf. 3.1.2, Chapitre 3). Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005.*

Tableau 6b : La population active des 10 plus grandes villes, 2001*

POPULATION ACTIVE	La Paz	Santa Cruz	Cochabamba	Tripôle	Oruro	Potosi	Riberalta (BN)	Sucre	Tarija	Trinidad	Yacuiba (TJ)	10 principales Villes	Total Bolivie
Total population active par Villes	556 837	516 790	299 367	1 372 994	65 764	43 505	26 133	70 501	64 157	29 528	30 121	1 702 703	2 996 056
Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	27 270	37 114	25 211	89 595	1 271	2 945	4 876	5 690	10 498	2 295	3 599	120 769	877 432
Extraction des mines et carrières de pierre	2 366	4 584	462	7 412	994	4 170	122	98	80	44	248	13 168	37 413
Industries manufacturières	89 867	69 318	43 339	202 524	8 633	3 866	6 715	8 700	6 692	3 151	2 454	242 735	330 971
Électricité, gaz et eau	1 722	2 473	1 551	5 746	327	246	82	319	362	210	123	7 415	9 709
Construction	34 189	37 164	24 632	95 985	5 365	3 649	1 622	6 799	6 526	3 149	2 366	125 461	184 649
Commerce	130 329	126 928	67 089	324 346	17 092	8 553	3 474	13 873	12 852	4 955	9 256	394 401	483 338
Restauration et hôtellerie	31 580	33 211	17 829	82 620	4 559	2 222	921	3 723	2 888	1 841	1 640	100 414	125 312
Transport, stockage et communications	47 163	39 874	22 874	109 911	5 553	3 240	1 573	4 956	4 261	2 700	2 497	134 691	167 214
Établissements financiers, assurances, biens immeubles et services sociaux aux entreprises	32 489	28 531	15 222	76 242	3 451	1 739	391	3 416	2 568	989	709	89 505	96 833
Services de l'administration publique	26 409	9 991	7 748	44 148	2 632	1 791	842	2 770	2 241	1 831	892	57 147	73 327
Éducation	32 687	24 241	18 551	75 479	5 977	4 459	1 342	5 396	3 605	1 914	1 054	99 226	150 415
Santé et action sociale	16 851	13 785	9 385	40 021	1 904	1 356	357	3 025	1 840	867	424	49 794	60 212
Services communaux, sociaux, personnels et domestiques	54 685	64 106	29 875	148 666	4 865	3 746	1 842	9 002	6 246	4 095	2 931	181 393	229 966
Personnes sans déclarer	29 230	25 470	15 599	70 299	3 141	1 523	1 974	2 734	3 498	1 487	1 928	86 584	169 265

** L'INE dénomme cette catégorie comme la "population occupée". Note : Les données sur les emplois publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie ont été adaptées à la Nomenclature d'Activités Française, NAF, révision 1, niveau 31 - Liste des sous-sections (www.insee.fr). Dans le cas de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba il s'agit des agglomérations (cf. 3.1.2, Chapitre 3). Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005.*

Tableau 6c : La population active en pourcentage des 10 plus grandes villes, 1992*

POPULATION ACTIVE	La Paz	Santa Cruz	Cochabamba	Tripôle	Oruro	Potosi	Riberalta (BN)	Sucre	Tarija	Trinidad	Yacuiba (TJ)	10 principales Villes	Total Bolivie
Total population active par Villes	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	6,0	11,0	10,8	8,7	3,0	11,0	18,5	21,1	28,1	9,1	17,3	10,1	39,8
Extraction des mines et carrières de pierre	0,9	1,0	0,5	0,8	2,6	14,0	1,1	0,7	0,3	0,2	0,4	1,3	2,1
Industries manufacturières	15,0	13,1	15,5	14,5	14,8	7,5	24,8	10,0	8,8	9,3	7,6	13,9	9,0
Électricité, gaz et eau	0,4	0,3	0,5	0,4	0,6	0,5	0,2	0,6	0,5	0,5	0,3	0,4	0,2
Construction	7,4	9,0	8,9	8,3	7,2	7,0	4,4	9,1	9,8	8,3	8,8	8,2	5,1
Commerce	13,9	18,2	12,1	14,9	19,2	13,9	9,7	12,8	5,3	12,8	5,5	14,3	8,4
Restauration et hôtellerie	2,0	2,0	1,3	1,9	1,8	1,4	1,1	1,2	0,3	2,8	0,5	1,7	1,0
Transport, stockage et communications	7,2	8,6	7,5	7,8	10,0	6,7	5,2	6,4	5,9	9,3	8,2	7,7	4,7
Établissements financiers, assurances, biens immeubles et services sociaux aux entreprises	5,4	4,2	4,0	4,7	2,6	2,1	1,4	3,3	2,8	2,6	1,6	4,3	2,2
Services de l'administration publique	5,8	2,7	3,0	4,1	4,8	4,7	2,6	4,5	3,6	6,1	2,5	4,2	2,4
Éducation	5,4	4,4	6,4	5,3	8,9	9,3	5,9	8,2	5,1	6,3	3,3	5,7	4,2
Santé et action sociale	2,3	2,4	2,6	2,4	2,4	2,4	1,5	3,5	2,0	3,0	0,8	2,4	1,4
Services communaux, sociaux, personnels et domestiques	15,0	12,6	18,6	15,0	7,8	8,8	6,3	10,9	18,2	12,8	34,2	14,6	8,6
Personnes sans déclarer	13,3	10,4	8,3	11,2	14,3	10,6	17,3	7,7	9,4	16,8	9,0	11,2	10,9

** L'INE dénomme cette catégorie comme la "population occupée". Note : Les données sur les emplois publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie ont été adaptées à la Nomenclature d'Activités Française, NAF, révision 1, niveau 31 - Liste des sous-sections (www.insee.fr). Dans le cas de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba il s'agit des agglomérations (cf. 3.1.2, Chapitre 3). Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005.*

Tableau 6d : La population active en pourcentage des 10 plus grandes villes, 2001*

POPULATION ACTIVE	La Paz	Santa Cruz	Cochabamba	Tripôle	Oruro	Potosi	Riberalta (BN)	Sucre	Tarija	Trinidad	Yacuiba (TJ)	10 principales Villes	Total Bolivie
Total population active par Villes	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	4,9	7,2	8,4	6,5	1,9	6,8	18,7	8,1	16,4	7,8	11,9	7,1	29,3
Extraction des mines et carrières de pierre	0,4	0,9	0,2	0,5	1,5	9,6	0,5	0,1	0,1	0,1	0,8	0,8	1,2
Industries manufacturières	16,1	13,4	14,5	14,8	13,1	8,9	25,7	12,3	10,4	10,7	8,1	14,3	11,0
Électricité, gaz et eau	0,3	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,3	0,5	0,6	0,7	0,4	0,4	0,3
Construction	6,1	7,2	8,2	7,0	8,2	8,4	6,2	9,6	10,2	10,7	7,9	7,4	6,2
Commerce	23,4	24,6	22,4	23,6	26,0	19,7	13,3	19,7	20,0	16,8	30,7	23,2	16,1
Restauration et hôtellerie	5,7	6,4	6,0	6,0	6,9	5,1	3,5	5,3	4,5	6,2	5,4	5,9	4,2
Transport, stockage et communications	8,5	7,7	7,6	8,0	8,4	7,4	6,0	7,0	6,6	9,1	8,3	7,9	5,6
Établissements financiers, assurances, biens immeubles et services sociaux aux entreprises	5,8	5,5	5,1	5,6	5,2	4,0	1,5	4,8	4,0	3,3	2,4	5,3	3,2
Services de l'administration publique	4,7	1,9	2,6	3,2	4,0	4,1	3,2	3,9	3,5	6,2	3,0	3,4	2,4
Éducation	5,9	4,7	6,2	5,5	9,1	10,2	5,1	7,7	5,6	6,5	3,5	5,8	5,0
Santé et action sociale	3,0	2,7	3,1	2,9	2,9	3,1	1,4	4,3	2,9	2,9	1,4	2,9	2,0
Services communaux, sociaux, personnels et domestiques	9,8	12,4	10,0	10,8	7,4	8,6	7,0	12,8	9,7	13,9	9,7	10,7	7,7
Personnes sans déclarer	5,2	4,9	5,2	5,1	4,8	3,5	7,6	3,9	5,5	5,0	6,4	5,1	5,6

** L'INE dénomme cette catégorie comme la "population occupée". Note : Les données sur les emplois publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie ont été adaptées à la Nomenclature d'Activités Française, NAF, révision 1, niveau 31 - Liste des sous-sections (www.insee.fr). Dans le cas de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, il s'agit des agglomérations (cf. 3.1.2, Chapitre 3). Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005.*

Tableau 6e : La population active* en pourcentage des 10 plus grandes villes sur le total d'emplois, 1992

POPULATION ACTIVE	La Paz	Santa Cruz	Cochabamba	Tripôle	Oruro	Potosi	Riberalta (BN)	Sucre	Tarija	Trinidad	Yacuiba (TJ)	10 principales Villes	Total Bolivie
Total population active par Villes	16,8	13,0	8,7	38,5	2,1	1,4	0,7	2,0	1,9	0,8	0,7	48,1	100,0
Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	2,5	3,6	2,4	8,5	0,2	0,4	0,3	1,1	1,3	0,2	0,3	12,2	100,0
Extraction des mines et carrières de pierre	7,1	5,9	2,1	15,1	2,6	9,4	0,3	0,7	0,3	0,1	0,1	28,5	100,0
Industries manufacturières	28,1	19,0	15,0	62,0	3,5	1,2	1,9	2,2	1,8	0,8	0,6	74,1	100,0
Électricité, gaz et eau	24,1	16,7	18,4	59,2	4,9	2,7	0,5	4,8	3,7	1,6	1,0	78,5	100,0
Construction	24,3	22,9	15,2	62,3	2,9	1,9	0,6	3,6	3,6	1,3	1,3	77,6	100,0
Commerce	27,7	28,1	12,5	68,4	4,8	2,3	0,8	3,0	1,2	1,2	0,5	82,2	100,0
Restauration et hôtellerie	33,0	25,9	11,2	70,0	3,7	2,0	0,8	2,3	0,5	2,2	0,3	81,9	100,0
Transport, stockage et communications	25,8	23,9	14,0	63,7	4,5	2,0	0,8	2,7	2,4	1,6	1,3	78,9	100,0
Établissements financiers, assurances, biens immeubles et services sociaux aux entreprises	41,4	25,1	15,8	82,4	2,5	1,4	0,4	3,0	2,4	1,0	0,5	93,6	100,0
Services de l'administration publique	41,0	14,9	10,8	66,7	4,2	2,8	0,8	3,8	2,8	2,1	0,8	84,0	100,0
Éducation	21,8	13,6	13,2	48,6	4,5	3,2	1,0	3,9	2,3	1,2	0,6	65,2	100,0
Santé et action sociale	27,2	22,0	15,9	65,1	3,6	2,4	0,7	4,9	2,6	1,7	0,4	81,5	100,0
Services communaux, sociaux, personnels et domestiques	29,1	18,9	18,7	66,8	1,9	1,4	0,5	2,5	4,0	1,2	2,9	81,3	100,0
Personnes sans déclarer	20,5	12,4	6,7	39,6	2,8	1,4	1,1	1,4	1,6	1,3	0,6	49,8	100,0

** L'INE dénomme cette catégorie comme la "population occupée". Note : Les données sur les emplois publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie ont été adaptées à la Nomenclature d'Activités Française, NAF, révision 1, niveau 31 - Liste des sous-sections (www.insee.fr). Dans le cas de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba, il s'agit des agglomérations (cf. 3.1.2, Chapitre 3). Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005.*

Tableau 6f : La population active* en pourcentage des 10 plus grandes villes sur le total d'emplois, 2001

POPULATION ACTIVE	La Paz	Santa Cruz	Cochabamba	Tripôle	Oruro	Potosi	Riberalta (BN)	Sucre	Tarija	Trinidad	Yacuiba (TJ)	10 principales Villes	Total Bolivie
Total population active par Villes	18,6	17,2	10,0	45,8	2,2	1,5	0,9	2,4	2,1	1,0	1,0	56,8	100,0
Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	3,1	4,2	2,9	10,2	0,1	0,3	0,6	0,6	1,2	0,3	0,4	13,8	100,0
Extraction des mines et carrières de pierre	6,3	12,3	1,2	19,8	2,7	11,1	0,3	0,3	0,2	0,1	0,7	35,2	100,0
Industries manufacturières	27,2	20,9	13,1	61,2	2,6	1,2	2,0	2,6	2,0	1,0	0,7	73,3	100,0
Électricité, gaz et eau	17,7	25,5	16,0	59,2	3,4	2,5	0,8	3,3	3,7	2,2	1,3	76,4	100,0
Construction	18,5	20,1	13,3	52,0	2,9	2,0	0,9	3,7	3,5	1,7	1,3	67,9	100,0
Commerce	27,0	26,3	13,9	67,1	3,5	1,8	0,7	2,9	2,7	1,0	1,9	81,6	100,0
Restauration et hôtellerie	25,2	26,5	14,2	65,9	3,6	1,8	0,7	3,0	2,3	1,5	1,3	80,1	100,0
Transport, stockage et communications	28,2	23,8	13,7	65,7	3,3	1,9	0,9	3,0	2,5	1,6	1,5	80,6	100,0
Établissements financiers, assurances, biens immeubles et services sociaux aux entreprises	33,6	29,5	15,7	78,7	3,6	1,8	0,4	3,5	2,7	1,0	0,7	92,4	100,0
Services de l'administration publique	36,0	13,6	10,6	60,2	3,6	2,4	1,1	3,8	3,1	2,5	1,2	77,9	100,0
Éducation	21,7	16,1	12,3	50,2	4,0	3,0	0,9	3,6	2,4	1,3	0,7	66,0	100,0
Santé et action sociale	28,0	22,9	15,6	66,5	3,2	2,3	0,6	5,0	3,1	1,4	0,7	82,7	100,0
Services communaux, sociaux, personnels et domestiques	23,8	27,9	13,0	64,6	2,1	1,6	0,8	3,9	2,7	1,8	1,3	78,9	100,0
Personnes sans déclarer	17,3	15,0	9,2	41,5	1,9	0,9	1,2	1,6	2,1	0,9	1,1	51,2	100,0

** L'INE dénomme cette catégorie comme la "population occupée". Note : Les données sur les emplois publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie ont été adaptées à la Nomenclature d'Activités Française, NAF, révision 1, niveau 31 - Liste des sous-sections (www.insee.fr). Dans le cas de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba il s'agit des agglomérations (cf. 3.1.2, Chapitre 3). Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005.*

Tableau 6g : Spécialisations relatives (QL) des dix plus grandes villes en termes de population active*, 1992

POPULATION ACTIVE	La Paz	Santa Cruz	Cochabamba	Tripôle	Oruro	Potosi	Riberalta (BN)	Sucre	Tarija	Trinidad	Yacuiba (TJ)	10 principales Villes	Total Bolivie
Total population active par Villes	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Agriculture, élevage, chasse, pêche	0,15	0,28	0,27	0,22	0,08	0,28	0,46	0,53	0,71	0,23	0,44	0,25	1,00
Mines et carrières	0,42	0,45	0,24	0,39	1,24	6,63	0,50	0,35	0,14	0,09	0,17	0,59	1,00
Industrie manufacturière	1,67	1,46	1,73	1,61	1,65	0,83	2,75	1,12	0,98	1,04	0,85	1,54	1,00
Électricité, gaz, eau	1,44	1,29	2,11	1,54	2,32	1,92	0,76	2,40	1,97	1,91	1,41	1,63	1,00
Construction	1,45	1,76	1,74	1,62	1,40	1,38	0,86	1,78	1,92	1,63	1,73	1,61	1,00
Commerce	1,65	2,16	1,44	1,78	2,29	1,65	1,16	1,53	0,63	1,52	0,66	1,71	1,00
Restauration, hôtellerie	1,96	1,99	1,29	1,82	1,77	1,41	1,12	1,16	0,27	2,75	0,45	1,70	1,00
Transport, stockage, communication	1,54	1,84	1,61	1,66	2,13	1,43	1,11	1,36	1,26	1,98	1,75	1,64	1,00
Finances, services aux entreprises, assurances, immobilier	2,47	1,93	1,82	2,14	1,17	0,97	0,66	1,51	1,29	1,17	0,71	1,95	1,00
Administration publique	2,44	1,15	1,24	1,74	2,02	1,98	1,11	1,88	1,50	2,58	1,03	1,75	1,00
Éducation	1,30	1,05	1,52	1,26	2,13	2,23	1,41	1,95	1,22	1,51	0,78	1,36	1,00
Santé et action sociale	1,62	1,69	1,83	1,69	1,72	1,72	1,06	2,45	1,38	2,11	0,58	1,69	1,00
Services sociaux et personnels	1,74	1,46	2,16	1,74	0,91	1,02	0,73	1,26	2,11	1,49	3,96	1,69	1,00
Personnes sans déclarer	1,22	0,96	0,77	1,03	1,32	0,98	1,59	0,71	0,87	1,55	0,83	1,04	1,00

** L'INE dénomme cette catégorie comme la "population occupée". Note : Les données sur les emplois publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie ont été adaptées à la Nomenclature d'Activités Française, NAF, révision 1, niveau 31 - Liste des sous-sections (www.insee.fr). Dans le cas de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba il s'agit des agglomérations (cf. 3.1.2, Chapitre 3). Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005.*

Tableau 6h : Spécialisations relatives (QL) des dix plus grandes villes en termes de population active*, 2001

POPULATION ACTIVE	La Paz	Santa Cruz	Cochabamba	Tripôle	Oruro	Potosi	Riberalta (BN)	Sucre	Tarija	Trinidad	Yacuiba (TJ)	10 principales Villes	Total Bolivie
Total population active par Villes	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Agriculture, élevage, chasse, pêche	0,17	0,25	0,29	0,22	0,07	0,23	0,64	0,28	0,56	0,27	0,41	0,24	1,00
Mines et carrières	0,34	0,71	0,12	0,43	1,21	7,68	0,37	0,11	0,10	0,12	0,66	0,62	1,00
Industrie manufacturière	1,46	1,21	1,31	1,34	1,19	0,80	2,33	1,12	0,94	0,97	0,74	1,29	1,00
Électricité, gaz, eau	0,95	1,48	1,60	1,29	1,53	1,74	0,97	1,40	1,74	2,19	1,26	1,34	1,00
Construction	1,00	1,17	1,34	1,13	1,32	1,36	1,01	1,56	1,65	1,73	1,27	1,20	1,00
Commerce	1,45	1,52	1,39	1,46	1,61	1,22	0,82	1,22	1,24	1,04	1,90	1,44	1,00
Restauration, hôtellerie	1,36	1,54	1,42	1,44	1,66	1,22	0,84	1,26	1,08	1,49	1,30	1,41	1,00
Transport, stockage, communication	1,52	1,38	1,37	1,43	1,51	1,33	1,08	1,26	1,19	1,64	1,49	1,42	1,00
Finances, services aux entreprises, assurances, immobilier	1,81	1,71	1,57	1,72	1,62	1,24	0,46	1,50	1,24	1,04	0,73	1,63	1,00
Administration publique	1,94	0,79	1,06	1,31	1,64	1,68	1,32	1,61	1,43	2,53	1,21	1,37	1,00
Éducation	1,17	0,93	1,23	1,10	1,81	2,04	1,02	1,52	1,12	1,29	0,70	1,16	1,00
Santé et action sociale	1,51	1,33	1,56	1,45	1,44	1,55	0,68	2,13	1,43	1,46	0,70	1,46	1,00
Services sociaux et personnels	1,28	1,62	1,30	1,41	0,96	1,12	0,92	1,66	1,27	1,81	1,27	1,39	1,00
Personnes sans déclarer	0,93	0,87	0,92	0,91	0,85	0,62	1,34	0,69	0,97	0,89	1,13	0,90	1,00

** L'INE dénomme cette catégorie comme la "population occupée". Note : Les données sur les emplois publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie ont été adaptées à la Nomenclature d'Activités Française, NAF, révision 1, niveau 31 - Liste des sous-sections (www.insee.fr). Dans le cas de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba il s'agit des agglomérations (cf. 3.1.2, Chapitre 3). Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005.*

Annexe 7 : L'emploi par villes capitales de département

Tableau 7a : La population active des trois principales villes capitales de départements, 1992, 2001 et 2009

POPULATION ACTIVE**	LA PAZ (1)			SANTA CRUZ DE LA SIERRA			COCHABAMBA			TROIS VILLES CAPITALES DE DEPARTEMENT			RESTE DES VILLES CAPITALES DE DÉPARTEMENTS		
	1992	2001	2009*	1992	2001	2009*	1992	2001	2009*	1992	2001	2009*	1992	2001	2009*
COMPOSITION SECTORIELLE	**379 291**	**524 320**	**795 931**	**258 130**	**435 282**	**653 725**	**145 760**	**188 257**	**242 980**	**783 181**	**1 147 859**	**1 692 636**	**195 685**	**275 406**	**375 656**
Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	6 472	11 889	13 690	11 532	15 212	14 840	5 028	6 739	7 241	23 032	33 840	35 770	25 258	19 533	9 328
Extraction des mines et carrières de pierre	3 237	2 100	4 139	2 753	4 090	5 687	778	232	462	6 768	6 422	10 288	6 691	5 398	8 726
Industries manufacturières	59 646	86 399	153 694	35 814	59 450	83 023	23 141	26 634	37 152	118 601	172 483	273 869	21 120	31 601	40 655
Électricité, gaz et eau	1 417	1 664	1 831	894	2 187	2 746	838	1 066	1 798	3 149	4 917	6 374	1 074	1 494	1 999
Construction	28 849	31 916	52 372	25 500	32 046	65 307	12 550	13 898	21 601	66 899	77 860	139 280	16 747	26 342	38 023
Commerce	55 458	127 051	211 558	51 185	112 538	182 324	18 350	46 058	66 771	124 993	285 647	460 653	26 059	58 276	92 871
Restauration et hôtellerie	8 126	30 925	60 650	5 707	29 312	54 717	2 072	12 587	17 543	15 905	72 824	132 910	2 743	15 577	26 720
Transport, stockage et communications	28 194	45 469	76 967	23 057	33 261	67 857	11 555	14 326	24 662	62 806	93 056	169 486	15 132	21 123	36 847
Établissements financiers, assurances, biens immeubles et services sociaux aux entreprises	21 976	32 161	48 313	12 737	26 860	45 042	7 258	11 411	16 450	41 971	70 432	109 804	5 546	12 385	18 297
Services de l'administration publique	23 229	25 826	40 433	7 962	8 911	12 878	4 830	5 701	7 362	36 021	40 438	60 674	9 645	12 180	24 213
Éducation	21 652	31 672	46 880	12 040	21 091	35 040	10 327	12 431	16 304	44 019	65 194	98 224	15 348	21 432	33 789
Santé et action sociale	9 259	16 564	22 764	6 888	12 408	19 612	4 417	6 787	10 400	20 564	35 759	52 775	5 417	9 232	14 592
Services communaux, sociaux, personnels et domestiques	60 749	53 544	62 640	35 597	56 990	64 653	34 422	21 464	15 235	130 768	131 998	142 528	23 235	28 503	29 595
Personnes sans déclarer	51 027	27 140		26 464	20 926		10 194	8 923		87 685	56 989	0	21 870	12 330	0

*Note : Les données sur les emplois publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie ont été adaptées à la Nomenclature d'Activités Française, NAF, révision 1, niveau 31 - Liste des sous-sections (www.insee.fr). Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005, * INE, 2011. (1) Les données correspondent à la ville de La Paz et d'El Alto. * Les données correspondent aux résultats publiés dans INE, 2011 : Encuesta Trimestral de Empleo. ** L'INE dénomme cette catégorie comme la "population occupée".*

Tableau 7b : La population active du reste des villes capitales de départements, 1992, 2001 et 2009

POPULATION ACTIVE**	BENI			CHUQUISACA			ORURO			PANDO			POTOSI			TARIJA		
	1992	2001	2009*	1992	2001	2009*	1992	2001	2009*	1992	2001	2009*	1992	2001	2009*	1992	2001	2009*
COMPOSITION SECTORIELLE	**19 780**	**29 528**	**34 007**	**48 472**	**70 501**	**93 556**	**51 017**	**65 764**	**53 481**	**3 916**	**8 555**	**17 389**	**34 370**	**43 505**	**90 293**	**38 130**	**57 553**	**86 930**
Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	1 808	2 295	789	10 233	5 690	1 525	1 556	1 271	979	517	697	1 123	3 778	2 945	2 582	7 366	6 635	2 330
Extraction des mines et carrières de pierre	36	44	95	354	98	234	1 339	994	5 033	30	21	0	4 810	4 170	3 260	122	71	104
Industries manufacturières	1 843	3 151	3 404	4 869	8 700	10 235	7 545	8 633	5 113	437	992	1 568	2 573	3 866	10 555	3 853	6 259	9 780
Électricité, gaz et eau	93	210	241	286	319	767	291	327	225	33	58	99	162	246	172	209	334	496
Construction	1 645	3 149	4 690	4 412	6 799	9 094	3 650	5 365	4 498	298	1 270	1 415	2 416	3 649	6 817	4 326	6 110	11 510
Commerce	2 527	4 955	5 550	6 210	13 873	21 958	9 783	17 092	12 825	376	1 315	3 554	4 767	8 553	24 948	2 396	12 488	24 036
Restauration et hôtellerie	556	1 841	2 088	574	3 723	6 371	921	4 559	4 139	67	418	1 417	497	2 222	8 506	128	2 814	4 199
Transport, stockage et communications	1 835	2 700	4 190	3 090	4 956	8 757	5 087	5 553	5 936	249	653	1 096	2 300	3 240	8 758	2 571	4 021	8 111
Établissements financiers, assurances, biens immeubles et services sociaux aux entreprises	509	989	1 813	1 603	3 416	5 239	1 311	3 451	1 995	112	253	570	731	1 739	4 090	1 280	2 537	4 590
Services de l'administration publique	1 213	1 831	2 921	2 170	2 770	5 436	2 448	2 632	2 679	589	971	3 057	1 616	1 791	4 695	1 609	2 185	5 424
Éducation	1 252	1 914	2 360	3 964	5 396	9 973	4 547	5 977	5 204	298	466	1 711	3 209	4 459	7 639	2 078	3 220	6 902
Santé et action sociale	594	867	1 428	1 687	3 025	5 033	1 247	1 904	1 380	160	309	800	842	1 356	2 239	887	1 771	3 712
Services communaux, sociaux, personnels et domestiques	2 540	4 095	4 438	5 298	9 002	8 935	3 993	4 865	3 476	254	709	977	3 018	3 746	6 032	8 132	6 086	5 737
Personnes sans déclarer	3 329	1 487		3 722	2 734		7 299	3 141		496	423		3 651	1 523		3 373	3 022	

*Note : Les données sur les emplois publiées par l'Institut National de Statistiques de Bolivie ont été adaptées à la Nomenclature d'Activités Française, NAF, révision 1, niveau 31 - Liste des sous-sections (www.insee.fr). Source : Calculs de l'auteur à partir de INE et al., 2005, * INE, 2011. (1) Les données correspondent à la ville de La Paz et d'El Alto. * Les données correspondent aux résultats publiés dans INE, 2011 : Encuesta Trimestral de Empleo. ** L'INE dénomme cette catégorie comme la "population occupée".*

Annexe 8 : Le PIB par pôles régionaux

Tableau 8a : Part sectorielle en pourcentage des trois pôles régionaux dans le PIB Bolivien, 1992, 2001 et 2010

Secteurs*	Part de La Paz dans le PIB** Bolivien (%)			Part de St.Cruz dans le PIB** Bolivien (%)			Part de Cochab. dans le PIB** Bolivien (%)		
	1992	2001	2010	1992	2001	2010	1992	2001	2010
1 Agricult, élevage, chasse, pêche	14,2	13,0	12,6	33,3	42,6	42,2	19,8	13,4	14,0
1.1 Prod. agri non. indust.	*22,0*	*21,2*	*19,3*	*25,7*	*29,6*	*33,6*	*17,8*	*16,4*	*15,2*
1.2 Prod. agri. Industr.	*0,6*	*0,3*	*0,3*	*86,8*	*95,3*	*95,1*	*0,2*	*0,1*	*0,1*
1.3 Coca	*11,7*	*78,7*	*88,7*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*88,3*	*21,3*	*11,3*
1.4 Produits de l'élevage	*8,6*	*7,7*	*7,5*	*29,3*	*28,8*	*29,7*	*16,9*	*18,6*	*21,1*
1.5 Sylviculture, chasse, pêche	*5,9*	*5,5*	*7,9*	*48,3*	*45,6*	*40,1*	*8,4*	*7,6*	*7,6*
2 Gaz, pétrole, mines	14,6	5,9	9,6	20,8	23,2	12,0	6,3	15,0	6,4
2.1 Gaz, pétrole	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*47,2*	*40,6*	*17,9*	*3,5*	*25,5*	*9,9*
2.2 Mines, carrières	*24,9*	*12,3*	*18,9*	*2,3*	*4,6*	*6,3*	*8,3*	*3,7*	*3,0*
3 Industrie manufacturière	25,7	22,6	22,8	30,1	35,7	37,7	22,6	22,3	21,0
3.1 Aliments	*17,4*	*13,4*	*13,1*	*38,8*	*49,7*	*52,2*	*14,8*	*14,6*	*14,2*
3.2 Boissons, tabac	*51,2*	*43,6*	*38,9*	*15,4*	*23,4*	*34,4*	*17,7*	*18,7*	*13,5*
3.3 Textile, vêtements, cuir	*32,8*	*29,4*	*30,5*	*23,3*	*22,1*	*22,6*	*18,2*	*18,0*	*18,5*
3.4 Bois et prod. du bois	*22,8*	*26,3*	*27,6*	*42,1*	*36,0*	*37,0*	*22,1*	*22,3*	*21,6*
3.5 Prod. de raffinage de pétrole	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*42,1*	*42,8*	*42,8*	*51,9*	*57,0*	*57,2*
3.6 Prod. des minéraux non métall.	*28,5*	*21,1*	*27,3*	*19,1*	*23,1*	*17,7*	*21,3*	*26,4*	*21,5*
3.7 Autres	*40,9*	*40,6*	*38,0*	*18,2*	*18,9*	*22,5*	*19,4*	*20,4*	*20,1*
4 Électricité, gaz, eau	28,8	31,3	29,9	30,8	34,6	35,2	24,6	16,9	17,4
5 Construction	25,2	26,2	19,7	26,8	24,3	21,8	18,9	17,4	15,3
6 Commerce	30,7	20,7	29,3	27,1	36,6	27,4	17,6	19,5	15,9
7 Transport, stockage, com.	32,2	24,0	23,3	30,7	27,3	28,6	17,9	23,9	24,0
7.1 Transport et stockage	*31,2*	*22,0*	*21,4*	*30,3*	*28,1*	*29,5*	*18,6*	*24,2*	*24,2*
7.2 communication	*38,3*	*29,9*	*30,3*	*33,2*	*24,5*	*25,3*	*13,6*	*23,0*	*23,1*
8 Fi, SE, ass., immob.	35,4	31,3	36,3	28,2	30,7	27,7	16,0	17,2	16,8
8.1 Finance	*37,2*	*26,9*	*38,0*	*43,5*	*46,3*	*35,0*	*13,1*	*17,0*	*15,7*
8.2 Services aux entreprises	*36,5*	*31,8*	*36,6*	*25,8*	*25,1*	*24,6*	*18,4*	*18,5*	*18,9*
8.3 immobilier	*34,3*	*34,3*	*34,5*	*23,5*	*23,5*	*23,5*	*16,0*	*16,0*	*16,1*
9 Services sociaux et personnels	31,9	31,7	33,1	27,7	28,3	29,3	19,6	20,2	20,3
10 Restauration, hôtellerie	26,7	30,2	29,8	25,1	26,4	28,5	17,2	18,2	17,1
11 Administration publique	39,1	30,9	32,2	17,5	19,6	18,9	14,9	15,9	15,9
Services bancaires attribués	37,2	26,9	37,7	43,5	46,3	35,0	13,1	17,0	15,7

** La liste complète des secteurs figure en Annexe 5. ** Les PIB sont donnés en « prix de base » (cf. Note, Tableau 4-2, Chapitre 4), en Bolivianos 1990. Source : Calculs de l'auteur à partir de INE, 2011a.*

Tableau 8b : Part sectorielle en pourcentage du Tripôle régional, de Potosi et de Tarija dans le PIB Bolivien, 1992, 2001 et 2010

Secteurs*	Part du Tripôle dans le PIB** Bolivien (%)			Part de Potosi dans le PIB** Bolivien (%)			Part de Tarija dans le PIB** Bolivien (%)		
	1992	2001	2010	1992	2001	2010	1992	2001	2010
1 Agricult, élevage, chasse, pêche	67,2	69,0	68,8	5,4	4,9	4,6	5,9	5,1	5,1
1.1 Prod. agri non. indust.	*65,5*	*67,2*	*68,0*	*9,4*	*9,1*	*8,3*	*6,0*	*5,5*	*5,5*
1.2 Prod. agri. Industr.	*87,6*	*95,7*	*95,5*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*10,7*	*3,6*	*3,8*
1.3 Coca	*100,0*	*100,0*	*100,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
1.4 Produits de l'élevage	*54,7*	*55,1*	*58,3*	*3,2*	*3,0*	*2,8*	*5,7*	*5,8*	*5,5*
1.5 Sylviculture, chasse, pêche	*62,6*	*58,7*	*55,6*	*0,4*	*0,4*	*0,4*	*3,6*	*3,7*	*5,0*
2 Gaz, pétrole, mines	41,7	44,1	28,0	20,9	13,5	20,3	8,8	14,6	33,6
2.1 Gaz, pétrole	*50,7*	*66,2*	*27,8*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*20,2*	*27,2*	*67,2*
2.2 Mines, carrières	*35,4*	*20,6*	*28,1*	*35,5*	*27,9*	*40,1*	*0,9*	*1,3*	*1,0*
3 Industrie manufacturière	78,5	80,6	81,4	2,2	1,8	1,7	4,2	3,7	3,5
3.1 Aliments	*71,0*	*77,7*	*79,4*	*2,5*	*1,6*	*1,6*	*7,0*	*4,6*	*4,2*
3.2 Boissons, tabac	*84,3*	*85,7*	*86,8*	*0,5*	*0,5*	*0,4*	*5,5*	*5,8*	*4,3*
3.3 Textile, vêtements, cuir	*74,2*	*69,5*	*71,6*	*3,5*	*4,2*	*3,8*	*3,1*	*3,7*	*3,6*
3.4 Bois et prod. du bois	*87,0*	*84,7*	*86,2*	*2,0*	*1,3*	*1,1*	*2,1*	*2,9*	*2,6*
3.5 Prod. de raffinage de pétrole	*93,9*	*99,8*	*100,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
3.6 Prod. des minéraux non métall.	*68,9*	*70,6*	*66,5*	*1,3*	*1,3*	*1,2*	*6,0*	*5,9*	*6,0*
3.7 Autres	*78,5*	*80,0*	*80,7*	*4,5*	*3,2*	*4,8*	*1,9*	*1,8*	*1,8*
4 Électricité, gaz, eau	84,2	82,8	82,5	2,2	2,4	2,8	5,4	2,9	2,9
5 Construction	70,8	67,8	56,8	4,8	6,5	10,2	8,7	6,5	13,4
6 Commerce	75,4	76,8	72,7	5,2	3,2	7,1	4,6	3,8	4,5
7 Transport, stockage, com.	80,8	75,1	75,9	4,4	5,0	5,0	3,7	5,9	6,0
7.1 Transport et stockage	*80,1*	*74,3*	*75,1*	*4,8*	*5,4*	*5,4*	*3,7*	*6,0*	*6,2*
7.2 communication	*85,1*	*77,4*	*78,7*	*2,1*	*3,8*	*3,6*	*4,1*	*5,7*	*5,3*
8 Fi, SE, ass., immob.	79,6	79,2	80,8	4,9	4,3	4,2	3,6	5,9	4,8
8.1 Finance	*93,9*	*90,2*	*88,7*	*0,4*	*1,1*	*1,5*	*1,6*	*2,8*	*3,5*
8.2 Services aux entreprises	*80,6*	*75,4*	*80,1*	*4,3*	*4,2*	*4,0*	*3,9*	*10,2*	*7,0*
8.3 immobilier	*73,8*	*73,9*	*74,1*	*7,0*	*6,9*	*6,8*	*4,3*	*4,3*	*4,2*
9 Services sociaux et personnels	79,2	80,3	82,6	4,4	3,7	3,2	3,3	3,1	2,8
10 Restauration, hôtellerie	69,0	74,8	75,4	5,6	5,0	4,8	5,2	4,0	3,9
11 Administration publique	71,5	66,4	67,0	7,2	7,8	7,9	5,0	5,8	6,0
Services bancaires attribués	93,9	90,2	88,4	0,4	1,1	1,5	1,6	2,8	3,6

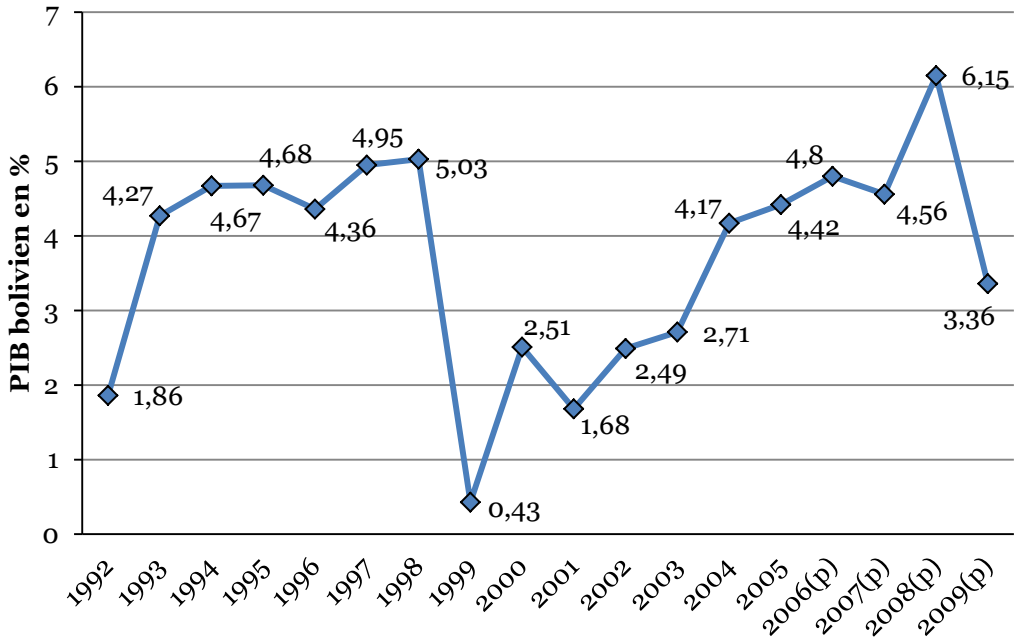
** La liste complète des secteurs figure en Annexe 5. ** Les PIB sont donnés en « prix de base » (cf. Note, Tableau 4-2, Chapitre 4), en Bolivianos 1990. Source : Calculs de l'auteur à partir de INE, 2011a.*

Annexe 9 : Taux de croissance du PIB

Le taux de croissance annuel bolivien, 1992-2009

Le taux de croissance annuel moyen du PIB bolivien de 1992 à 2009 révèle une tendance cyclique. Par exemple de 1993 à 1998 et de 2004 à 2008 elle est environ de 4%. Par contre, de 1998 à 1999 elle passe de 5% à moins de 0,5% ! De même, entre 2008 et 2009 la croissance annuelle passe de 6,15%à 3,4%. Toutefois, soulignons que malgré cette tendance cyclique, la croissance reste positive au cours de cette période (*Graphique 9a*).

Graphique 9a : Taux de croissance du PIB de la Bolivie, 1992-2009



Calculs de l'auteur à partir de la Banque Central de Bolivie, 2004 et 2010a.
(p) : Données provisoires

Annexe 10 : La mine San Cristobal

Figure 10a : Localisation de la mine San Cristobal

Source : UDAPE 2009a.

Annexe 11 : Les exportations par activités économiques

Tableau 11a : Les exportations boliviennes en USD* par activités économiques, 1980-2011

FOB 10^6 USD,	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
TOTAL	1 037	984	898	818	781	672	640	570	597	819	923	851	741	786	1 090	1 138
Minerais	647	557	421	348	363	264	201	208	274	403	408	356	379	382	438	511
Hydrocarbures	245	336	398	420	389	374	333	256	219	214	227	241	134	103	107	153
Autres**	145	90	79	50	29	34	107	106	105	201	288	254	229	301	545	474

FOB 10^6 USD	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
TOTAL	1 215	1 254	1 108	1 042	1 246	1 226	1 320	1 590	2 195	2 867	4 088	4 822	6 933	5 400	6 952	9 098
Minerais	478	500	435	228	260	189	200	229	298	351	794	1 062	1 521	1 498	1 853	2 419
Hydrocarbures	141	107	97	63	158	287	331	485	815	1 400	2 011	2 240	3 483	2 107	2 984	4 112
Autres**	595	647	576	752	828	750	789	875	1 081	1 117	1 283	1 519	1 929	1 794	2 114	2 566

*Source : De 1980 à 1998 : INE, UDAPE, IBCE, 2005 ; de 1999 à 2011 : INE, 2012b. *Exportations en USD courants.*

*Autres** : 1980-1998 : regroupe la Manufacture et l'Agriculture. Pour 1999-2009 : regroupe la Manufacture, l'agriculture et la pêche. Pour 2010-2011 : regroupe la manufacture, l'agriculture, la pêche, la production d'électricité, de gaz, et d'eau et autres activités sociales et des services à la commune.*

Tableau 11b : Part des secteurs en pourcentage dans les exportations boliviennes, 1980-2011

En %	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Minerais	62,4	56,7	46,8	42,6	46,5	39,2	31,4	36,5	45,8	49,3	44,2	41,9	51,1	48,7	40,2	44,9
Hydrocarbures	23,6	34,2	44,4	51,4	49,8	55,7	52,0	45,0	36,7	26,2	24,6	28,3	18,0	13,1	9,8	13,4
Autres**	14,0	9,2	8,8	6,1	3,7	5,1	16,7	18,6	17,5	24,5	31,2	29,8	30,9	38,3	50,0	41,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

En %	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Minerais	39,4	39,8	39,3	21,8	20,9	15,4	15,1	14,4	13,6	12,2	19,4	22,0	21,9	27,7	26,7	26,6
Hydrocarbures	11,6	8,5	8,7	6,0	12,7	23,4	25,1	30,5	37,2	48,8	49,2	46,5	50,2	39,0	42,9	45,2
Autres**	49,0	51,6	52,0	72,1	66,5	61,2	59,7	55,1	49,3	38,9	31,4	31,5	27,8	33,2	30,4	28,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

*Source : De 1980 à 1998 : INE, UDAPE, IBCE, 2005 ; de 1999 à 2011 : INE, 2012b. *Exportations en USD courants. Autres** : regroupe le reste des secteurs.*

Annexe 12 : Les exportations des pôles régionaux

Tableau 12a : Part en pourcentage des pôles régionaux dans le total d'exportations, 1999-2011

FOB, 10^6 USD	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
La Paz	17,4	12,3	11,2	11,8	11,5	9,6	8,4	7,5	7,8	5,9	5,8	6,5	5,9
Santa Cruz	34,8	37,4	40,2	38,7	37,1	35,2	**28,1**	24,0	27,0	27,0	28,0	25,0	23,2
Cochabamba	5,8	7,8	8,8	9,0	8,0	8,3	10,2	9,1	6,5	6,0	4,7	4,5	4,3
Tripôle régional	58,0	57,5	60,2	59,5	56,7	53,1	46,7	**40,6**	41,3	38,9	38,4	36,0	33,4
Beni	2,0	3,2	2,6	2,5	2,6	2,5	2,2	1,6	1,5	1,1	1,2	1,3	1,4
Chuquisaca	0,5	1,5	1,3	0,4	0,3	0,3	0,6	1,8	2,2	2,9	2,1	2,4	2,7
Oruro	20,3	17,2	14,1	13,1	9,7	8,0	6,8	8,6	7,2	5,7	5,9	6,7	6,7
Pando	0,3	1,2	0,6	0,6	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Potosi	15,1	14,3	11,0	10,6	10,7	10,2	9,2	13,7	16,9	19,6	26,0	25,5	26,9
Tarija	2,9	3,9	9,1	12,4	19,1	25,1	**34,3**	33,6	30,6	31,7	26,0	27,8	28,7
Non spécifié	0,9	1,1	1,0	0,8	0,7	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Potosi+Tarija	18,0	18,2	20,1	23,0	29,8	35,3	43,5	**47,3**	47,5	51,2	52,0	53,3	55,6

Source : INE, 2012b.

Tableau 12b : Part en pourcentage des activités économiques dans le total d'exportations FOB par pôles régionaux, 1999-2011

FOB, 10^6 USD	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
BOLIVIE	1 042	1 246	1 226	1 320	1 590	2 195	2 867	4 088	4 822	6 933	5 400	6 952	9 098
Ind. Manufacturière (%)	60,3	57,4	56,8	55,1	49,1	43,3	33,0	27,5	27,6	23,9	27,9	26,4	24,5
Ext. Minerais (%)	21,8	20,9	15,4	15,1	14,4	13,6	12,2	19,4	22,0	21,9	27,7	26,7	26,6
Ext. Hydrocarbures (%)	6,0	12,7	23,4	25,1	30,5	37,2	48,8	49,2	46,5	**50,2**	39,0	42,9	45,2
Autres* (%)	11,8	9,0	4,4	4,6	5,9	6,0	6,0	3,9	3,9	3,9	5,3	4,0	3,7
LA PAZ	181	153	137	156	183	211	241	305	374	406	311	452	539
Ind. Manufacturière (%)	74,2	80,3	86,8	83,7	80,3	80,0	77,7	66,8	62,4	71,8	73,3	73,4	70,5
Ext. Minerais (%)	10,6	7,4	7,9	11,0	12,3	10,7	11,2	24,1	32,3	23,9	20,7	21,8	23,2
Autres* (%)	15,2	12,4	5,4	5,3	7,5	9,3	11,1	9,0	5,3	4,2	6,0	4,8	6,3
SANTA CRUZ	363	466	494	511	590	772	806	981	1 304	1 869	1 512	1 739	2 109
Ind. Manufacturière (%)	77,4	77,5	76,6	78,8	77,1	74,4	67,8	65,1	58,7	48,9	60,0	52,7	43,8
Ext. Minerais (%)	0,4	0,3	0,5	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5
Ext. Hydrocarbures (%)	3,1	9,1	20,1	17,0	15,9	18,8	23,4	29,4	35,9	44,0	30,8	42,0	52,3
Autres* (%)	19,1	13,2	2,8	3,8	6,7	6,5	8,5	5,2	5,3	7,0	9,0	5,2	3,4
COCHABAMBA	61	98	108	119	128	182	291	372	312	419	253	313	393
Ind. Manufacturière (%)	46,2	35,4	34,8	29,1	25,5	29,7	19,3	17,6	25,5	22,5	31,3	30,2	25,2
Ext. Minerais (%)	6,7	4,3	1,1	0,5	1,0	0,8	1,5	2,3	4,0	4,3	3,8	6,2	6,8
Ext. Hydrocarbures (%)	39,7	55,8	60,2	66,8	68,5	64,3	75,1	76,3	65,8	69,3	58,1	57,1	61,2
Autres* (%)	7,4	4,6	3,9	3,6	5,0	5,1	4,2	3,8	4,7	3,8	6,7	6,5	6,7
TRIPÔLE RÉGIONAL	605	716	739	786	901	1 164	1 339	1 659	1 990	2 694	2 076	2 505	3 041
Ind. Manufacturière (%)	73,3	72,3	72,4	72,2	70,4	68,5	59,0	54,8	54,2	48,2	58,5	53,6	46,1
Ext. Minerais (%)	4,1	2,3	2,0	2,5	2,8	2,2	2,5	5,1	6,9	4,4	3,6	4,8	5,3
Ext. Hydrocarbures (%)	5,9	13,5	22,2	21,2	20,2	22,5	30,4	34,5	33,8	41,3	29,5	36,3	44,2
Autres* (%)	16,7	11,9	3,4	4,1	6,6	6,8	8,0	5,6	5,2	6,1	8,3	5,3	4,4

** Autres : Agriculture, élevage, chasse, sylviculture, pêche*

Tableau 12c : Part en pourcentage des activités économiques dans le total d'exportations FOB par pôles régionaux, 1999-2011

FOB, 10^6 USD	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
BENI	21	40	32	33	41	56	64	65	73	79	67	90	129
Ind. Manufacturière (%)	21,2	38,7	33,7	33,2	27,1	15,2	10,7	13,1	10,4	8,6	6,6	4,4	2,2
Autres* (%)	78,8	61,3	66,3	66,8	72,9	84,8	89,3	86,9	89,6	91,4	93,4	95,6	97,8
CHUQUISACA	5	19	16	5	5	8	17	72	104	198	115	165	244
Ind. Manufacturière (%)	6,9	2,2	2,7	9,1	2,4	7,7	5,3	1,7	1,8	1,3	2,3	2,2	30,0
Ext. Minerais (%)	69,4	8,4	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	1,0	2,4	4,2	2,5
Ext. Hydrocarbures (%)	22,2	89,2	92,0	90,2	97,4	91,2	93,2	97,9	94,0	97,6	95,0	93,4	67,3
Autres* (%)	1,4	0,2	0,0	0,8	0,2	1,1	1,5	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
ORURO	211	215	173	173	154	176	194	350	349	393	319	468	606
Ind. Manufacturière (%)	73,4	62,8	66,7	68,9	64,8	58,1	55,2	45,5	49,7	61,5	63,6	59,7	55,1
Ext. Minerais (%)	25,6	36,5	32,1	30,0	33,3	39,7	42,2	52,4	47,3	34,1	26,4	31,9	36,0
Autres* (%)	1,0	0,6	1,2	1,2	1,8	2,2	2,5	2,2	2,9	4,4	10,1	8,4	8,8
PANDO	3	15	8	8	5	5	7	10	14	18	13	17	18
Ind. Manufacturière (%)	58,5	97,7	41,9	46,8	81,8	97,3	87,1	98,6	55,1	29,7	38,4	25,9	10,0
Ext. Minerais (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres* (%)	41,5	2,3	58,1	53,2	18,2	2,7	12,9	1,4	44,9	70,3	61,6	74,1	90,0
POTOSI	157	179	135	139	170	225	264	558	814	1 356	1 403	1 776	2 450
Ind. Manufacturière (%)	7,2	8,3	11,8	7,7	10,0	9,6	10,8	5,5	6,7	6,1	4,0	10,7	16,7
Ext. Minerais (%)	92,4	91,5	87,9	91,9	89,7	90,0	88,9	94,2	93,0	93,5	95,2	88,8	82,9
Autres* (%)	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,5	0,8	0,4	0,4
TARIJA	31	48	112	164	303	550	984	1 374	1 478	2 195	1 406	1 931	2 609
Ind. Manufacturière (%)	11,2	7,5	3,3	2,3	1,2	0,7	0,6	0,4	0,5	0,8	1,5	0,6	0,1
Ext. Minerais (%)	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ext. Hydrocarbures (%)	86,3	91,7	96,5	97,6	98,8	99,2	99,4	99,5	99,4	99,2	98,5	99,4	99,8
Autres* (%)	2,4	0,8	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Non Spécifié	9	13	13	11	11	11							
Ind. Manufacturière (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0							

** Autres : Agriculture, élevage, chasse, sylviculture, pêche*

Annexe 13 : Investissement direct étranger

Tableau 13a : IDE en Bolivie par activité économique, 1996-2008

Activité Économique	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006*	2007*	2008*
TOTAL (en millions USD)	**427**	**854**	**1 026**	**1 010**	**832**	**877**	**999**	**567**	**448**	**488**	**581**	**739**	**1 302**
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche (%)	0,29	0,02	0,03	0,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,04	0,22	0,33
Exploitation et prospection du pétrole brut et gaz naturel (%)	12,49	34,65	45,02	38,01	45,84	51,65	46,33	43,70	41,14	28,54	9,99	17,79	29,21
Exploitation et exploration des mines et carrières (%)	4,61	3,51	3,72	2,29	3,42	3,93	1,16	3,61	8,43	45,81	58,52	41,64	36,70
Industrie Manufacturière (%)	6,61	2,97	1,57	14,80	11,22	9,96	9,12	10,96	19,79	6,36	8,99	12,06	7,85
Production et distribution d'énergie électrique, gaz et eau (%)	9,05	12,32	8,28	7,10	5,05	4,72	4,24	6,32	16,42	2,07	2,44	0,93	3,97
Construction (%)	0,02	21,27	10,09	13,92	7,73	2,07	28,32	15,62	1,89	1,04	2,38	0,72	2,19
Vente en gros et en détail (%)	1,37	0,09	0,50	2,16	4,00	1,44	1,11	10,19	5,39	8,48	5,58	10,89	12,38
Hôtellerie et restauration (%)	0,00	0,12	0,00	0,00	3,77	0,11	0,00	0,04	0,05	0,04	0,03	0,02	0,00
Transport, stockage et communications (%)	57,15	21,03	21,77	16,71	13,08	22,90	3,98	6,90	1,53	2,37	10,74	13,52	4,50
Intermédiation financière (%)	8,39	2,80	8,65	4,16	5,10	2,29	5,50	1,65	4,47	3,74	1,18	1,08	1,19
Autres Services (%)	0,03	1,23	0,38	0,59	0,78	0,92	0,25	1,01	0,89	1,57	0,19	1,13	1,70

*Source : INE, 2010, Banque Centrale de Bolivie. * Données provisoires.*

Tableau 13b : Part des pôles régionaux en pourcentage dans l'IDE national, 1996-2005

IDE Bolivie 10^6 USD	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004***	**2005***
	427	**854**	**1 026**	**1 010**	**832**	**877**	**999**	**567**	**448**	**488**
La Paz (%)	25,89	11,97	12,99	10,79	19,50	17,86	11,17	24,94	18,83	15,36
Santa Cruz (%)	31,81	48,83	53,78	50,64	47,87	42,20	33,92	29,13	52,03	27,66
Cochabamba (%)	28,15	29,54	13,86	13,99	6,92	7,70	11,87	15,71	7,00	3,62
Tripôle régional (%)	85,84	90,34	80,63	75,42	74,29	67,76	56,96	69,79	77,86	46,65
Beni (%)	3,57	0,60	0,71	0,38	1,59	1,51	0,09	0,51	0,12	0,66
Chuquisaca (%)	1,12	1,69	2,43	4,23	2,38	4,20	0,87	4,47	2,26	6,38
Oruro (%)	2,28	1,28	1,20	1,40	3,35	2,92	0,79	0,22	1,21	0,31
Pando (%)	0,00	0,01	0,04	0,12	0,17	0,04	0,01	0,00	0,00	0,01
Potosí (%)	3,76	2,56	3,49	1,58	1,95	1,00	0,16	0,49	9,50	43,00
Tarija (%)	3,43	3,53	11,50	16,87	16,26	22,58	41,13	24,52	9,05	3,00
Potosi+Tajira (%)	7,18	6,09	14,99	18,45	18,22	23,57	41,29	25,01	18,55	46,00

*Source : INE, 2010, Banque Centrale de Bolivie. *Données provisoires.*

Tableau 13c : Forte captation des IDE par pôles régionaux et par activités économiques, 1996-2003

IDE Bolivie 10^3 USD	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002***	**2003***
	427 205	**854 024**	**1 026 060**	**1 010 448**	**832 475**	**877 112**	**999 013**	**566 922**
Hydrocarbures	**53 375**	**295 942**	**461 909**	**384 108**	**381 569**	**453 053**	**462 816**	**247 771**
Santa Cruz (%)	14,78	46,63	56,52	42,27	52,43	43,74	46,59	21,93
Cochabamba (%)	49,26	42,71	17,36	9,39	7,86	4,38	19,00	26,54
Tripôle régional (%)	64,04	89,34	73,99	51,78	60,30	49,24	65,59	48,72
Tarija (%)	16,96	7,89	22,73	41,36	33,52	41,59	32,74	45,56
Minerais	**19 674**	**29 938**	**38 155**	**23 142**	**28 501**	**34 502**	**11 560**	**20 460**
Oruro (%)	7,54	11,49	8,56	32,47	28,91	55,63	64,37	4,10
Potosí (%)	57,74	52,90	78,53	41,60	41,43	18,40	13,30	11,34
Oruro+Potosi (%)	65,28	64,38	87,09	74,07	70,34	74,02	77,67	15,44
Manufacture	**28 238**	**25 379**	**16 149**	**149 553**	**93 424**	**87 335**	**91 132**	**62 160**
La Paz (%)	53,47	17,62	4,82	6,66	20,36	22,63	45,44	82,68
Santa Cruz (%)	21,51	77,99	89,77	49,75	62,27	70,57	52,71	14,14
Tripôle (%)	100,00	100,00	99,26	92,65	83,12	98,86	99,78	99,63

Source : Enquête interinstitutionnelle INE, BCB, Ministère de développement économique et la Confédération d'entrepreneurs privés de Bolivie.

** Données provisoires. 2003 : dernière année disponible à cette échelle de désagrégation.*

Annexe 14 : Les indices de développement humain par pôles régionaux

Tableau 14a : Valeurs maximales et minimales des IDH dans les départements, 2005

Département	IDH 2005	IDH Valeur Max. des Municipalités **	IDH Valeur Min. des Municipalités **	Composants de l'IDH I. de Revenu	I. d'Éducation	I. de Santé
Santa Cruz*	0,71	0,748	0,534	0,59	0,81	0,74
Beni	0,67	0,717	0,589	0,50	0,78	0,75
Tarija	0,67	0,717	0,484	0,51	0,75	0,74
Cochabamba*	0,65	0,738	0,319	0,54	0,76	0,66
La Paz*	0,65	0,694	0,419	0,51	0,80	0,63
Pando	0,65	0,705	0,522	0,50	0,77	0,67
Oruro	0,64	0,720	0,458	0,48	0,79	0,66
Chuquisaca	0,59	0,704	0,356	0,45	0,66	0,66
Potosi	0,54	0,701	0,340	0,38	0,65	0,58
Bolivia	**0,669**	**0,748**	**0,319**	**0,558**	**0,776**	**0,672**

*Source : PNUD, 2007. Les données d'IDH sont classées par ordre décroissant. *Les valeurs maximales pour l'IDH à l'intérieur des départements de Santa Cruz, de Cochabamba et de La Paz reflètent celles des principales agglomérations. ** Les valeurs maximales et minimales tiennent compte des toutes les municipalités, rurales et urbaines confondues.*

Annexe 15 : Les composantes de l'IDH

Tableau 15a : Classement par ordre d'importance de l'IDH et de leurs composantes, 1992

	IDH		I. de revenu		I. de l'éducation		I. de la santé	
1	Santa Cruz	0,651	Camiri	0,540	Oruro	0,799	Portachuelo	0,700
2	Camiri	0,633	Santa Cruz	0,532	Trinidad	0,793	Tarija	0,683
3	Portachuelo	0,629	Cochabamba	0,476	Cochabamba	0,783	Santa Cruz	0,638
4	Cochabamba	0,621	La Paz	0,470	Cobija	0,783	Sucre	0,633
5	La Paz	0,621	Portachuelo	0,467	Santa Cruz	0,783	Guarayos	0,633
6	Cobija	0,618	Sucre	0,463	La Paz	0,777	Yacuiba	0,617
7	Tarija	0,618	Trinidad	0,457	Guayaramerín	0,763	Cobija	0,617
8	Sucre	0,612	Cobija	0,454	Puerto Suárez	0,760	Villamontes	0,617
9	Trinidad	0,611	Puerto Suárez	0,454	Camiri	0,760	Puerto Suárez	0,617
10	Puerto Suárez	0,610	Bermejo	0,454	Potosí	0,753	La Paz	0,615
11	Oruro	0,584	Oruro	0,453	Sucre	0,738	Cochabamba	0,604
12	Yacuiba	0,583	Guayaramerín	0,450	Riberalta	0,735	Bermejo	0,600
13	Villamontes	0,580	Tarija	0,435	Tarija	0,734	Camiri	0,600
14	Bermejo	0,579	Yacuiba	0,430	Huanuni	0,731	Trinidad	0,583
15	Guayaramerín	0,571	Villamontes	0,429	Uyuni	0,726	Yapacaní	0,583
16	Potosí	0,564	Potosí	0,423	Portachuelo	0,721	Caranavi	0,583
17	Uyuni	0,552	Riberalta	0,417	Yacuiba	0,704	Punata	0,550
18	Guarayos	0,550	Huanuni	0,413	Villamontes	0,695	Mineros	0,550
19	Caranavi	0,548	Uyuni	0,412	Santa Ana	0,691	Villazón	0,533
20	Riberalta	0,545	San Borja	0,411	Bermejo	0,683	San Borja	0,533
21	Punata	0,542	Punata	0,410	Lllallagua	0,682	Santa Ana	0,533
22	Santa Ana	0,539	Caranavi	0,398	Guarayos	0,682	Potosí	0,517
23	Huanuni	0,537	Tupiza	0,397	Villazón	0,669	Uyuni	0,517
24	San Borja	0,532	Santa Ana	0,394	Punata	0,665	Oruro	0,500
25	Villazón	0,530	Villazón	0,389	Caranavi	0,663	Guayaramerín	0,500
26	Yapacaní	0,530	Mineros	0,385	San Borja	0,652	Riberalta	0,483
27	Mineros	0,522	San Ignacio	0,383	Tupiza	0,650	San Ignacio	0,483
28	Tupiza	0,510	Lllallagua	0,380	Yapacaní	0,634	Tupiza	0,483
29	Lllallagua	0,498	Yapacaní	0,373	Mineros	0,632	Huanuni	0,467
30	San Ignacio	0,488	Guarayos	0,337	San Ignacio	0,598	Lllallagua	0,433
31	El Carmen		El Carmen		El Carmen		El Carmen	

*Source : PNUD, 2007. Calculs de l'auteur. *Ce classement regroupe les 31 plus grandes villes de plus de 10 000 habitants, en 2010. Note : Pour les villes de Santa Cruz, de La Paz et de Cochabamba, nous utilisons le critère d'agglomération pondérée par la population.*

Tableau 15b : Classement par ordre d'importance de l'IDH et de leurs composantes, 2005

	IDH		I. de revenu		I. de l'éducation		I. de la santé	
1	Santa Cruz	0,748	Cochabamba	0,652	Oruro	0,888	Camiri	0,782
2	Camiri	0,747	Santa Cruz	0,644	Trinidad	0,861	Tarija	0,782
3	Cochabamba	0,738	Camiri	0,625	La Paz	0,858	Santa Ana	0,780
4	Portachuelo	0,722	El Carmen	0,600	Potosí	0,849	El Carmen	0,776
5	Oruro	0,720	Sucre	0,589	Portachuelo	0,844	Puerto Suárez	0,776
6	El Carmen	0,720	Potosí	0,576	Santa Cruz	0,840	Guayaramerín	0,774
7	Puerto Suárez	0,719	Punata	0,574	Cochabamba	0,838	San Borja	0,767
8	Tarija	0,717	La Paz	0,572	Camiri	0,832	Santa Cruz	0,761
9	Trinidad	0,717	Portachuelo	0,563	Cobija	0,831	Portachuelo	0,757
10	Cobija	0,705	Puerto Suárez	0,559	Tarija	0,822	Tupiza	0,753
11	Sucre	0,704	Oruro	0,556	Puerto Suárez	0,821	Trinidad	0,740
12	Potosí	0,701	Trinidad	0,549	Huanuni	0,816	Cobija	0,738
13	Guayaramerín	0,699	Tarija	0,548	Guayaramerín	0,802	Yacuiba	0,732
14	La Paz	0,694	Cobija	0,548	Uyuni	0,801	Guarayos	0,729
15	Santa Ana	0,692	Bermejo	0,533	Sucre	0,799	Villamontes	0,728
16	Punata	0,682	Villazón	0,529	Santa Ana	0,798	San Ignacio	0,724
17	Villamontes	0,673	Yacuiba	0,526	Villamontes	0,792	Cochabamba	0,723
18	Tupiza	0,662	Guayaramerín	0,521	Punata	0,786	Sucre	0,723
19	Yacuiba	0,662	Yapacaní	0,506	El Carmen	0,785	Bermejo	0,717
20	Riberalta	0,661	Uyuni	0,502	Riberalta	0,781	Oruro	0,717
21	Bermejo	0,658	Tupiza	0,502	Lllallagua	0,775	Yapacaní	0,714
22	Yapacaní	0,657	Villamontes	0,501	Mineros	0,750	Riberalta	0,713
23	Uyuni	0,654	Santa Ana	0,497	Yapacaní	0,750	Punata	0,687
24	San Borja	0,646	Mineros	0,497	Caranavi	0,746	Mineros	0,686
25	Villazón	0,645	San Borja	0,495	Tupiza	0,732	Potosí	0,678
26	Mineros	0,645	Caranavi	0,493	Villazón	0,728	Villazón	0,677
27	San Ignacio	0,635	Lllallagua	0,491	Yacuiba	0,727	Uyuni	0,659
28	Guarayos	0,629	Riberalta	0,490	Guarayos	0,726	La Paz	0,651
29	Lllallagua	0,626	San Ignacio	0,457	Bermejo	0,725	Lllallagua	0,611
30	Caranavi	0,601	Huanuni	0,454	San Ignacio	0,725	Caranavi	0,563
31	Huanuni	0,601	Guarayos	0,432	San Borja	0,676	Huanuni	0,532

*Source : PNUD, 2007. Calculs de l'auteur. *Ce classement regroupe les 31 plus grandes villes de plus de 10 000 habitants, en 2010. Note : Pour les villes de Santa Cruz, de La Paz et de Cochabamba, nous utilisons le critère d'agglomération pondérée par la population.*

Table des matières

Remerciements 4
Résumé 6
Abstract 7
Resúmen 8
Sommaire 9
Liste des tableaux 10
Liste des figures 12
Liste des graphiques 13
Liste des annexes 14
Introduction générale 15
Chapitre 1 : La Bolivie et ses territoires 23
1.1 Le contexte bolivien 25
1.1.1 Géographie physique et découpage administratif 25
1.1.2 La population 30
1.1.3 Les réseaux de transport 32
1.2 La Bolivie dans le monde 35
1.3 Les villes boliviennes et la recherche urbaine 40
1.3.1 La vision économique 41
1.3.2 La vision multidisciplinaire 42
1.3.3 L'apport de notre travail 43
1.4 Conclusion 44
Chapitre 2 : Aux racines du tripôle urbain : l'histoire compte 46
2.1 Ressources naturelles et polarisation territoriale 49
2.1.1 Les ressources naturelles dans l'Ouest du pays 50
2.1.1.1 L'argent, 1545-1650 51
2.1.1.2 Le guano et le salpêtre, 1850-1878 52
2.1.1.3 L'argent à nouveau, 1858-1899 52
2.1.1.4 L'étain, 1900-1940 55
2.1.1.5 L'étain, de 1940 à nos jours 57
2.1.2 Les cycles extractifs dans l'Est du pays 58
2.1.2.1 Les écorces de quinquina, 1825-1876 58

2.1.2.2 Le latex, 1880-1920 59
2.1.2.3 La découverte et l'exploitation des hydrocarbures : de 1920 à nos jours 61
2.1.2.4 De l'or noir à l'or blanc 65
2.1.3 Les difficultés de l'intégration régionale en Bolivie 66
2.1.3.1 L'Ouest et l'Est... 68
2.1.3.2 ... Une complémentarité sous-jacente 70
2.1.3.3 Cycles extractifs et polarisation territoriale 71
2.2 L'origine du tripôle 72
2.2.1 L'importance historique de La Paz 73
2.2.2 Santa Cruz de la Sierra, centre de référence de l'Est du pays 75
2.2.3 Cochabamba, depuis l'époque des Incas 78
2.3 Des trois villes au tripôle 81
2.3.1 Le contexte général avant 1952 83
2.3.2 La révolution nationale : 1952 86
2.3.2.1 La réforme agraire : retombées sur la région de Santa Cruz 87
2.3.2.2 La nationalisation des mines 89
2.3.2.3 Les hydrocarbures dans la région de Santa Cruz 90
2.3.2.4 La région de Santa Cruz, 1970-1980 92
2.3.2.5 Le revers de la médaille : la spirale inflationniste 94
2.3.3 La réforme structurelle : la nouvelle politique économique de 1985 95
2.3.4 La décennie des années 1990 97
2.3.4.1 La privatisation 98
2.3.4.2 La décentralisation administrative : 1994 et 1995 99
2.4 Conclusion 101
Chapitre 3 : Des villes, des populations et des emplois 103
3.1 Le système urbain 105
3.1.1 L'indice de primatie et la Loi de Zipf 106
3.1.2 Le système des villes 109
3.1.3 Une hiérarchie urbaine changeante 113
3.2 L'emploi 117
3.2.1 Les indices de Spécialisation et de concentration 118
3.2.1.1 Le quotient de localisation : avantages 120
3.2.1.2 ... et inconvénients 121

3.2.1.3 Le quotient de localisation : formulation 121
3.2.2 Précisions sur la base des données de l'emploi 124
3.2.3 Villes et emploi 126
3.2.3.1 La spécialisation relative en termes d'emplois 129
3.2.3.2 Bilan 135
3.2.4 Bilan général de l'emploi au 31/12/2009 136
3.2.4.1 Quelques précisions sur les données de 2009 136
3.2.4.2 Nombre d'emplois dans l'industrie et les services 137
3.2.4.3 Le tripôle urbain 139
3.2.4.4 En dehors du tripôle urbain 139
3.2.4.5 Bilan 142
3.3 Conclusion 142
Chapitre 4 : La polarisation territoriale du point de vue économique 144
4.1 Préliminaires méthodologiques : Des contraintes et des hypothèses 147
4.2 La polarisation de l'activité économique 150
4.2.1 La contribution des pôles régionaux au PIB national 150
4.2.2 Volet international : Exportations, IDE 154
4.2.2.1 Les pôles régionaux exportateurs 155
4.2.2.2 Les investissements directs étrangers (IDE) 159
4.3 Polarisation et spécialisations 166
4.3.1 Les spécialités boliviennes 167
4.3.2 Les spécialisations territoriales 172
4.3.2.1 Les spécialisations relatives dans le tripôle 174
4.3.2.2 Les spécialisations relatives en dehors du tripôle 176
4.3.2.3 Bilan 178
4.4 Conclusion 179
Chapitre 5 : Les villes et le développement humain 182
5.1 L'indice de développement humain 184
5.1.1 Le calcul de l'IDH en Bolivie 184
5.1.1.1 Calcul de l'indice de santé 186
5.1.1.2 Calcul de l'indice d'éducation 187
5.1.1.3 Calcul de l'indice de revenus 188
5.1.1.4 Calcul de l'IDH 189
5.1.2 Spécificités des données 190

5.2 Le développement humain en Bolivie 191
5.2.1 La Bolivie par rapport au classement mondial..... 191
5.2.2 L'IDH au niveau national et régional 192
5.2.3 Les villes et l'IDH 196
5.3 Les politiques sociales en Bolivie..... 200
5.4 Conclusion..... 201
Conclusion générale..... 204
Bibliographie 210
Annexes..... 224
Table des matières 259